

RIN



Unión Internacional del Notariado

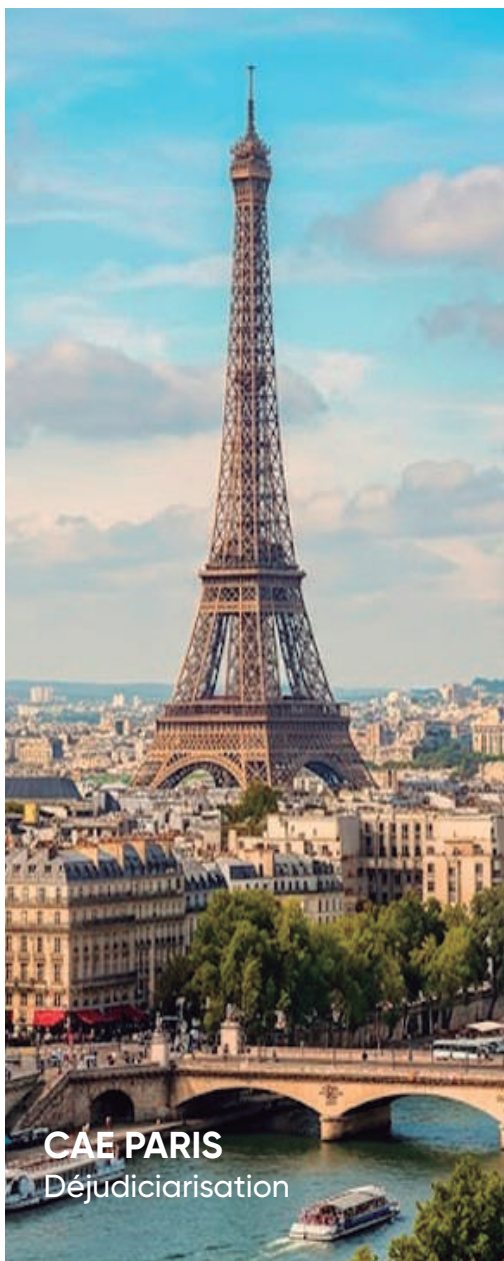
Union Internationale du Notariat

International Union of Notaries

Revista Internacional del Notariado | International Revue of the Notariat | Revue Internationale du Notariat



CAE BARCELONE
Le régime du couple
non marié en Europe



CAE PARIS
Déjudiciarisation



CAE TURIN
La mort numérique

CAE

TOME II ÉDITION SPÉCIALE

VOLUME II SPECIAL EDITION

TOMO II EDICIÓN ESPECIAL

136

RIN 136

CAE TOME II / ÉDITION SPÉCIALE
CAE VOLUME II / SPECIAL EDITION
CAE TOMO II / EDICIÓN ESPECIAL



RIN

Revista Internacional del Notariado

ONPI

Institución Editora

SEDE PERMANENTE

Avenida Las Heras 1833. Piso 4° (C 1024AAO)
Ciudad Autónoma de Buenos Aires - República Argentina

DIRECCIÓN Y REDACCIÓN

Avenida Las Heras 1833. Piso 4° (C 1024AAO)
Ciudad Autónoma de Buenos Aires - República Argentina
Teléfonos: (0054) 11 4809-7161 / 6851
Mail: onpiuinl@onpi.org.ar
www.onpi.org.ar

PRESIDENTE | UINL

DAVID FIGUEROA MÁRQUEZ | MÉXICO

PRESIDENTE DE HONOR | ONPI

AGUEDA LUISA CRESPO () | ARGENTINA

PRESIDENTE | ONPI

SUSANA MARTA BONANNO | ARGENTINA

DISEÑO Y DIAGRAMACIÓN:

MARÍA CECILIA ALCOBA

RIN 136 | Edición Especial | Segundo Semestre 2026

Queda hecho el depósito que previene la ley 11.723,
N° de Registro de la Propiedad Intelectual 1432 Expte. 151.770.

La revista respeta las ideas y opiniones de sus colaboradores, pero no se solidariza
necesariamente con ellas. Los artículos sin firma se entienden obra de la dirección.

LES ARTICLES SONT PUBLIÉS DANS LES LANGUES DANS LESQUELLES ILS ONT ÉTÉ ÉCRITS.

Traductions espagnol réalisées avec IA

THE ARTICLES ARE PUBLISHED IN THE LANGUAGES IN WHICH THEY WERE WRITTEN.

Spanish translations by AI

LOS ARTÍCULOS SE PUBLICAN EN LOS IDIOMAS EN LOS QUE FUERON ESCRITOS.

Traducciones al español realizadas con IA

Sommaire

CAE • TOME II • ÉDITION SPÉCIALE

4^{ème} Session Plénière de la Législature 2023-2025

Traductions espagnol réalisées avec IA

CAE • BARCELONE

OCTOBRE
2024

04



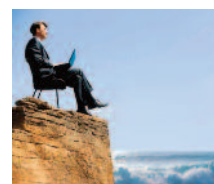
**LE REGIME DU COUPLE NON MARIÉ EN EUROPE :
UNIONS DE FAIT, UNIONS CIVILES, PARTENARIATS ENREGISTRÉS**

- SYNTHÈSE : CONCLUSIONS/RECOMMANDATIONS [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)
- ÉTUDE CAE 2024 : TABLEAU RÉCAPITULATIF [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)

CAE • PARIS

JUIN
2025

19



**" DÉJUDICIARISATION " : DE NOUVEAUX HORIZONS
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES FAMILLES**

- SYNTHÈSE [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)
- ÉTUDE CAE : LES COMPETENCES NOTARIALES
EN MATIERE NON CONTENTIEUSE [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)

CAE • TURIN

NOVEMBRE
2025

172



LA " MORT NUMÉRIQUE "

LE SORT DES BIENS ET DES DONNÉES NUMÉRIQUES EN CAS DE DÉCÈS

- SYNTHÈSE DE L'ACADÉMIE [FR](#) [ENG](#) [IT](#) [ESP](#)
- TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉGLEMENTATIONS EUROPÉENNES [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)
- DÉCALOGUE DU NOTAIRE ITALIEN SUR L'HÉRITAGE NUMÉRIQUE [IT](#) [FR](#) [ENG](#) [ESP](#)

TOME II
ÉDITION SPÉCIALE

CAE

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE) DE L'UINL



BARCELONE

Le regime du couple non marié en europe :
unions de fait, unions civiles, partenariats enregistrés

OCTOBRE 2024



SYNTHÈSE CONCLUSIVE



CONCLUSIONS - RECOMMANDATIONS

ACADÉMIE NOTARIALE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE)

L'Académie notariale de la Commission des Affaires Européennes qui s'est tenue à Barcelone le 17 octobre 2024, sur le thème des couples non mariés en Europe, et notamment du partenariat enregistré, a permis de mettre en relief une première évidence :

Il existe une très grande variété de « couples », de « partenariats », d'« unions », et de régimes du couple non marié en Europe.

En premier lieu, la définition même de « partenariat » ou « union enregistrée » n'est pas uniforme. Si de nombreux pays définissent le « partenariat enregistré » conformément au Règlement européen 2016/1104 sur les partenariats enregistrés, comme le « régime régissant la vie commune de deux personnes, dont l'enregistrement est obligatoire et qui répond aux exigences juridiques prévues par la loi pour sa création »¹, d'autres retiennent une définition beaucoup plus large dans leur droit national interne. C'est notamment le cas de la Slovénie et de certaines Communautés Autonomes espagnoles², comme la Catalogne, qui n'exigent pas que le partenariat soit « enregistré » auprès d'une autorité pour exister en tant que « partenariat » et produire des effets juridiques. La preuve d'éléments factuels, comme une communauté de vie pendant une certaine période de temps, seront ainsi suffisants pour démontrer l'existence du partenariat dans ces pays.

Au-delà des qualifications différentes, les régimes accolés à ces couples, sont eux aussi extrêmement variés : des conditions de formation à celles de dissolution du partenariat, en passant par les effets personnels et patrimoniaux qu'il produit, aucun régime « standard » ne s'impose.

Cette grande diversité n'est en réalité pas surprenante : chaque législation sur le couple s'est construite au regard des besoins et réalités sociales, culturelles et historique de son pays.

¹ Article 3 du règlement 2016/1104

² En Espagne, le régime des « couples non mariés » n'est pas réglementé au niveau de l'Etat, mais au niveau de chaque Communauté Autonome. Ainsi, chaque région a défini, ou non, un régime pour les partenariats.

Malgré cette grande hétérogénéité, nous pourrions néanmoins tenter une classification des différents régimes qui existent en Europe.

Précisons toutefois, au préalable, que certains pays n'ont encore jamais légiféré sur le partenariat. Cette forme d'union n'existe ainsi pas en Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Géorgie, Lituanie, Macédoine du Nord, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Turquie, et Ukraine, qui ne connaissent que le régime du mariage ou encore de la simple union de fait.

En ce qui concerne les autres, nous pourrions les classer en trois groupes.

Il y a d'abord les pays qui ont trouvé dans le partenariat une alternative au mariage entre personnes de même sexe. Certains Etats Européens n'ont en effet pas ouvert le mariage aux personnes de même sexe, pour des raisons sociales, religieuses, ou culturelles. Pour autant, ils sont tenus d'offrir à ces couples les mêmes droits qu'aux couples de sexe différent, sous peine d'une rupture d'égalité entre eux. C'est ainsi que l'Italie, la Croatie, la République tchèque, le Monténégro ou encore l'Autriche ont créé une nouvelle forme d'union, uniquement pour les couples de même sexe, appelée « union civile » ou « partenariat », dont le régime est extrêmement proche de celui du mariage, mais n'en porte pas le nom. Ces unions sont d'ailleurs généralement conclues devant l'officier d'état civil, comme pour le mariage.

Il y a ensuite les pays qui ont, dans un premier temps, créé le régime du partenariat, calqué sur celui du mariage, puis ont ouvert le mariage aux couples de même sexe. Il s'agit par exemple de l'Espagne, du Royaume-Uni, de la Grèce, de Malte, de l'Allemagne ou encore de la Suisse.

A la suite de l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe, ces pays ont toutefois pris des chemins différents concernant leur législation sur le partenariat.

Certains, comme l'Allemagne et la Suisse, ont fait le choix de purement et simplement abroger cette forme d'union. Proposant à tous les couples le même régime que le mariage (lui-même ouvert à tous les couples), et bien que recevant une qualification différente, le partenariat est apparu comme inutile.

Les autres ont quant à eux fait un choix différent : ils ont laissé subsister le régime du partenariat alors même que le mariage était dorénavant ouvert à tous les couples. Ces législations offrent donc aux couples un régime, pratiquement unique, sous couvert de qualifications différentes. L'explication est sans doute plus sociale que juridique : la société est restée attachée à la figure du partenariat, vu comme un modèle plus souple, moins « conventionnel », moins « marqué » religieusement que le mariage.

Dans ces pays, et notamment en Espagne, le législateur et la jurisprudence tendent à appliquer à tous les couples, mariés, partenaires ou concubins, autrement dit, quelles que soient leur qualification et conditions de formation, le même régime, au nom

d'un principe d'égalité entre les couples. C'est ainsi qu'en Catalogne, les partenaires, même non enregistrés, qui partagent une communauté de vie depuis plus de deux ans, sont héritiers légaux dans la succession de l'autre.

Il y a enfin les pays qui ont créé un régime de partenariat enregistré, en parallèle de celui du mariage, sans le copier complètement. Le partenariat se présente ainsi, en la forme, comme dans le fond, comme une proposition d'union différente. L'ouverture du mariage aux personnes de même sexe dans ces pays, n'a dès lors pas eu de conséquence sur l'existence du partenariat. Il s'agit par exemple de la France et de la Belgique, qui proposent une forme d'union que l'on pourrait plus qualifier de contractuelle que d'institutionnelle. C'est ainsi qu'en France, le partenaire pacsé n'est pas un héritier légal dans la succession de l'autre partenaire. Le pacs n'emporte pas non plus d'effet sur la filiation. Il est aussi beaucoup plus facile à défaire que le mariage : une volonté, même unilatérale, suffit à mettre fin au partenariat. Dans le même temps, il est aussi moins protecteur : aucune prestation compensatoire n'est due en cas de rupture. Il en va de même pour le contrat de cohabitation légale belge.

Recommandations de la CAE

Aux termes de cette analyse et de la table ronde ayant eu lieu à Barcelone le 17 octobre 2024 sur « Le régime du couple non marié en Europe : unions de fait, unions civiles et partenariats enregistrés », la Commission des Affaires Européennes, présidée par Me Valentina Rubertelli, fait les recommandations suivantes, aux législateurs et aux Notariats membres :

♦ Besoin de sécurité et de prévisibilité juridique pour les couples

Afin de s'assurer que les partenaires aient conscience des conséquences juridiques de leur situation factuelle (communauté de vie), d'autant plus si elles sont très similaires à celles du mariage, la Commission des Affaires Européennes recommande de fixer des critères clairs et tangibles de formation du partenariat.

Il peut s'agir d'une formalité d'enregistrement du partenariat devant une autorité publique (tel que l'officier d'état civil ou le notaire) ou encore d'une déclaration commune devant notaire, dans un acte authentique. L'important est de déterminer clairement la prise d'effet du partenariat et donc le régime juridique auquel le couple est soumis. Cet acte de volonté des parties devant un officier public leur permettra de ne pas se voir appliquer un régime qu'ils n'ont pas choisi ou dont ils n'avaient pas conscience. Les droits et devoirs qui en découlent n'en seront aussi que plus clairs pour les partenaires.

♦ Besoin de Sécurité et de contrôle pour l'Etat

Pour éviter les fraudes, les « partenariats blancs », qui sont constitués dans le seul but d'obtenir certains effets du partenariat (avantages fiscaux, obtention d'un titre de séjour...), l'Etat peut confier aux notaires deux missions :

- Celle de constituer et enregistrer le partenariat. Le couple devra ainsi se présenter devant le notaire, qui constatera la volonté des parties de conclure le partenariat.
- Celle de recueillir, par acte authentique, la déclaration de cohabitation commune des partenaires, ou éventuellement d'exiger une preuve de cohabitation.

♦ Besoin de conseil pour les couples quant au choix de leur régime patrimonial

Afin d'informer les partenaires des conséquences juridiques de leur union, de leur permettre de choisir un régime patrimonial adapté à leur situation personnelle et familiale, la CAE recommande que les accords patrimoniaux entre partenaires soient conclus par acte authentique notarié, à l'image des contrats de mariage pour les couples mariés.

Le notaire, professionnel de droit qualifié et accessible, est en effet en mesure de conseiller aux parties un régime sur mesure et adapté à leurs besoins.

En présence d'un élément d'extranéité, il déterminera par ailleurs la loi applicable aux effets patrimoniaux de leur partenariat enregistré, et leur conseillera, le cas échéant, le choix d'une autre loi, conformément au règlement européen 2016/1104.





FINAL SUMMARY



CONCLUSIONS - RECOMMENDATIONS

NOTARIAL ACADEMY OF THE EUROPEAN AFFAIRS COMMISSION (CAE)

The Notarial Academy of the European Affairs Commission, held in Barcelona on 17th October 2024, on the theme of unmarried couples in Europe, and registered partnerships in particular, highlighted an initial fact:

There is a very broad variety of ‘couples’, ‘partnerships’, ‘unions’ and of unmarried couple regimes in Europe.

Firstly, the very definition of ‘partnership’ or ‘registered union’ is not uniform. While many countries define ‘registered partnership’ in accordance with European Regulation 2016/1104 on registered partnerships, as the “regime governing the shared life of two people which is provided for in law, the registration of which is mandatory under that law and which fulfils the legal formalities required by that law for its creation”¹, others retain a much broader definition in their domestic national law. This is the case especially in Slovenia and certain Spanish Autonomous Communities², such as Catalonia, which do not require the partnership to be ‘registered’ with an authority in order to exist as a ‘partnership’ and produce legal effects. Proof of factual elements, such as shared life for a certain period of time, will thus be sufficient to prove the existence of the partnership in these countries.

Over and above the different definitions, the regimes applied to these couples also vary greatly: from the conditions under which they are formed to those under which they are dissolved, not to mention the personal and property effects they produce, there is no single ‘standard’ regime.

Indeed, this great diversity is not surprising: each legislation on couples has been shaped by the social, cultural and historical needs and realities of that country.

¹ Article 3 of Regulation 2016/1104

² In Spain, the regime for ‘unmarried couples’ is not regulated at State level, but at Autonomous Community level. Each region has therefore established, or not established, a regime for partnerships.

Despite this great heterogeneity, we can nevertheless attempt to classify the different regimes existing in Europe.

It should be pointed out, however, that some countries have never legislated on partnerships. This form of union does not exist in Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Georgia, Lithuania, Northern Macedonia, Poland, Romania, Serbia, Slovakia, Turkey and Ukraine, which only have marriage or simple de facto unions.

As for the others are concerned, they can be classified into three groups.

Firstly, there are countries that have found partnerships to be an alternative to same-sex marriage. Some European countries have not opened marriage to same-sex couples due to social, religious or cultural reasons. However, they are obliged to offer same-sex couples the same rights as opposite-sex couples, failing which there is a breach of equality between them. This is why Italy, Croatia, the Czech Republic, Montenegro and Austria have created a new form of union exclusively for same-sex couples, known as a 'civil union' or 'partnership', whose regime is very similar to that of marriage, but without using the same name. These unions are generally concluded before a civil registrar, as is the case for marriage.

Then there are countries that initially created the partnership regime, based on that of marriage, and then opened up marriage to same-sex couples. This is the case, for example, of Spain, the United Kingdom, Greece, Malta, Germany and Switzerland.

Following the opening of marriage to same-sex persons, however, these countries took different paths with regard to their respective legislations on partnerships.

Some, such as Germany and Switzerland, simply chose to abolish this form of union altogether. Offering all couples the same regime as marriage (also open to all couples), and despite being given a different definition, partnerships appeared to be unnecessary.

Other countries have made a different choice: they have left the partnership regime in place even though marriage is now open to all couples. These legislations therefore offer couples a virtually unique regime under the guise of different definitions. The explanation is undoubtedly more social than legal: society has remained attached to the partnership model, which is seen as more flexible, less 'conventional' and less religiously 'branded' than marriage.

In these countries, especially Spain, legislators and case law tend to apply the same regime to all couples, whether married, living as partners or cohabiting; in other words, regardless of their name and the conditions under which they were formed, in the name of the principle of equality between couples. In Catalonia, for example,

even unregistered partners who have been living together for more than two years are legal heirs to each other's estates.

Lastly, there are countries that have created a registered partnership regime alongside that of marriage, without copying it completely. Partnerships are thus, in both form and substance, a different kind of union. The opening up of marriage to same-sex couples in these countries has therefore had no effect on the existence of partnerships. This is the case of France and Belgium that offer a form of partnership that could be described as contractual rather than institutional. In France, a partner in a civil partnership is not the legal heir to the estate of the other partner. The partnership also has no effect on filiation. It is also much easier to dissolve than marriage: the will of one party, even unilaterally, is sufficient to terminate the partnership. At the same time, it is less protective: no compensatory allowance is due in the event of termination. The same applies to Belgian legal cohabitation contracts.

CAE Recommendations

On the basis of this analysis and the round table held in Barcelona on 17th October 2024 on 'The regime for unmarried couples in Europe: de facto unions, civil unions and registered partnerships', the European Affairs Commission, chaired by Ms. Valentina Rubertelli, makes the following recommendations to legislators and Member Notariats:

♦ Need for legal certainty and predictability for couples

In order to ensure that partners are aware of the legal consequences of their factual situation ('shared life'), especially if very similar to those of marriage, the European Affairs Commission recommends establishing clear and tangible criteria for the formation of partnerships.

This may concern the formality of registering the partnership with a public authority (such as a civil registrar or notary) or making a joint statement before a notary in an authentic act. The important thing is to clearly determine when the partnership takes effect and therefore the legal regime which the couple is subject to. This act of will by the parties before a public official will ensure that they are not subject to a regime they have not chosen or of which they were not aware. The ensuing rights and duties will also be clearer to the partners.

♦ Need for certainty and control by the State

In order to prevent fraudulent sham partnerships, formed for the sole purpose of obtaining certain effects of the partnership (tax advantages, obtaining a residence permit, etc.), the State can assign two tasks to notaries:

- To form and register the partnership. The couple will have to go before the notary, who will record the will of the parties to conclude the partnership.
- To record, by authentic act, the statement that the partners are living together or, if necessary, to require proof of cohabitation.

♦ Need for advice for couples regarding the choice of their property regime

In order to inform partners of the legal consequences of their partnership and help them choose a property regime suited to their personal and family situations, the CAE recommends that property agreements between partners should be concluded by notarial authentic act, in the same way as marriage contracts for married couples.

The notary, a qualified and accessible legal practitioner, is in a position to advise the parties on a regime tailored to their needs.

If there is a foreign element, the notary will also determine the law applicable to the property effects of their registered partnership and, if necessary, advise them to choose another law, in accordance with European Regulation 2016/1104.



ÉTUDE CAE 2024 SUR :

LE REGIME DU COUPLE NON MARIÉ EN EUROPE :

UNIONS DE FAIT, UNIONS CIVILES, PARTENARIATS ENREGISTRÉS

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Unions réservées aux couples de même sexe dont les effets sont similaires à ceux du mariage

	TYPE D'UNION	Date de création	Exigence d'une preuve de cohabitation?	Couples concernés	Autorité compétente pour la formation	Effets personnels	Effets patrimoniaux	Forme de la dissolution	Compensation en cas de dissolution ?
ITALIE	UNION CIVILE	2016	Déclaration des parties devant l'officier d'état civil	Réservé aux couples de même sexe	Officier d'état civil	Même effets que le mariage (y compris en droit des étrangers), sauf pour l'obligation de fidélité et l'adoption par le couple	Régime légal : communauté. Possibilité de régimes conventionnels, par acte authentique ou déclaration devant l'officier d'état civil. Effets successoraux et fiscaux	Par déclaration conjointe ou devant le tribunal (si désaccord)	Oui, comme pour le mariage
REP. TCHEQUE	PARTENARIAT	2006	Déclaration des parties	Réservé aux couples de même sexe	Officier d'état civil	Pas d'effet sur la filiation. Existence d'un devoir d'assistance entre partenaires. Permet l'obtention d'un titre de séjour.	Pouvoirs de cogestion sur les biens. Effets successoraux (le partenaire est héritier légal). Avantages fiscaux. Même régime patrimonial que pour les époux (communauté)	Par le tribunal à la demande d'un ou des deux partenaires	Le cas échéant, droit à une pension alimentaire (maintenance)
CROATIE	PARTENARIAT	2014	Simple déclaration mais présence de deux témoins au moment de la déclaration	Réservé aux couples de même sexe	Devant l'officier d'état civil en présence de deux témoins	Mêmes effets que ceux du mariage (y compris y matière de filiation et droit des étrangers)	Mêmes effets patrimoniaux que le mariage (dont effets successoraux et fiscaux)	Par le tribunal à la demande d'un ou des deux partenaires	Oui, comme pour le mariage
MONTENEGRO	PARTENARIAT	2020	Non, simple déclaration des parties	Réservé aux couples de même sexe	Devant l'officier d'état civil	Oui (y compris pour la filiation et la délivrance d'un titre de séjour)	Même régime patrimonial Effets similaires au mariage (effets successoraux, même régime patrimonial que le mariage, etc.)	Par accord mutuel, ou par décision de justice en cas de conflit	Oui, comme pour le mariage
AUTRICHE	PARTENARIAT	2010	Simple déclaration des partenaires	Réservé aux couples de même sexe depuis 2019	Devant l'officier d'état civil	Proches de ceux du mariage	Même régime patrimonial que le mariage. Effets successoraux (le partenaire est héritier légal). Avantages fiscaux.	Uniquement devant le tribunal	Oui, comme pour le mariage

HONGRIE	PARTENARIAT conclu devant l'officier d'état civil PARTENARIAT conclu devant notaire	2009	Non, simple déclaration des parties	Partenariat conclu devant l'officier d'état civil : ouvert aux couples de même sexe uniquement. Partenariat conclu devant notaire : ouvert à tous les couples.		Les partenariats conclus devant l'officier d'état civil ont des effets similaires à ceux du mariage.	Les partenariats conclus devant l'officier d'état civil ont des effets similaires à ceux du mariage : même régime patrimonial, effets successoraux, etc. ce n'est en revanche pas le cas des partenariats conclus devant notaire.	Pour les partenariats conclus devant l'officier d'état civil : devant notaire si les partenaires sont d'accord, devant le tribunal en cas de conflit. Pour les partenariats conclus devant notaire : devant notaire	Oui
SUISSE	PARTENARIAT	2007 Abrogé par une loi du 1er juillet 2022 (ayant ouvert le mariage aux couples de même sexe)	Déclaration des partenaires	Réservé aux couples de même sexe	Devant l'officier d'état civil du domicile des partenaires	Effets sur la filiation (adoption et PMA). Effets concernant l'obtention d'un titre de séjour	Régime patrimonial : Séparation de biens sauf convention contraire. Effets successoraux et fiscaux.	Procédure judiciaire	Oui le partenaire peut demander une pension alimentaire à l'autre.

Unions ouvertes à tous les couples dont les effets sont similaires à ceux du mariage

	TYPE D'UNION	Date de création	Exigence d'une preuve de cohabitation?	Couples concernés	Autorité compétente pour la formation	Effets personnels	Effets patrimoniaux	Forme de la dissolution	Compensation en cas de dissolution ?
ROYAUME UNI	PARTENARIAT	2004 (ouvert aux couples hétérosexuels depuis 2019)	Présence de deux témoins au moment de la déclaration	Ouvert aux couples de même sexe et différent depuis 2019	Devant l'officier d'état civil en présence de deux témoins	Mêmes effets que ceux du mariage	Mêmes effets que ceux du mariage	Par le tribunal	
ESPAGNE (régime des Communautés Autonomes)	PARTENARIAT (reconnu au niveau régional, mais pas au niveau étatique)	1998 en Catalogne (première région autonome à créer le partenariat)	Oui (preuve par tout moyen, ex : acte de notoriété)	Ouvert aux couples de même sexe et différent	Devant notaire ou devant l'administration, au choix des parties. Acte authentique obligatoire uniquement en Catalogne	Similaires aux effets du mariage (y compris concernant les effets sur la filiation : adoption, PMA, etc., et la délivrance du titre de séjour)	Similaires aux effets du mariage (effets successoraux, fiscaux, solidarité aux dettes, etc.) Pas de régime légal, choix d'un régime conventionnel possible	Par déclaration unilatérale ou conjointe inscrite au Registre des partenariats, ou par le mariage	Seulement si cela avait été convenu par les partenaires en amont (avant la séparation). Possibilité d'une pension alimentaire.
GRECE	PARTENARIAT	2008 (réforme en 2015)	Non	Ouvert aux couples de même sexe et différent depuis 2015	Uniquement devant notaire	Similaire aux effets du mariage (sauf pour l'adoption par les couples de même sexe)	Similaires à ceux du mariage. Le partenaire survivant vient à la succession du prédécédé	Par déclaration conjointe ou unilatérale dans un acte notarié	Oui
ANDORRE	PARTENARIAT	2005	Simple déclaration des parties	Ouvert aux couples de même sexe et sexe différent	Officier d'état civil	Similaire aux effets du mariage, y compris en matière de filiation et droit des étrangers (titre de séjour)	Similaire aux effets du mariage (droits successoraux, avantages fiscaux, etc.). Même régime patrimonial que pour le mariage	Par inscription dans le registre civil	Oui
MALTE	UNION CIVILE	2014	Simple déclaration des parties	Ouvert aux couples de même sexe et sexe différent	Officier d'état civil	Similaire aux effets du mariage, y compris en matière de filiation et droit des étrangers (titre de séjour)	Similaire aux effets du mariage (droits successoraux, avantages fiscaux, etc.) Même régime patrimonial que pour le mariage	Comme pour le mariage	Oui, comme pour le mariage
SLOVENIE	Cohabitation	2016	Non	Ouvert à tous les couples	Au choix des parties, devant notaire ou devant une autre autorité	Même effets que le mariage	Même effets que le mariage	Pas de procédure particulière pour la cohabitation	Oui

Unions dont le régime diffère de celui du mariage

	TYPE D'UNION	Date de création	Exigence d'une preuve de cohabitation?	Couples concernés	Autorité compétente pour la formation	Effets personnels	Effets patrimoniaux	Forme de la dissolution	Compensation en cas de dissolution ?
FRANCE	PACS (PARTENARIAT)	1999 puis réforme en 2006	Non, déclaration des partenaires	Ouvert aux couples de même sexe ou sexe différent	Officier d'état civil en mairie ou devant notaire	Pas d'obligation de fidélité, pas de possibilité d'adopter (seulement pour les couples mariés)	-Régime de séparation en principe, option possible pour le régime de l'indivision. -Pas d'effets successoraux, sauf droit sur le logement et effets fiscaux identiques à ceux du mariage. Existence d'un régime primaire (solidarité et contribution aux dettes du ménage, etc.)	Déclaration unilatérale ou conjointe	Non (pas de prestation compensatoire)
LETONIE	PARTENARIAT	2024	Oui	Ouvert aux couples de même sexe ou sexe différent	NOTAIRES (exclusivement)	- effets sociaux (pensions) - pas d'effets sur la filiation - pas d'effets sur l'obtention du titre de séjour	-Pas de régime patrimonial d'indivision ou de communauté -Pas d'effets successoraux. -Effets fiscaux équivalents à ceux du mariage	Par décision de justice, ou par consentement mutuel dans un acte notarié	Non
BELGIQUE	CONTRAT DE COHABITATION LEGALE		Simple déclaration	Ouvert aux couples de même sexe ou sexe différent	Déclaration devant l'officier d'état civil. Les partenaires peuvent aménager leur régime patrimonial par contrat, devant notaire.	Non	Uniquement régime de séparation de biens. Protection spéciale du logement de la famille. Pas d'effets successoraux, sauf un usufruit sur la résidence conjugale.	Par consentement mutuel ou unilatéral, devant l'officier d'état civil.	Non
ALBANIE	PARTENARIAT	2009	Oui, une preuve de cohabitation est nécessaire	Non	Devant notaire	Pas d'effet sur la filiation, ni sur l'obtention du titre de séjour	Aucun effet patrimonial, successoral ou fiscal	Non répondu	Non répondu

Les pays suivants n'ont pas de législation sur les partenariats :

Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Géorgie, Lituanie, Macédoine du Nord, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Turquie, Ukraine.

L'Allemagne a supprimé le régime du partenariat en 2017, quand le mariage a été ouvert aussi bien aux personnes de même sexe que de sexe différent.

En Suisse, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1er juillet 2022 ayant ouvert le mariage à tous les couples, il n'est plus non plus possible de conclure de partenariat.





CAE STUDY 2024 ON:

REGIME FOR UNMARRIED COUPLES IN EUROPE: DE FACTO UNIONS, CIVIL UNIONS, REGISTERED PARTNERSHIPS

OVERVIEW TABLE

Unions for same-sex couples with effects similar to those of marriage									
	TYPE OF UNION	Date of introduction	Need for proof of cohabitation?	Couples concerned	Competent Authority for their formation	Personal effects	Property effects	Form of dissolution	Compensation in case of dissolution?
ITALY	CIVIL UNION	2016	Statement by the parties before the civil registrar	For same-sex couples	Civil registrar	Same effects as marriage (including the law relating to aliens), except for the duty of fidelity and adoption by the couple.	Legal regime: community of property. Possible conventional regimes, by authentic act or statement before the civil registrar. Succession and tax-related effects.	By joint statement or before the court in case of disagreement)	Yes, like marriage.
CZECH REP.	PARTNERSHIP	2006	Statement by the parties	For same-sex couples	Civil registrar	No effect on filiation. Existence of a duty of assistance between partners. Makes it possible to obtain a residence permit.	Powers of co-management of assets. Effects on succession (the partner is the legal heir). Tax benefits. Same property regime as for spouses (community of property)	By the court at the request of one or both partners	Where applicable, entitlement to maintenance allowance (alimony)
CROATIA	PARTNERSHIP	2014	Simple statement, but in the presence of two witnesses at the time of the statement	For same-sex couples	Before the civil registrar in the presence of two witnesses	Same effects as marriage (including filiation and law relating to aliens)	Same property effects as marriage (including succession and tax-related effects) Same property regime	By the court at the request of one or both partners	Yes, like marriage
MONTENEGRO	PARTNERSHIP	2020	No, simple statement by the parties	For same-sex couples	Before the civil registrar	Yes (including filiation and the issue of a residence permit)	Effects similar to marriage (succession effects, same property regime as marriage, etc.)	By mutual agreement, or by court order in case of dispute	Yes, like marriage
AUSTRIA	PARTNERSHIP	2010	Simple statement by the partners	For same-sex couples since 2019	Before the civil registrar	Similar to those of marriage	Same property regime as marriage. Succession effects (the partner is the legal heir). Tax benefits.	Only before the court	Yes, like marriage

HUNGARY	PARTNERSHIP concluded before a civil registrar PARTNERSHIP concluded before a notary	2009	No, simple statement by the parties	Partnership concluded before a civil registrar: open to same-sex couples only. Partnership concluded before a notary: open to all couples.		Partnerships concluded before a civil registrar have effects similar to those of marriage.	Partnerships concluded before a civil registrar have effects similar to those of marriage: same property regime, succession effects, etc. However, this is not the case for partnerships concluded before a notary.	In the case of partnerships concluded before a civil registrar: before a notary if the partners agree; or before the court in the event of a dispute. In the case of partnerships concluded before a notary.	Yes
SWITZERLAND	PARTNERSHIP	2007 <i>Repealed by the law of 1st July 2022 (having opened marriage to same-sex couples)</i>	Statement by the partners	For same-sex couples	Before the civil registrar of the place of residence of partners	Effects on filiation (adoption and MAP). Effects on obtaining a residence permit.	Property regime: Separation of property unless agreed otherwise. Succession and tax-related effects.	Judicial proceedings	Yes, a partner can claim alimony from the other partner.

Unions open to all couples with effects similar to those of marriage

	TYPE OF UNION	Date of introduction	Need for proof of cohabitation?	Couples concerned	Competent Authority for their formation	Personal effects	Property effects	Form of dissolution	Compensation in case of dissolution?
UNITED KINGDOM	PARTNERSHIP	2004 (open to heterosexual couples since 2019)	Presence of two witnesses at the time of the statement	Open to same-sex and opposite-sex couples since 2019	Before the civil registrar in the presence of two witnesses	Same effects as marriage	Same effects as marriage	By the court	
SPAIN (regime of the Autonomous Communities)	PARTNERSHIP (recognised at regional but not at State level)	1998 in Catalonia (the first autonomous region to introduce partnerships)	Yes (proof by any means, e.g. affidavit)	Open to same-sex and opposite-sex couples	Before a notary or the authorities, as chosen by the parties. Authentic act required in Catalonia only	Similar to the effects of marriage (including effects on filiation: adoption, MAP, etc., and the issue of a residence permit)	Similar to the effects of marriage (succession and tax effects, joint liability for debts, etc.) No legal regime, choice of a conventional regime possible.	By unilateral or joint statement entered in the Register of Partnerships, or by marriage	Only if agreed by the partners in advance (prior to separation). Possibility of alimony.
GREECE	PARTNERSHIP	2008 (reform in 2015)	No	Open to same-sex and opposite-sex couples since 2015	Solely before the notary	Similar to the effects of marriage (excluding adoption for same-sex couples)	Similar to the effects of marriage. The surviving partner becomes the heir to the deceased's estate	By unilateral or joint statement in a notarial act	Yes
ANDORRA	PARTNERSHIP	2005	Simple statement by the parties	Open to same-sex and opposite-sex couples	Civil registrar	Similar to the effects of marriage, including filiation and the law relating to aliens (residence permit)	Similar to the effects of marriage (succession rights, tax benefits, etc.). Same property regime as for marriage	By entry in the civil register	Yes
MALTA	CIVIL UNION	2014	Simple statement by the parties	Open to same-sex and opposite-sex couples	Civil registrar	Similar to the effects of marriage, including filiation and the law relating to aliens (residence permit)	Similar to the effects of marriage (succession rights, tax benefits, etc.). Same property regime as for marriage	Like marriage	Yes, like marriage
SLOVENIA	Cohabitation	2016	No	Open to all couples	At the choice of the parties, before a notary or another authority	Same effects as marriage	Same effects as marriage	No particular procedure for cohabitation	Yes

Unions where the regime differs from that of marriage									
	TYPE OF UNION	Date of introduction	Need for proof of cohabitation?	Couples concerned	Competent Authority for their formation	Personal effects	Property effects	Form of dissolution	Compensation in case of dissolution?
FRANCE	PACS (PARTNERSHIP)	1999 then reform in 2006	No, statement by the partners	Open to same-sex and opposite-sex couples	Civil registrar at the town hall or before a notary	No duty of fidelity, no opportunity to adopt (only for married couples)	- In principle, regime of separation of property, possible option of community of property. -No succession effects, except right to the dwelling and tax effects identical to those of marriage. Existence of a primary regime (joint liability and contribution to household debts, etc.)	Unilateral or joint statement	No (no compensation)
LATVIA	PARTNERSHIP	2024	Yes	Open to same-sex and opposite-sex couples	NOTARIES (exclusively)	- welfare effects (pensions) - no effect on filiation - no effect on obtaining a residence permit	-No joint ownership or community of property regime -No succession effects. -Tax effects similar to those of marriage	By court decision, or by mutual consent in a notarial act	No
BELGIUM	LEGAL COHABITATION CONTRACT		Simple statement	Open to same-sex and opposite-sex couples	Statement before the civil registrar. Partners can arrange their property regime by contract, before a notary.	No	Only separation of property regime. Special protection for the family house. No succession effects, except usufruct of the dwelling of the couple.	By mutual or unilateral consent, before a civil registrar.	No
ALBANIA	PARTNERSHIP	2009	Yes, proof of cohabitation is needed	No	Before a notary	No effect on filiation or on obtaining a residence permit	No effect on property, succession or tax-related matters	No answer provided	No answer provided

The following countries have no legislation on partnerships:

Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Georgia, Lithuania, North Macedonia, Poland, Romania, Serbia, Slovakia, Turkey and Ukraine. Germany abolished the partnership regime in 2017, when marriage was opened to same-sex and opposite-sex couples alike.

In Switzerland, since the entry into force of the law dated 1st July 2022 opening marriage to all couples, it is no longer possible to conclude partnerships.



TOME II
ÉDITION SPÉCIALE

CAE

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE) DE L'UINL



PARIS

“Déjudiciarisation”: de Nouveaux Horizons
pour la Protection des Personnes et des Familles

JUIN 2025



SYNTHÈSE RECOMMANDATIONS



QUEL RÔLE ET QUELLES MISSIONS POUR LE NOTAIRE ?

ACADÉMIE NOTARIALE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE)

La Commission des Affaires Européennes (CAE) de l'UINL, composée de 41 membres européens, s'est réunie à Paris les 5 et 6 juin 2025 dans l'historique Chambre des notaires de Paris.

Pour cette cinquième rencontre de la législature, sous la Présidence de la notaire italienne Valentina Rubertelli, le thème choisi pour l'Académie notariale était celui de la «**Déjudiciarisation : de Nouveaux Horizons pour la Protection des Personnes et des Familles**».

Le thème de la juridiction volontaire et du transfert de compétences aux notaires en matière non-contentieuse est un sujet « phare » de la législature du Président de l'UINL, Lionel Galliez. Le Congrès de l'UINL, qui se tiendra à Berlin, en Allemagne, du 2 au 4 octobre 2025, y consacrera d'ailleurs son thème n° 2, intitulé « Magistrature volontaire : Nouvelles missions au service du public ».

La table ronde qui s'est tenue à Paris a donc donné l'occasion à la Présidente de la CAE, Valentina Rubertelli, également coordinatrice du Thème 2 au Congrès de Berlin, d'organiser une grande « répétition générale ».

Les organisateurs de la table ronde avaient choisi de concentrer les débats sur quatre matières du droit des personnes et de la famille, propices au transfert de compétences du juge vers le notaire :

- ♦ La Protection des Personnes vulnérables
- ♦ Le Divorce
- ♦ Le changement de régime matrimonial
- ♦ La médiation

Après une présentation des enjeux et de l'intérêt du sujet pour la profession notariale par le Secrétaire général de l'UINL, Thierry Vachon, sept pays sont intervenus sur le thème de la **protection des personnes vulnérables** :

- ♦ La **France** (Me Mathilde Lodier), la Pologne (Me Szymon Kołodziej), la Belgique (Alain Deliège), et l'Andorre (Me Joan-Carles Rodríguez Miñana) pour expliquer le régime de leur mandat de protection future.
- ♦ L'**Espagne** (Me José Ignacio Gonzalez) sur l'appréciation par le notaire de la capacité de la personne et son important rôle en Espagne en matière de protection et de traitement des personnes vulnérables.
- ♦ L'**Italie** (Me Sabrina Belloni) sur une importante nouvelle mission de juridiction volontaire donnée aux notaires en Italie : la délivrance d'autorisation pour conclure un acte pour le compte du mineur ou du majeur protégé (vente, acceptation ou renonciation à une succession, etc.).
- ♦ La **France** (Me Bertrand Basseville) sur le champ d'application de l'article 507-1 du code civil modifié par la loi du 23 mars 2019, qui permet au représentant de la personne protégée d'accepter la succession, sans intervention judiciaire, si l'actif dépasse manifestement le passif, après recueil d'une attestation du notaire chargé du règlement de la succession.

Sur le thème du **divorce par consentement mutuel**, le *divorce sans juge* français (présenté par Me Stéphane David, notaire en France) a ensuite été confronté au *divorce devant notaire* en **Roumanie** (présenté par Me Oana Rosenberg, notaire en Roumanie). La France et la Roumanie présentent la spécificité de permettre un divorce déjudiciarisé, même en présence d'enfants mineurs. En **France**, l'intérêt de l'enfant ne sera apprécié par le juge que si l'enfant, capable de discernement, demande à être entendu. La loi ne donne pas mission au notaire de contrôler si l'intérêt de l'enfant a été respecté. En revanche, en Roumanie, si les époux ont le choix entre trois autorités différentes pour divorcer par consentement mutuel (l'officier d'état civil, le notaire ou le juge), en présence d'enfants mineurs, le divorce est obligatoirement judiciaire ou notarié. Dans ce dernier cas, le notaire est le garant de l'intérêt de l'enfant.

Au sujet du **changement de régime matrimonial**, Me Caroline Ginglinger-Poyard (notaire en France) a montré que le rôle du notaire français était bien plus étendu : il est notamment chargé d'apprécier l'intérêt de la famille et des enfants mineurs.

Puis, Me Bernhard Endl (Notaire en **Autriche**) a fait part de l'expérience notariale autrichienne en matière de médiation, permettant la résolution amiable des conflits familiaux, avant qu'ils n'arrivent devant le juge.

Ces riches échanges, démontrant toute la variété et la vaste étendue des missions notariales, en Europe, en matière de droit des personnes et des familles, ont enfin été synthétisés par la conseillère juridique de l'UINL, Sophie Potentier Rios.

Cette synthèse est reproduite ci-dessous.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Sophie Potentier Rios, Conseillère juridique de l'UINL

Protection des personnes vulnérables, divorce, changement de régime matrimonial, médiation... Cette table ronde a bel et bien montré de nouveaux horizons pour la protection des personnes et des familles, mais aussi pour la profession notariale.

Il ne s'agit certes que d'un échantillon et bien d'autres compétences auraient pu être évoquées : partenariats enregistrés, recueil des consentements à adoption et à PMA, droit des successions... Cela sera pour le Congrès de Berlin¹ !

Quoiqu'il en soit, cet échantillon nous a montré tout un éventail de possibilités, **allant crescendo dans la responsabilité et la confiance placée par l'Etat dans la profession notariale.**

Contexte. - Avant d'entrer dans le détail des matières, il est indispensable de rappeler que ce mouvement de déjudiciarisation s'inscrit dans un certain contexte.

Contexte d'engorgement des tribunaux, de diminution des dépenses publiques pour la justice, mais aussi, un contexte de contractualisation du droit des personnes et de la famille et d'une place grandissante accordée dans nos sociétés à l'autonomie de la volonté.

Qui mieux que moi-même pour décider comment et par qui sera géré mon patrimoine une fois que je ne serai plus en mesure de le faire ? Qui mieux que les époux, qui ont choisi librement de s'engager dans les liens du mariage, pour décider des termes de leur désunion ? de leur changement de régime matrimonial ?

La réponse n'est plus le juge, ni même le notaire.

C'est la personne concernée elle-même.

Qui dit déjudiciarisation dit primauté donnée à la volonté de la personne.

Si la volonté est reine, rares toutefois sont les Etats qui se sont désengagés totalement des rapports humains et ont privatisé complètement le droit de la famille.

¹ Le prochain Congrès de l'UINL aura lieu à Berlin du 2 au 4 octobre 2025, sur le thème « le Notariat en mouvement : nouvelles technologies – nouvelles missions », et le thème 2 sera consacré à la « Magistrature volontaire : Nouvelles missions au service du public ». <https://www.uinlberlin2025.com/fr>

Si le contrôle judiciaire se relâche, il est demandé à une autre autorité publique, en l'occurrence au notaire, de continuer d'exercer un certain contrôle.

Il lui est demandé d'accompagner la volonté, autrement dit de s'assurer du consentement libre et éclairé des parties et contrôler la légalité de leur accord.

Objectifs. - L'un des objectifs de cette Académie était tout d'abord de dresser un état des lieux des compétences et missions notariales en matière de droit des personnes et des familles, au sein des différents pays européens.

Mais puisque l'on parle **d'horizons**, il était aussi nécessaire de se poser la question suivante: **jusqu'où est-il possible d'aller ? jusqu'où peut-on déjudiciariser et transférer de nouvelles compétences au notaire ?**

A priori, il y a deux principales limites à ce transfert de compétences :

1. Le conflit. Ce transfert ne peut se faire qu'en matière non contentieuse, qu'en l'absence de litige à trancher.

2. L'impossibilité pour le notaire de rendre un jugement, une décision : le notaire n'a en principe pas de pouvoir juridictionnel sur les parties. Il peut accompagner, conseiller les parties mais ne peut pas décider à leur place.

Mais, après cette table ronde, tout cela n'est peut-être finalement plus si simple et les frontières pas si claires :

- ♦ Le notaire peut être un médiateur « certifié » comme en **Autriche**, ce qui suppose l'existence d'un conflit préalable. Grace à ses qualités de « magistrat de l'amiable », le notaire fait disparaître le conflit et évite qu'il arrive devant le juge.

- ♦ Le notaire peut être amené à contrôler l'intérêt de l'enfant et refuser le divorce aux époux si celui-ci n'est pas suffisamment respecté, comme en **Roumanie**.

- ♦ Il peut aussi, comme en **Italie**, autoriser ou non des actes pour le compte des mineurs ou majeurs protégés.

La déjudiciarisation vient donc rebattre les cartes et modifier le rôle des acteurs du droit, et notamment du notaire.

La société évolue, le droit évolue, le contrôle judiciaire avec lui, et celui du notaire sans doute aussi. Ce mouvement de déjudiciarisation donne au notaire l'occasion de prendre une place, peut-être un peu différente.

C'est ce que nous allons voir en entrant dans le détail des matières.

Sans surprise, nous avons commencé l'Académie par le thème de la **protection des personnes vulnérables** et notamment du mandat de protection future, un instrument maintenant bien connu de la profession notariale.

La moitié des pays de la Commission des Affaires Européennes (CAE) ont introduit cet instrument dans leur droit².

Les régimes peuvent être très différents selon les pays.

Dans certains, le mandat prend la forme d'une procuration dont l'efficacité est maintenue malgré la perte de capacité du mandant (ex. Allemagne) dans d'autres, le mandat ne commence à produire effet qu'à partir de la perte de capacité (cas de la France). En Andorre, en Espagne et en Belgique, les deux formes sont possibles.

Viendra bientôt s'ajouter à la liste des pays connaissant ce type de mandat, la **Pologne**, où une réforme est en cours d'adoption, et dont le régime s'est inspiré du mandat français, avec toutefois, il faut bien le dire, quelques améliorations.

♦ Le mandat polonais devra tout d'abord obligatoirement être reçu en la forme notariée, comme dans 75% des pays de la CAE qui connaissent une telle forme de mandat³.

[En France, la forme notariée n'est en théorie pas obligatoire car le mandat de protection future peut aussi être fait par acte sous seing privé. Mais dans ce cas, le mandat n'a qu'une portée très faible, car il ne permettra au mandataire que de faire des actes administrations. Par conséquent, en pratique le mandat est presque toujours notarié, sinon il n'a que peu d'utilité.]

♦ Un autre avantage du mandat polonais par rapport au mandat français est son régime de publicité⁴. Tout mandat reçu par le notaire sera inscrit dans un registre spécifique, créé et administré par le Notariat polonais. C'est aussi le cas exemple en **Belgique**, où l'inscription du mandat est même exigée à peine de nullité.

♦ Dans le projet de réforme polonais, le rôle du notaire ne se limitera par ailleurs pas au stade de la rédaction du mandat, il lui reviendra aussi de constater la prise d'effet du mandat, au regard de certificats médicaux établissant l'altération des facultés du mandant. En France, la déjudiciarisation n'est pas totale à ce stade car le certificat médical doit être enregistré au greffe du tribunal.

Le mandat polonais s'est ici davantage inspiré du mandat andorran ou même espagnol.

² V. l'étude de la Commission des Affaires Européennes sur les compétences notariales non-contentieuses en Europe.

³ V. l'étude de la Commission des Affaires Européennes sur les compétences notariales non-contentieuses en Europe

⁴ On attend en France la création prochaine d'un registre national dématérialisé, dans lequel les mesures de protection de la personne vulnérable seraient inscrites, dont le mandat de protection future.

Comme nous l'a expliqué Joan Carles Miñana, en Andorre, la loi dispose qu'il revient au mandant de déterminer le moment et les circonstances de la prise d'effet du mandat. A cette fin, il peut être prévu qu'un acte notarié soit délivré, qui, en plus del « juicio notarial » (autrement dit l'appréciation notariale) comporte un rapport d'expertise qui confirme la nécessité de mettre en œuvre le mandat. Même chose en Espagne, où il peut aussi être confié au notaire la mission d'activer le mandat lui-même

Ne fait-on pas ici un premier pas vers la mission « juridictionnelle » du notaire ?

Au-delà du conseil dans la rédaction du mandat, de l'écriture du régime, de la vérification du consentement libre et éclairé des parties et de la légalité de l'accord, on demande au notaire d'activer le mandat, une fois la perte de capacité constatée.

Le notaire espagnol ou andorran agit d'ailleurs un peu ici comme le juge de paix en Belgique puisqu'en Belgique, cette mission peut être confiée au juge de paix⁵.

Bien sûr, le notaire n'est pas seul à assumer cette mission, il fera son acte au regard de l'avis médical, mais tout de même, le législateur fait ici confiance à l'appréciation du notaire, pour constater et entériner la perte de capacité.

Il semble que l'**Espagne** soit déjà particulièrement bien avancée dans cette voie. En Espagne, comme l'a souligné Don Ignacio Gonzalez, le notaire est devenu la principale institution de soutien à la personne vulnérable, avant même le juge : il l'aide à exprimer sa volonté et exercer ses droits. L'autorité judiciaire intervient de manière subsidiaire, en ultime recours.

Conformément aux recommandations des Nations Unies⁶, l'Espagne a ainsi su changer de paradigme : il ne s'agit plus de priver la personne vulnérable de ses droits mais de l'appuyer, de l'aider dans la prise de décision. Et c'est le notaire qui s'en charge.

Avec l'exemple donné par l'**Italie**, le rapprochement entre le juge et le notaire est encore plus frappant.

Depuis peu, le notaire assume désormais une mission, que l'on peut réellement qualifier de juridictionnelle, qui consiste à **autoriser ou non** un acte dans l'intérêt d'une personne vulnérable ou d'un mineur. Vente d'un bien, acceptation ou renonciation à une succession... L'autorisation du juge n'est plus obligatoire, elle peut aussi être donnée par le notaire en charge de l'acte principal (il s'agit d'une « une double voie » ainsi que l'a indiqué Me Sabrina Belloni).

⁵ cf. l'intervention de Me Alain Deliège, Notaire en Belgique.

⁶ Convention de New York du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH).

Le notaire va apprécier, au regard des motifs exposés par les parties, si l'acte est conforme à l'intérêt de la personne vulnérable ou du mineur (il va examiner la nécessité de l'acte, son opportunité, y compris économique, pour la personne vulnérable ou le mineur concerné). Sabrina Belloni nous a indiqué que dans ce cas, le notaire dispose d'un « pouvoir d'investigation ». Et le notaire pourra refuser d'autoriser l'acte s'il n'est pas « convaincu » de l'utilité ou de l'opportunité de l'acte pour la personne protégée. S'il refuse, le notaire devra motiver sa décision, comme le ferait un juge !

Le législateur **français** s'inspirera peut-être de cette réforme italienne pour élargir le champ d'application de l'article 507-1 du code civil à d'autres actes que l'acceptation de la succession et à d'autres personnes, comme les mineurs.

Cette mission impliquerait une responsabilité beaucoup plus lourde pour le notaire, une appréciation de l'opportunité de l'acte, de l'intérêt de la famille et du mineur, mais cela ne serait pas totalement nouveau :

Avec la réforme du **changement de régime matrimonial** et la disparition presque systématique de l'homologation judiciaire⁷, il semble qu'il revienne maintenant au notaire d'apprécier l'intérêt de la famille et des enfants mineurs⁸.

Cette mission n'a en revanche pas été donnée au notaire français en matière de **divorce**.

Dans le divorce « sans juge » français, le notaire ne fait finalement qu'entériner, après un contrôle de légalité, une convention librement négociée par les époux, mais il n'est pas tenu de conseiller les époux ni de vérifier l'équilibre de la convention⁹.

Pourtant, cette forme de divorce déjudiciarisé est autorisée même en présence d'enfants mineurs. Et l'enfant ne sera entendu par le juge que s'il le demande. L'absence d'appréciation systématique de l'intérêt de l'enfant par une autorité publique a pu poser, comme l'a montré Stéphane David, des difficultés pour faire reconnaître le divorce à l'étranger.

La **Roumanie** a su surmonter ces difficultés en donnant au notaire un rôle central en matière de divorce et des missions particulièrement étendues. Quand il est chargé du divorce, le notaire est en effet la seule autorité garante de l'équilibre de la convention : il remplace à la fois le juge et les avocats ! La présence des avocats n'est pas obligatoire, et même, pas nécessaire, selon Me Rosenberg.

Surtout, en Roumanie, le notaire est **garant de l'intérêt de l'enfant**. Si l'accord des époux n'est pas conforme à l'intérêt de l'enfant, le notaire refusera de le prononcer.

⁷ LOI n°2019-222 du 23 mars 2019

⁸ Article 1397 du Code civil français

⁹ L'équilibre de la convention est assuré par les avocats des époux et le dépôt de la convention de divorce n'a pas nécessairement le caractère d'acte authentique.

En conclusion, cette table ronde démontre la confiance des pouvoirs publics dans la profession notariale, et il faut s'en réjouir. Car même si ces compétences nouvelles impliquent plus de risques pour le notaire, même si elle accroît sa responsabilité, même si elle alourdi sa tâche, elle est preuve de la confiance de l'Etat et gage de la pérennité de la profession.

Si le transfert de compétences s'opère bien souvent en faveur du notaire, et non d'une autre autorité, c'est parce qu'il cumule les qualités recherchées par les pouvoirs publics pour exercer ces tâches non contentieuses :

- ♦ C'est un officier public, délégataire de la puissance publique
- ♦ C'est un professionnel de droit
- ♦ Il est impartial et indépendant¹⁰.

Soulignons par ailleurs que ce transfert de compétences en faveur du notaire ne se fait pas « par défaut », « faute de mieux ». Au contraire, il est véritablement utile au service public de la justice, il emporte de véritables avantages pour l'Etat et les citoyens, comme cela a été souligné à plusieurs reprises par les intervenants.

♦ **Utilité pour le citoyen** : les différentes expériences mises en avant pendant la table ronde le démontrent : Avantages en terme de temps/délais (la procédure devant notaire est bien plus courte que devant le juge), avantages même en terme de cout (le divorce roumain le démontre : nul besoin d'avocat, un seul professionnel en charge de la procédure, le notaire, dont le cout est tarifé - c'est un autre sujet, mais l'existence d'un tarif est sans doute un argument pour obtenir de nouvelles compétences, car elle garantit l'accès du citoyen au service public à un prix raisonnable -), avantage de recevoir un conseil impartial de la part d'un tiers de confiance, avantage en termes de confidentialité, avantage de n'avoir à se référer qu'à une seule personne pour plusieurs actes (par exemple, en Roumanie, le notaire roumain s'occupe de l'accord sur le divorce, de l'accord sur l'exercice de l'autorité parentale, sur les prestations compensatoires, liquidation du régime matrimonial et le partage des biens¹¹).

♦ **Utilité pour l'Etat** : ce transfert décharge les juridictions et assure la paix sociale. « Plus de notaires, moins de conflits devant les juridictions », comme l'a souvent rappelé notre Présidente et modératrice Valentina Rubertelli.

¹⁰ Cf. Les recommandations de l'Union Internationale du Notariat (UINL) sur les possibilités de transfert ou partage de compétence entre le juge et le notaire en matière non contentieuse (Recommandations élaborées à la suite du Symposium ayant eu lieu à Brasilia, Brésil, le 9 novembre 2023 sur le thème de la déjudiciarisation).

¹¹ Cf. *Le Divorce en Europe : le rôle du notaire dans 33 pays européens*, Etude de la Commission des Affaires européennes, législature 2020-2022.

CAE Recommandations

A la suite de l'Académie notariale ayant eu lieu à Paris, le 5 juin 2025, sur la
« Déjudiciarisation : de Nouveaux Horizons pour la Protection des Personnes et des Familles »

Afin d'assumer de nouvelles compétences en matière non contentieuse, la Présidente de la Commission des Affaires Européennes de l'UINL propose aux Notariats membres les recommandations suivantes :

- ♦ Mettre en avant le **statut d'officier public** du notaire. Comme le juge, le notaire est nommé par l'État, placé sous sa tutelle, et les actes qu'il reçoit sont revêtus de l'authenticité.
- ♦ Favoriser la **formation** initiale et continue des notaires afin qu'ils soient en mesure d'assumer de nouvelles compétences dans tous les domaines, notamment du droit des personnes et de la famille.
- ♦ Utiliser l'existence du **Tarif** comme un argument supplémentaire auprès des décideurs politiques pour assumer de nouvelles compétences : le tarif garantit en effet l'accès du citoyen au service public à un prix raisonnable, fixé par l'Etat.
- ♦ Souligner **l'importance et le besoin de conseils des parties** : L'autonomie laissée aux parties pour établir leurs conventions rend indispensable l'intervention d'un professionnel qualifié pour leur faire connaître la règle de droit, les choix qui s'offrent à eux et les conséquences de ces choix.
- ♦ Rappeler **l'indépendance et l'impartialité du notaire** : « La place laissée à la volonté des parties s'inscrit naturellement dans un cadre dénué de contentieux et le conseil qui doit être apporté ne doit pas mener à créer des difficultés ; l'impartialité est donc de mise dans l'assistance à apporter à la rédaction des contrats, qui prennent la place des jugements dans les secteurs déjudiciarisés »¹².
- ♦ Souligner la nécessité de **maintenir la présence d'une autorité publique pour un contrôle de légalité** : « La correcte application de la Loi par les parties d'une part, le contrôle du respect de cette Loi dans les contrats d'autre part, plaident pour un contrôle et une vérification de ces contrats dès leur signature (ex-ante) et non à travers un contentieux - ultérieur (ex-post) qui prospérerait sur un contrat mal rédigé ou sur une application incorrecte de la Loi »¹³.

¹² Recommandations de l'Union Internationale du Notariat (UINL) sur les possibilités de transfert ou partage de compétence entre le juge et le notaire en matière non contentieuse (Recommandations élaborées à la suite du Symposium ayant eu lieu à Brasilia, Brésil, le 9 novembre 2023 sur le thème de la déjudiciarisation).

¹³ Ibid

Au-delà d'un contrôle de légalité, et notamment en ce qui concerne les accords qui interviennent en droit des personnes et de la famille, le notaire est également en mesure d'apprécier **l'intérêt de la famille, l'intérêt des enfants mineurs**, et même, plus généralement, des personnes vulnérables, lorsque la loi le prévoit.

- ♦ Mettre en avant les **caractéristiques et avantages de l'acte authentique notarié** :

« *Force probante et exécutoire* : S'agissant ici de proposer un substitut à la décision judiciaire, la force probante insurpassable et la force exécutoire bâtie à l'image même des jugements rendus en dernier ressort apparaissent immédiatement comme les attributs parfaits pour un maintien de la qualité de l'acte (*instrumentum*) substitué au jugement.

Insertion dans les registres publics : Nombres de décisions de justice ont vocation à s'insérer dans des registres publics liés à l'état des personnes (adoption – reconnaissance de filiation – divorce – partenariats enregistrés – etc...) et l'admission à ces registres d'actes simplement sous signature privée, en lieu et place de jugements, ne pourrait que grandement dégrader la sécurité attendue de tels registre. Ici encore, l'acte notarié semble pouvoir se substituer à la décision du juge à sécurité égale.

Conservation : Les raisons de sécurité nécessairement attachées à ces mêmes actes rendent indispensable que leur conservation soit assurée ; l'acte notarié porte dans son essence même cette légitime exigence »¹⁴.



¹⁴ Cf. Les recommandations de l'Union Internationale du Notariat (UINL) sur les possibilités de transfert ou partage de compétence entre le juge et le notaire en matière non contentieuse (Recommandations élaborées à la suite du Symposium ayant eu lieu à Brasília, Brésil, le 9 novembre 2023 sur le thème de la déjudiciarisation).



SYNTHESIS RECOMMENDATIONS



WHAT ROLE AND WHAT MISSIONS FOR NOTARIES?

NOTARIAL ACADEMY OF THE EUROPEAN AFFAIRS COMMISSION (CAE)

The European Affairs Commission (CAE) of UINL, made up of 41 European members, met in Paris on 5th and 6th June 2025 in the historic Chamber of Notaries in Paris.

For this fifth meeting of the legislature, under the Presidency of Italian notary Valentina Rubertelli, the theme chosen for the Notarial Academy was **“Dejudicialisation: New Horizons for the Protection of Persons and Families”**.

The theme of non-contentious proceedings and the transfer of competences to notaries in non-contentious matters is a “flagship” issue for the legislature of UINL President Lionel Galliez. The UINL Congress, which will be held in Berlin, Germany, from 2nd to 4th October 2025, will focus on this topic in its second theme, entitled “Non-contentious proceedings: New Missions at the Service of the Public”.

The round table held in Paris therefore provided an opportunity for CAE President Valentina Rubertelli, who is also coordinator of Theme 2 at the Berlin Congress, to organise a major dry run.

The organisers of the round table chose to focus the debates on four areas of the law of persons and family law that are conducive to the transfer of competences from judges to notaries:

- ♦ The Protection of vulnerable Persons
- ♦ Divorce
- ♦ Change in matrimonial property regime
- ♦ Mediation

After UINL General Secretary, Thierry Vachon described the challenges and interest of the topic for the notarial profession, seven countries took the floor on the theme of the protection of vulnerable persons:

- ♦ **France** (Ms Mathilde Lodier), **Poland** (Me Szymon Kołodziej), **Belgium** (Mr Alain Deliège), and **Andorra** (Mr Joan-Carles Rodríguez Miñana) to explain the regime of their respective lasting powers of attorney.
- ♦ **Spain** (Mr José Ignacio Gonzalez) on the notary's assessment of a person's capacity and their important role in Spain in protecting and dealing with vulnerable persons.
- ♦ **Italy** (Ms Sabrina Belloni) on an important new role in non-contentious proceedings assigned to notaries in Italy: the issuing of authorisations to conclude acts on behalf of minors or adults under guardianship (sale, acceptance or waiver of succession, etc.).
- ♦ **France** (Me Bertrand Basseville) on the field of application of article 507-1 of the civil code amended by the law of 23rd March 2019, which allows the representative of the protected person to accept the succession, without judicial intervention, if the assets clearly exceed the liabilities, after obtaining a certificate from the notary responsible for settling the succession.

Regarding **divorce by mutual consent**, *divorce without a judge* in France (presented by Stéphane David, notary in France) was then compared with *divorce before a notary* in **Romania** (presented by Oana Rosenberg, notary in Romania). France and Romania presented the specificities of allowing a dejudicialized divorce, even when there are minors involved. In **France**, the interests of the child will only be assessed by the judge if the child, who is capable of discernment, asks to be heard. The law does not give the notary the task of checking whether the interests of the child have been respected. In Romania, however, although spouses have a choice between three different authorities for divorce by mutual consent (the civil registrar, a notary or a judge), in the presence of minors, divorce must be judicial or notarised. In the latter case, the notary is the guarantor of the child's interests.

As far as the **change in matrimonial property regime** is concerned, Ms Caroline Ginglinger-Poyard (notary in France) showed that the role of French notaries was much broader: in particular, they are in charge of assessing the interests of the family and minors.

Then, Mr Bernhard Endl (Notary in **Austria**) shared the experience of Austrian notaries in mediation, which allows family disputes to be settled amicably before they reach the courts.

This rich exchange, highlighting the variety and broad scope of notarial missions in Europe in the field of the law of persons and family law, has been summarised by UINL Legal Adviser Sophie Potentier Rios.

This summary is provided below.

SUMMARY OF THE PROCEEDINGS

Sophie Potentier Rios, UINL Legal advisor

Protection of vulnerable persons, divorce, change in matrimonial property regimes, mediation. This round table discussion clearly showed new horizons for the protection of persons and families, but also for the notarial profession.

This is, of course, only a sample, and many other areas of competence could have been mentioned: registered partnerships, obtaining consent for adoption and medically assisted procreation, law of succession, etc... These will be discussed at the Congress in Berlin¹!

However, this sample showed us a whole range of possibilities, **with a crescendo in the responsibility and trust placed by the State in the notarial profession.**

Context. - Before going into detail about the various matters, it is essential to remember that this dejudicialisation movement is taking place within a given context.

This context includes overburdened courts, reduced public spending on justice, but also the contractualisation of the law of persons and family law and the growing importance of the freedom of parties to arrange their own matters in our societies.

Who better than myself to decide how and by whom my estate will be managed once I am no longer able to do so? Who better than spouses, who have freely chosen to enter into the bonds of marriage, to decide the terms of their separation or change their matrimonial regime?

The answer is no longer the judge, or even the notary.

It is the person in question himself.

Dejudicialisation means giving primacy to the will of the individual.

However, although the will of the individual reigns supreme, few states have completely disengaged themselves from human relations and privatised family law entirely.

If judicial supervision is eased, another public authority, in this case a notary, is asked to keep on exercising a certain degree of supervision.

¹ The next UINL Congress will be held in Berlin from 2nd to 4th October 2025 on the theme "The Notarial Profession on the Move: new technologies – new roles" and theme 2 will focus on "Non-contentious proceedings: new roles at the service of the public". <https://www.uinlberlin2025.com/fr>

The notary is asked to support the wishes of the parties, in other words to ensure the free and informed consent of the parties and check the legality of their agreement.

Goals. - One of the goals of this Academy was to take stock of notarial competences and roles in the field of the law of persons and family law across different European countries.

However, since we are talking about **horizons**, it is also necessary to ask the following question: **How far can we go? To what extent can we dejudicialise and transfer new competences to notaries?**

A priori, there are two main limits to this transfer of competences:

1. **Disputes.** This transfer can only be made in non-contentious matters, where there is no dispute to be settled.

2. **The impossibility for notaries to deliver a judgment or decision:** in principle, notaries have no judicial power over the parties. They can assist and advise the parties but cannot make decisions on their behalf.

However, after this round table, all this is perhaps not so simple after all and the boundaries are not so clear:

- ♦ Notaries can be “certified” mediators, as in **Austria**, which requires the existence of a prior dispute. Thanks to their qualities as “judges of out-of-court settlements”, notaries help avoid disputes and prevent them from reaching the courts.

- ♦ Notaries may be required to check the interests of the child and refuse divorce if these are not sufficiently respected, as is the case in **Romania**.

- ♦ They may also authorise or refuse acts on behalf of minors or protected adults as in **Italy**.

Dejudicialisation is therefore reshuffling the cards and changing the role of legal practitioners, especially notaries.

Society is changing, the law is changing, judicial oversight is changing, and so is the role of notaries. This move towards dejudicialisation gives notaries the opportunity to take on a slightly different role.

This is what we will see as we go into more detail on the various topics.

Unsurprisingly, we began the Academy with the theme of the protection of vulnerable persons, and in particular lasting powers of attorney, an instrument now well known to the notarial profession.

Half of the countries in the European Affairs Commission (CAE) have introduced this instrument in their law².

Regimes can vary greatly from one country to another.

In some countries, the lasting power of attorney (*mandat de protection future*) takes the form of a power of attorney, which remains effective despite the loss of capacity of the principal (e.g. Germany). In others, the lasting power of attorney only takes effect after the loss of capacity (e.g. France). In Andorra, Spain and Belgium, both forms are possible.

Poland will soon be added to the list of countries with this type of lasting power of attorney: a reform is currently being adopted, based on the French model but with a few improvements.

- ♦ To begin with, the Polish lasting power of attorney has to be drawn up in notarial form, as is the case in 75% of CAE countries that have this type of lasting power of attorney³.

[In France, the notarial form is not compulsory in theory, because a lasting power of attorney can also be drawn up as a private agreement. However, in this case, it has a very limited scope, as it only allows the agent to perform administrations acts. As a result, in practice, lasting powers of attorney are almost always notarised, otherwise they are of little use.]

- ♦ Another advantage of the Polish lasting power of attorney over the French one is its registration regime⁴. Any lasting power of attorney drafted by a notary is entered in a specific register created and administered by the Polish Notariat. This is also the case in **Belgium**, where registration of lasting powers of attorney is even required under penalty of nullity.

- ♦ In the Polish draft reform, the role of notaries will not be limited to the drafting of lasting powers of attorney; they will also be responsible for acknowledging that the lasting power of attorney has taken effect, based on medical certificates establishing

² See study by the European Affairs Commission on non-contentious notarial competences in Europe.

³ See study by the European Affairs Commission on non-contentious notarial competences in Europe

⁴ In France, a national digital register should be set up soon, where measures to protect vulnerable persons will be entered, including lasting powers of attorney.

the principal's diminished capacity. In France, dejudicialisation is not yet complete, as medical certificates need be registered with the court registry.

The Polish lasting power of attorney has here drawn more inspiration from the Andorran or even Spanish model.

As Joan Carles Miñana explained to us, in **Andorra**, the law establishes that it is up to the principal to determine the moment and circumstances in which the lasting power of attorney takes effect. To this end, it may be envisaged that a notarial act be issued which, in addition to the “*juicio notarial*” (i.e. the notary's assessment), includes an expert report confirming the need to implement the lasting power of attorney. The same applies in Spain, where the notary may also be assigned the task of implementing the lasting power of attorney himself.

Is this not a first step towards the “judicial” role of notaries?

Besides providing advice when drafting the lasting power of attorney, writing the applicable regime, checking that the parties have given their free and informed consent and verifying the legality of the agreement, notaries are asked to activate the lasting power of attorney once the loss of capacity has been acknowledged.

Spanish and Andorran notaries act somewhat like justices of the peace in Belgium, since in Belgium this role may be assigned to justices of the peace⁵.

Of course, notaries are not alone in taking on this role; they draw up their acts according to medical opinions. Nevertheless, the legislator is placing trust in the assessment of notaries to acknowledge and confirm the loss of capacity.

It seems that Spain is already particularly well advanced in this field. In **Spain**, as Don Ignacio Gonzalez pointed out, notaries have become the main institution providing support to vulnerable persons, even before judges: they help them express their wishes and exercise their rights. The judicial authority intervenes in a subsidiary manner, as a last resort.

In accordance with the recommendations of the United Nations⁶, Spain has thus succeeded in shifting the paradigm: it is no longer a matter of depriving vulnerable persons of their rights, but rather of supporting them and helping them make decisions. And it is the notary who sees to this.

With the example provided by **Italy**, the closeness between judges and notaries is even more striking.

⁵ See the contribution by Alain Deliège, Notary in Belgium.

⁶ Convention of New York of 13th December 2006 on the Rights of Persons with Disabilities (UNCPRD).

Recently, notaries have taken on a role that can genuinely be described as judicial, which consists in **authorising or refusing to authorise** an act in the interests of a vulnerable person or a minor. This includes the sale of property and the acceptance or waiver of inheritance. The authorisation of a judge is no longer mandatory; it can also be given by the notary responsible for the main act (this is a ‘dual track’ system, as explained by Sabrina Belloni).

Based on the reasons expressed by the parties, notaries will assess whether the act is in the best interests of the vulnerable person or minor (they examine the necessity of the act and its appropriateness, even from an economic point of view, for the vulnerable person or minor concerned). Sabrina Belloni explained that in these cases, notaries have “investigative powers”. Notaries may refuse to authorise the act if they are not “convinced” of its usefulness or appropriateness for the protected person. If notaries refuse, they have to give reasons for the decision, as a judge would do!

The **French** lawmaker may perhaps draw inspiration from this Italian reform to extend the field of application of Article 507-1 of the Civil Code to acts other than the acceptance of succession and other persons, such as minors.

This role would entail much greater responsibility for notaries, who would have to assess the appropriateness of the act and the interests of the family and the minor, but this would not be entirely new.

With the reform of the **change in matrimonial property regime** and the almost systematic disappearance of judicial confirmation⁷, it seems that it is now up to notaries to assess the interests of families and minors⁸.

However, this role has not been assigned to French notaries in matters of **divorce**.

In the French divorce “without a judge”, notaries only ratify an agreement freely negotiated by the spouses after checking its legality, but they are not required to advise the spouses or make sure that the agreement is balanced⁹.

However, this form of dejudicialised divorce is authorised even when there are minors involved. The child will only be heard by the judge if the former so requests. The lack of a systematic assessment of the child's interests by a public authority has created difficulties in having the divorce recognised abroad, as shown by Stéphane David.

Romania has succeeded in overcoming these difficulties by assigning a central role and extensive tasks in divorce matters to notaries. When handling divorce cases, no-

⁷ Law no. 2019-222 dated 23rd March 2019

⁸ Article 1397 of the French Civil Code

⁹ A balanced agreement is ensured by the spouses' lawyers, and the filing of the divorce agreement does not necessarily have the character of an authentic act.

notaries are the sole authority responsible for ensuring that the agreement is balanced: they replace both the judge and lawyers! According to Ms Rosenberg, the presence of lawyers is not mandatory, nor even necessary.

Above all, in Romania, the notary is the **guarantor of the child's interests**. If the agreement between the spouses is not in the child's best interests, the notary will refuse to deliver it.

In conclusion, this round table has shown the trust that public authorities place in the notarial profession, and this is something to be pleased about. Even if these new competences entail more risks for notaries, even if they increase their responsibility and make their work more burdensome, they are proof of the State's trust and a guarantee of the profession's long-term future.

If the transfer of competences is often in favour of notaries, rather than another authority, it is because they combine the qualities sought by public authorities to perform these non-contentious tasks:

- ♦ They are public officials, delegated by public authorities
- ♦ They are law practitioners
- ♦ They are impartial and independent¹⁰.

It is worth stressing that this transfer of competences in favour of notaries is not happening “by default” or for “lack of a better option”. On the contrary, it is genuinely useful to the public service of justice and brings full-fledged benefits to the State and citizens, as emphasised many times by the speakers.

♦ **Usefulness for citizens:** The different experiences described during the round table demonstrate this: advantages in terms of time/periods (the procedure before a notary is much shorter than before a judge), advantages in terms of cost (as demonstrated by divorce in Romania: no need for a lawyer, a single professional in charge of the procedure, the notary, whose costs are fee-based - this is another issue, but the existence of fees is undoubtedly an argument to obtain new competences, as it guarantees access to public services for citizens at a reasonable price), advantage of receiving impartial advice from a trusted third party, advantage in terms of confidentiality, advantage of only having to refer to one person for several acts (for example, in Romania, the Romanian notary deals with the divorce agreement, the agreement on the exercise of parental authority, pecuniary provision on divorce, the liquidation of the matrimonial regime and the division of property¹¹).

¹⁰ See the recommendations of the International Union of Notaries (UINL) on the possibility of transferring or sharing competences between judges and notaries in non-contentious matters (Recommendations drafted following the Symposium held in Brasilia, Brazil on 9th November 2023 on dejudicialisation).

¹¹ See. *Divorce in Europe: the role of notaries in 33 European countries*, Study by the European Affairs Commission, 2020-22 legislature.

♦ **Usefulness for the State:** This transfer relieves the courts and ensures social peace. “More notaries, fewer disputes in courts”, as pointed out many times by our president and moderator Valentina Rubertelli.

CAE Recommendations

Following the notarial Academy held in Paris on 5th June 2025 on
“Dejudicialisation: New Horizons for the Protection of Persons and Families”

In order to take on new competences in non-contentious matters, the President of the European Affairs Commission of UINL proposes the following recommendations to Member Notariats:

- ♦ Highlight the **status of public officer** of notaries. Like judges, notaries are appointed by the State, placed under its supervision, and the acts they draw up are given authenticity.
- ♦ Promote the initial and continued **training** of notaries so that they are able to take on new competences in all areas, especially the law of persons and family law.
- ♦ Use the existence of **Fees** as an additional argument with policy makers to take on new competences: fees ensure that citizens have access to public services at a reasonable price set by the State.
- ♦ Underscore the **importance and need for advice of the parties**: the freedom granted to the parties to establish their agreements makes the involvement of a qualified professional essential in order to inform them about the rule of law, the choices available to them and the consequences of these choices.
- ♦ Recall the **independence and impartiality of notaries**: “The place given to the will of the parties is naturally part of a dispute-free framework and the advice that needs to be provided should not lead to difficulties; impartiality is therefore essential in providing assistance in the drafting of contracts, which take the place of judgments in dejudicialised areas”¹².

¹² Recommendations of the International Union of Notaries (UINL) on the possibilities of transferring or sharing competences between judges and notaries in non-contentious matters (Recommendations drafted following the Symposium held in Brasilia, Brazil on 9th November 2023 on dejudicialisation).

♦ Stress the need to **retain the presence of a public authority to check legality**: “The correct application of the law by the parties on the one hand, and checking compliance with the law in contracts on the other, call for these contracts to be checked and verified when they are signed (*ex ante*) rather than through subsequent disputes (*ex post*) that would thrive on poorly drafted contracts or the incorrect application of the law”¹³.

In addition to checking legality, especially in agreements concerning the law of persons and family law, notaries are also in a position to assess the **interests of the family, the interests of minors** and, more generally, vulnerable persons, where provided for by law.

♦ Highlight the **characteristics and advantages of notarial authentic acts**: “*Probative force and enforceability*: Since the aim here is to propose a substitute for a court decision, unsurpassable probative force and enforceability built on the very model of final judgments immediately appear to be the perfect attributes for maintaining the quality of the act (*instrumentum*) substituting a judgment.

Entry in public registers: Many court decisions are entered in public registers relating to personal status (adoption, recognition of parentage, divorce, registered partnerships, etc.), and the inclusion in these registers of acts that are simply signed by the parties, rather than judgments, would greatly undermine the security expected of such registers. Here again, the notarial act seems to be able to replace court decisions with the same level of security.

Storage: The security reasons inherent in these acts make it essential that they be stored securely; the notarial act itself carries this legitimate requirement¹⁴.



¹³ *Ibid*

¹⁴ See Recommendations of the International Union of Notaries (UINL) on the possibilities of transferring or sharing competences between judges and notaries in non-contentious matters (Recommendations drafted following the Symposium held in Brasilia, Brazil on 9th November 2023 on *dejudicialisation*).

LES COMPETENCES NOTARIALES EN MATIERE NON CONTENTIEUSE



ETUDE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE)

Sous la responsabilité de Me Bertrand Basseville (Notaire en France)
Et la Présidence de la CAE Me Valentina Rubertelli (Notaire en Italie)

Introduction

Transaction, médiation, conciliation, divorce sans juge, mandat de protection future (...), le notaire s'est vu confier, en une décennie, des compétences nouvelles et nombreuses.

Ces attributions nouvelles, en matière non contentieuse, sont le résultat d'un phénomène commencé il y a plusieurs années, qualifié de « déjudiciarisation » ou transfert de compétences du juge vers le notaire pour une nouvelle répartition des missions de chacun.

Son objectif est de soulager le juge de certaines tâches non juridictionnelles, pouvant être assumées par une autre autorité publique, ayant la même légitimité que le juge. Dans ce but, le notaire s'est rapidement révélé être une solution particulièrement bien adapté : officier public, professionnel de droit, tiers impartial et indépendant, il est tout à fait apte à « remplacer » le juge, dès lors qu'il n'y a pas de conflit à trancher.

Le notaire étant ainsi devenu, à la fois, acteur de la justice amiable, médiateur, auxiliaire de justice, magistrat de juridiction volontaire, la Commission des Affaires Européennes a souhaité réaliser une grande étude sur ces nouvelles missions assumées par le notaire.

L'objectif est de dresser un état des lieux des compétences notariales au sein des différents pays européens, membres de l'UINL, et par comparaison, de dégager des axes de développements possibles, en matière non contentieuse, pour chaque Notariat.

Trente-trois pays ont répondu à notre enquête dont les résultats se présentent sous deux formes.

La **première partie** analyse et synthétise les résultats des différents questionnaires collectés. Elle met en évidence les domaines propices au transfert de compétences en faveur du notaire (divorce, droit des personnes vulnérables, droit des sociétés, droit des successions, droit immobilier, droit de la personne, etc.). L'étude permet en effet de distinguer :

- ♦ **Les matières déjà acquises depuis longtemps par le notariat**, dans lesquelles le notaire se présente comme l'autorité « naturelle » ou spécialiste de la matière. Il s'agit notamment du droit des successions (le notaire est l'auteur de l'acte de notoriété ou certificat d'héritier dans 80% des Notariats européens), du droit des régimes matrimoniaux (80% des Etats européens confient la tâche de rédiger les contrats de mariage ou de modifier le régime matrimonial des époux au notaire), ou encore du droit des sociétés (dans plus de la moitié des pays européens, le notaire est l'autorité qui constitue et immatricule les personnes morales).

- ♦ **Les domaines de compétence qui sont plus récents pour le notariat**, mais dont les tâches non juridictionnelles sont de plus en plus souvent confiées au notaires. La matière du divorce en constitue un excellent exemple : 33% des pays européens connaissent aujourd'hui le divorce devant notaire alors qu'il leur était presque inconnu il y a vingt ans. Le droit des personnes vulnérables est aussi une matière parfaitement compatible avec les compétences notariales. Les « mandats de protection future », « pouvoirs de représentation ou « poderes preventivos » se sont grandement développés depuis une vingtaine d'années sous l'impulsion du notariat et de plus en plus de législateurs, européens ou non, sont intéressés par ce modèle.

- ♦ **Les matières notariales « en devenir »** : elles n'ont été confiées au notaire que dans quelques pays mais sont appelées à se développer car elles siéent particulièrement bien à la fonction notariale. C'est le cas par exemple du mariage. En Europe, seuls les notaires d'Espagne et d'Andorre peuvent marier les époux alors qu'en Amérique latine, le notaire partage très souvent cette compétence avec l'officier d'état civil. Peu de pays pensent aussi au notaire pour assumer certaines missions relevant du droit des personnes ou de la filiation. Il constitue pourtant une autorité particulièrement bien placée pour recueillir le consentement des parties et s'assurer de son caractère « libre et éclairé » (dans 23% des pays interrogés, le notaire est compétent pour recueillir les consentements dans le cadre d'une Procréation Médicalement Assistée, dans 15%, le notaire recueille les consentements à adoption et dans moins de 3% il opère des changements volontaires de prénom, nom ou sexe à l'état civil).

Dans ces exemples, le notaire se substitue au juge ou se présente comme une solution alternative. Le mouvement de déjudiciarisation lui a également attribué un autre rôle, celui d'accompagner le juge en tant qu'auxiliaire de justice (rôle de notaire « commis », notaire « expert » auprès du tribunal, etc.). Parfois aussi, le notaire intervient en amont ou en parallèle du contentieux, pour apaiser les conflits : dans 24% des pays interrogés, les notaires ont des rôles de médiateur ou conciliateur.

Toutes ces missions confiées au notaire ont le même but : permettre au juge de se recentrer sur sa fonction juridictionnelle première en le déchargeant de tâches qui peuvent être assumées par une autorité toute aussi légitime parce que l'Etat lui a donné sa confiance.

Enfin, la **deuxième partie** de l'étude se présente sous la forme d'un [tableau Excel](#)¹. Il identifie, dans chaque pays, l'autorité compétente qui réalise chacune des **66 tâches non contentieuses** que nous avons identifiées. L'objectif de cette seconde partie est donc plus pragmatique : elle sera utile au notaire, dans sa pratique quotidienne, pour identifier l'interlocuteur européen vers qui se tourner, dans une matière précise.

Un notariat qui gagne en compétence est un notariat qui est reconnu utile par ses usagers.

Le présent rapport a pour but de faire progresser tous les notariats sur cette voie.

Bertrand Basseville
Vice-Président de la CAE
Responsable de l'étude CAE sur la déjudiciarisation

Sophie Potentier Rios
Conseillère juridique de l'UINL

La Commission des Affaires Européennes remercie les délégués d'Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Londres (UK), Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Rép, Tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Turquie, et Ukraine, qui ont répondu à notre enquête et ont permis de réaliser cette étude.

Remerciements tout particuliers également aux deux étudiantes du Master 2 Droit Notarial international de Lyon 3 (France), **Mae Row et Jessica de Betono**, qui ont participé à la collecte, synthèse et mise en forme des données.

¹ <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1yUx4Fh7eY4UB3EUkkJuBgZRhx0q4sGE/edit?usp=sharing&ouid=11>

PERSONNES VULNERABLES

Ouverture d'une mesure de protection pour un adulte vulnérable

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour ouvrir une mesure de protection / de « soutien » concernant un adulte vulnérable sont les suivants :

- Autriche
- Espagne
- Roumanie

C'est-à-dire dans **9,1% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le seul pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est la Roumanie, à savoir **33,3% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : l'Autriche et l'Espagne, à savoir **66,7% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciarisable : certains pays en ont confié la compétence partagée au notaire et même parfois la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire la partage généralement avec le juge.

Ouverture d'une mesure de protection pour un mineur vulnérable

Il n'y a aucun pays dans lesquels les notaires sont compétents pour prendre une mesure de protection concernant un mineur.

Désignation d'un représentant à l'incapable majeur

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour désigner un représentant/assistant à l'incapable majeur au moment de l'ouverture de la mesure de protection sont les suivants :

- Albanie
- Autriche
- Espagne
- République tchèque
- Roumanie

C'est-à-dire dans **14,7% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie et Roumanie, à savoir **40% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Espagne et République tchèque, à savoir **60% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciarisable en ce que certains pays en ont confié la compétence partagée au notaire voire la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire la partage généralement avec le juge.

Désignation d'un représentant pour le mineur vulnérable

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour désigner un représentant/assistant à l'incapable mineur au moment de l'ouverture de la mesure de protection sont :

- République tchèque
- Roumanie

C'est-à-dire dans **5,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est : République tchèque à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Roumanie à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciarisable en ce que des pays en ont confié la compétence partagée au notaire voire même la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire la partage généralement avec le juge.

Autorisation de conclure un acte pour le compte de la personne protégée



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour autoriser la conclusion d'un acte d'administration ou de disposition pour le compte de la personne protégée lorsque cette autorisation est requise sont les suivants:

- Albanie
- Espagne
- Italie
-

C'est-à-dire dans **9,1% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est l'Albanie à savoir **33,3% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Espagne et Italie, à savoir **66,7% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciable en ce que des pays en ont confié la compétence partagée au notaire et même parfois la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire la partage généralement avec le juge.

Mandat de protection future



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir à l'avance des pouvoirs de représentation type « mandat de protection future » sont les suivants:

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- France
- Lettonie
- Lituanie
- Malte
- Pays-Bas
- République tchèque
- Roumanie
- Suisse
- Hongrie

C'est-à-dire dans **48% des pays européens** ayant répondu à l'enquête. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont l'Albanie, Andorre, Belgique, Croatie, Espagne, France¹, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays-Bas, Roumanie et Suisse, à savoir **75% des pays ayant une compétence notariale**.

¹ Compétence exclusive du notaire seulement pour certains actes (les actes les plus graves)

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont l'Allemagne, Autriche, la Hongrie et République tchèque, à savoir **25% des pays ayant une compétence notariale**.

Désignation à l'avance d'un représentant



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour désigner ou exclure à l'avance un représentant sont :

- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Espagne
- Italie
- Pays-Bas
- Roumanie

C'est-à-dire dans **20,6% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Andorre, Autriche, Belgique, Espagne, Italie et Roumanie, à savoir **85,7% des pays ayant une compétence notariale**.
- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence partagée** est : Pays-Bas, à savoir **14,3% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire la partage généralement avec le juge.

Prise d'effet du mandat de protection future

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour déterminer la prise d'effet des pouvoirs de représentation au moment de la perte de capacité sont :

- Andorre
- Autriche
- Espagne

C'est-à-dire dans **9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est : Andorre.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont l'Autriche et l'Espagne.

Le notaire est donc rarement compétent pour « activer » le mandat au moment de la perte de capacité, il s'agit le plus souvent du tribunal (le mandat doit être déposé au greffe du tribunal en France), du médecin, ou encore du mandataire lui-même (comme aux Pays-Bas par exemple).

Directives médicales anticipées



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recevoir des directives médicales anticipées sont :

- Andorre
- Autriche
- Croatie
- Espagne
- Hongrie
- Italie
- Lettonie
- Pays-Bas
- Suisse

C'est-à-dire dans **27% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Autriche, Croatie, Hongrie, Lettonie et Pays-Bas, à savoir **55% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Espagne, Suisse et Italie, à savoir **45% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée les autres autorités qui partagent leur compétence avec le notaire sont le personnel de santé, l'hôpital ou le juge.

ETAT DES PERSONNES

Changement de prénom/nom à l'état civil

Le pays dans lequel les notaires sont compétents pour un changement de prénom/nom à l'état civil est l'Estonie.

C'est-à-dire dans **2,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Aucun pays ne donne une **compétence exclusive** au notaire. En Estonie, les notaires ont une compétence partagée, le notaire est compétent uniquement dans le cadre d'un changement de nom à la suite d'un divorce.

Changement de sexe à l'état civil

Le seul pays dans lequel les notaires ont une compétence exclusive pour un changement de sexe à l'état civil est Malte (dans ce cas la personne peut changer de prénom dans le même acte). C'est-à-dire dans **2,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**.

Emancipation

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour octroyer l'émancipation / bénéfice de la majorité sont :

- Andorre
- Malte

C'est-à-dire dans **5,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est Andorre, à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.
- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence partagée** est Malte, à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciarisable en ce qu'un pays en a confié la compétence partagée au notaire et un autre la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est le tribunal.

Déclaration d'absence

Dans aucun pays les notaires sont compétents pour recevoir une déclaration d'absence.

Consentement au don d'organes



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recevoir un consentement au don d'organes sont :

- Andorre
- Arménie
- Bulgarie
- Croatie
- Kosovo
- Suisse

C'est-à-dire dans **14,7% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est l'Andorre, à savoir **17% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Arménie, Bulgarie, Croatie, Kosovo, et Suisse à savoir **83% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage généralement cette compétence avec le personnel de santé.

PERSONNES MORALES

Constitution et immatriculation des personnes morales



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour la constitution et l'immatriculation des personnes morales sont :

- Allemagne
- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- Italie
- Kosovo
- France²
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie
- Suisse
- Ukraine
- Hongrie

² L'intervention notariale pour la constitution de la société est facultative - l'immatriculation est faite au greffe du tribunal

C'est-à-dire dans **66% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Andorre, Allemagne³, Belgique, Bulgarie, Espagne, Italie, Kosovo, Luxembourg⁴, Slovénie⁵ et Pays-Bas, à savoir **45% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée ou facultative** sont : Autriche, Estonie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Portugal, Rép. Tchèque, Slovaquie, Suisse, Ukraine, à savoir **55% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage cette compétence avec: l'avocat, le tribunal, l'intéressé seul ou le registre du commerce. Souvent, le notaire constitue la société et le tribunal l'immatricule (cas de l'Autriche, et la Pologne), ou encore l'adresse pour inscription au registre du commerce (Allemagne). Lorsque la compétence est partagée avec l'intéressé lui-même cela peut signifier que l'intéressé constitue la société et le notaire l'immatricule (cas de l'Ukraine) ou bien que le notaire intervient uniquement si l'intéressé est un étranger (Estonie). Notons qu'en Lettonie il s'agit d'une compétence partagée dans la mesure où le notaire n'intervient que pour certifier la signature des intéressés. En France, le notaire est compétent pour constituer les sociétés mais son intervention est facultative.

³ notamment pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée

⁴ Compétence exclusive pour les sociétés de capitaux (société anonyme, société à responsabilité limitée, société en commandite par action) et société européenne

⁵ Compétence exclusive pour les sociétés par actions et à responsabilité limitée

MARIAGE

Contrat de mariage préalable



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir les conventions matrimoniales préalables sont :

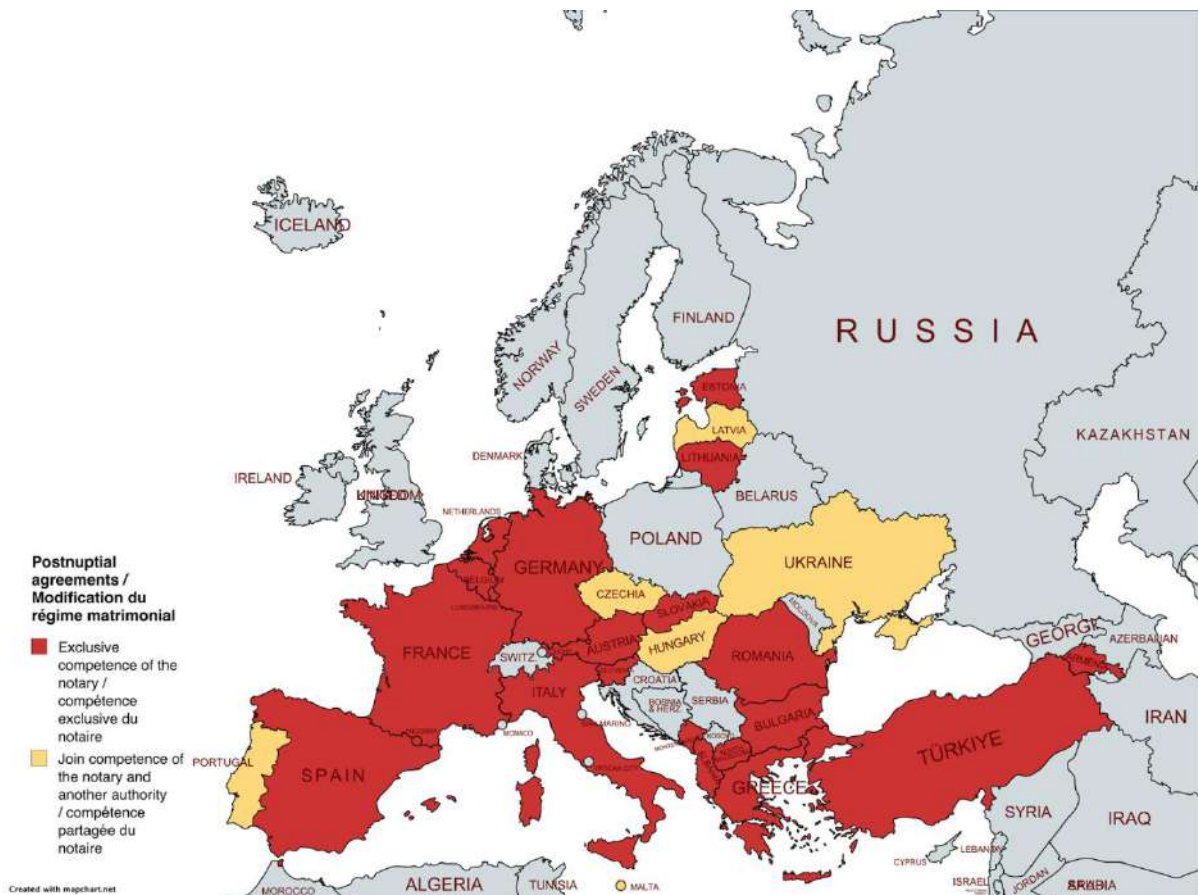
- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Luxembourg
- Malte
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovénie
- Turquie
- Ukraine

C'est-à-dire dans **87,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie Turquie et Ukraine, à savoir **89,2% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Hongrie, Royaume-Uni (Londres) et Portugal, à savoir **10,8% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc largement déjudiciarisée en faveur des notaires.

Modification du régime matrimonial



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour modifier un régime matrimonial sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Italie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg

- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie
- Slovénie
- Suisse
- Turquie
- Ukraine
- Hongrie

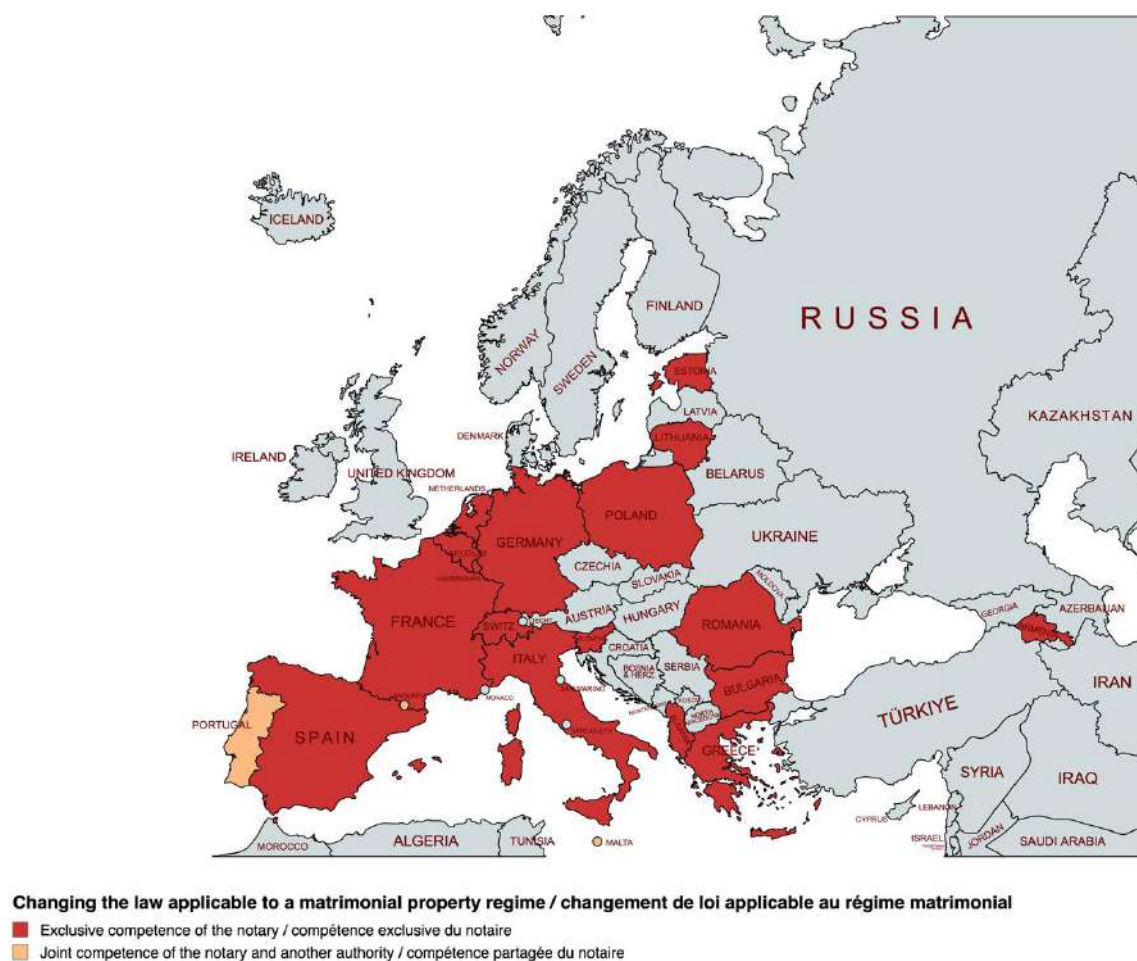
C'est-à-dire dans **85% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie à savoir **78% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Lettonie, Malte, Portugal, République tchèque, Hongrie et Ukraine, à savoir **22% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc largement déjudiciarisée en faveur des notaires.

Les notaires partagent parfois cette compétence avec le tribunal, le juge et l'officier d'état civil. Lorsque la compétence est partagée avec le juge, il peut s'agir du cas où le juge doit homologuer l'accord (Malte).

Désignation ou modification de la loi applicable au régime matrimonial



Created with mapchart.net

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour désigner ou modifier de la loi applicable au régime matrimonial sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Italie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- Roumanie
- Slovénie
- Suisse
- Hongrie

C'est-à-dire dans **64% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Arménie, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovénie, Suisse, à savoir **81% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Hongrie, Malte et Portugal, à savoir **19% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc largement déjudiciarisée en faveur des notaires.

Célébration du mariage



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour célébrer un mariage sont :

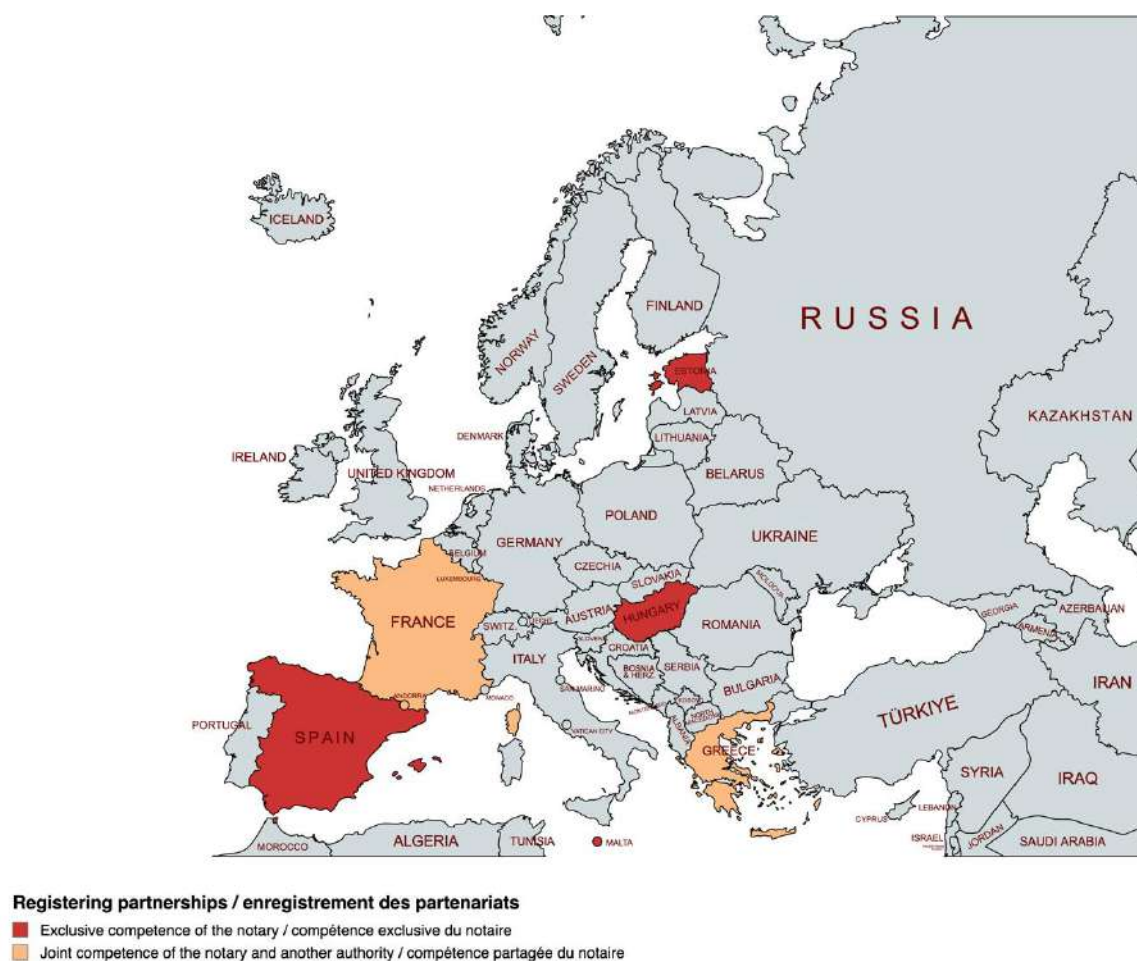
- Andorre
- Espagne

C'est-à-dire dans **5,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Il n'y a aucun pays dans lequel le notaire a une **compétence exclusive**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre et Espagne, à savoir **100% des pays ayant une compétence notariale**.

Le notaire partage généralement cette compétence avec le maire, l'officier d'état civil ou même, l'autorité religieuse.

Constitution du partenariat



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour constituer les partenariats sont :

- Andorre
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Hongrie
- Malte
- Lettonie

C'est-à-dire dans **24% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Espagne, Estonie, Hongrie, Lettonie et Malte à savoir **62% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, France et Grèce à savoir **38% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire partage généralement cette compétence avec l'officier d'état civil.

Dispense d'empêchement à mariage

Le notaire n'est compétent en matière de dispense d'empêchement à mariage dans aucun pays.

Certificat attestant du régime matrimonial choisi pour inscription à l'état civil

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour délivrer le certificat du régime matrimonial choisi pour son inscription à l'état civil sont :

- Andorre
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Lettonie
- Luxembourg
- Malte
- Pays-Bas
- Portugal
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Slovénie
- (Suisse⁶)

C'est-à-dire dans **47% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

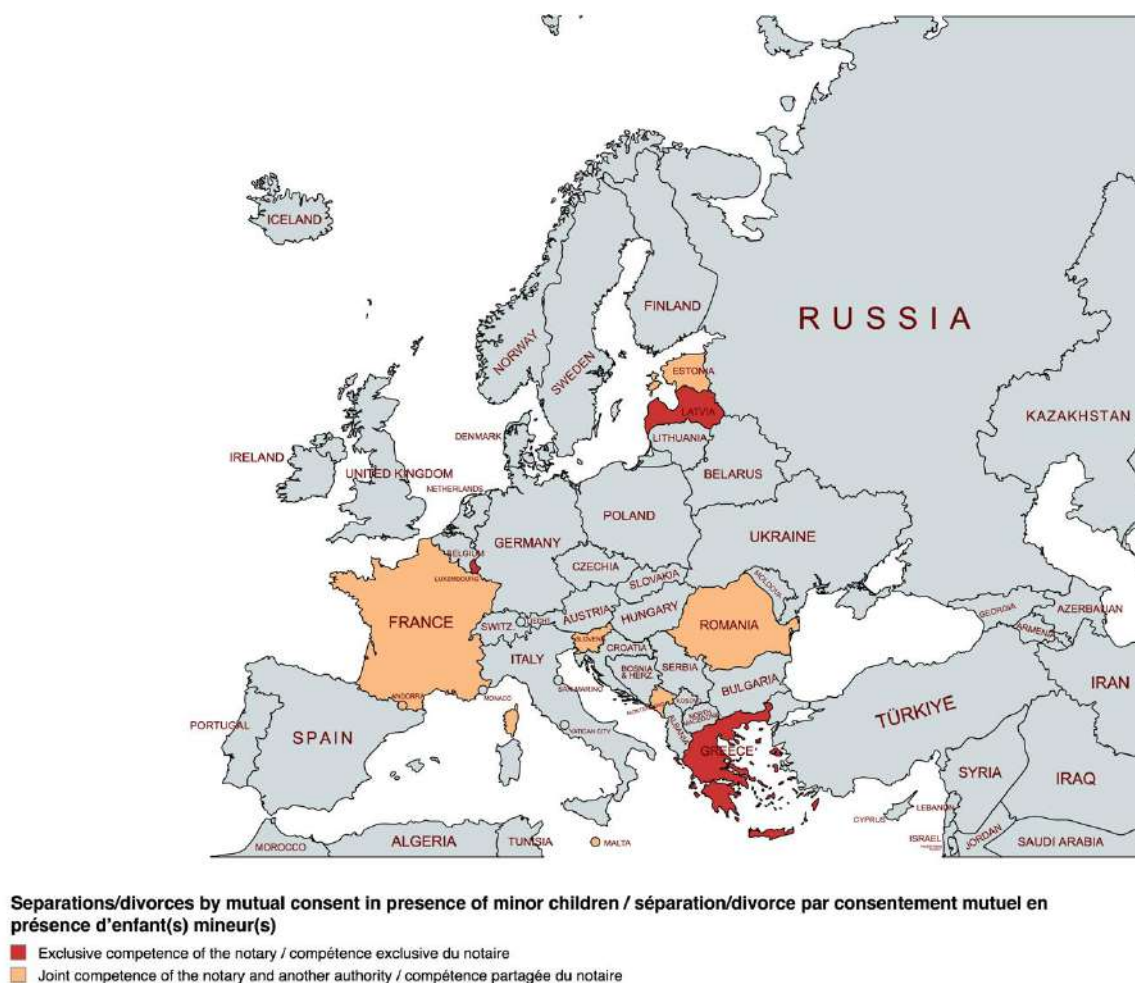
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Andorre, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Slovénie, à savoir **81,25% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Lettonie, Malte et Portugal, à savoir **18,75% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc assez souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

⁶ En Suisse, le contrat de mariage n'est pas indiqué à l'Etat civil. En revanche, le notaire peut établir une attestation indiquant le régime matrimonial.

DIVORCE

Séparation/Divorce par consentement mutuel en présence d'enfants mineurs



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents en matière de divorce/séparation par consentement mutuel en présence d'enfants mineurs sont :

- Estonie
- France
- Grèce
- Lettonie
- Malte⁷
- Monténégro
- Roumanie
- Slovénie

C'est-à-dire dans **24% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Grèce et Lettonie à savoir **25% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Estonie, France, Malte⁸, Monténégro, Roumanie et Slovénie, à savoir **75% des pays ayant une compétence notariale**.

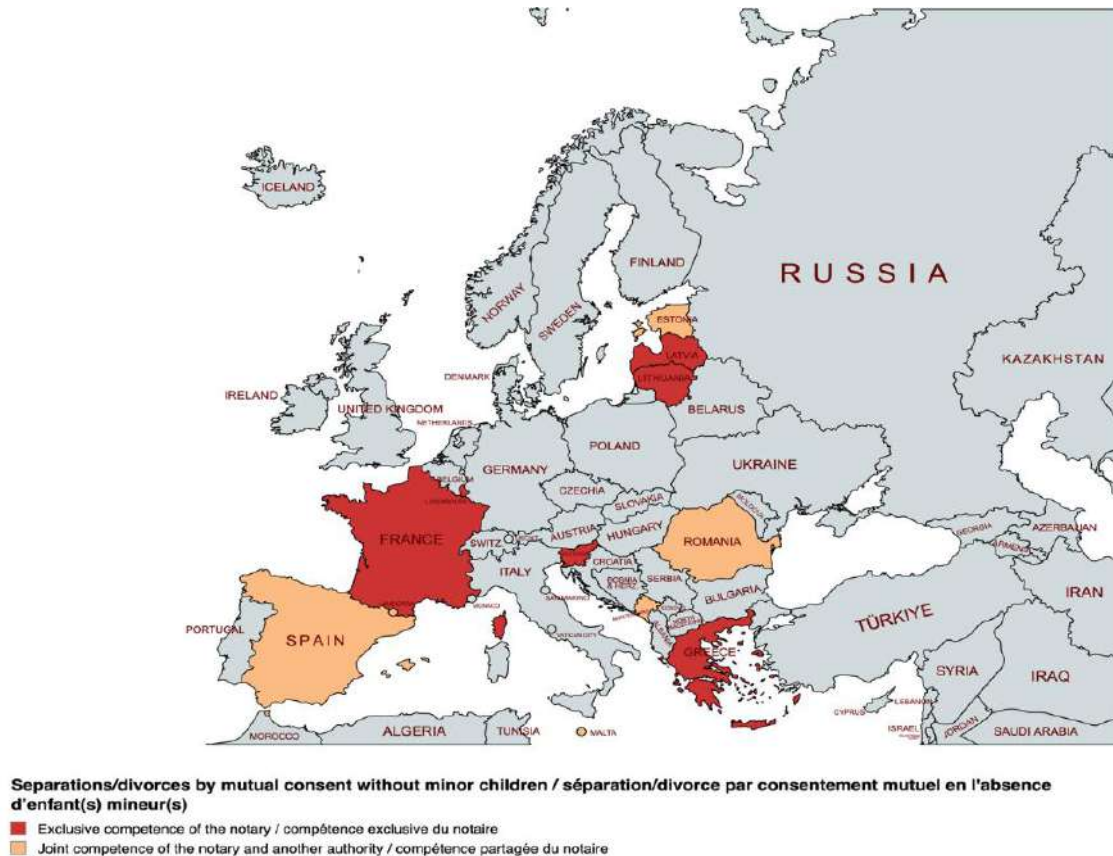
⁷ Compétence notariale uniquement en matière de séparation et non en matière de divorce.

⁸ Compétence notariale uniquement en matière de séparation et non en matière de divorce.

Ladite compétence est donc déjudiciarisable, certains pays en ont confié la compétence partagée au notaire, voire même exclusive.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est généralement le juge. Concernant la France, le notaire est par principe compétent pour tous les divorces par consentement mutuel, même en présence d'enfant mineur. Le juge redevient néanmoins compétent si un enfant mineur demande à être entendu.

Séparation/Divorce par consentement mutuel en l'absence d'enfants mineurs



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents en matière de divorce/séparation par consentement mutuel en l'absence d'enfants mineurs sont :

- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte⁹
- Monténégro
- Roumanie
- Slovénie

C'est-à-dire dans **32,4% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Grèce, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, France et Slovénie à savoir **54,5% des pays ayant une compétence notariale**.

⁹ Compétence notariale uniquement en matière de séparation et non en matière de divorce.

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Espagne, Estonie, Malte¹⁰, Monténégro et Roumanie, à savoir **45,5% des pays ayant une compétence notariale.**

Ladite compétence est donc déjudiciarisable, certains pays en ont confié la compétence partagée au notaire, voire même exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage cette compétence avec le juge ou l'officier d'état civil.

À titre indicatif, en Roumanie, l'officier d'état civil est compétent pour les divorces par consentement mutuel uniquement en l'absence d'enfants mineurs. En présence d'enfants mineurs, seul le juge ou le notaire est compétent.

¹⁰ Compétence notariale uniquement en matière de séparation et non en matière de divorce.

FILIATION

Reconnaissance de paternité/maternité



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recevoir une reconnaissance de paternité ou de maternité sont :

- Andorre
- France
- Grèce
- Hongrie
- Italie
- Lituanie
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Suisse
- Turquie

C'est-à-dire dans **36% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : la Grèce à savoir **8% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, France, Hongrie, Italie, Lituanie, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Suisse et Turquie, à savoir **92% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est déjudiciarisable : certains pays en ont confié la compétence partagée au notaire, voire même exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage cette compétence avec le juge, l'officier d'état civil ou encore la « *guardianship authority* » pour le cas de la Hongrie.

Procréation médicalement assistée



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir les consentements dans le cadre d'une procréation médicalement assistée (PMA) sont :

- Andorre
- Arménie
- Autriche
- France
- Grèce¹¹
- Royaume-Uni (Londres)
- Roumanie
- Serbie

C'est-à-dire dans **23,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Arménie, Autriche, France, Grèce, Roumanie et Serbie à savoir **75% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre et Royaume-Uni (Londres), à savoir **25% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc déjudiciarisable et plusieurs pays en ont confié la compétence partagée au notaire, voire exclusive.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire partage cette compétence avec l'officier d'état civil ou encore le *solicitor* (Royaume-Uni).

¹¹ En Grèce, le notaire a une compétence exclusive pour recueillir les consentements seulement dans les cas où la procréation médicalement assistée concerne une femme non mariée ou une femme vivant en union libre avec son partenaire. Dans les autres cas, la loi exige que le consentement soit donné par écrit, mais pas nécessairement dans un acte notarié (art. 1456 Code Civil).

Prononcé de l'adoption

Il n'y a aucun pays dans lequel les notaires sont compétents pour prononcer une adoption.

Réception du consentement à adoption



Created with mapchart.net

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir un consentement à adoption sont :

- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Royaume-Uni (Londres)
- France

C'est-à-dire dans **14,7% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont l'Allemagne et la France à savoir **40% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Arménie et Royaume-Uni (Londres), à savoir **60% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciarisable en ce que des pays ont confié la compétence partagée au notaire, voire exclusive.

Lorsque cette compétence est partagée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est l'officier d'état civil, les services sociaux et le *solicitor* (Royaume-Uni).

Constat d'une garde de fait

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir un acte de notoriété constatant « une garde de fait » (d'un mineur, d'une personne vulnérable ...) sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Croatie
- Espagne
- Hongrie

C'est-à-dire dans **17,6% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Croatie et Espagne, à savoir **66,6% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Arménie et Hongrie, à savoir **33,3% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc déjudiciarisable en faveur du notaire, qui peut avoir une compétence exclusive ou partagée.

Constat d'une possession d'état

Les seuls pays où les notaires sont habilités à constater une possession d'état sont l'Espagne et la France, ce qui représente **5,9 % des pays européens** ayant répondu à l'enquête. Parmi ceux-ci, aucun ne confère une compétence exclusive aux notaires.

Ainsi, dans ces deux pays, l'Espagne et la France, les notaires exercent une compétence partagée.

Il est important de souligner que **38,2 % des pays européens** ayant répondu à l'enquête ne reconnaissent pas la possession d'état. Lorsque cette notion existe, le constat de possession d'état peut être établi par le notaire, ou par le juge.

Détermination/révision d'une pension alimentaire

Les pays où les notaires sont compétents pour l'octroi, la détermination et la révision de la pension alimentaire sont la Belgique et la Lituanie, représentant **5,9 % des pays européens** ayant répondu à l'enquête. Aucun de ces pays n'accorde une compétence exclusive aux notaires.

Ainsi, en Belgique et en Lituanie, les notaires exercent une compétence partagée.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage sa compétence avec le juge ou le tribunal.

Décision relative à l'administration des biens communs en cas d'incapacité d'un époux

Aucun pays ne reconnaît les notaires comme compétents pour prendre une décision relative à l'administration des biens communs lorsqu'un époux est incapable de manifester sa volonté.

SUCCESSIONS

Règlement de la succession

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents, de manière générale, pour le règlement d'une succession sont :

- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pologne
- Portugal
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse
- Ukraine

C'est-à-dire dans **67% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

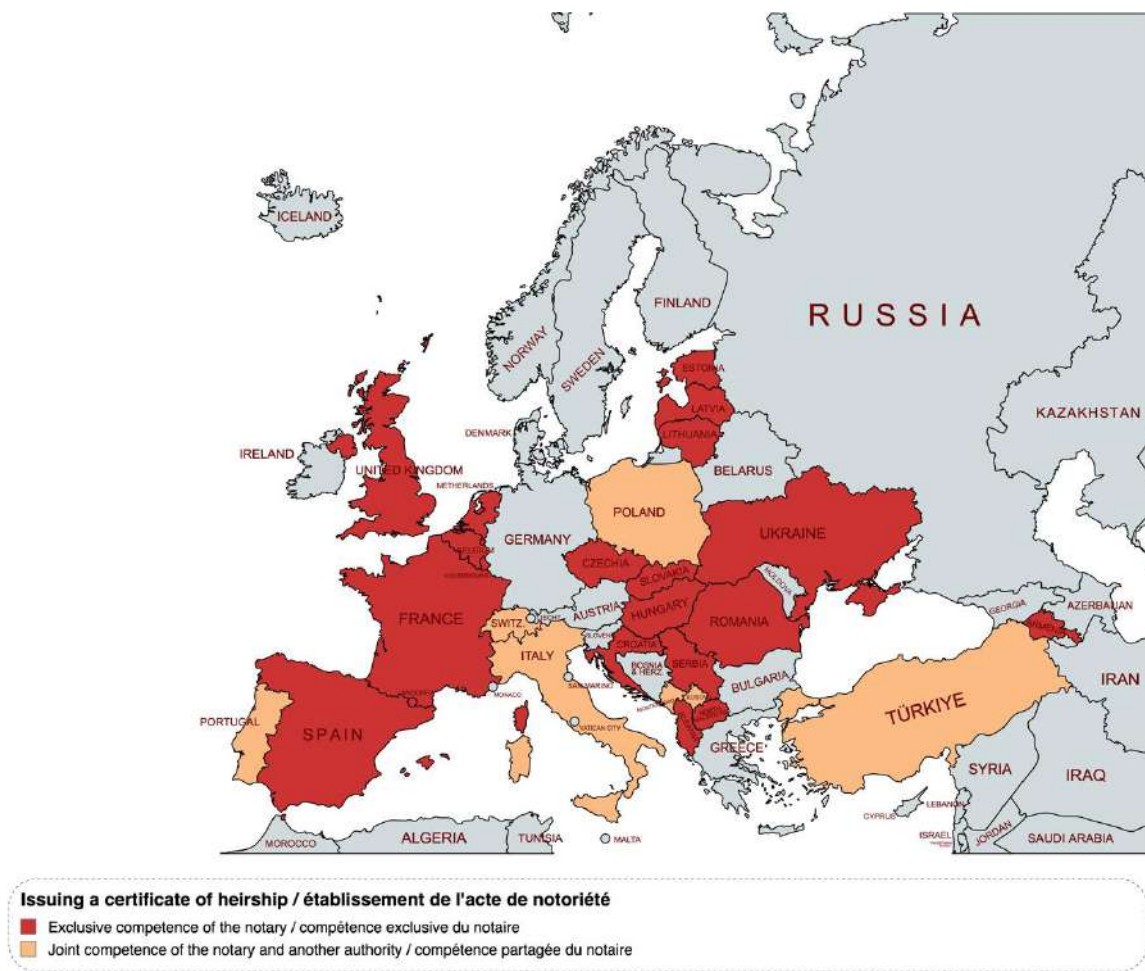
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Andorre, Arménie, Croatie, Espagne, France, Hongrie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte¹², Monténégro, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **73% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Italie, Lettonie, Suisse, Pologne et Portugal, à savoir **27% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est majoritairement déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est partagée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est souvent le juge ou l'officier d'état civil.

¹² À Malte, les notaires ont une compétence exclusive uniquement en présence de biens immobiliers.

Certificat d'héritier / acte de notoriété



Created with mapchart.net

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir un certificat d'héritier / acte de notoriété sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie

- Slovaquie
- Suisse
- Turquie
- Ukraine

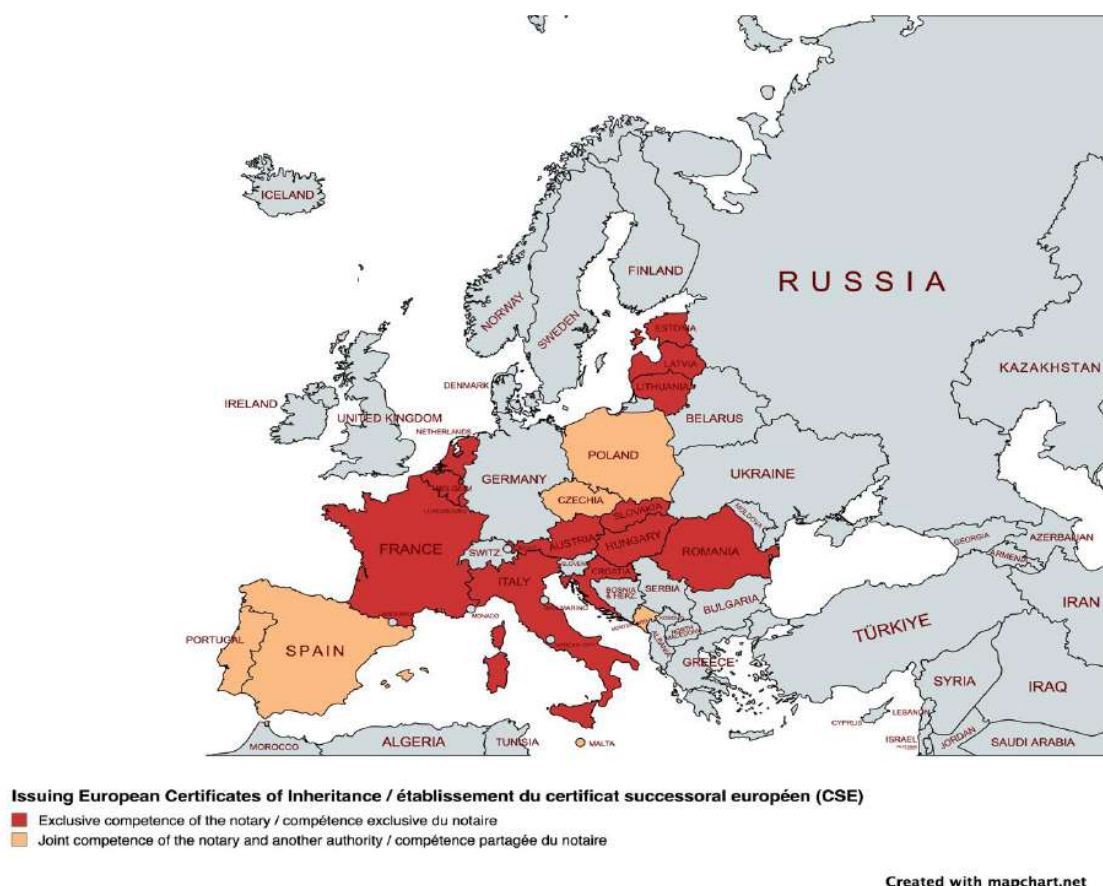
C'est-à-dire dans **79,4% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Arménie, Belgique, Croatie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Royaume-Uni (Londres), Luxembourg, Macédoine du Nord, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **74,1% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Italie, Kosovo, Monténégro, Pologne, Portugal, Suisse (Vaud) et Turquie, à savoir **25,9% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Le notaire partage parfois cette compétence avec le juge, le tribunal ou encore l'officier d'état civil.

Certificat successoral européen (CSE)



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir un certificat successoral européen sont :

- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie

C'est-à-dire dans **76% des pays européens ayant répondu à l'enquête et qui connaissent le CSE**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Autriche, Belgique, Croatie, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie et Slovaquie, à savoir **68,4% des pays ayant une compétence notariale**.

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Espagne, Malte, Monténégro, Pologne, Portugal et République tchèque, à savoir **31,6% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire partage parfois cette compétence avec le juge, le tribunal ou encore l'officier d'état civil.

Inventaire

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir un inventaire sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- France
- Grèce
- Hongrie
- Italie
- Royaume-Uni (Londres)
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Malte
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse

C'est-à-dire dans **72% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, France, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Serbie et Slovaquie à savoir **55% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Croatie, Espagne, Hongrie, Italie, Royaume-Uni (Londres), Macédoine du Nord, Malte, Suisse, Pologne et Portugal, à savoir **45% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est souvent déjudiciarisée, elle est donc déjudiciable.

Lorsque cette compétence est partagée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est le juge, le tribunal, le greffier, le *solicitor* (Londres) ou l'huissier. Ainsi à Malte, le notaire est compétent en la matière mais uniquement à la suite d'une autorisation délivrée par le juge.

Ouverture et enregistrement des testaments olographes

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les mesures d'ouvertures et d'enregistrement des testaments olographes sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse
- Ukraine

C'est-à-dire dans **75% des pays européens ayant répondu à l'enquête et qui connaissent le testament olographe**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **72% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, Kosovo, Lituanie, Royaume-Uni (Londres), Monténégro, Suisse, et Pologne, à savoir **28% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage souvent sa compétence avec le tribunal.

Ouverture et enregistrement des testaments mystiques (secrets)

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les mesures d'ouvertures et d'enregistrement des testaments mystiques sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique¹³
- Bulgarie
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Macédoine du Nord
- Monténégro
- Pays-Bas
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Ukraine

C'est-à-dire dans **75% des pays européens ayant répondu à l'enquête et qui connaissent le testament mystique**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, (Belgique), Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Portugal, République tchèque, Roumanie, Serbie et Ukraine, à savoir **76% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, Kosovo, Royaume-Uni (Londres), Macédoine du Nord, Monténégro et Pays-Bas, à savoir **24% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire peut partager cette compétence avec le tribunal, le *solicitor* (Royaume-Uni) ou le juge. Aux Pays-Bas la compétence est partagée entre le notaire et le juge dans la mesure où le notaire enregistre le testament mystique mais c'est le juge qui l'ouvre.

¹³ Le testament mystique a été supprimé en Belgique et remplacé par le testament international en 1983. Les testaments reçus en cette forme avant 1983 restent toutefois valables.

Ouverture et enregistrement des testaments internationaux

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les mesures d'ouvertures et d'enregistrement des testaments internationaux sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Croatie
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Monténégro
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie
- Suisse

C'est-à-dire dans **64% des pays européens ayant répondu à l'enquête qui connaissent le testament international**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Portugal, République tchèque, Roumanie et Slovaquie, à savoir **71% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, Kosovo, Lituanie, Royaume-Uni (Londres), Suisse et Monténégro, à savoir **29% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage souvent cette compétence avec le tribunal.

Ouverture et enregistrement des testaments authentiques

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les mesures d'ouvertures et d'enregistrement des testaments authentiques sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse
- Ukraine

C'est-à-dire dans **90% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **84% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, Royaume-Uni (Londres), Monténégro, Suisse et Pologne, à savoir **16% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage généralement cette compétence avec le tribunal ou le juge.

Ouverture et enregistrement des testaments oraux

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les mesures d'ouvertures et d'enregistrement des testaments oraux sont :

- Autriche
- Espagne
- Hongrie
- Royaume-Uni (Londres)
- République tchèque

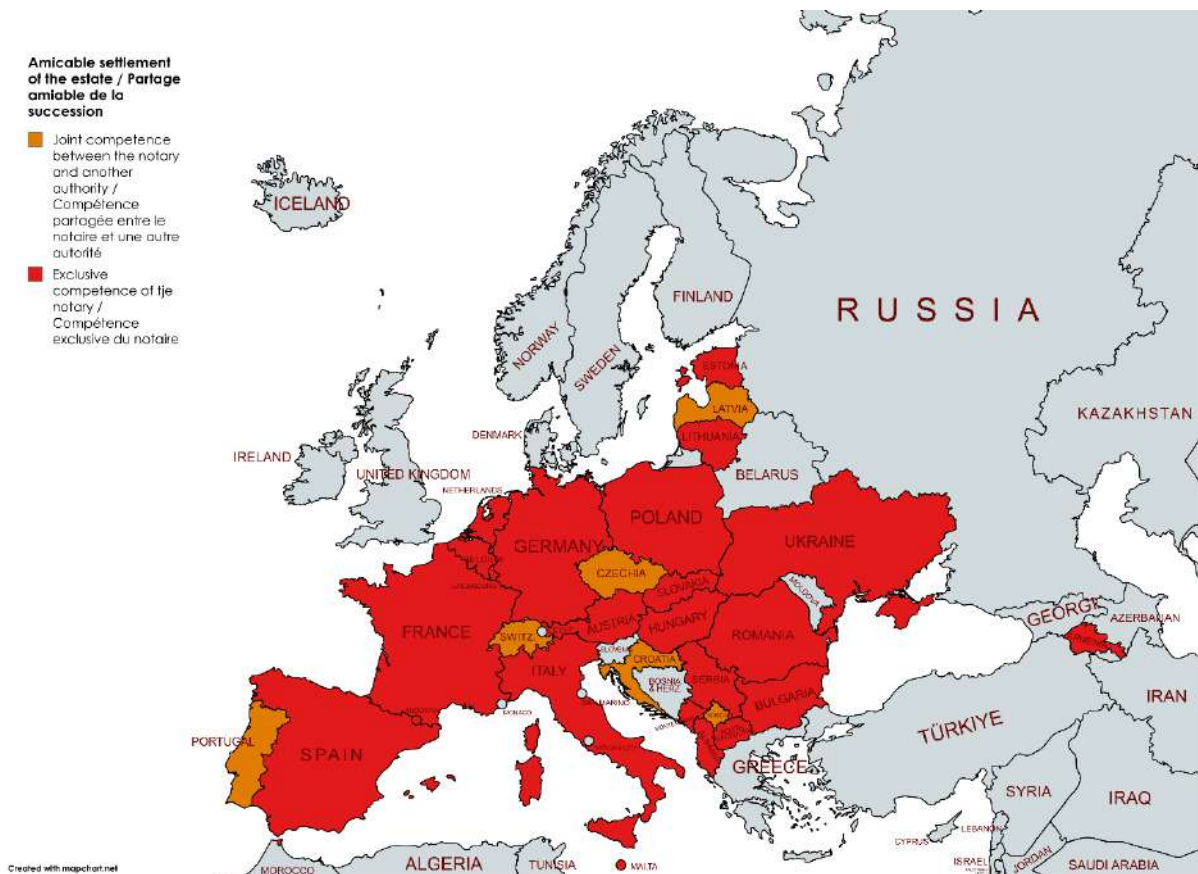
C'est-à-dire dans **31% des pays européens ayant répondu à l'enquête qui connaissent le testament oral**. Seulement **47,1 % des pays européens ayant répondu à l'enquête connaissent les testaments oraux**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Espagne, Hongrie et République tchèque, à savoir **60% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche et Royaume-Uni (Londres), à savoir **40% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est assez rarement déjudiciarisée. Cependant elle est déjudiciable en ce que des pays ont confié la compétence partagée au notaire voire la compétence exclusive.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire partage parfois cette compétence avec le juge. En Autriche, la compétence est partagée entre le juge et le notaire en ce que le notaire ouvre le testament oral mais le juge statue quant à la validité de celui-ci.

Partage amiable de la succession



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents en matière de partage amiable de la succession sont :

- Albanie
- Allemagne
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse
- Ukraine

C'est-à-dire dans **88% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** (parfois, seulement en présence de biens immobiliers) sont : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **80% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** ou facultative sont : Croatie, Kosovo, Lettonie, Portugal, Suisse et République tchèque, à savoir **20% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est très souvent déjudiciarisée en faveur du notaire.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire peut partager cette compétence avec le tribunal, le juge, l'avocat ou encore l'officier d'état civil.

Opérations de liquidation et partage dans le cadre d'un partage judiciaire



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour effectuer les opérations de liquidation et de partage dans le cadre du partage judiciaire d'une succession sont :

- Autriche
- Belgique
- Espagne
- France
- Italie
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- Slovaquie
- Suisse

C'est-à-dire dans **33% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le seul pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est : Pologne, à savoir **9% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse et Slovaquie, à savoir **91% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage cette compétence avec le juge, ou encore le greffier, et parfois les avocats. Au Portugal par exemple, la compétence est partagée entre le juge et le notaire : le juge doit homologuer le partage et la liquidation est faite par le notaire.

Somation d'exercer l'option successorale

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir une somation d'exercer l'option successorale sont :

- Albanie
- Autriche
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Kosovo
- Lettonie
- Royaume-Uni (Londres)
- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Ukraine

C'est-à-dire dans **58,8% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Autriche, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Macédoine du Nord, Monténégro, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **75% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, Malte, Royaume-Unis (Londres), Pologne et Portugal, à savoir **25% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est majoritairement déjudiciarisée en faveur des notaires.

Recueil de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir une acceptation sous bénéfice d'inventaire (à concurrence de l'actif net) sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Italie
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Macédoine du Nord
- Monténégro

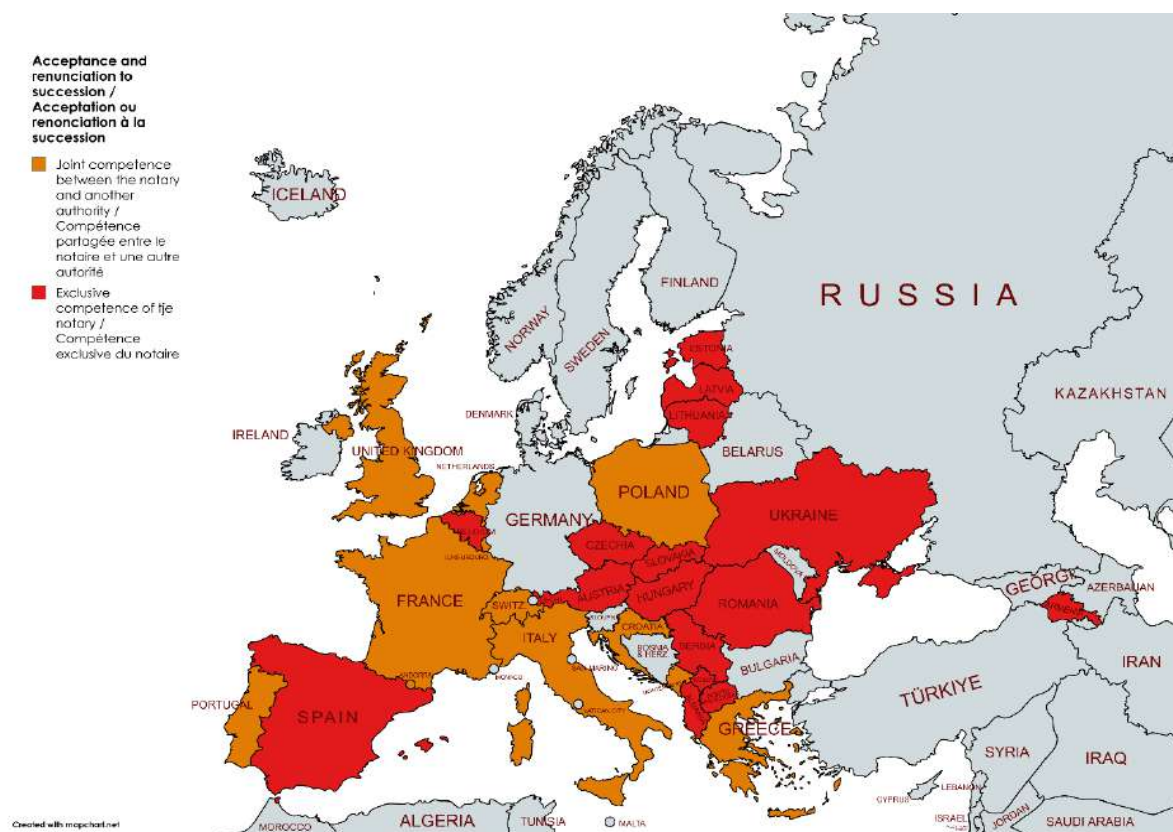
- Pologne
- République tchèque
- Serbie
- Slovaquie

C'est-à-dire dans **55,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, République tchèque, Serbie et Slovaquie, à savoir **78,9% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Italie, Royaume-Uni (Londres), Monténégro et Pologne, à savoir **21,1% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est majoritairement déjudiciarisée en faveur des notaires.

Recueil de l'acceptation ou renonciation à succession



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir une acceptation ou renonciation à succession sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce

- Italie
- Hongrie
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Royaume-Uni (Londres)
- Macédoine du Nord
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Suisse
- Ukraine

C'est-à-dire dans **85% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Arménie, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **57% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Croatie, Grèce, Italie, Royaume-Uni (Londres), France, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Switzerland, Pologne et Portugal, à savoir **43% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est souvent déjudiciarisée en faveur des notaires.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est, le cas échéant, le juge, le tribunal, l'officier d'état civil ou le *solicitor* (Royaume-Uni). En Grèce¹⁴ et aux Pays-Bas, la compétence est partagée car le notaire est compétent en cas d'acceptation mais le juge/tribunal est compétent en cas de renonciation.

Recueil de l'acceptation ou renonciation à la mission d'exécuteur testamentaire

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir l'acceptation ou la renonciation à la mission d'exécuteur testamentaire sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- France
- Hongrie
- Royaume-Uni (Londres)
- Pays-Bas
- Portugal

¹⁴ En Grèce, depuis mars 2024, l'héritier peut aussi accepter la succession devant le greffier du Tribunal compétent, en présence d'un avocat (loi 5095/2024, publiée le 15 mars 2024).

- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Ukraine

C'est-à-dire dans **55% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Arménie, Belgique, Estonie, France, Hongrie, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Ukraine, à savoir **72% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Croatie, Espagne, Portugal et Royaume-Uni (Londres), à savoir **28% des pays ayant une compétence notariale**.

Ladite compétence est donc déjudiciarisée dans la moitié des pays européens ayant répondu à l'enquête.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage parfois sa compétence avec le tribunal, le greffier ou le *solicitor* (Royaume-Uni).

Contrôle de l'exécution des missions de l'exécuteur testamentaire

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour contrôler l'exécution des missions de l'exécuteur testamentaire sont :

- Albanie
- Croatie
- France
- Hongrie
- Royaume-Uni (Londres)
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie

C'est-à-dire dans **23,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, France, Hongrie, République tchèque, Roumanie et Slovaquie, à savoir **75% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie et Royaume-Uni (Londres) à savoir **25% des pays ayant une compétence notariale**.

Révocation de l'exécuteur testamentaire

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour la révocation de l'exécuteur testamentaire sont :

- Albanie
- Croatie
- Hongrie
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie
- Ukraine

C'est-à-dire dans **20,6% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Hongrie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Ukraine, à savoir **85,7% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Croatie, à savoir **14,3% des pays ayant une compétence notariale**.

Ouverture de succession vacante

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour l'ouverture d'une succession vacante ou en déshérence sont :

- Albanie
- Andorre
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Estonie
- Lettonie
- Lituanie
- Macédoine du Nord
- Monténégro
- Roumanie
- Serbie

C'est-à-dire dans **38,2% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Autriche, Espagne, Estonie, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Roumanie, Serbie, à savoir **76,9% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Belgique, Croatie et Monténégro, à savoir **23,1% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, le notaire peut partager sa compétence avec le tribunal.

Autoriser l'acceptation ou la renonciation quand cette autorisation est requise

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour autoriser l'acceptation ou la renonciation à une succession quand cette autorisation est requise sont :

- Albanie
- Andorre
- Kosovo
- Lettonie
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Turquie
- France (pour le cas d'un majeur protégé si l'actif dépasse manifestement le passif)

C'est-à-dire dans **26,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Turquie, à savoir **55,6% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, France, Kosovo et Lettonie, à savoir **44,4% des pays ayant une compétence notariale**.

DROIT IMMOBILIER

Bornage

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour établir un bornage sont :

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Grèce
- Pays-Bas
- Italie

C'est-à-dire dans **18% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Albanie, Andorre, Grèce et Pays-Bas, à savoir **66% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont: Arménie et Italie, à savoir **34% des pays ayant une compétence notariale**.
-

Constat d'une prescription acquisitive (usucapion)



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour constater une prescription acquisitive (usucapion) sont :

- Bulgarie
- Italie
- Luxembourg
- Pays-Bas

- Portugal
- France

C'est-à-dire dans **18% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Bulgarie et Pays-Bas, à savoir **33,33% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Italie, Luxembourg, France et Portugal, à savoir **66,66% des pays ayant une compétence notariale**.

Surveillance des registres fonciers

Le seul pays dans lequel les notaires sont compétents pour la surveillance des livres/registres fonciers est Andorre. C'est-à-dire dans **2,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Il s'agit en l'espèce d'une compétence exclusive.

Surveillance des livres de propriété des véhicules à moteur, des navires, des bateaux et des aéronefs

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour la surveillance des livres de propriété des véhicules à moteur, des navires, des bateaux et des aéronefs sont :

- Slovaquie
- Turquie

C'est-à-dire dans **5,9% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** : Slovaquie et Turquie (pour les véhicules à moteur).

En Turquie, le registre des véhicules à moteur pour les véhicules terrestres est tenu par l'Union des notaires de Turquie. C'est pourquoi toutes les transactions relatives aux véhicules à moteur sont effectuées exclusivement par les notaires.

Pour les véhicules marins et les aéronefs, les registres sont tenus séparément par l'État. Les transactions relatives à ces véhicules sont effectuées par des notaires, mais la compétence est partagée avec ces registres (selon qu'il s'agit d'un aéronef ou d'un véhicule maritime).

DROIT COMMERCIAL

Surveillance des livres de comptes des commerçants

Aucun pays ne donne compétence au notaire pour la surveillance des livres de comptes des commerçants.

Surveillance des registres du commerce

Aucun pays ne donne compétence au notaire pour la surveillance des livres des registres du commerce.

Émission des ordonnances d'injonction de payer



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour émettre des ordonnances d'injonctions à payer sont :

- Autriche
- Croatie
- Espagne
- Hongrie
- Lettonie
- Macédoine du Nord

C'est-à-dire dans **17,6% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- En Hongrie, les notaires ont une **compétence exclusive**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Croatie, Espagne, Lettonie et Macédoine du Nord.

Procédures non contentieuses relevant du droit commercial

Les pays dans lesquels les notaires sont généralement compétents pour les procédures non contentieuses relevant du droit commercial (présentation des comptes ; nomination et révocation de liquidateurs ; audit ; médiation, etc.) sont :

- Andorre
- Arménie
- Belgique
- Espagne
- Serbie

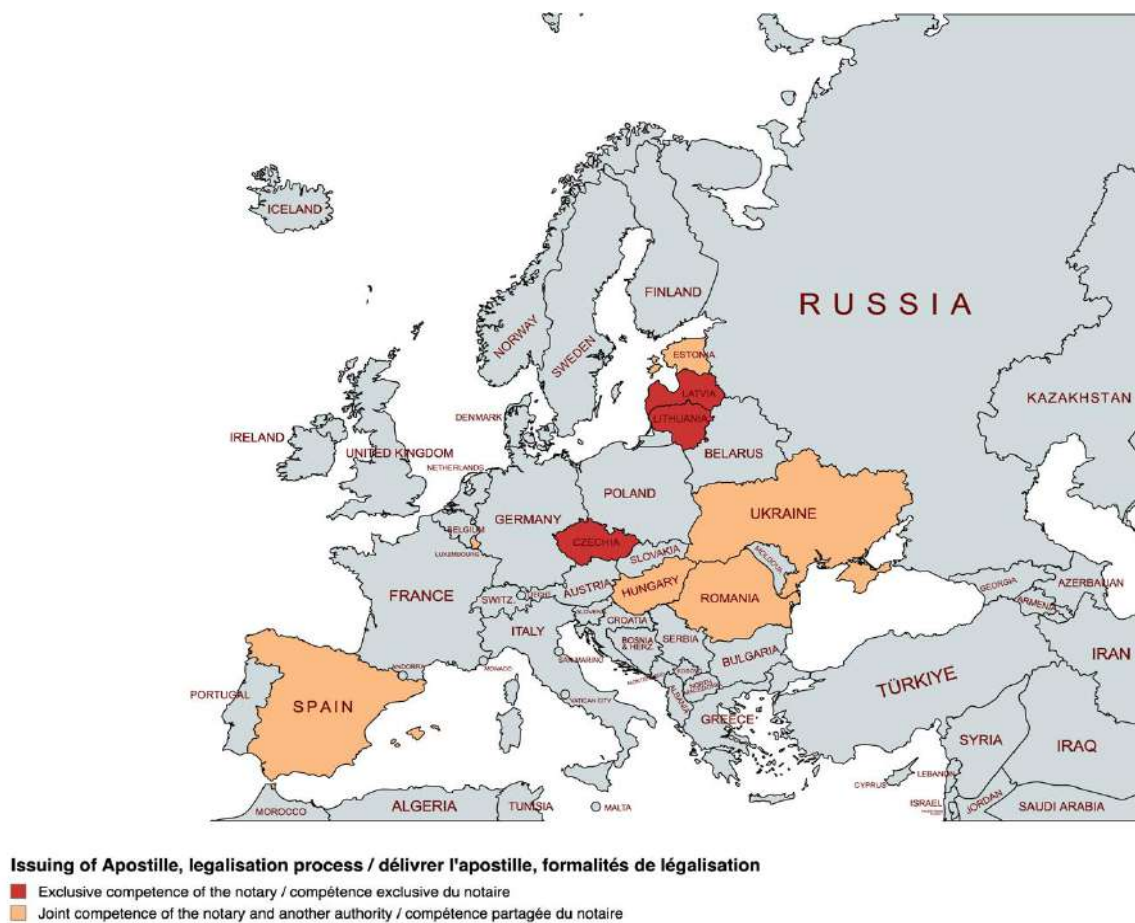
C'est-à-dire dans **14,7% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Andorre et Espagne à savoir **40% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Arménie, Belgique et Serbie, à savoir **60% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage parfois sa compétence avec le juge, le tribunal ou le médiateur.

DIVERS

Légalisation / Apostille



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour délivrer l'apostille / formalités de légalisation sont :

- Espagne
- Estonie
- Hongrie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- République tchèque
- Roumanie
- Ukraine
- France

C'est-à-dire dans **30% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Hongrie, Lettonie, Lituanie, France et République tchèque à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Espagne, Estonie, Hongrie, Luxembourg, Roumanie, Ukraine, à savoir **50% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, l'autorité qui partage sa compétence avec le notaire est le ministère de la Justice, le ministère des Affaires étrangères, la préfecture ou le greffier du tribunal.

Quelques précisions sur les états dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** :

- Estonie : légalisation par le ministère des Affaires étrangères et apostille par le notaire
- Roumanie : le notaire pour les actes notariés et la préfecture pour les actes liés à l'état civil
- Ukraine : le notaire soumet les documents au ministère de la Justice
- Hongrie : apostille délivrée par la Chambre des notaires (exception : les apostilles sur documents judiciaires sont délivrées par le ministère de la Justice, et celles pour les documents fiscaux sont délivrées par le ministère des Affaires étrangères)

Conciliation



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour la conciliation sont :

- Belgique
- Espagne
- Lettonie
- Hongrie

C'est-à-dire dans **12% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Il n'y a aucun pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Belgique ; Hongrie, Espagne et Lettonie.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, les autorités compétentes sont le notaire, l'avocat, le greffier, le « juge de paix » (Espagne) et le médiateur certifié.

Médiation



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour la médiation sont :

- Autriche
- Belgique
- Espagne
- Grèce
- Italie
- Hongrie
- Lituanie
- Pays-Bas
- France

C'est-à-dire dans **27% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Le seul pays dans lequel les notaires ont une **compétence exclusive** est l'Autriche.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Espagne, Belgique¹⁵, Grèce¹⁶, Hongrie, Italie Lituanie et Pays-Bas, France, à savoir **89% des pays dans lesquels la médiation est une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, les autorités compétentes sont le notaire, le médiateur, le juge et l'avocat. En Espagne la médiation est libre mais l'accord doit être constaté dans un acte notarié pour être exécutoire.

¹⁵ Le notaire peut suivre une formation afin d'obtenir le titre de médiateur

¹⁶ Compétence partagée entre le juge et le médiateur accrédité, qui peut être, entre autres, le notaire.

Ventes judiciaires aux enchères

Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour les ventes judiciaires aux enchères sont :

- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Grèce
- Italie
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Slovaquie

C'est-à-dire dans **26% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Belgique, Grèce et Slovaquie, à savoir **33% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Autriche, Croatie, Espagne, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, à savoir **67% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est déjudiciarisée, les autorités compétentes sont le notaire, le tribunal, le greffier et l'huissier. Au Luxembourg et aux Pays-Bas, la compétence est partagée entre le notaire et l'huissier en ce que le notaire est compétent pour les biens immeubles et l'huissier pour les biens meubles.

Exécution des décisions de justice exécutoires

Il n'y a aucun pays dans lequel les notaires sont compétents pour l'exécution des décisions de justice exécutoires.

Toutefois, en **Hongrie**, si la décision ou l'acte - contenant un ordre ou un engagement exécutoire - a été établi par le notaire, celui-ci est compétent pour délivrer le titre exécutoire.

Témoignages, preuves par écrit et réception des serments



Les pays dans lesquels les notaires sont compétents pour recueillir des témoignages, preuves par écrit et recevoir des serments sont :

- Andorre
- Arménie
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Grèce
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Monténégro
- Pays-Bas
- Roumanie
- Serbie
- Suisse

C'est-à-dire dans **48% des pays européens ayant répondu à l'enquête**. Parmi ceux-ci,

- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence exclusive** sont : Monténégro, à savoir **6% des pays ayant une compétence notariale**.
- Les pays dans lesquels les notaires ont une **compétence partagée** sont : Andorre, Arménie, Belgique, Croatie, Espagne, Grèce, Kosovo, Malte, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Suisse et Serbie, à savoir **94% des pays ayant une compétence notariale**.

Lorsque cette compétence est partagée, le notaire partage sa compétence avec le juge ou le tribunal.

Notaire "expert" auprès du tribunal

Le notaire peut être désigné comme expert auprès du tribunal dans **48% des pays européens ayant répondu à l'enquête** : Andorre, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Suisse, Turquie.

Tarif

Tarif réglementé :

Les pays dans lesquels les frais de notaires sont proportionnels sont :

- Albanie

C'est-à-dire dans **3% des pays européens ayant répondu à l'enquête les tarifs des notaires sont proportionnels.**

Les pays dans lesquels les frais de notaires sont fixes sont :

- Arménie
- Autriche
- Croatie
- Kosovo
- Monténégro
- Slovaquie
- Slovénie
- Ukraine (pour les notaires d'état uniquement)
-

C'est-à-dire dans **23,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête les tarifs des notaires sont fixes.**

Les pays dans lesquels les frais de notaires sont fixes et proportionnels sont :

- Allemagne
- Andorre
- Belgique
- Bulgarie
- Espagne
- Estonie
- France
- Grèce
- Hongrie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Macédoine du Nord
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Suisse
- Turquie

C'est-à-dire dans **62,5% des pays européens ayant répondu à l'enquête les tarifs des notaires sont fixes et proportionnels.**

Absence de tarif :

Les pays dans lesquels les frais de notaires sont librement négociés sont :

- Royaume-Uni (Londres)
- Pays-Bas (Frais négociés avec des limites maximum fixées pour les personnes à bas revenus)
- Ukraine (pour les notaires privés uniquement)
- Italie

C'est-à-dire dans **11% des pays européens ayant répondu à l'enquête les tarifs des notaires sont libres.**



Autres actes juridiques non contentieux Remarques des Notariats interrogés

Allemagne : "Il me semble que le droit allemand impose moins de procédures judiciaires ou étatiques que d'autres systèmes juridiques. Cela est particulièrement frappant dans le domaine du droit successoral."

Croatie : « les parents de mineur sont les responsables légaux. Quand il y est question d'une transaction importante d'un bien d'un mineur (bien immeuble, somme d'argent importante, art, ...) ladite transaction doit se faire par acte notarié ».

Espagne : « le dépôt devant le notaire de valeurs meubles ou effets mercantiles et sa vente. Adoption de mesures en cas de vol, perte ou destruction des titres-valeur. Offre de paiement et consignation. Dossiers notariales relatives aux registres foncières : pour l'immatriculation des immeubles, pour la reprise des titres foncière; pour la vérification de la surface excédentaire; pour la coordination et rectification du cadastre immobilier, etc. »

Hongrie : « il existe environ 20 procédures non contentieuses »

Lituanie : « autorisation pour les actes concernant les relations patrimoniales d'un mineur ou le domicile familial, lorsque la famille a des enfants mineurs. »

Pays-Bas : vente forcée de bien immeuble, reconnaissance de dette, acte d'accord procédural

Turquie : certificat d'héritage, délivrance de la clé d'un bien immeuble au locataire, notification à l'époux qui quitte le logement familial¹⁷.

¹⁷ Le conjoint qui a quitté le domicile familial depuis au moins quatre mois peut être mis en demeure de revenir au domicile par l'envoi d'un avis par un notaire, à la demande de l'autre conjoint. Si le conjoint ne revient pas au domicile, cela constituera le motif justifié de divorce à son encontre. Cette compétence est partagée avec le juge aux affaires familiales.

CONCLUSION DE L'ETUDE

Au terme de l'analyse des 33 réponses aux 64 questions posées aux notariats membres de la Commission des Affaires Européennes, il convient de dresser un bilan.

Nous pouvons souligner tout d'abord la diversité des compétences confiées aux notaires par les pouvoirs publics, témoignant ainsi de la grande adaptabilité de la profession notariale.

Son statut particulier, de professionnel du droit et d'officier public, permet à l'Etat de conférer au notaire de nouvelles missions, en réponse aux attentes des citoyens et à l'évolution des politiques publiques.

Ces missions sont extrêmement variées car la formation juridique des notaires leur permet d'intervenir dans presque tous les domaines du droit privé : droit de la famille, droit de la personne, droits des successions, droit des régimes matrimoniaux, droit immobilier, droit des contrats, droit des sociétés, etc.

Parmi ces missions, on retrouve bien entendu les compétences notariales dites « traditionnelles » (1), pour lesquelles la compétence du notaire n'est plus à démontrer ; les compétences notariales émergentes (2) qui sont intimement liées au mouvement de déjudiciarisation et au besoin de décharger les tribunaux de missions non-juridictionnelles pour lesquelles le juge n'est pas la seule autorité légitime ; et enfin les compétences notariales « en devenir » (3) qui sont encore peu répandues en Europe mais répondent à un besoin réel de la société et ont donc vocation à progresser.

1) Les compétences notariales traditionnelles

Dans ces matières, le notaire se présente comme l'autorité naturellement compétente, et souvent exclusive.

- Droit des régimes matrimoniaux

Dans plus de 80% des pays interrogés, les notaires sont compétents pour recevoir les contrats de mariage définissant le régime matrimonial des futurs époux, puis pour les modifier à la demande des époux, avec ou sans l'homologation du juge.

Il s'agit, entre autres, de l'Albanie, l'Allemagne, Andorre, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovénie, Turquie. Dans ces pays, la compétence notariale en la matière est exclusive.

- Droit des successions

Dans 63% des pays interrogés, le notaire est l'autorité vers qui les citoyens se tournent pour régler une succession (Andorre, Arménie, Autriche, Croatie, Espagne, Estonie, France,

Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Ukraine)¹⁸. Dans presque 80% des pays européens, ce sont les notaires qui délivrent l'acte de notoriété ou certificat d'héritier, ainsi que le certificat successoral européen, lorsque l'Etat participe au règlement successions 650/2012.

Dans la même proportion, les notaires européens sont généralement en charge de la procédure d'ouverture du testament, et réalisent le partage amiable de la succession. Dans certains pays, le notaire peut même être compétent pour effectuer les opérations de liquidation et de partage dans le cadre d'un partage judiciaire (Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie). Dans ce cas de figure, le notaire intervient comme auxiliaire du juge et soulage ce dernier d'opérations généralement longues et complexes. Au-delà des successions, ces opérations de liquidation et de partage peuvent également être réalisées par le notaire dans le cadre d'un divorce contentieux.

L'exercice de l'option successorale est aussi de plus en plus souvent déjudiciarisé dans les Etats européens. Dans 82% des Etats interrogés, il n'est pas obligatoire d'aller devant le tribunal pour accepter ou renoncer à une succession. Il est possible de le faire devant notaire et dans 60% de ces pays, c'est même la seule autorité qui peut recevoir cette déclaration de la part de l'héritier. Cette compétence notariale est parfois étendue à l'acceptation sous bénéfice d'inventaire (à concurrence de l'actif net) : dans 56% des pays, elle peut se faire devant notaire, et lorsque c'est le cas, cette compétence est souvent exclusive (78,9% des pays ayant une compétence notariale en la matière).

On notera enfin que les procédures d'ouverture de succession vacante ou en déshérence peuvent également être confiées aux notaires (38,2% des pays européens ayant répondu à l'enquête ont cette compétence).

- Droit des sociétés

Les notaires participent activement à la constitution et à l'immatriculation des sociétés dans plus de la moitié des pays européens (66%). En Allemagne, en Italie et en Espagne, par exemple, les notaires ont une compétence exclusive pour constituer les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés anonymes, soulignant ainsi leur rôle essentiel dans le domaine commercial.

De manière générale en Europe, quand le notaire est compétent pour constituer la personne morale, il l'est à titre exclusif dans la moitié des pays.

A côté de ces compétences notariales « traditionnelles », de nouvelles émergent. Le droit du divorce, le droit des personnes vulnérables, et les partenariats enregistrés, sont des matières dans lesquelles la déjudiciarisation s'est particulièrement développée.

¹⁸ Pour plus de précisions, lire les synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Thessalonique en juin 2024, sur le « Le rôle du notaire dans les successions en Europe ».

2) Les compétences notariales émergentes

La formation juridique du notaire et son rôle de conseiller des familles lui ont notamment permis d'acquérir de nouvelles compétences en droit de la famille et des personnes. Ces compétences notariales émergentes témoignent de la proximité du notaire avec les citoyens et du rôle qu'il joue dans des étapes importantes de leur vie (vie de couple, divorce, situation de vulnérabilité...).

- Le divorce par consentement mutuel

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux Etats se tournent vers les notaires pour soulager le juge des procédures de divorce par consentement mutuel. Si 33% des Notariats européens interrogés sont, en l'état actuel de leur législation, compétents pour recevoir un divorce par consentement mutuel, la moitié de ceux qui n'ont pas cette compétence ont déclaré qu'ils souhaiteraient que le législateur la leur attribue. La mission du notaire en la matière est à géométrie variable et tous les pays ne lui donne pas le même rôle¹⁹. Sa mission peut aller du simple enregistrement de la convention de divorce déjà négociée par les époux²⁰ à l'établissement d'un acte authentique, prononçant le divorce, après contrôle de la convention²¹. Sa compétence sera aussi plus ou moins étendue selon que le divorce est réalisé en présence ou en l'absence d'enfants mineurs. La présence d'enfants mineurs est en effet parfois une cause de « rejudiciarisation » du divorce par consentement mutuel. En Espagne par exemple, l'enfant doit nécessairement être entendu par un juge. En Roumanie toutefois, le notaire est compétent pour apprécier l'intérêt de l'enfant, et le divorce par consentement mutuel en présence d'enfants mineurs ne peut être fait devant l'officier d'état civil, mais nécessairement devant notaire ou devant le juge.

- La protection des personnes vulnérables

Le droit des personnes vulnérables est une matière particulièrement propice à la déjudiciarisation. Outre le désengorgement des tribunaux, elle permet de faire une place plus grande à l'autonomie de la volonté de la personne vulnérable et à l'effectivité de ses droits. Les systèmes volontaires, de prévention et de soutien, choisis par la personne elle-même, sont ainsi encouragés par les Conventions internationales (Convention de New York du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées ; Convention de la Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes). La pratique notariale a en ce sens imaginé des instruments permettant au majeur, en pleine maîtrise de ses facultés, d'établir à l'avance des pouvoirs de représentation, « pouvoir préventif »²², ou « mandat de protection future », dans lesquels il désigne un représentant et/ou organise la gestion de sa vie personnelle et patrimoniale, en prévision d'une éventuelle vulnérabilité future. Dans la plupart des pays qui pratiquent déjà cet instrument, le notaire est un acteur central de sa constitution (Espagne, France, Allemagne, Belgique, Roumanie, Croatie, Pays-Bas, Lettonie, Lituanie...), et même parfois de sa mise en œuvre ou prise d'effet (Andorre, Autriche, Espagne, Pays-Bas).

¹⁹ Voir l'étude publiée de la Commission des Affaires Européennes sur « le Divorce en Europe : le rôle du notaire dans 33 pays européens », 2023.

²⁰ Exemple de la France et de la Grèce

²¹ Exemple de l'Espagne et de la Roumanie

²² « poder preventivo » en espagnol

En tant qu'autorité de soutien qualifiée, impartiale et objective, il est naturellement choisi, par le législateur, ou par les citoyens eux-mêmes, pour remplir ce nouveau rôle de gardien des droits fondamentaux de la personne vulnérable. Par exemple, en Espagne, le notaire a été désigné par le législateur espagnol comme appui institutionnel de la personne vulnérable, l'aidant à exprimer sa volonté et exercer ses droits²³.

Ces exemples étrangers constituent une source d'inspiration pour les autres pays, comme l'Italie, qui, sous l'impulsion du notariat, travaille actuellement sur un projet de réforme qui introduira en droit italien un « mandato di protezione per futura incapacità »²⁴. L'inspiration est réciproque car de nombreux notariats s'intéressent aussi à une compétence spécifique récemment acquise par le notariat italien. Il s'agit de la délivrance d'autorisation de conclure un acte d'administration ou de disposition pour le compte de la personne protégée. En Italie en effet, pour autoriser un acte, telle que la conclusion d'une vente au nom de la personne protégée, ou l'acceptation d'une succession, il est possible de se tourner soit vers le juge, soit vers le notaire. Il s'agit d'une compétence notariale unique en Europe, puisqu'aucun autre notariat interrogé ne réalise pour l'instant cette tâche.

D'autres pays sont allés encore plus loin dans le mouvement de déjudiciarisation. En Roumanie par exemple, le notaire a une compétence exclusive pour ouvrir une mesure de protection envers un adulte vulnérable.

On notera enfin que les compétences notariales en matière de protection des personnes vulnérables ne se limitent pas à la seule sphère patrimoniale. Dans plusieurs pays en effet, le notaire est compétent pour recevoir des directives médicales anticipées (Andorre, Autriche, Croatie, Espagne, Hongrie, Italie, Lettonie, Pays-Bas).

- La constitution des partenariats enregistrés

L'autre domaine dans lequel le notariat est appelé à jouer un rôle actif est celui des partenariats enregistrés, et même plus largement des relations patrimoniales au sein du couple non marié²⁵. L'étude révèle que 24% des notariats européens interrogés sont compétents pour constituer un partenariat (Andorre, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Malte, Lettonie) et dans plus de la moitié de ces pays, la compétence notariale est exclusive (62%). La présence du notaire au stade de la constitution, et même parfois de la dissolution du partenariat, permet d'apporter sécurité, prévisibilité juridique, conseils juridiques patrimoniaux aux partenaires; et enfin de pouvoir compter sur un acte pouvant être inscrit dans les registres publics, ce qui rend le partenariat opposable aux tiers.

²³ Voir les synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Rome, en juin 2023, sur le thème « Le mandat de protection future et la protection des personnes vulnérables »

²⁴ Un projet de réforme est également en cours en Pologne aux fins d'introduire un mandat de protection future en droit polonais

²⁵ Voir en ce sens les synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Barcelone en octobre 2024, sur le thème « le régime du couple non marié en Europe: unions de fait, unions civiles, partenariats enregistrés ».

3) Les compétences notariales en devenir

Certaines compétences non-contentieuses sont particulièrement bien adaptées à la fonction et au statut du notaire mais encore peu répandues ou peu pratiquées en Europe. Leur transfert contribue pourtant non seulement au désengorgement des tribunaux, mais aussi parfois, des bureaux de l'officier d'état civil, ou plus généralement de l'administration publique.

- La célébration du mariage

A l'image de leurs confrères et consœurs américains, les notaires espagnols et andorrans célèbrent les mariages. En tant qu'officier public, présent sur tout le territoire national grâce au maillage territorial, le notaire peut facilement suppléer l'officier d'état civil dans cette tâche. Cette compétence complèterait d'ailleurs très bien celle, plus « traditionnelle », de réception des contrats de mariage.

- La modification de mentions à l'état civil

Dans le domaine de l'état civil, les notaires maltais se sont vus attribuer une compétence notariale spécifique, qui est celle du changement de sexe (et de nom) à l'état civil. Il s'agit d'une compétence notariale unique en Europe, puisqu'aucun autre notariat interrogé ne réalise pour l'instant cette tâche. Elle pourrait néanmoins être amenée à se développer car cette procédure, non contentieuse, est généralement judiciaire ou administrative et consiste à vérifier que les conditions pour demander la modification de la mention du sexe à l'état civil sont remplies et à s'assurer du consentement libre et éclairé du demandeur.

- Le recueil des consentements aux fins d'établir un lien de filiation

Recueillir le consentement des parties et s'assurer de leur caractère libre et éclairé est au cœur de la mission du notaire. C'est pourquoi certains pays en Europe lui ont confié la tâche de recueillir les consentements dans le cadre d'une procréation médicalement assistée (Andorre, Arménie, Autriche, France, Grèce, Royaume-Uni (Londres), Roumanie, Serbie) ou d'une procédure d'adoption (France, Allemagne, Andorre, Arménie, Royaume-Uni/Londres). Dans le cadre de la procréation médicalement assistée, la compétence notariale est majoritairement exclusive (75%), tandis que pour l'adoption, elle est plus souvent partagée avec une autre autorité.

- La médiation

Souvent appelé « magistrat de l'amiable », le notaire peut remplir un rôle de médiateur dans 39% des pays interrogés. Sa compétence est rarement exclusive (mis à part en Autriche) mais pourrait devenir courante. Tiers impartial et indépendant, il ressort en effet de la mission du notaire et de son rôle naturel de pacificateur, de faire parvenir les parties à un accord. S'inscrivant toutefois dans le contexte d'un litige entre les parties, cette compétence nouvelle nécessite souvent une formation complémentaire spécialisée.

- La délivrance des apostilles et e-apostilles

A l'origine confiées au tribunal ou au ministère des Affaires étrangères, les formalités de légalisation ou d'apostille des documents publics destinés à être produits sont de plus en plus souvent confiées aux notaires (26% des notariats ont cette compétence en Europe). Ce transfert de compétence répond généralement à un besoin de raccourcir les délais, simplifier et moderniser les procédures de délivrance. Plusieurs notariats sont en effet en mesure de délivrer l'apostille électronique (Estonie, Lettonie, France). En confiant cette procédure aux notaires, les Etats réduisent la charge de travail des tribunaux et administration publique, tout en maintenant le même niveau de sécurité juridique.

Cet aperçu des compétences notariales en matière non contentieuse poursuit deux objectifs.

Le premier est de souligner la place croissante qu'occupe le notariat dans le mouvement de « déjudiciarisation ». Véritable magistrat de juridiction volontaire, le notaire porte en lui une légitimité d'autorité publique lui permettant d'assumer de nouvelles missions non juridictionnelles et d'en soulager le juge²⁶. Ces nouvelles missions transforment cependant peu à peu le rôle du notaire : au contrôle de légalité, vient parfois s'ajouter un contrôle d'opportunité, avec toute la responsabilité qui en découle.

Le second est de susciter une inspiration mutuelle entre pays européens, et même au-delà.

Le partage d'expériences, qui constitue le cœur de ce rapport, s'inscrit pleinement dans cette dynamique d'anticipation des transformations à venir.

Cette démarche d'échange, au centre même des missions de la Commission des Affaires Européennes (CAE), prend ici tout son sens.

Nous tenons donc à adresser nos sincères remerciements à l'ensemble des membres de la commission pour le travail remarquable accompli au cours de ces trois années de mandature.

Ce travail, riche en réflexions et en échanges, constitue le socle de nouvelles perspectives et compétences pour les notariats de demain.

La Commission des Affaires Européennes et l'Union Internationale du Notariat ne manqueront pas de suivre toutes ces évolutions.

Bertrand Basseville
Vice-Président de la CAE
Responsable de l'étude CAE sur la déjudiciarisation

Sophie Potentier Rios
Conseillère juridique de l'UINL

²⁶ Voir en ce sens les *RECOMMANDATIONS de L'UNION INTERNATIONALE DU NOTARIAT* sur les possibilités de transfert ou partage de compétence entre le juge et le notaire en matière non contentieuse, présentées à Brasilia le 9 novembre 2023

Bibliographie

Documents de l'UINL et de la Commission des Affaires Européennes

Le Divorce en Europe : le rôle du notaire dans 33 pays européens », Etude de la Commission des Affaires européennes, législature 2020-2022.

Le rôle du notaire dans les successions en Europe, Synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Thessalonique en juin 2024.

Le mandat de protection future et la protection des personnes vulnérables, Synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Rome, en juin 2023.

Le régime du couple non marié en Europe: unions de fait, unions civiles, partenariats enregistrés, Synthèses, conclusions et recommandations de l'Académie de la Commission des Affaires Européennes, réunie à Barcelone en octobre 2024.

Les perspectives de déjudiciarisation, Recommandations de l'Union Internationale du Notariat sur les possibilités de transfert ou partage de compétence entre le juge et le notaire en matière non contentieuse, présentées à Brasilia le 9 novembre 2023.

Conclusions du Thème 2 « La Magistrature volontaire » du Congrès de l'UINL à Berlin, par la coordinatrice internationale, Valentina Rubertelli.



NOTARIAL COMPETENCES IN NON-CONTENTIOUS MATTERS



STUDY OF THE EUROPEAN AFFAIRS COMMISSION (CAE)
OF THE INTERNATIONAL UNION OF NOTARIES

Under the responsibility of Not. Bertrand Basseville (France) and
the CAE Presidency of Not. Valentina Rubertelli (Italie)

Introduction

Transactions, mediation, conciliation, divorce without a judge, lasting powers of attorney (...), in just a decade, notaries have been entrusted with many new areas of competence.

These new competences, in non-contentious matters, are the outcome of a phenomenon that began several years ago, referred to as ‘dejudicialisation’ or the transfer of competences from judges to notaries, leading to a new distribution of tasks between the two professions.

The aim is to relieve the courts of certain non-jurisdictional tasks that can be performed by another public authority having the same legitimacy as the courts. To this end, the notaries have quickly proven to be a particularly well-suited solution: public office holders, legal practitioners, impartial and independent third parties, they are perfectly capable of ‘replacing’ courts, provided there are no disputes to be settled.

Notaries have therefore become players in out-of-court settlements, mediators, court legal officers and law officials in non-contentious matters, and the European Affairs Commission wanted to carry out a major study on these new tasks taken on by notaries.

The aim is to draw up an inventory of notarial competences in the various European countries that are members of UINL and, by comparison, to identify possible areas for development in non-contentious matters for each notariat.

Thirty-three countries responded to our survey, the results of which are presented in two forms.

The **first part** examines and summarises the results of the various questionnaires collected. It highlights the areas which are more conducive to the transfer of competences

to notaries (divorce, rights of vulnerable persons, company law, succession law, property law, law of persons, etc.). The study distinguishes between:

- ♦ **Competences that notaries have long acquired**, where they are the ‘natural’ authority or experts in the field. These include succession law (notaries draw up the declaration of heirship/probate or certificate of inheritance in 80% of European notariats), matrimonial property law (80% of European countries entrust notaries with the task of drawing up marriage contracts or modifying the matrimonial property regime of spouses), and company law (in most of half of the European countries, notaries are the authorities who incorporate and register legal entities).
- ♦ **Areas of competence that are more recent for the notariat**, but where non-judicial tasks are increasingly assigned to notaries. Divorce is an excellent example: 32% of European countries have now introduced divorce before a notary, whereas twenty years ago it was almost unknown. The law of vulnerable persons is also a field that is perfectly compatible with notarial competences. ‘Lasting powers of attorney’, ‘powers of representation’, “*mandat de protection future*” or “*poderes preventivos*” have developed considerably over the past twenty years under the impetus of the notariat, and an increasing number of legislators, both European and non-European, are interested in this model.
- ♦ **Notarial competences ‘in the making’**: these have only been assigned to notaries in a few countries, but they are likely to develop because they are particularly well suited to the notarial function. This is the case, for example, of marriage. In Europe, only notaries in Spain and Andorra can marry spouses, whereas in Latin America, notaries very often share this responsibility with civil registrars. Few countries think of notaries too to take on certain tasks relating to the law of persons or parentage. Yet notaries are particularly well placed to gather consent from the parties and ensure that it is ‘free and informed’ (in 23% of the countries surveyed, notaries are competent to gather consent for medically assisted reproduction, in 15%, notaries gather consent for adoption, and in less than 3%, notaries make voluntary changes to first names, surnames or gender at the civil registry).

In these examples, notaries replace courts or offer an alternative solution. The movement towards dejudicialisation has also given the notary another role, that of accompanying the judge as a legal officer (role of ‘clerk’ notary, ‘expert’ notary to the court, etc.). Sometimes, notaries are also involved upstream or at the same time as litigation, to settle disputes: in 24% of the countries surveyed, notaries act as mediators or conciliators.

All these tasks assigned to the notary pursue the same objective: to enable courts to focus on their primary jurisdictional function by relieving them of tasks that can be carried out by an authority that is just as legitimate because the State has placed its trust in it.

Lastly, the **second part of the study** takes the form of an Excel table¹. It identifies, in each country, the competent authority that carries out each of the **66 non-contentious tasks** that we have identified. The aim of this second part is therefore more pragmatic: it will be useful to notaries in their day-to-day practice to identify a European contact whom they should turn to for a specific matter.

A notariat that gains competences is a notariat that is recognised as useful by its users.

The aim of this report is to help all notariats move forward in this direction.

Bertrand Basseville
CAE Vice President
Head of the CAE study on dejudicialisation

Sophie Potentier Rios
UINL Legal Advisor

The European Affairs Commission would like to thank the delegates from Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Croatia, the Czech Republic, Estonia, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Kosovo, Latvia, Lithuania, London (UK), Luxembourg, Northern Macedonia, Malta, Montenegro, the Netherlands, Poland, Portugal, Romania, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Switzerland, Turkey and Ukraine, who answered our survey and contributed to this study.

Special thanks also to the two students of the Master 2 Droit Notarial International at Lyon 3 (France), **Mae Row and Jessica de Betono**, who participated in data collection, synthesis and layout.

¹ https://docs.google.com/spreadsheets/d/1x8LGHA1qutaWX2Ijd66v4niztbqf8N1d/edit?usp=drive_link&ouid=112165848355163960722&rtipof=true&sd=true

VULNERABLE PERSONS

Opening a protective measure for a vulnerable adult

The countries in which notaries are competent to take a protection/support measure for a vulnerable adult are:

- Austria
- Spain
- Romania

In other words, in **9,1% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The only country in which notaries have **exclusive competence** is: Romania, i.e. **33,3% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence** are: Austria, Spain i.e. **66,7% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely “dejudicialized”. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, and even one country with exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge.

Opening a protective measure for a vulnerable minor

There are no countries in which notaries are competent to take protective measures for vulnerable minors.

Appointment of a representative for vulnerable adults

The countries in which notaries are competent to appoint a representative/assistant to the vulnerable adult in order to perform the duties of guardian or curatorship, at the time of the opening of the protection measure are:

- Albania
- Austria
- Spain
- Czech Republic
- Romania

In other words, in **14.7% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania and Romania, i.e. **40% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Spain and the Czech Republic, i.e. **60% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely “dejudicialized”. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, or even exclusive competence. When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge.

Appointment of a representative for vulnerable minors

The countries in which notaries are competent to appoint a representative/assistant to the vulnerable minor in order to perform the duties of guardian or curatorship, at the time of the opening of the protection measure are:

- Czech Republic
- Romania

In other words, in **5.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence**: Czech Republic, i.e. **50% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Romania, i.e. **50% of countries with notarial competence**.

Such competence is very rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge.

Authorization to conclude a deed on behalf of a vulnerable person



The countries in which notaries are competent to authorise the conclusion of a deed on behalf of the vulnerable person (e.g. sale, acceptance/renunciation of inheritance etc.) where such authorisation is required are:

- Albania
- Spain
- Italy

In other words, in **9,1% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence**: Albania, i.e. **33,3% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Spain, Italy i.e. **66,7% of countries with notarial competence.**

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, and even one country with exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge.

Anticipation of future loss of capacity



The countries in which notaries are competent to take a preventive measure in order to anticipate a future loss of capacity (powers of representation like lasting power of attorney) are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- France
- Latvia
- Lithuania
- Malta
- Netherlands
- Czech Republic
- Romania
- Switzerland
- Hungary

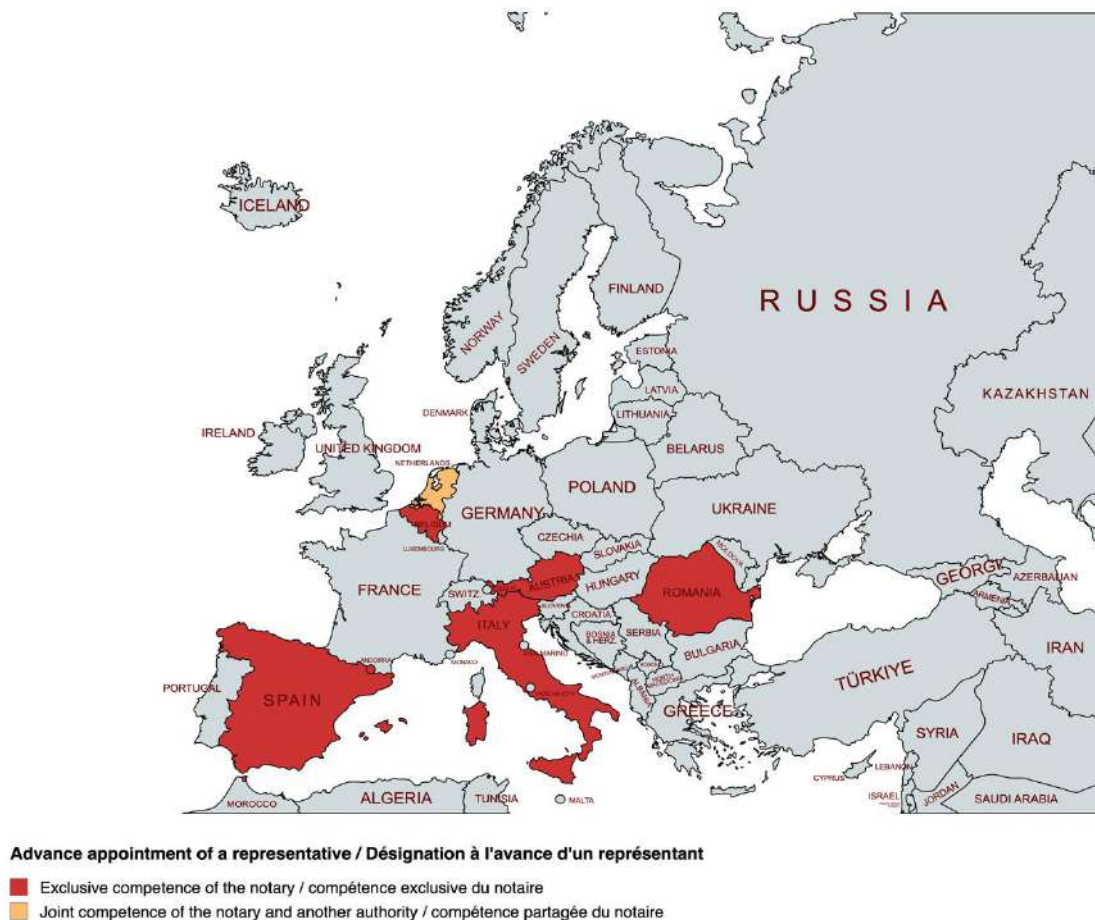
In other words, in **48% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Belgium, Croatia, France¹, Latvia, Lithuania, Malta, Netherlands, Romania, Spain and Switzerland, i.e. **75% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Germany, Austria, Hungary and the Czech Republic, i.e. **25% of countries with notarial competence**.

¹ Exclusive competence of the notary only for the most important acts

Advance appointment of a representative



The countries in which notaries are competent to appoint or exclude in advance a specific person to act as curator or guardian are:

- Andorra
- Austria
- Belgium
- Spain
- Italy
- Netherlands
- Romania

In other words, in **20.6% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Andorra, Austria, Belgium, Spain, Italy and Romania, i.e. **85.7% of countries with notarial competence**.
- The country in which notaries have **shared competence**: Netherlands, i.e. **14.3% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge.

Taking effect of the anticipated lasting power of attorney

The countries in which notaries are competent to decide of the implementation of the powers of representation (e.g. lasting power of attorney) at the moment of the loss of capacity are:

- Andorra
- Austria
- Spain
-

In other words, in **9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence**: Andorra.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria and Spain.

The notary is therefore rarely competent to “activate” the power of attorney at the time of loss of capacity. This is most often carried out by the court (“greffe du tribunal” in France), the doctor, or even the person who received the power of attorney (as in the Netherlands, for example).

Advance medical directives



The countries in which notaries are competent to *draft advance directives on medical treatment* are:

- Andorra
- Austria
- Croatia
- Spain
- Hungary
- Italy
- Latvia
- Netherlands
- Switzerland

In other words, in **27% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Austria, Croatia, Hungary, Latvia and the Netherlands, i.e. **55% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Spain, Switzerland and Italy, i.e. **45% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is usually the health staff, the hospital or the judge.

PERSONAL STATUS

Change of surname/first name at civil registry

The country in which notaries are competent for a change of name/surname in the civil registry is:

- Estonia

In other words, in **2.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- No country gives **exclusive competence** to the notary.
- The country in which notaries have **shared competence** is Estonia.

Note that the notary is only competent for a name change following a divorce. Otherwise, the civil registrar and the judge have competence.

Gender reassignment in the civil registry

The country in which notaries are competent for a gender reassignment in the civil registry is:

- Malta (In this case, the person may also change his or her first name in the same act).

In other words, in **2.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence**: Malta.
- No country gives **shared competence**.

Emancipation of minors

The countries in which notaries are competent for emancipation of minors are:

- Andorra
- Malta

In other words, in **5.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence** is Andorra, i.e. **50% of countries with notarial competence**.
- The country in which notaries have **shared competence** is Malta, i.e. **50% of countries with notarial competence**.

Such competence is very rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as one country has entrusted the notary with shared competence, while another country has entrusted the notary with exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court.

Declaration of absence

No country has entrusted notaries with the competence of establishing declarations for missing persons.

Consent to organ donation



The countries in which notaries are competent to receive consent for organ donation are:

- Andorra
- Armenia
- Bulgaria
- Croatia
- Kosovo
- Switzerland

In other words, in **18% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence** is Andorra, i.e. **17% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Armenia, Bulgaria, Croatia, Kosovo, Switzerland, i.e. **83% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is often the health staff.

LEGAL ENTITIES

Formation and registration of legal entities



The countries in which notaries are competent for the formation and registration of legal entities are:

- Andorra
- Austria
- Belgium
- Bulgaria
- Spain
- Estonia
- Germany
- France²
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Slovakia
- Slovenia

² Notarial involvement for incorporation of the companies is optional - registration is carried out at the court register (greffe)

- Switzerland
- Ukraine
- Hungary

In other words, in **66% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Andorra, Italy, Germany, Belgium, Bulgaria, Spain, Slovenia³, Kosovo, Luxembourg⁴ and the Netherlands, i.e. **45% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared or optional competence**: Austria, Czech Republic, Estonia, Hungary, France, Latvia, Lithuania, Poland, Portugal, Slovakia, Switzerland, Ukraine, i.e. **55% of countries with notarial competence.**

This competence is fairly widespread and can therefore be diverted from the judicial system, as some countries have entrusted shared competence to the notary, or even exclusive competence.

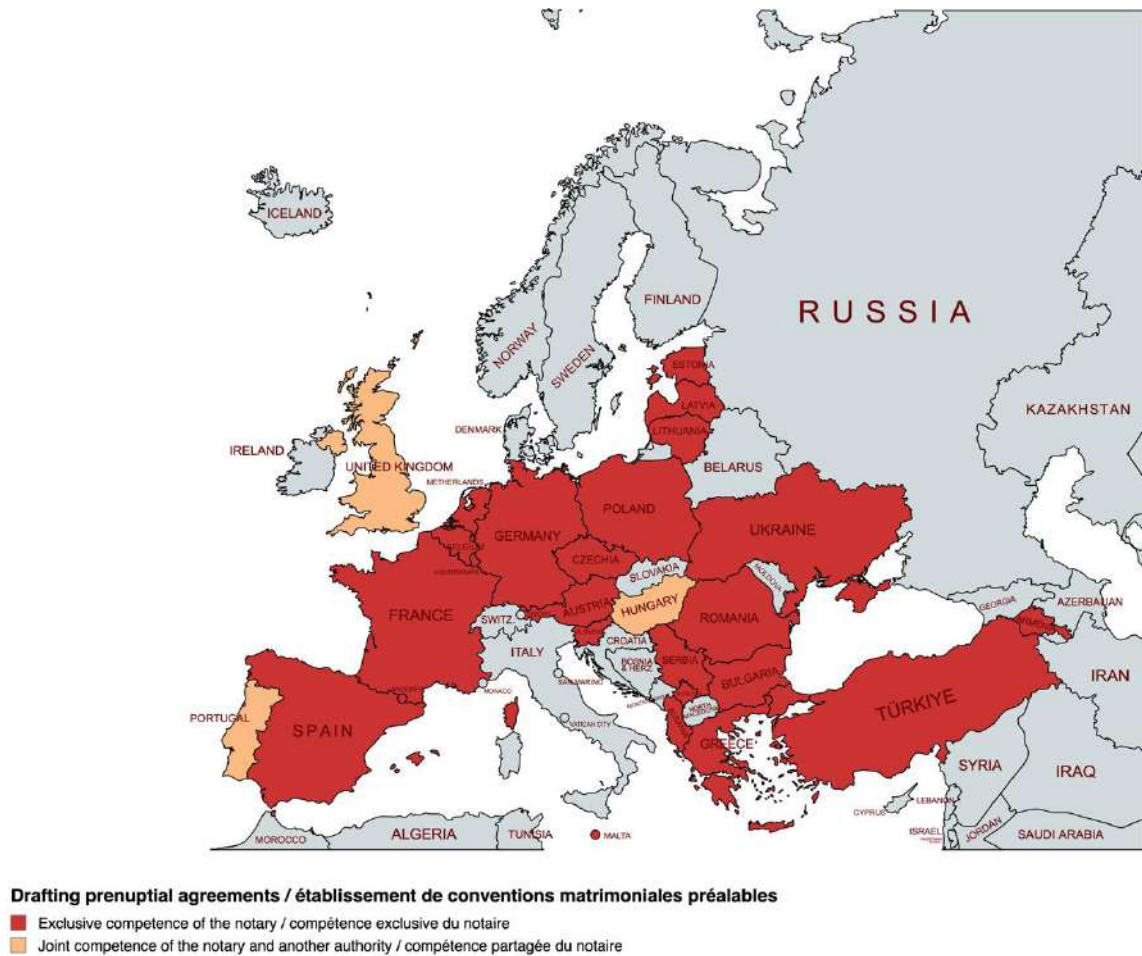
When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence: the lawyer, the court, the interested party alone and the company register. In many cases, the notary sets up the company and the court registers it (Austria and Poland), or the notary sets up the company and then sends the authentic act to the commercial register for registration (Germany). When competence is shared with the interested party himself, this may mean that the interested party constitutes the company and the notary registers it (as in Ukraine), or that the notary is competent only if the interested party is a foreigner (Estonia). It should be noted that in Latvia, the competence is shared, as the notary must simply authenticate the signature of the interested parties. In France, notaries are competent for incorporation of companies, but their involvement is optional.

³ Exclusive competence for stock companies and limited companies

⁴ Exclusive competence for capital companies (public limited companies, limited liability companies, limited partnerships with share capital) and European companies

MARRIAGE

Prenuptial agreements



Created with mapchart.net

The countries in which notaries are competent to draft prenuptial agreements are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Bulgaria
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Hungary
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Luxembourg
- Malta
- Netherlands
- Poland

- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovenia
- Türkiye
- Ukraine

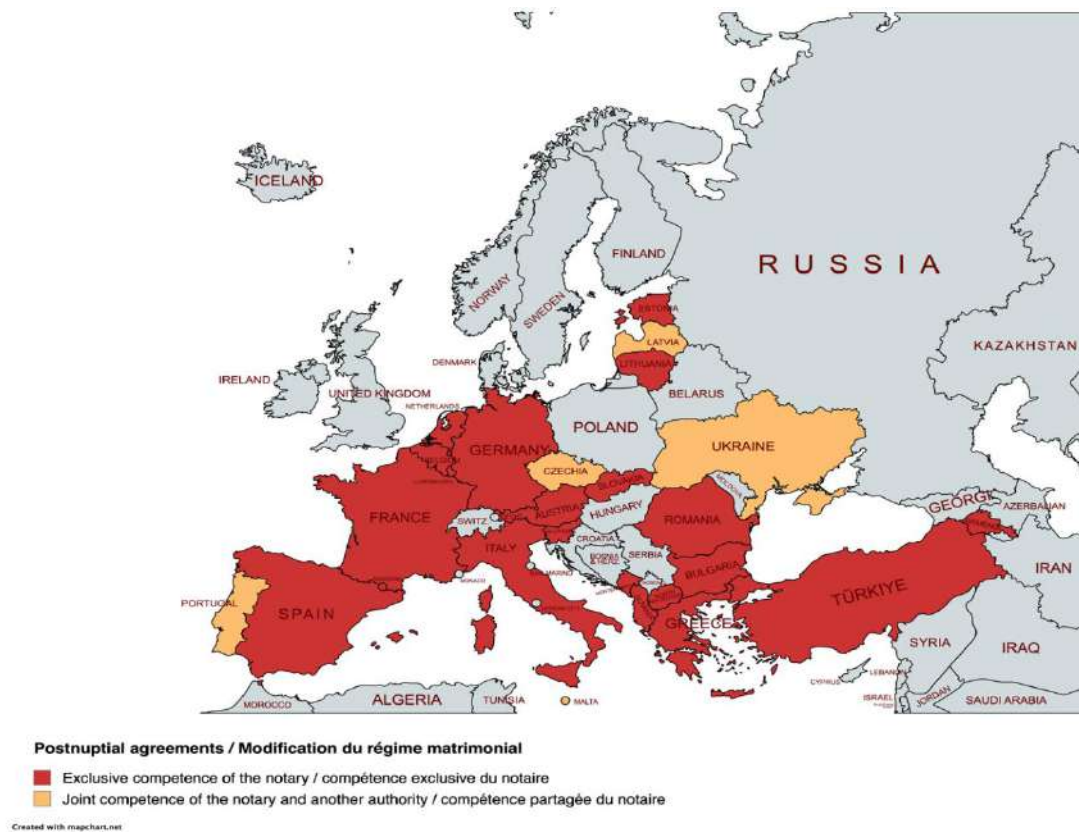
In other words, in **79.4% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Czech Republic, Estonia, France, Germany, Greece, Kosovo, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Poland, Romania, Serbia, Slovenia, Spain, Türkiye and Ukraine, i.e. **88.9% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Hungary, United Kingdom (London) and Portugal, i.e. **11.1% of countries with notarial competence.**

This competence is very often “dejudicialized” in favor of notaries.

Postnuptial agreements



The countries in which notaries are competent to modify matrimonial property regime are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Bulgaria
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Italy
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Slovakia
- Slovenia
- Switzerland
- Türkiye

- Ukraine
- Hungary

In other words, in **85% of European countries which have answered our survey.**

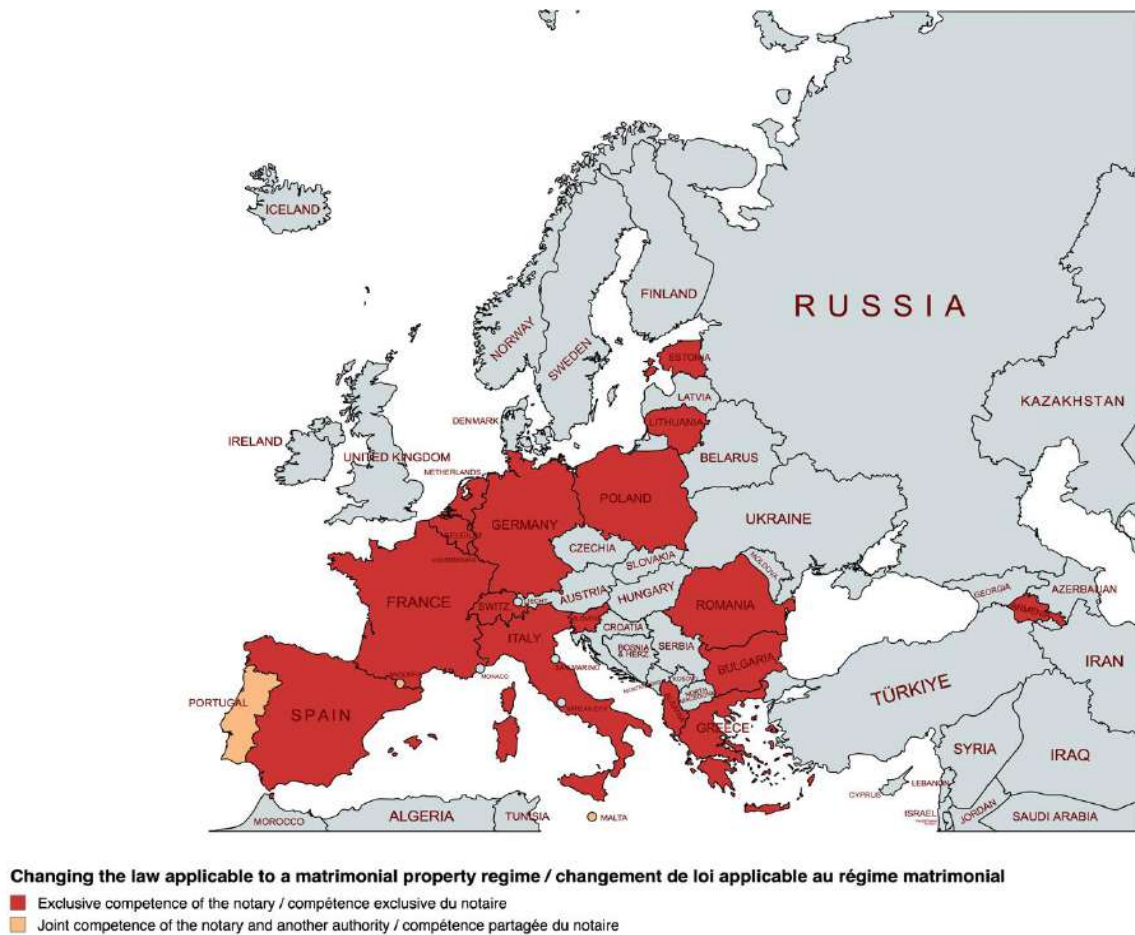
This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Germany, Greece, Italy, Lithuania, Luxembourg, Northern Macedonia, Montenegro, Netherlands, Romania, Slovakia, Slovenia, Türkiye and Spain, i.e. **78% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Czech Republic, Latvia, Malta, Portugal, Hungary and Ukraine, i.e. **22% of countries with notarial competence.**

This competence is very often “dejudicialized” in favor of notaries.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court, the judge and the civil registrar. When competence is shared with the judge, this may mean the judge has to give his/her consent (Malta).

Designation or modification of the law applicable to the matrimonial property regime



Created with mapchart.net

The countries in which notaries are competent to designate, or to change, the law applicable to a matrimonial property regime are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Belgium
- Bulgaria
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Italy
- Lithuania
- Luxembourg
- Malta
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Romania
- Slovenia
- Switzerland
- Hungary

In other words, in **64% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Armenia, Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Germany, Greece, Italy, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, Poland, Romania, Slovenia, Spain and Switzerland, i.e. **81% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Hungary, Malta and Portugal, i.e. **19% of countries with notarial competence**.

This competence is very often “dejudicialized” in favor of notaries.

Celebration of marriage



Created with mapchart.net

The countries in which notaries are competent to celebrate marriages are:

- Andorra
- Spain

In other words, in **5.9% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- There is no country in which the notary has **exclusive competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence** are Andorra and Spain.

In Europe, such competence is not often entrusted to notaries.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the mayor, the civil registrar and the religious authority.

Partnership establishment



The countries in which notaries are competent to register partnerships are:

- Andorra
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Hungary
- Malta
- Latvia

In other words, in **24% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Spain, Estonia, Hungary, Latvia and Malta, i.e. **62% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, France and Greece, i.e. **38% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the civil registrar.

Dispensation in case of impediment to marriage

Notaries are not competent to grant dispensation in case of impediments to marriage in any country.

Certificate of matrimonial regime for civil register

The countries in which notaries are competent to deliver the certificate establishing the matrimonial property regime for its registration in the civil registry are:

- Andorra
- Belgium
- Bulgaria
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Latvia
- Luxembourg
- Malta
- Netherlands
- Portugal
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Slovenia
- (Suisse⁵)

In other words, in **47% of the European countries surveyed**. This includes:

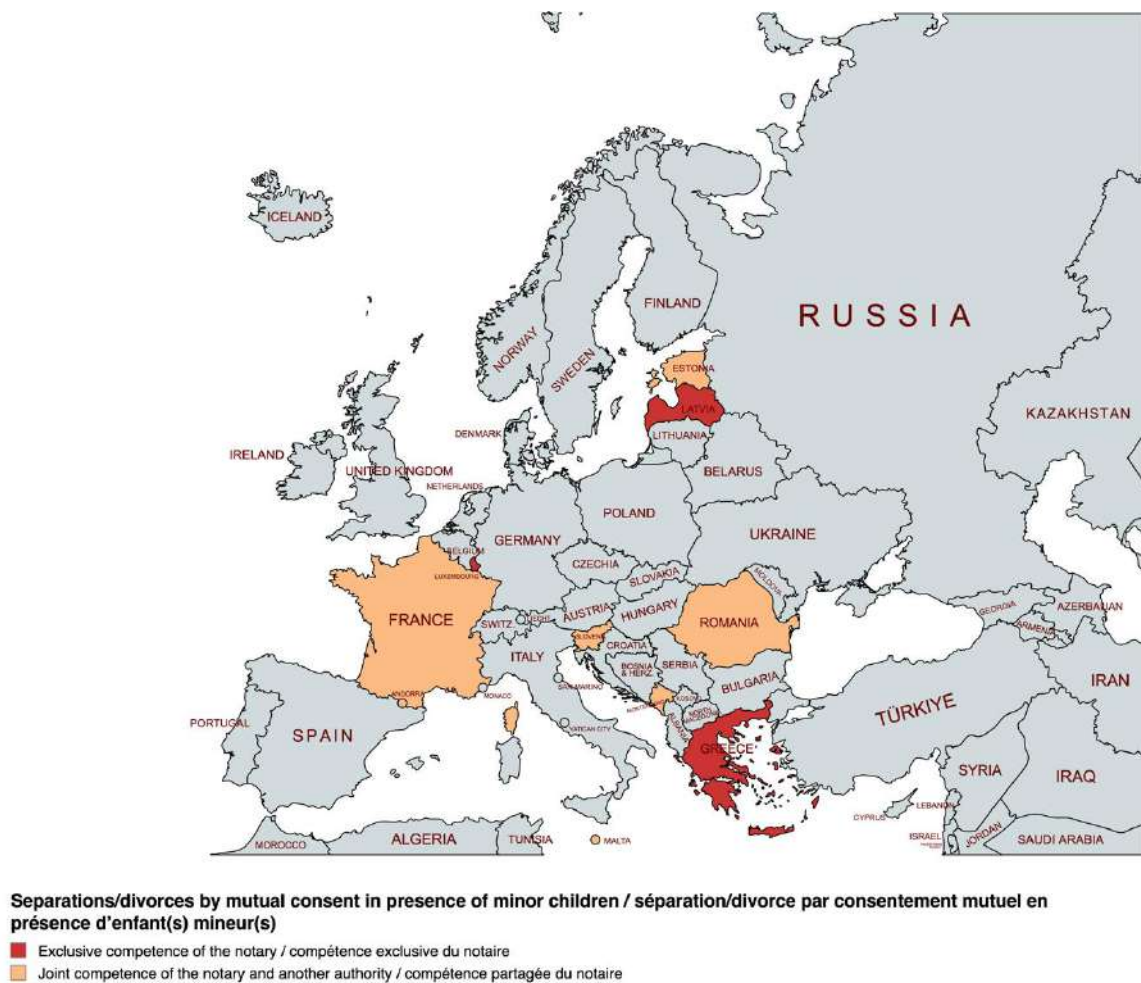
- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Andorra, Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Hungary, Luxembourg, Netherlands, Romania, Serbia, Slovakia, Slovenia and Spain, i.e. **81,25% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Latvia, Malta and Portugal, i.e. **18,75% of countries with notarial competence**.

This competence is often” dejudicialized”

⁵ In Switzerland, prenuptial agreements are not registered in the civil registry. However, a notary can draw up a certificate stating the matrimonial property regime.

DIVORCE

Separation/Divorce by mutual consent in the presence of minor children



The countries in which notaries are competent for separations/divorces by mutual consent in presence of minor children are:

- Estonia
- France
- Greece
- Latvia
- Malta⁶
- Montenegro
- Romania
- Slovenia

In other words, in **24% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Greece and Latvia i.e. **25% of countries with notarial competence.**

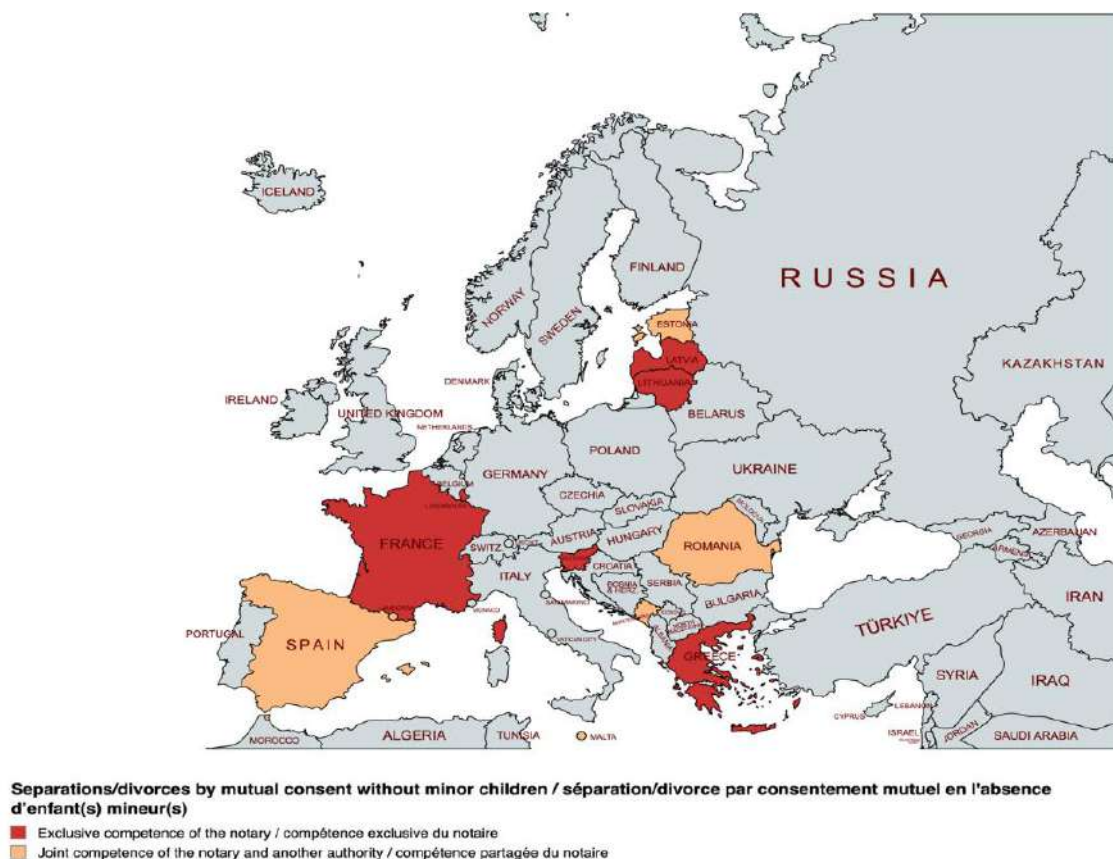
⁶ In Malta notaries only have such competence in case of separation and no competence whatsoever in case of divorce

- The countries in which notaries have **shared competence**: Estonia, France, Malta⁷, Montenegro, Romania and Slovenia, i.e. **75% of countries with notarial competence**.

Such competence can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted their notaries with shared or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge and the civil registrar. In France, the notary is competent, but the judge will intervene if requested by the minor child.

Separation/Divorce by mutual consent in the absence of minor children



Created with mapchart.net

The countries in which notaries are competent for separations/divorces by mutual consent in the absence of minor children are:

- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Malta⁸
- Montenegro

⁷ In Malta notaries only have such competence in case of separation and no competence whatsoever in case of divorce

⁸ In Malta notaries only have such competence in case of separation and no competence whatsoever in case of divorce

- Romania
- Slovenia

In other words, in **32.4% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Greece, Latvia, Lithuania, Luxembourg, France and Slovenia, i.e. **54.5% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Spain, Estonia, Malta⁹, Montenegro and Romania, i.e. **45.5% of countries with notarial competence.**

Such competence can be “dejudicialized” as some countries have entrusted their notaries with shared or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge or the civil registrar. In Romania, the civil registrar is competent for divorces by mutual consent only in the absence of minor children; in the presence of minor children, the judge and notary are competent.

⁹ In Malta notaries only have such competence in case of separation and no competence whatsoever in case of divorce

PARENTAGE

Paternity/maternity recognition



The countries in which notaries are competent for a paternity/maternity recognition are:

- Andorra
- France
- Greece
- Hungary
- Italy
- Lithuania
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Switzerland
- Türkiye

In other words, in **36% of European countries which have answered our survey.**

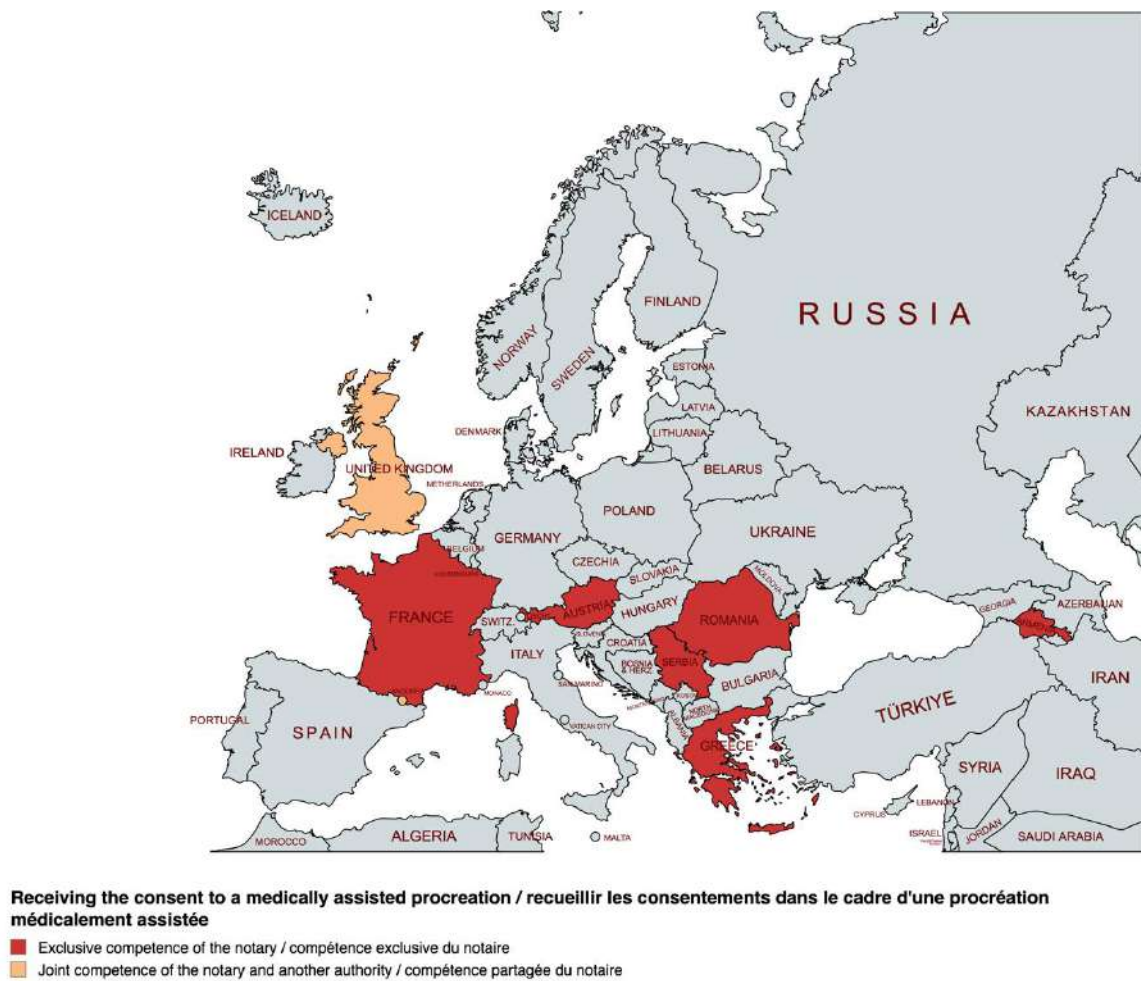
This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Greece, i.e. **8% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, France, Hungary, Italy, Lithuania, Malta, Montenegro, Netherlands, Poland, Switzerland and Türkiye, i.e. **92% of countries with notarial competence.**

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted their notaries with shared or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the registrar or the *guardianship authority* (Hungary).

Medically assisted reproduction



The countries in which notaries are competent *to receive the consent to a medically assisted procreation* are:

- Andorra
- Armenia
- Austria
- France
- Greece¹⁰
- United Kingdom (London)
- Romania
- Serbia
-

¹⁰ In Greece, the notary has exclusive competence to receive consents only in cases where medically-assisted procreation concerns an unmarried woman or a woman living in a de facto cohabitation. In other cases, the law requires that consent be given in writing, but not necessarily in a notarial act (art. 1456 Civil Code).

In other words, in **23.5% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Armenia, Austria, France, Greece, Romania and Serbia, i.e. **75% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra and the United Kingdom (London), i.e. **25% of countries with notarial competence.**

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted their notaries with shared or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the registrar or solicitor (UK).

Granting adoption

There is no country in which notaries are competent to grant an adoption.

Receiving adoption consent



The countries in which notaries are competent to receive the consent to an adoption:

- Germany
- Andorra
- Armenia
- United Kingdom (London)
- France

In other words, in **14.7% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Germany and France, i.e. **40% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Armenia and the United Kingdom (London), i.e. **60% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted shared or even exclusive competence to the notary.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the registrar, social services or *solicitor* (UK).

Declaration of de facto custody

The countries in which notaries are competent *to draft a deed establishing a de facto guardianship (regarding a minor, a vulnerable adult...)* are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Croatia
- Spain
- Hungary

In other words, in **17.6% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Croatia and Spain, i.e. **66.6% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Armenia and Hungary, i.e. **33.3% of countries with notarial competence.**

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted shared or even exclusive competence to the notary.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court or the guardianship authority.

De facto parentage

The countries in which notaries are competent to establish a de facto parentage (legal concept that establishes the parentage between a child and a person who has acted as a parent, even if they are not the biological or adoptive parent of the child) are:

- Spain
- France

In other words, in **5.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- No country gives **exclusive competence** to notaries.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Spain and France.

It should be noted, however, that only **38.2% of the European countries which have answered our survey do not recognize de facto parentage in their legal system**.

Where it is recognized in the legal system, de facto parentage can be established by a notary, as an alternative to a judge.

Awarding/modifying alimony

The countries in which notaries are competent to award, compute and review/modify alimony/maintenance obligations are:

- Belgium
- Lithuania

In other words, in **5.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- No country grants **exclusive competence** to notaries.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Belgium and Lithuania.

Such competence is very rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted shared competence to the notary.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge or the court.

Decision on the administration of joint property in the event of incapacity of a spouse

No country recognizes notaries competent to take a decision on the administration of joint property when a spouse is incapable of expressing his or her will.

SUCCESSIONS

Estate settlement

The countries in which notaries are generally competent for estate settlements in the context of a succession are:

- Andorra
- Armenia
- Austria
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Poland
- Portugal
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Switzerland
- Ukraine

In other words, in **67% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

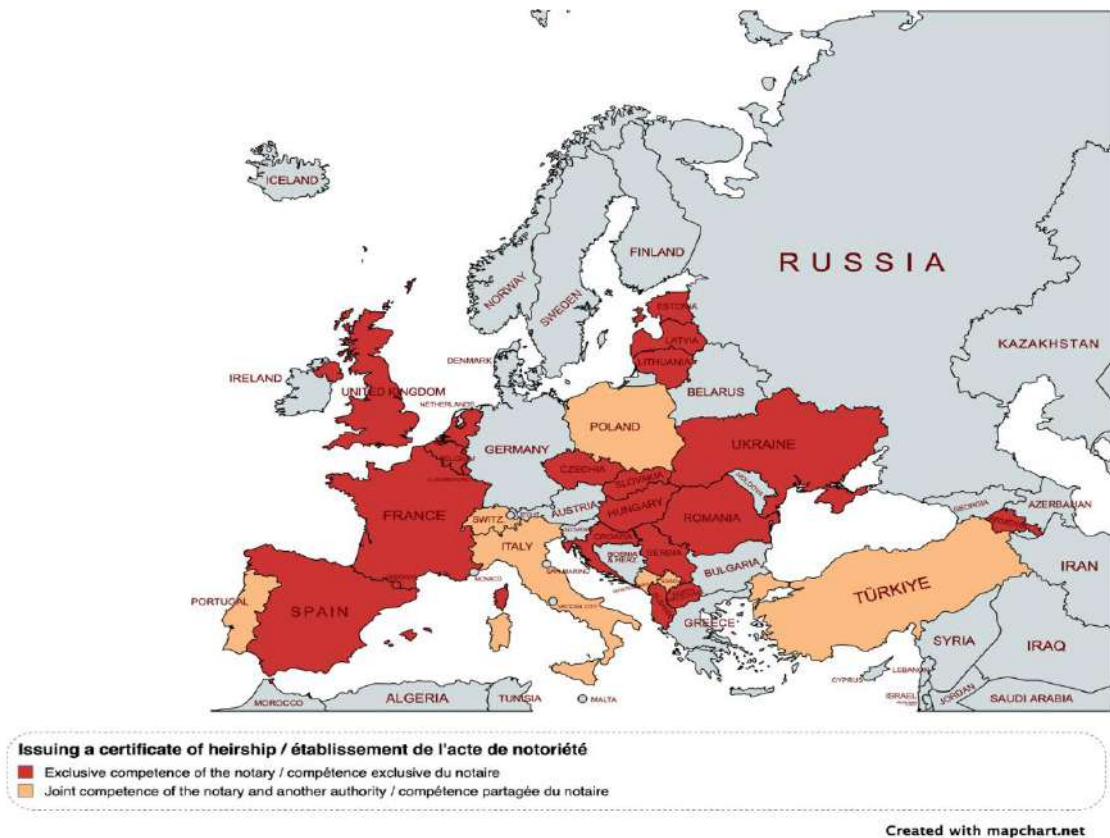
- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Andorra, Armenia, Croatia, France, Hungary, Lithuania, Luxembourg, North Macedonia, Malta¹¹, Montenegro, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine, i.e. **73% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Italy, Latvia, Switzerland, Poland and Portugal, i.e. **27% of countries with notarial competence.**

Most of this competence has been “dejudicialized”

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is often the judge or the civil registrar.

¹¹ In Malta exclusive competence is only where immovable property is concerned.

Certificate of inheritance



The countries in which notaries are competent to issue a certificate of heirship/deed of inheritance are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Switzerland

- Türkiye
- Ukraine

In other words, in **79.4% of European countries which have answered our survey.**

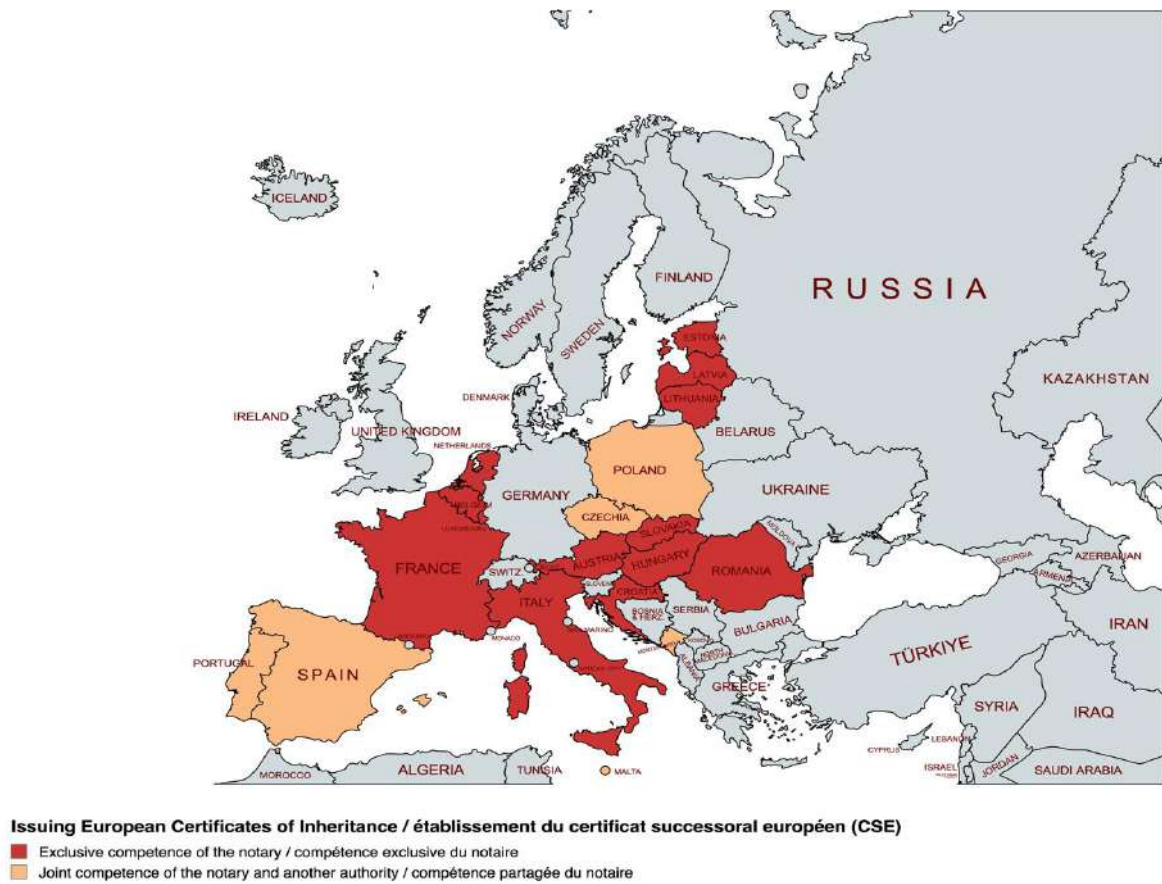
This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Belgium, Croatia, Czech Republic, Estonia, France, Hungary, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, Northern Macedonia, Romania, Serbia, Slovakia, Spain, Ukraine and United Kingdom (London), i.e. **74.1% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Italy, Kosovo, Montenegro, Poland, Portugal, Switzerland (Vaud) and Turkey, i.e. **25.9% of countries with notarial competence.**

This competence is very often diverted from the judicial system.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the court or the civil registrar.

European Certificate of Inheritance



Created with mapchart.net

The countries in which notaries are competent to issue European Certificate of Inheritance are:

- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Slovakia

In other words, in **76% of the European countries** that responded to the survey, there is **an awareness of the CSE**. This includes: :

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Austria, Belgium, Croatia, Estonia, France, Hungary, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, Romania and Slovakia, i.e. **68.4% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Spain, Malta, Montenegro, Poland, Portugal and the Czech Republic, i.e. **31.6% of countries with notarial competence**.

This competence is very often “dejudicialized”

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the court or the civil registrar.

Inventory

The countries in which notaries are competent to draw up an inventory of assets are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- France
- Greece
- Hungary
- Italy
- United Kingdom (London)
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Malta
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Switzerland

In other words, in **72% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Armenia, Austria, Belgium, Czech Republic, France, Germany, Greece, Hungary, Luxembourg, Netherlands, Romania, Serbia and Slovakia, i.e. **55% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Croatia, Spain, Italy, Hungary, United Kingdom (London), Northern Macedonia, Malta, Switzerland, Poland and Portugal, i.e. **45% of countries with notarial competence**.

This competence is often “dejudicialized”.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the court, the clerk, the *solicitor* (London) or the bailiff. In Malta, for example, the notary has competence but only following authorization from the judge.

Holographic wills

The countries in which notaries are competent for the procedure for opening and probating a holographic will are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Suisse
- Ukraine

In other words, in **75% of European countries which have answered our survey and recognize holographic wills**. This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Austria, Belgium, Czech Republic, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Latvia, Netherlands, Portugal, Romania, Serbia, Slovakia, Spain, and Ukraine, i.e. **72% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, Kosovo, Lithuania, United Kingdom (London), Montenegro, Switzerland and Poland, i.e. **28% of countries with notarial competence**.

This competence is very often “dejudicialized”.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is often the court.

Sealed wills

The countries in which notaries are competent for the procedure of opening and probating a sealed will are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium¹²
- Bulgaria
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Northern Macedonia
- Montenegro
- Netherlands
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Ukraine

In other words, **75% of European countries which have answered our survey and recognize sealed wills.** This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Austria, (Belgium), Bulgaria, Czech Republic, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Latvia, Lithuania, Portugal, Romania, Serbia, Spain and Ukraine, i.e. **76% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, Kosovo, United Kingdom (London), Northern Macedonia, Montenegro and the Netherlands, i.e. **24% of countries with notarial competence.**

This competence is often “dejudicialized”.

When this competence is diverted from the judicial system, the authority which shares its competence with the notary, where applicable, the court, the *solicitor* (UK) and the judge. In the Netherlands, competence is shared between the notary and the judge, insofar as the notary registers the sealed will, but it is the judge who opens it.

¹² This type of will (“mystique”) was abolished in Belgium and replaced by the international will in 1983. Wills made in this form before 1983 remain valid, however.

International wills

The countries in which notaries are competent for opening and registering international wills are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Austria
- Belgium
- Bulgaria
- Croatia
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Montenegro
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Slovakia
- Switzerland

In other words, in **64% of European countries surveyed which recognize international wills**. This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Austria, Belgium, Bulgaria, Czech Republic, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Latvia, Portugal, Romania and Slovakia, i.e. **71% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, Kosovo, Lithuania, United Kingdom (London), Switzerland and Montenegro, i.e. **29% of countries with notarial competence**.

This competence is often “dejudicialized”.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is often the court.

Authentic/public wills

The countries in which notaries are competent for opening and registering authentic/public wills are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium

- Bulgaria
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Switzerland
- Ukraine

In other words, in **90% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Czech Republic, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Kosovo, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Northern Macedonia, Malta, Netherlands, Portugal, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine, i.e. **84% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, United Kingdom (London), Montenegro, Switzerland and Poland, i.e. **16% of countries with notarial competence**.

This competence is often “dejudicialized”.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is often the court.

Oral wills

The countries in which notaries are competent for opening and registering oral wills are:

- Austria
- Spain
- Hungary
- United Kingdom (London)
- Czech Republic

That is, in **31% of European countries which have answered our survey which recognize oral wills**. Only **47.1% of European countries surveyed know about oral wills**.

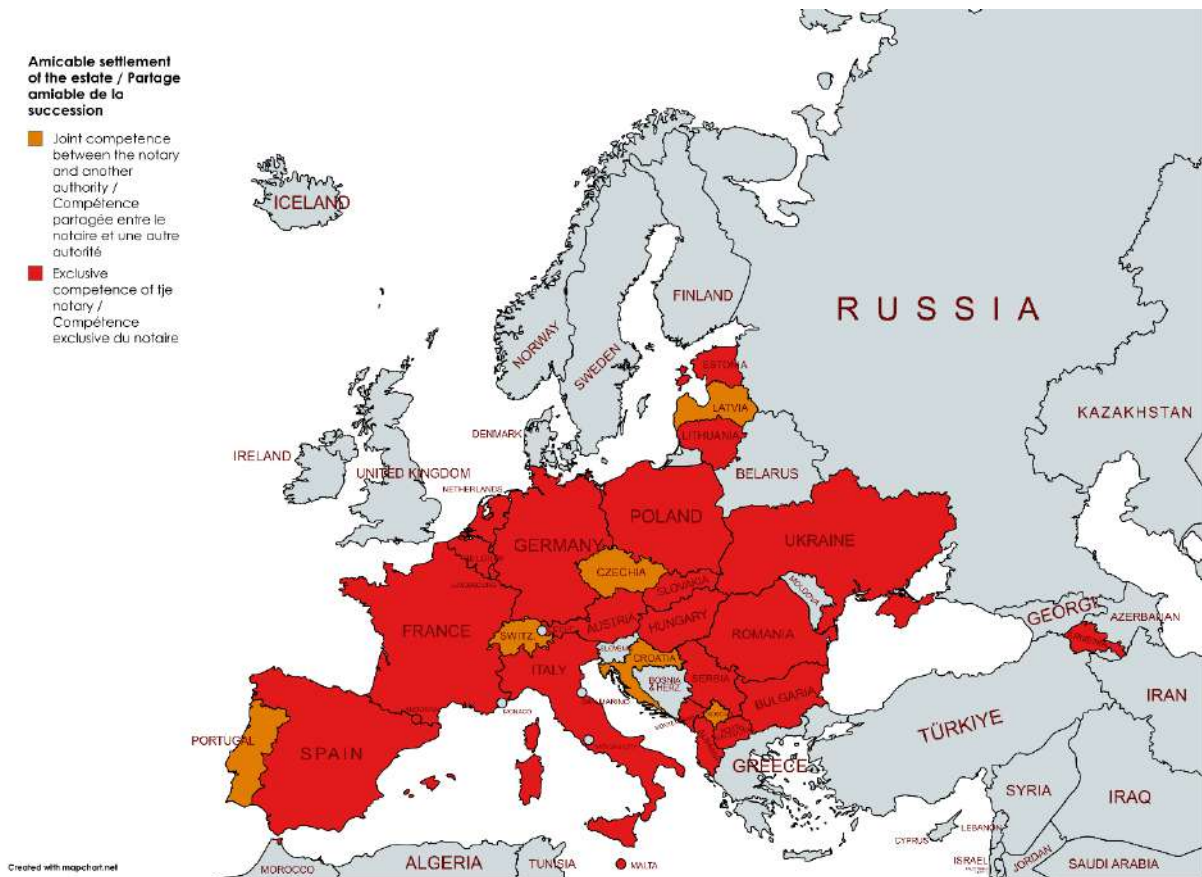
This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Spain, Hungary and the Czech Republic, i.e. **60% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria and the United Kingdom (London), i.e. **40% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted the notary with shared competence, or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge and the solicitor (United Kingdom). In Austria, competence is shared between the judge and the notary, as the notary opens the oral will, but the judge rules on its validity.

Amicable settlement of the estate



The countries in which notaries are competent to settle amicably the division of estate property are:

- Albania
- Germany
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Bulgaria
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic

- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Switzerland
- Ukraine

In other words, in **88% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence** (sometimes, only where immovable property is concerned): Albania, Andorra Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Lithuania, Luxembourg, Northern Macedonia, Malta, Montenegro, Netherlands, Poland, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine, i.e. **80% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared or optional competence**: Croatia, Kosovo, Latvia, Portugal, Switzerland and the Czech Republic, i.e. **20% of countries with notarial competence.**

In many cases, this competence is “dejudicialized”.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence with the notary is the court, the judge, the lawyer or the registrar.

Liquidation and division operations as part of the judicial division of an estate



The countries in which notaries are competent to carry out liquidation and division operations as part of the judicial division of an estate are:

- Austria
- Belgium
- Spain
- France
- Italy
- Luxembourg
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Slovakia
- Switzerland

In other words, in **33% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The only country in which notaries have **exclusive competence**: Poland, i.e. **9% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Belgium, Spain, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Switzerland and Slovakia, i.e. **91% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the clerk or the lawyer. In Portugal, competence is shared between the judge and the notary, as the judge must homologate/validate the division and liquidation made by the notary.

Requiring the heir to accept or waive a succession

The countries in which notaries are competent to require the heir to accept or waive a succession are:

- Albania
- Austria
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Kosovo
- Latvia
- United Kingdom (London)
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Ukraine

In other words, in **58.8% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Austria, Czech Republic, Estonia, France, Hungary, Kosovo, Latvia, North Macedonia, Montenegro, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine, i.e. **75% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, United Kingdom (London), Poland, Malta and Portugal, i.e. **25% of countries with notarial competence**.

Most of this competence has been “dejudicialized” in favor notaries.

Declaration of acceptance under benefit of inventory

The countries in which notaries are competent to receive a declaration of acceptance under benefit of inventory (up to the net assets) are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Italy
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Northern Macedonia
- Montenegro
- Poland
- Czech Republic
- Serbia
- Slovakia

In other words, in **55.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Czech Republic, Estonia, France, Hungary, Latvia, Lithuania, Northern Macedonia, Serbia, Slovakia and Spain, i.e. **78.9% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Italy, United Kingdom (London), Montenegro and Poland, i.e. **21.1% of countries with notarial competence**.

Most of this competence has been “dejudicialized” in favor notaries.

Acceptance and renunciation of succession



The countries in which notaries are competent to receive a declaration of acceptance or waiver of the succession are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Italy
- Hungary
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- United Kingdom (London)
- Northern Macedonia
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania

- Serbia
- Slovakia
- Switzerland
- Ukraine

In other words, in **85% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Armenia, Austria, Belgium, Czech Republic, Estonia, Hungary, Kosovo, Latvia, Lithuania, Northern Macedonia, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine, i.e. **57% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Croatia, Greece, Italy, United Kingdom (London), France, Malta, Montenegro, Netherlands, Switzerland Poland and Portugal, i.e. **43% of countries with notarial competence**.

This competence is often diverted from the judicial system from the courts.

Where competence is diverted from the judicial system, the authority sharing competence with the notary, where applicable, is the judge, the court, the registrar or the solicitor (UK). In Greece¹³ and the Netherlands, competence is shared, as the notary is competent in the event of acceptance, but the judge/court is competent in the event of renunciation.

Acceptance or renunciation of the executor's mission

The countries in which notaries are competent to receive the acceptance or waiver of the mission of executor are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- France
- Hungary
- Portugal
- United Kingdom (London)
- Netherlands
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Ukraine

In other words, in **55% of the European countries surveyed**. This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Armenia, Belgium, Czech Republic, Estonia, France, Hungary, Netherlands, Romania, Serbia, Slovakia, Ukraine, i.e. **72% of countries with notarial competence**.

¹³ In Greece, since March 2024, heirs can also accept the succession before the registrar of the competent Court, assisted by a lawyer (law 5095/2024, published on March 15, 2024).

- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Croatia, Spain and the UK (London), i.e. **28% of countries with notarial competence**.

In half of the European countries that responded to the survey, this competence has been diverted from the judicial system.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court, the judge, the court's clerk or the solicitor (UK).

Controlling the executor

The countries in which notaries are competent to control the execution of the executor's missions are:

- Albania
- Croatia
- France
- Hungary
- United Kingdom (London)
- Czech Republic
- Romania
- Slovakia

In other words, in **23.5% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Czech Republic, France, Hungary, Romania and Slovakia, i.e. **75% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia and the United Kingdom (London), i.e. **25% of countries with notarial competence**.

Revocation of executor's appointment

The countries in which notaries are competent to revoke the executor's appointment are:

- Albania
- Croatia
- Hungary
- Czech Republic
- Romania
- Slovakia
- Ukraine

In other words, in **20.6% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The only countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Hungary, the Czech Republic, Romania, Slovakia and Ukraine, i.e. **85.7% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Croatia, i.e. **14.3% of countries with notarial competence**.

Opening a vacant succession

The countries in which notaries are competent to open a vacant succession (estate without known heirs) are:

- Albania
- Andorra
- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Estonia
- Latvia
- Lithuania
- Northern Macedonia
- Montenegro
- Romania
- Serbia

In other words, in **38.2% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Austria, Estonia, Latvia, Lithuania, Northern Macedonia, Romania, Serbia and Spain, i.e. **76.9% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Belgium, Croatia and Montenegro, i.e. **23.1% of countries with notarial competence.**

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court.

Authorizing acceptance or waiver when authorization is required

The countries in which notaries are competent to authorize the acceptance or waiver of an estate when such authorization is required are:

- Albania
- Andorra
- Kosovo
- Latvia
- Romania
- Serbia
- Slovakia
- Türkiye
- France (for a protected adult if assets clearly exceed liabilities)

In other words, in **26.5% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Romania, Serbia, Slovakia and Turkey, i.e. **55.6% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, France, Kosovo and Latvia, i.e. **44.4% of countries with notarial competence**.

REAL ESTATE

Demarcation of property

The countries in which notaries are competent for a demarcation of property are:

- Albania
- Andorra
- Armenia
- Greece
- Netherlands
- Italy

In other words, in **18% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Albania, Andorra, Greece and the Netherlands, i.e. **66% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Armenia and Italy, i.e. **34% of countries with notarial competence**.

Acquisitive prescription (usucapion)



The countries in which notaries are competent to establish an acquisitive prescription are:

- Bulgaria
- Italy
- Luxembourg

- Netherlands
- Portugal
- France

In other words, in **18% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Bulgaria, Luxembourg and the Netherlands, i.e. **33,33% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Italy, France and Portugal, i.e. **66,66% of countries with notarial competence**.

Monitoring land registers

The only country in which notaries are competent to monitor land books/registers is Andorra. In other words, in **2.9% of European countries which have answered our survey**. This is an exclusive competence.

Monitoring registers of motor vehicles, ships, boats and aircraft

The countries in which notaries are competent to monitor registers of motor vehicles, ships, boats and aircraft are:

- Slovakia
- Türkiye

In other words, in **5.9% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The country in which notaries have **exclusive competence** are Slovakia and Turkey (for the motor vehicles)

In Turkey, the Motor Vehicles Register for land vehicles is kept by the Union of Notaries of Turkey. For this reason, all kinds of transactions related to the motor vehicles are carried out exclusively by notaries.

For marine vehicles and aircrafts, the registries are kept by the state separately. The transactions of these vehicles are carried out by notaries, but the competence is shared with these registries (depending on whether the vehicle is an aircraft or a marine vehicle).

COMMERCIAL LAW

Monitoring commercial books of account.

No country has given competence to the notary to monitor commercial books of account.

Monitoring business registers

No country has given competence to the notary to monitor business registers.

Issuing payment orders



The countries in which notaries are competent for issuing orders for payment (payment order procedures) are:

- Austria
- Croatia
- Spain
- Hungary
- Latvia
- Northern Macedonia

In other words, in **17.6% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- Hungary, where notaries have **exclusive competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Croatia, Spain, Hungary, Latvia, Northern Macedonia.

Non-contentious procedures under commercial law

The countries in which notaries are generally competent for non-contentious proceedings under commercial law (production of accounts; appointment and removal of liquidators; audit; mediation, etc.) are:

- Andorra
- Armenia
- Belgium
- Spain
- Serbia

In other words, in **14.7% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Andorra and Spain, i.e. **40% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Armenia, Belgium and Serbia, i.e. **60% of countries with notarial competence**.

Such competence is rarely diverted from the judicial system. However, it can be diverted from the judicial system as some countries have entrusted shared competence to the notary, or even exclusive competence.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge, the court or the mediator.

OTHERS

Legalization / Apostille



The countries in which notaries are competent to issue the apostille / legalization formalities are:

- Spain
- Estonia
- Hungary
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Czech Republic
- Romania
- Ukraine
- France

In other words, in **30% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Hungary, Latvia, Lithuania, France and the Czech Republic, i.e. **50% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Estonia, Luxembourg, Romania, Spain and Ukraine, i.e. **50% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the Ministry of Justice, the Ministry of Foreign Affairs, the prefecture or the clerk court.

A few details about the states in which notaries have **shared competence**:

- Estonia: legalization by the Ministry of Foreign Affairs and apostille by the notary public
- Romania: the notary for notarial acts and the prefecture for civil status acts
- Ukraine: the notary submits documents to the Ministry of Justice
- Hungary: Apostille issued by the Hungarian Chamber of Civil Law Notaries (apostille for court documents are issued by the Ministry of Justice, and apostille for documents of tax authority are issued the Ministry of Foreign Affairs)

Conciliation



The countries in which notaries are competent for conciliation are:

- Belgium
- Spain
- Latvia
- Hungary

In other words, in **12% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- no country in which notaries have **exclusive competence**.
- countries in which notaries have **shared competence**: Belgium; Spain Hungary and Latvia.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the parties themselves, the lawyer, the clerk, the "justice of the peace" (Spain) and the certified mediator.

Mediation proceedings



The countries in which notaries are competent for mediation proceedings are:

- Austria
- Belgium
- Greece
- Spain
- Italy
- Hungary
- Lithuania
- Netherlands
- France

In other words, in **27% of European countries which have answered our survey**.

This includes:

- The only country in which notaries have **exclusive competence** is Austria.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Spain, Belgium¹⁴, Italy, Hungary, Greece¹⁵, Lithuania, France and the Netherlands, i.e. **89% of countries with notarial competence in mediation proceedings**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the mediator, the judge or the lawyer. In Spain, mediation is unrestricted, but the agreement must be notarized to be enforceable.

¹⁴ The notary can follow a training course to obtain the title of mediator

¹⁵ Shared competence between judge and accredited mediator (who may be the notary)

Judicial auctions

The countries in which notaries are competent for judicial auctions are:

- Austria
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Greece
- Italy
- Luxembourg
- Netherlands
- Slovakia

In other words, in **26% of European countries which have answered our survey.**

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Belgium, Greece and Slovakia, i.e. **33% of countries with notarial competence.**
- The countries in which notaries have **shared competence**: Austria, Croatia, Spain, Italy, Luxembourg and the Netherlands, i.e. **67% of countries with notarial competence.**

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the court, the clerk or the bailiff. In Luxembourg and the Netherlands, competence is shared between the notary and the bailiff, as the notary is competent for immovable property and the bailiff for movable property.

Enforcement of enforceable court decisions

There are no countries in which notaries are competent to enforce enforceable court decisions. However, in **Hungary** if the decision or the deed - containing an enforceable order or commitment - has been made by the notary he has the competence to issue the enforcement order.

Testimony, written evidence and sworn statements



The countries in which notaries are competent receive testimonies, written evidence and sworn statements are:

- Andorra
- Armenia
- Belgium
- Croatia
- Spain
- Greece
- Kosovo
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Malta
- Montenegro
- Netherlands
- Romania
- Serbia
- Switzerland

In other words, in **48% of European countries** which have answered our survey.

This includes:

- The countries in which notaries have **exclusive competence**: Montenegro, i.e. **6% of countries with notarial competence**.
- The countries in which notaries have **shared competence**: Andorra, Armenia, Belgium, Croatia, Greece, Kosovo, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Romania, Serbia, Switzerland and Spain, i.e. **94% of countries with notarial competence**.

When the notary has been given shared competence, the other authority sharing said competence is the judge and the court.

Court-appointed "expert" notary?

In 55.9% of European countries surveyed, the notary can be appointed as a court expert.

Fees / Tariff

Regulated tariff:

The countries in which notary fees are proportional are:

- Albania

In other words, in **3% of European countries surveyed**, notary fees are proportional.

Countries with fixed notary fees are:

- Armenia
- Austria
- Bulgaria
- Croatia
- Kosovo
- Montenegro
- Slovakia
- Slovenia
- Ukraine (for state notaries only)

In other words, in **27,3% of European countries surveyed**, notary fees are fixed.

The countries in which notary fees are fixed and proportional are:

- Germany
- Andorra
- Belgium
- Spain
- Estonia
- France
- Greece
- Hungary
- Latvia
- Lithuania
- Luxembourg
- Malta
- Northern Macedonia
- Poland
- Portugal
- Czech Republic
- Romania
- Serbia
- Switzerland
- Turkey

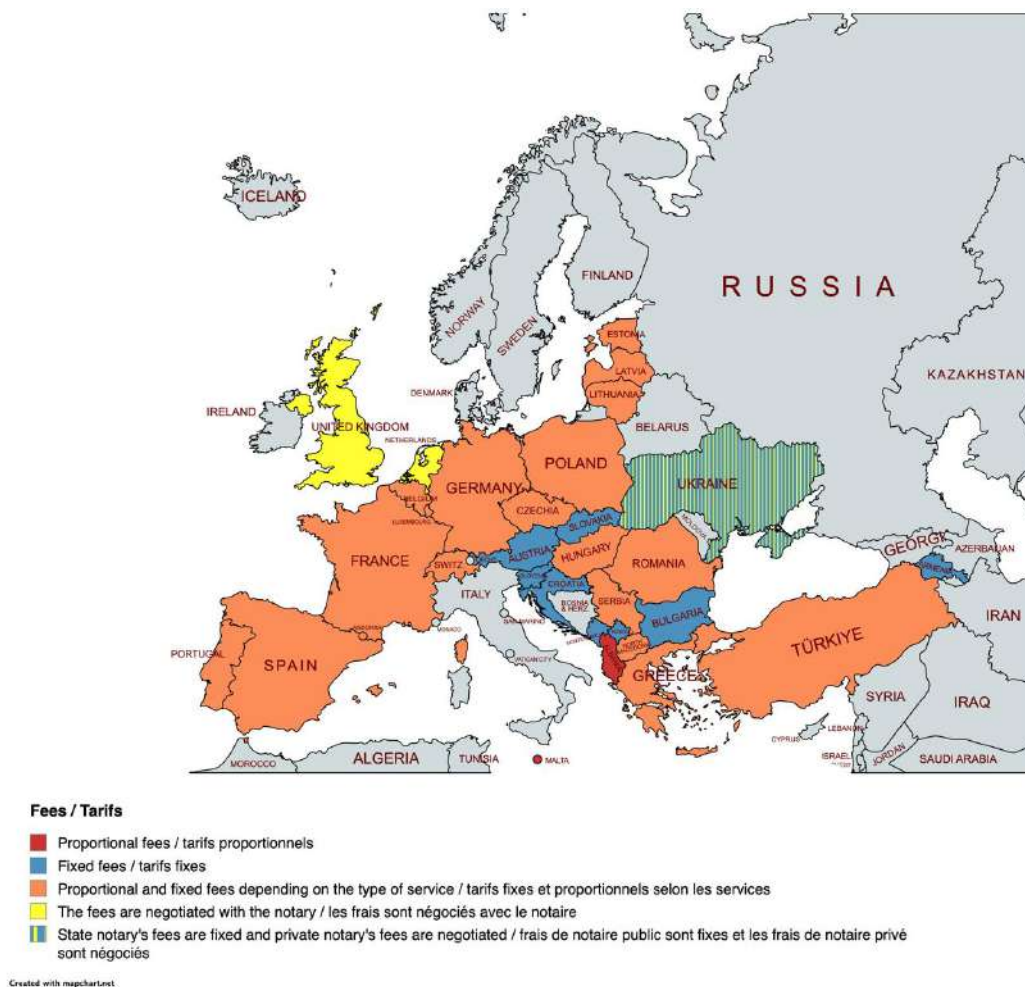
In **69,7% of European countries surveyed, notary fees are fixed and proportional.**

No tariff:

Countries where notary fees are freely negotiated are:

- UK (London)
- Netherlands (negotiated fees with maximum limits set for minimum wage earners)
- Ukraine (for private notaries only)
- Italy

In other words, in **11% of European countries surveyed, notary fees are freely negotiated**



Other non-contentious legal acts

Germany: "It seems to me that German law imposes fewer judicial or state procedures than other legal systems. This is particularly striking in the field of inheritance law."

Croatia: parents of minors are legally responsible. When there is a question of a major transaction involving a minor's property (real estate, a large sum of money, art, etc.), the transaction must be carried out by notarial deed.

Spain: notarization and sale of securities. Measures in the event of theft, loss or destruction of securities. Offer of payment and consignment. Notarial files relating to land registers: for the registration of buildings; for the repossession of land titles; for the verification of excess surface area; for the coordination and rectification of the real estate cadastre, etc.

Hungary: there are around 20 non-contentious procedures.

Lithuania: authorization for the deeds, regarding property relations of a minors or family home, when family has minor children.

Netherlands: forced sale of real estate, acknowledgement of debt, deed of procedural agreement.

Turkey: certificate of inheritance, issuing the key to a property to a tenant, notification to a spouse leaving the family home¹⁶.

¹⁶ A spouse who left the family residence for at least four months may be notified to return home by sending a notice by a notary, upon the request of the other spouse. If the spouse does not return home, this will be the justified reason for divorce against him/her. This competence is shared with the family court judge.

CONCLUSION OF THE STUDY

After analysing the 33 replies to the 64 questions put to the member notariats of the European Affairs Commission, it is time to take stock.

Firstly, we should highlight the diversity of the competences assigned to notaries by public authorities attesting to the great adaptability of the notarial profession.

Their special status as legal practitioners and public officials enables the State to assign new tasks to notaries in response to the expectations of citizens and changes in public policies.

These tasks are extremely varied, as the legal training of notaries enables them to work in almost all areas of private law: family law, law of persons, succession law, matrimonial property law, property law, contract law, company law, etc.

These tasks naturally include the so-called ‘traditional’ notarial areas of competence (1), for which the notary's competence no longer needs to be demonstrated; emerging notarial competences (2), which are closely linked to the trend towards dejudicialisation and the need to relieve courts of non-judicial tasks for which judges are not the only legitimate authority; and lastly, notarial competences ‘in the making’ (3), which are still not very widespread in Europe but meet an actual need in society and are therefore likely to grow.

Traditional notarial competences

In these matters, notaries are the naturally competent authority, and often the only one.

- Matrimonial Property Law

In over 80% of the countries surveyed, notaries are competent to draw up marriage contracts establishing the matrimonial property regime of future spouses and subsequently amend them at the request of the spouses, with or without the approval of a judge.

These countries include Albania, Andorra, Armenia, Austria, Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Germany, Greece, Italy, Lithuania, Luxembourg, the Netherlands, Poland, Romania, Slovenia, Slovenia, Turkey and Spain. In these countries, notaries have exclusive competence in this matter.

- Succession Law

In 63% of the countries surveyed, notaries are the authority to which citizens turn to settle a succession (Andorra, Armenia, Austria, Croatia, Estonia, France, Hungary, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, North Macedonia, Malta, Montenegro, Poland, Portugal, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Ukraine)¹⁷. In almost 80% of European countries, notaries issue the affidavit or certificate of inheritance, as well as the European Certificate of Succession, when the State takes part in the regulation on succession 650/2012.

¹⁷ For further details, see the summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Thessaloniki in June 2024, on ‘The role of notaries in successions in Europe’.

Similarly, European notaries are generally responsible for the procedure of opening wills and carrying out the amicable distribution of the estate. In some countries, notaries may even be competent to carry out settlement and distribution operations in the context of a judicial distribution (Austria, Belgium, Spain, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Poland, Portugal and Slovakia). In this case, the notary acts as an assistant to the judge and relieves the latter of what are generally lengthy and intricate operations. Beyond succession, these settlement and distribution operations may also be carried out by the notary in the context of a contentious divorce.

The exercise of succession options is also increasingly dejudicialised in European countries. In 82% of the countries surveyed, it is not compulsory to go before a court to accept or waive succession. It is possible to do so before a notary and in 60% of these countries, the notary is even the only authority that can receive this declaration from the heir. This notarial competence is sometimes extended to acceptance under benefit of inventory (up to the value of the net assets): in 56% of countries, this can be carried out before a notary, and where this is the case, this competence is often exclusive (78.9% of countries with notarial competence in this area).

Lastly, it should be noted that the procedures for opening a vacant or unclaimed succession may also be assigned to notaries (38.2% of European countries that responded to the questionnaire have this competence).

- Company Law

Notaries are actively involved in the incorporation and registration of companies in over half of European countries (66%). In Germany, Italy and Spain, for example, notaries have exclusive competence to incorporate limited liability companies and public limited companies, highlighting their essential role in the business sector.

In general, in Europe, when notaries are competent to incorporate legal entities, they have exclusive competence in half of the countries.

Alongside these ‘traditional’ notarial competences, new ones are emerging. Divorce law, the law relating to vulnerable persons and registered partnerships are areas where dejudicialisation has developed significantly.

Emerging notarial competences

The legal training of notaries and their role as family advisors have enabled them to acquire new competences in family law and the law of persons. These emerging notarial competences attest to the proximity of notaries to citizens and the role they play in the important stages in their lives (marriage, divorce, situations of vulnerability ...).

- Divorce by mutual consent

For the past twenty years, many countries have turned to notaries to relieve judges of proceedings for divorce by mutual consent. While 33% of the European notariats surveyed are, under current legislation, competent to draw up an act of divorce by mutual consent, half of those who do not have this competence stated that they would like the legislator to grant it to them. The role of notaries in this area varies greatly, and not all countries assign them the same role¹⁸. Their role may range from simply registering the divorce agreement already

¹⁸ See the study published by the European Affairs Commission on “Divorce in Europe: the role of the notary in 33 European countries”, 2023.

reached by the spouses¹⁹ to drawing up an authentic act finalising the divorce, after checking the agreement²⁰. Their competence also varies depending on whether or not the divorce involves minors. The presence of minors sometimes leads to the divorce by mutual consent being referred back to the courts. In Spain, for example, the child must be heard by a judge. In Romania, however, the notary is competent to assess the interests of the child, and divorce by mutual consent in the presence of minors cannot be carried out before a civil registrar, but has to be carried out before a notary or a judge.

- **Protection of vulnerable persons**

The law relating to vulnerable persons is an area particularly suited to dejudicialisation. In addition to reducing the workload of courts, it allows greater scope for the freedom of vulnerable persons to arrange their own matters and effectively exercise their rights. Voluntary prevention and support systems chosen by the individual are encouraged by international conventions (the New York Convention of 13th December 2006 on the rights of persons with disabilities and the Hague Convention of 13th January 2000 on the international protection of adults). In this regard, notaries have devised instruments enabling adults, while still in full possession of their faculties, to establish in advance powers of representation, ‘preventive power’²¹, or ‘lasting powers of attorney’, in which they appoint a representative and/or organise the management of their personal and property affairs in anticipation of possible future vulnerability. In most countries that already use this instrument, notaries play a central role in its creation (Spain, France, Germany, Belgium, Romania, Croatia, the Netherlands, Latvia, Lithuania, etc.), and sometimes even in its implementation or entry into force (Andorra, Austria, Spain, the Netherlands). As a qualified, impartial and objective supporting authority, they are naturally chosen by the legislator or by citizens themselves to fulfil this new role as guardian of the fundamental rights of vulnerable persons. For example, in Spain, notaries have been designated by the Spanish legislator as institutional support for vulnerable persons, helping them to express their wishes and exercise their rights²².

These foreign examples are a source of inspiration for other countries, such as Italy, which, under the impetus of the notariat, is currently working on a reform project that will introduce a “*mandato di protezione per futura incapacità*”²³ in Italian law. The inspiration is mutual, as many notariats are also interested in a specific competence recently acquired by the Italian notariat. It concerns the granting of authorisation to conclude an act of administration or disposal on behalf of the protected person. In Italy, in order to authorise an act, such as the conclusion of a sale on behalf of a protected person or the acceptance of an inheritance, it is possible to turn either to a judge or a notary. This is a notarial competence that is unique in Europe, since no other notariat surveyed currently performs this task.

Other countries have gone even further in the move towards dejudicialisation. In Romania, for example, notaries have exclusive competence to open protective measures for vulnerable adults.

Lastly, it should be noted that notarial competences in relation to the protection of vulnerable persons are not limited to property matters. In several countries, notaries are competent to draw up advance medical directives (Andorra, Austria, Croatia, Spain, Hungary, Italy, Latvia and the Netherlands).

¹⁹ Example of France and Greece

²⁰ Example of Spain and Romania

²¹ “*poder preventivo*” in Spanish

²² See the summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Rome in June 2023, on the theme “Lasting powers of attorney and the protection of vulnerable persons”.

²³ A draft reform is also underway in Poland to introduce a lasting power of attorney in Polish law

- **Establishing registered partnerships**

The other area where the notariat is called upon to play an active role is that of registered partnerships, and even more broadly, property relations within unmarried couples²⁴. The study shows that 24% of European notariats surveyed are competent to establish partnerships (Andorra, Spain, Estonia, France, Greece, Hungary, Malta and Latvia) and in over half of these countries, notarial competence is exclusive (62%).

The presence of a notary when the partnership is formed, and sometimes even when it is dissolved, offers certainty, legal predictability and legal advice on property matters to the partners; and finally, it provides an act that can be entered in public registers, making the partnership enforceable against third parties.

Notarial competences in the making

Some non-contentious competences are particularly well suited to the function and status of notaries but are still not widespread or practised in Europe. Transferring these competences would not only help to relieve the workload of courts but also, in some cases, that of civil registry offices and the public administration in general.

- **Celebration of marriage**

Like their American counterparts, Spanish and Andorran notaries celebrate marriages. As public officials present throughout the country thanks to a nationwide network, notaries can easily stand in for civil registrars in this role. This competence also complements their more ‘traditional’ role of drawing up marriage contracts.

- **Modification of civil status**

In the area of civil status, Maltese notaries have been granted specific notarial competence to change gender (and name) in civil status records. This is a unique notarial competence in Europe, as no other notariat surveyed currently performs this task. However, it may be developed in the future, as this non-contentious procedure is generally judicial or administrative and consists in checking that the conditions for requesting a change of sex on civil status records are fulfilled and making sure that applicants have given their free and informed consent.

- **Obtaining consent for the purpose of establishing parentage**

Obtaining the consent of the parties and ensuring that it is given freely and informed is at the heart of the notary's mission. This is why some European countries have assigned them the task of obtaining consent in the context of medically assisted procreation (Andorra, Armenia, Austria, France, Greece, the United Kingdom (London), Romania and Serbia) or adoption procedures (France, Germany, Andorra, Armenia and the United Kingdom/London). In the context of medically assisted procreation, notaries have exclusive competence in most cases (75%), while in the case of adoption, this competence is often shared with another authority.

²⁴ To this regard, see the summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Barcelona in October 2024, on the theme “The regime of unmarried couples in Europe: de facto unions, civil unions, registered partnerships”.

- Mediation

Often referred to as legal officers of out-of-court settlements, notaries may act as mediators in 39% of the countries surveyed. Their competence is rarely exclusive (except in Austria) but may become more widespread. As an impartial and independent third party, it is part of the notary's mission and natural role as a peacemaker to help the parties reach an agreement. However, in the context of a dispute between the parties, this new competence often requires additional specialised training.

- Issuing apostilles and e-apostilles

Originally assigned to courts or Ministries of Foreign Affairs, the formalities for legalising or apostilling public documents that need to be submitted are increasingly being assigned to notaries (26% of notariats in Europe have this competence). This transfer of competence generally responds to a need to shorten deadlines and to streamline and modernise issuing procedures. Indeed, several notariats can issue electronic apostilles (Estonia, Latvia and France). By assigning this procedure to notaries, States reduce the workload of courts and public administrations while retaining the same level of legal certainty.

This overview of notarial competences in non-contentious matters has two goals.

The first is to highlight the growing role of the notariat in the move towards ‘dejudicialisation’. As legal officials in non-contentious matters, notaries have the legitimacy of public authority, which allows them to take on new non-judicial tasks and relieve the burden on judges²⁵. However, these new tasks are gradually transforming the role of the notary: in addition to checking legality, they are sometimes required to check opportunity, with all the responsibility that this involves.

The second is to foster mutual inspiration among European countries and even beyond. Sharing experiences, which is at the heart of this report, is fully in line with this dynamic of anticipating future changes.

This exchange, which is at the very heart of the missions of the European Affairs Commission (CAE), takes on its full meaning here.

We would therefore like to express our sincere thanks to all the members of the Commission for their remarkable work over the past three years of the legislature.

This work, rich in reflections and exchanges, forms the basis for new prospects and competences for the notariats of tomorrow.

The European Affairs Commission and the International Union of Notaries will continue to monitor all these developments.

Bertrand Basseville
CAE Vice President
Head of the CAE study on dejudicialisation

Sophie Potentier Rios
UINL Legal Advisor

²⁵ To this regard, see the *RECOMMENDATIONS of the INTERNATIONAL UNION OF NOTARIES* on the possibilities of transferring or sharing competences between judges and notaries in non-contentious matters, presented in Brasilia on 9th November 2023

REFERENCES

UINL and European Affairs Commission Documents

Divorce in Europe: the role of the notary in 33 European countries, Study by the European Affairs Commission, 2020-2022 legislature.

The role of the notary in successions in Europe, Summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Thessaloniki in June 2024.

Lasting powers of attorney and the protection of vulnerable persons, Summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Rome, in June 2023.

The regime of unmarried couples in Europe: de facto unions, civil unions, registered partnerships, Summaries, conclusions and recommendations of the Academy of the European Affairs Commission, convened in Barcelona in October 2024.

The prospects of dejudicialisation, Recommendations of the International Union of Notaries on the possibilities of transferring or sharing competences between judges and notaries in non-contentious matters, presented in Brasilia on 9th November 2023.

Conclusions of Theme 2, “Non contentious Proceedings,” from the UINL Congress in Berlin, by international coordinator Valentina Rubertelli.

TOME II
ÉDITION SPÉCIALE

CAE

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES (CAE) DE L'UINL



TURIN

La “MORT NUMÉRIQUE”

Le sort des biens et des
données numériques en cas de décès

NOVEMBRE 2025



SYNTHÈSE



ACADÉMIE TURIN

Par Valentina Rubertelli, Présidente

Introduction

Le choix du thème de l'Académie qui s'est tenue à Turin le 20 novembre 2025 trouve son origine dans une observation banale :

« Notre droit successoral a été créé pour les biens matériels. Aujourd'hui, nous devons aussi nous occuper d'Instagram, des cryptomonnaies et des photos de nos animaux de compagnie sur le cloud ». En d'autres termes, nous devons nous interroger sur le sort de notre correspondance électronique, de nos profils sur les réseaux sociaux, de nos albums photos numériques, de nos messages privés, de nos documents personnels archivés dans le cloud, de l'historique de nos recherches sur le web, de nos listes de contacts, sans oublier nos conversations les plus intimes.

Une étude de l'*Oxford Internet Institute* estimait en 2019 que d'ici 2070, le nombre de comptes appartenant à des personnes décédées dépasserait celui des utilisateurs vivants sur les réseaux sociaux. À titre d'exemple, on estime qu'environ 8 000 titulaires de comptes Facebook meurent chaque jour.

Nous avons donc essayé de comprendre comment nous y retrouver dans ce nouveau monde qui, bien que virtuel, nécessite une protection juridique, car en tant que notaires, nous sommes les premiers à devoir apporter des solutions à nos clients.

Nous sommes donc partis d'un **exemple « terre à terre »** pour faire comprendre à tous que **nous ne parlons** pas de questions lointaines, mais bien **du présent**.

Imaginons que Brigitte Mardot, citoyenne française résidant à Turin, donc en Italie, décède en laissant un patrimoine numérique important, à savoir :

- ♦ Un compte en bitcoins d'une valeur significative, des comptes de messagerie électronique, dont sa correspondance personnelle avec l'acteur Alain Deloin
- ♦ Excellentes playlists sur Spotify
- ♦ Une bibliothèque numérique de films ;

- ♦ Photos de famille sur iCloud ;
- ♦ Son profil Instagram, avec 1 million d'abonnés, qui générait des revenus réguliers grâce à des partenariats publicitaires.

Quelles réponses pouvons-nous apporter à ce cas ?

Pour cela, nous devons d'abord examiner les différents problèmes, puis essayer d'y apporter une solution.

Nous devrions partir du principe que le thème d'aujourd'hui, l'héritage numérique, n'est ni une mode ni un exercice de style : c'est la conséquence naturelle du fait qu'une partie de plus en plus importante de notre vie ne se déroule plus dans un espace physique, mais dans un espace numérique.

Chaque jour, nous archivons des documents sur le cloud, nous communiquons via des plateformes, nous conservons des photos, des souvenirs familiaux, des relations professionnelles, des relations personnelles. Et, à côté de ces contenus, de nouveaux biens commencent à prendre une importance patrimoniale : cryptomonnaies, portefeuilles électroniques, contenus monétisés, identités numériques dotées d'une visibilité publique ou même d'une valeur économique.

Face à cette réalité, nous, juristes – et en particulier **nous, civilistes et notaires** – avons le **devoir d'éviter deux erreurs** opposées :

- le premier, **inventer de toutes pièces de nouvelles catégories**, comme si le numérique était une autre planète ;
- la seconde consiste à **nier le problème**, comme s'il suffisait d'appliquer les règles habituelles sans aucune adaptation.

L'équilibre se trouve au milieu : conserver la méthode, ne pas ignorer la nouveauté du phénomène comme une conséquence inévitable de l'évolution des usages, des coutumes et des besoins de la société.

La tradition civiliste nous offre déjà les outils conceptuels : le concept d'universalité de la succession, la distinction entre les droits patrimoniaux et les droits personnels (intransmissibles), la centralité de la volonté du défunt comme critère régulateur. Ces principes ne doivent pas être dépassés : ils doivent être réadaptés dans un contexte différent.

En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de créer un nouveau droit successoral, mais d'appliquer les règles existantes à la lumière de l'environnement numérique.

La première distinction fondamentale – et la plus importante – est celle entre patrimoine numérique et identité numérique.

Les biens et les relations qui ont une valeur patrimoniale, directe ou indirecte, peuvent être transmis aux héritiers, selon les règles générales du droit successoral.

L'identité numérique, en revanche, est une projection de la personne et, en tant que telle, elle est très personnelle et non transmissible. Ici, le droit a une autre fonction : non pas celle de régler la transmission mortis causa, mais celle de protéger la dignité et la mémoire, ainsi que la vie privée du défunt et des personnes avec lesquelles il a été en relation.

On a donc voulu essayer de mettre de l'ordre précisément sur cette frontière : distinguer ce qui est transmis de ce qui ne l'est pas, et surtout comprendre comment cela est transmis.

Car, comme nous le savons, dans le domaine numérique, l'accès n'est pas une évidence : le contenu existe, mais sans mot de passe, sans clés cryptographiques ou sans la coopération de la plateforme, il n'est pas juridiquement disponible.

Le droit rencontre ici la technologie et, d'une certaine manière, la sociologie et la philosophie.

BIENS NUMÉRIQUES

Les « biens numériques » ne sont rien d'autre que des biens mobiliers représentés sous forme binaire, c'est-à-dire par un type particulier de « langage » (Séquence logique computationnelle de 0 et 1 appelée « bit » de l'anglais « binary digit ») avec lequel ils sont créés, traités, échangés et stockés à l'aide d'un ordinateur.

Il faut ensuite distinguer nécessairement le contenu numérique (biens numériques et données numériques) – objet médiatisé – tant de la « clé d'accès » que du support (ou contenant) – objet immédiat – dans lequel le contenu est mémorisé ou conservé. Une méthode distinctive qui semble, d'un point de vue juridique, être utile pour identifier l'objet (numérique) de la succession est celle qui différencie la nature entre :

Biens numériques « hors ligne »

(ressources numériques qui se trouvent en dehors du réseau)

- fichiers, logiciels et documents informatiques créés et/ou achetés par le défunt, tels que des images, des fichiers audio, des vidéos, des films, des documents texte, des noms de domaine, des sites web, des blogs, etc.), indépendamment du support physique (disque dur, clé USB, CD-ROM, DVD, PC, smartphone ou tablette, etc.) et/ou virtuel (stockage dans le cloud, par exemple Google Drive, Dropbox, iCloud, OneDrive, etc.) de stockage.

Biens numériques « en ligne » (ressources et contenus numériques disponibles sur le réseau)

- tous ceux présents sur le web qui sont créés, échangés et traités au moyen de contrats de service conclus avec des fournisseurs de services via des comptes (de messagerie électronique, par exemple Virgilio, Libero, Yahoo, Google ; de réseaux sociaux, par exemple WhatsApp, Instagram, Twitter, Facebook, TikTok ; financiers, par exemple Binance ; de commerce électronique, par exemple Amazon, Ebay ; de paiement électronique, par exemple PayPal, Satispay).

Les **cryptomonnaies** (également appelées « monnaies ou devises virtuelles ») sont des actifs financiers numériques basés sur la technologie des registres distribués et peuvent donc être qualifiées de biens numériques mobiliers.

Elles peuvent faire l'objet d'une détention directe (dans ce cas, elles sont conservées dans des portefeuilles dont les clés d'accès relèvent de la compétence du titulaire) ou d'une détention indirecte (par le biais de fonds communs de placement ou d'autres intermédiaires professionnels). Dans le premier cas (détention directe), les problèmes pratiques concernent généralement l'identification du portefeuille (qu'il s'agisse d'un portefeuille web, d'un « hot wallet » (portefeuille chaud), d'un portefeuille matériel, d'un portefeuille logiciel ou d'un portefeuille papier) et la récupération des identifiants d'accès ; dans le cas d'une détention indirecte, ces actifs numériques contribuent à constituer le patrimoine successoral à répartir entre les héritiers s'ils ne font pas l'objet d'un legs spécifique.

Le « **document informatique** » est le document électronique qui contient la représentation informatique d'actes, de faits ou de données juridiquement pertinents (art. 1, alinéa 1, lettre p) du décret législatif 82/2005, CAD). Il s'agit de tout contenu conservé sous forme électronique, en particulier du texte ou de l'enregistrement sonore, visuel ou audiovisuel.

QU'EST-CE QUI N'EST PAS UN BIEN NUMÉRIQUE ?

Contrairement à ce que l'on pense généralement, ne relèvent pas de la notion de biens numériques :

- **Le compte**, qui est le signe d'une simple relation contractuelle entre le fournisseur de services de la société de l'information (fournisseur d'accès à Internet ou FAI) et l'utilisateur. En vertu de cette relation contractuelle, l'utilisateur peut bénéficier d'un service et d'un environnement virtuel spécifique (qui reste la propriété du fournisseur), généralement personnalisable, avec un contenu et des fonctionnalités particulières (dont l'utilisation est régie par le contrat signé avec l'utilisateur lui-même). Dans ce cas, la succession pourrait avoir lieu, tout au plus, dans la relation contrac-

tuelle normale, toutefois non autorisée par le contrat (type) conclu avec le fournisseur de services informatiques.

- **Les identifiants (ou mots de passe)** qui, loin de constituer des biens numériques, peuvent être qualifiés de simples clés virtuelles d'accès au contenu (patrimonial ou non patrimonial) qu'ils protègent (volontairement ou nécessairement), ont une fonction de protection et d'identification.
- **Les comptes en ligne** ne sont qu'une simple extension virtuelle d'un compte réel et sont donc soumis aux règles ordinaires de la succession mortis causa.

QUELS ÉLÉMENTS DU PATRIMOINE (NUMÉRIQUE) NE SONT PAS SUJETS À LA SUCCESSION ?

Sont exclus de la succession :

- **les biens numériques piratés** (en raison de l'illégalité de l'objet, même s'ils sont protégés par des systèmes de protection).
- **les contenus concédés sous licence** en raison de l'absence de propriété, de la part du défunt, sur la copie du programme concédé sous licence. En effet, la « licence d'utilisation » est un contrat atypique par lequel le concédant (fournisseur de services TIC) attribue au licencié (utilisateur) le droit personnel de jouissance (en appliquant, par analogie, la réglementation relative à la location) d'une ou plusieurs copies d'un programme qui donne accès, la lecture, la visualisation et l'utilisation de contenus numériques (à titre gratuit ou onéreux, c'est-à-dire moyennant le paiement d'une contrepartie qui peut être versée en une seule fois ou par le paiement d'une redevance périodique).
- **les comptes de signature électronique** (par exemple ceux fournis par Aruba, Namirial, Infocert). Il s'agit de l'apposition d'une signature manuscrite sur un document : elle constitue un élément essentiel de l'acte pour en déterminer la provenance et identifier son auteur, et donc lui attribuer des effets juridiques (la capacité juridique et la capacité d'agir cessent avec le décès).
- **les comptes d'identité numérique** (par exemple SPID), car ils sont caractérisés par des éléments de personnalité intime qui justifient leur extinction au moment du décès de leur titulaire.

QUELLES SONT LES DIFFERENTS SYSTEMES DE PROTECTION EN EUROPE ?

Cadre juridique comparé

La législation européenne

Le considérant 27 du règlement UE 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel stipule que « le règlement ne s'applique pas aux données à caractère personnel des personnes décédées. Les États membres peuvent prévoir des règles relatives au traitement des données à caractère personnel des personnes décédées ».

Peu d'États ont légiféré en la matière.

Nous avons essayé de résumer les expériences des pays dans lesquels le législateur ou le pouvoir judiciaire ont abordé cette question afin d'analyser les différentes approches.

Deux principes s'alternent : celui du **droit à l'oubli** et celui de la **transmission de son identité numérique à des tiers** (tels que les héritiers ou les proches).

L'expérience française

Avec la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, la France a adopté une approche similaire à celle du droit à l'oubli : en d'autres termes, le principe de l'extinction des droits sur ses données et identité personnelles au moment du décès s'applique par défaut ; sauf si le défunt a donné des instructions préalables concernant l'accès à ces données, leur conservation, leur suppression, leur communication, etc.

C'est pourquoi, en l'absence de directives anticipées de la part du défunt, les héritiers peuvent demander un accès très limité aux comptes du défunt, c'est-à-dire, sous certaines conditions, par exemple : l'accès est nécessaire pour la préparation de la déclaration de succession ou le règlement de la succession, pour supprimer ou mettre à jour le compte utilisateur, ou encore, lorsqu'ils sont liés à des souvenirs de famille.

Il est intéressant d'analyser l'article 85 de la loi Informatique et Libertés, qui prévoit une distinction entre les directives générales et particulières :

a) **Les directives générales** concernent l'ensemble des données à caractère personnel relatives à la personne concernée et peuvent être enregistrées auprès d'un **tiers fiduciaire numérique** certifié par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

b) **Les directives particulières** concernent les traitements de données à caractère personnel mentionnés dans ces directives. Elles sont enregistrées auprès des **responsables du traitement** concernés. Elles sont soumises à la condition du consentement

spécifique de la personne concernée, mais il n'est pas fait référence à l'exigence de la forme écrite.

Un autre problème subsiste. Les **conditions générales** des services numériques (iCloud, réseaux sociaux, etc.) peuvent-elles limiter les droits à la confidentialité ?

En France, l'article 85 de la loi Informatique et Libertés a précisé que « toute clause contractuelle contenue dans les conditions générales d'utilisation d'un traitement de données à caractère personnel qui limiterait les prérogatives reconnues à la personne au titre du présent article est considérée **comme non avenue** ».

L'expérience espagnole

En vertu de l'article 96 de la LOPDDGDD et de l'article 2 du Código de la Privacidad, le principe de survie des droits de la personne concernée après son décès s'applique : les héritiers peuvent, par défaut, accéder aux comptes numériques et aux données personnelles du défunt, sauf si celui-ci l'a expressément interdit de son vivant (par exemple dans un testament).

L'expérience de la Catalogne

Conformément à l'art. 411-10.6 CCCat, le droit à l'oubli s'applique par défaut, en d'autres termes, le principe est celui de la suppression des données et des données personnelles : en l'absence de dispositions expressément laissées par le défunt, la volonté de suppression ou d'extinction des profils numériques est présumée.

L'expérience de l'Allemagne

En l'absence d'une législation spécifique, un précédent jurisprudentiel important a constitué une étape décisive pour tous les autres pays : la Cour fédérale de justice allemande (BGH, prononciation BE-GHE-HA), dans son arrêt du 27 août 2020 (III ZB 30/20), a établi que Facebook devait accorder aux parents un accès direct au compte de leur fille décédée, tout en leur interdisant l'utilisation active du compte, adoptant ainsi le principe de la survie de l'identité numérique de la personne décédée, assimilant la relation contractuelle entre l'utilisateur (décédé) et le réseau social à tout autre bien ou droit compris dans la masse successorale. Elle a également ajouté que même si les conditions générales du contrat signé par le défunt avec le réseau social prévoyaient un principe total et explicite d'intransmissibilité, celles-ci seraient considérées comme non applicables ou en tout cas inopposables aux héritiers.

L'expérience portugaise

La loi n° 58 du 8 août 2019, transposant le règlement (UE) 2016/679, stipule que les droits d'accès, de rectification et d'effacement sont exercés par défaut par toute personne désignée à cet effet par la personne décédée ou, à défaut, par ses héritiers, sauf disposition contraire expresse du défunt.

En d'autres termes, le principe de survie des droits s'applique également ici, ainsi que le droit des héritiers d'accéder aux comptes numériques et aux données personnelles du défunt, sauf si celui-ci, de son vivant, l'a expressément interdit ou a désigné une personne autre que l'héritier pour exercer ces droits.

L'EXPÉRIENCE ITALIENNE

Conformément à l'article **2 terdecies**¹ du Code de la vie privée, les droits visés aux articles 15 à 22 du Règlement relatifs aux données personnelles concernant des personnes décédées peuvent être exercés par toute personne ayant un **intérêt propre**, ou agissant pour **protéger la personne** concernée, en qualité de mandataire, ou pour des raisons **familiales** méritant une protection : tout cela sous réserve de la volonté contraire du défunt qui peut expressément exclure ou limiter l'exercice des droits par des tiers par le biais : (i) d'une déclaration écrite, (ii) d'un testament, (iii) des instructions données de son vivant aux fournisseurs ou au moyen d'outils de planification numérique (contacts légataires, gestionnaires de compte en cas de décès).

En d'autres termes, si le législateur italien établit d'une part un droit de transmission aux héritiers, il confère d'autre part un caractère prépondérant à la volonté du défunt.

Le Code de confidentialité prévoit donc un élargissement par rapport à l'article 93 de la loi sur le droit d'auteur, qui stipule que, pour les lettres et la correspondance, « lorsqu'elles ont un caractère confidentiel ou se réfèrent à la vie privée », le consente-

¹ Décret législatif n° 101 du 10 août 2018, art. 2-terdecies (Droits concernant les personnes décédées)

Paragraphe 1. Les droits visés aux articles 15 à 22 du règlement [Règlement UE 2016/679 dit RGPD, qui ne s'applique pas aux personnes décédées ; voir considérant 27] [droit d'accès (art. 15), de rectification (art. 16) et d'effacement (art. 17), de limitation du traitement (art. 18), d'opposition (art. 21), de portabilité des données (art. 20)] se rapportant aux données à caractère personnel concernant des personnes décédées peuvent être exercés par toute personne ayant un intérêt légitime [par exemple, un créancier qui a accidentellement supprimé sa correspondance et souhaite accéder au courrier du défunt afin d'acquiescer le titre fondant la prétention judiciaire ; un successeur, héritier ou légataire, en se référant au paragraphe 5 ci-dessous ; art. 620, alinéa 2 du Code civil en matière de publication du testament « toute personne qui estime avoir un intérêt » et alinéa 5 « toute personne qui y a un intérêt »], ou qui agit pour la protection de la personne concernée, en qualité de mandataire [mandat post mortem exequendum ; exécuteur testamentaire], ou pour des raisons familiales méritant une protection [intérêts non patrimoniaux de nature morale, affective].

Paragraphe 2. L'exercice des droits visés au paragraphe 1 n'est pas autorisé dans les cas prévus par la loi ou lorsque, dans le cadre de l'offre directe de services de la société de l'information, la personne concernée l'a expressément interdit par une déclaration écrite présentée au responsable du traitement ou communiquée à ce dernier.

Paragraphe 3. La volonté de la personne concernée d'interdire l'exercice des droits visés au paragraphe 1 doit être exprimée de manière non équivoque et doit être spécifique, libre et éclairée ; l'interdiction peut concerner l'exercice de certains seulement des droits visés au paragraphe susmentionné.

Paragraphe 4. La personne concernée a le droit à tout moment de révoquer ou de modifier l'interdiction visée aux paragraphes 2 et 3 [dispositions qui, en partie, se rapportent à l'article 587, paragraphe 2, du code civil italien]. « Les dispositions à caractère non patrimonial, que la loi autorise à inclure dans un testament, sont valables si elles figurent dans un acte ayant la forme d'un testament, même en l'absence de dispositions à caractère patrimonial » ; articles 587, paragraphe 1, et 588 du Code civil].

Paragraphe 5. En tout état de cause, l'interdiction ne peut produire d'effets préjudiciables à l'exercice par des tiers [par exemple, les héritiers légitimes et/ou testamentaires] des droits patrimoniaux découlant du décès de la personne concernée, ni au droit de défendre leurs intérêts en justice.

ment à la publication appartient au conjoint et aux enfants ou, à défaut, aux parents ; en l'absence du conjoint, des enfants et des parents, aux frères et sœurs, et, à défaut, aux ascendants et descendants directs jusqu'au quatrième degré. Le cercle des personnes concernées est donc plus large que celui des héritiers et des appelés à la succession. Il ne semble y avoir aucun doute sur le fait que les concubins, entre autres, en font partie, étant donné que la règle s'intéresse davantage aux situations de fait (raisons familiales) qu'aux situations juridiques.

S'AGIT-IL D'UNE ACQUISITION *IURE PROPRIO* OU *HÉRÉDITAIRE* ?

Trois solutions sont possibles :

a) Une partie de la doctrine a observé que la disposition du paragraphe 2, qui admet pour l'intéressé la possibilité d'interdire l'exercice post mortem des droits visés au paragraphe 1, uniquement par une déclaration écrite au responsable du traitement des données, a pour **seule condition préalable qu'il y ait nécessairement « l'entrée en fonction des successeurs** du défunt dans la titularité de ces [droits], c'est-à-dire (...) une acquisition *iure hereditario* ».

a) En réalité, le fait même d'interdire « l'exercice des droits » et non le transfert des droits laisserait entendre le contraire, à savoir que ces droits appartiennent **déjà** aux personnes désignées par la norme qui, par conséquent, pourraient être considérées comme les ayant acquis *iure proprio*.

Il convient de noter que le tribunal de Bologne, le 25 novembre 2021, dans une affaire tragique concernant le suicide d'un adolescent et la possibilité d'accéder à son iCloud, affirme « qu'elle [la mère] agit *également en tant qu'héritière* [emphase ajoutée] ». La disposition normative de l'article 2-terdecies prévoit donc une **double voie** : la légitimation extraordinaire et la titularité « nécessaire » des héritiers.

COMMENT PRÉVENIR LES LITIGES POST MORTEM ?

Actuellement, le meilleur moyen de réglementer les intérêts numériques post mortem semble être l'utilisation judicieuse de l'instrument testamentaire qui permet :

- interdire (et révoquer ou modifier l'interdiction) l'exercice du droit d'accès (art. 15), de rectification (art. 16) et d'effacement (art. 17), de limitation du traitement (art. 18), d'opposition (art. 21), de portabilité des données (art. 20) en ce qui concerne les données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 dit RGPD)
- attribuer à titre particulier ou à titre universel des biens numériques
- préciser l'objet (immédiat et médiate) du legs, en prenant soin (*relatio ad locum, relatio al contenuto*) de bien identifier si l'intérêt du testateur est de destiner la propriété

du support (y compris son contenu, de nature patrimoniale ou non patrimoniale) au bénéficiaire de la disposition ou s'il est de « décomposer » (avec une destination diversifiée du bénéficiaire correspondant) le contenu numérique par rapport au support ou aux « clés » qui y donnent accès

- légitimer le bénéficiaire de la disposition à exercer certains droits à l'égard des différents gestionnaires de services (par exemple Meta, Instagram, Apple, Google, etc.), permettant une succession partiellement novée dans la relation contractuelle.

QUELQUES CLAUSES TESTAMENTAIRES :

Ex. clause 1) Conformément à l'article 2-terdecies du décret législatif n° 101 du 10 août 2018, j'**autorise expressément** [NOM PRÉNOM, coordonnées] à exercer les droits visés aux articles 15 à 22 du règlement UE 2016/679 et se rapportant à mes données personnelles.

Ex. clause 2) Conformément à l'article 2-terdecies du décret législatif n° 101 du 10 août 2018, j'**autorise expressément** [NOM, PRÉNOM, coordonnées] à exercer les droits d'accès (art. 15) et/ou de rectification (art. 16) et/ou de suppression (art. 17) et/ou de limitation du traitement (art. 18) et/ou d'opposition (art. 21) et/ou de portabilité des données (art. 20), visés dans le règlement UE 2016/679 et se rapportant à mes données personnelles.

Ex. clause 3) Conformément à l'art. 2-terdecies du décret législatif n° 101 du 10 août 2018, **je refuse et interdis l'exercice** des droits visés aux articles 15 à 22 du règlement UE 2016/679 et se rapportant à mes données personnelles.

Ex. clause 4) Conformément à l'article 2-terdecies du décret législatif n° 101 du 10 août 2018, **je refuse et interdis** l'exercice des droits d'accès (article 15) et/ou de rectification (article 16) et/ou d'effacement (article 17) et/ou de limitation du traitement (art. 18) et/ou d'opposition (art. 21) et/ou de portabilité des données (art. 20), visés au règlement UE 2016/679 et se rapportant à mes données personnelles.

QUELLE EST LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE EN PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS D'EXTRANEITE ?

Conformément à l'art. 3, paragraphe 2, du règlement UE n° 679/2016 (RGPD), du point de vue du critère « territorial », le règlement s'applique au traitement des données à caractère personnel :

1. effectué dans le cadre des activités d'un établissement par un responsable du traitement ou un sous-traitant dans l'Union, que le traitement soit effectué ou non dans l'Union.

2. de personnes concernées se trouvant dans l'Union, effectué par un responsable du traitement ou un sous-traitant qui n'est pas établi dans l'Union, lorsque les activités de traitement concernent : a) l'offre de biens ou la prestation de services aux personnes concernées dans l'Union, indépendamment du fait qu'un paiement soit exigé de la personne concernée ; ou b) le suivi de leur comportement dans la mesure où ce comportement a lieu dans l'Union.

3. effectué par un responsable du traitement qui n'est pas établi dans l'Union, mais dans un lieu soumis au droit d'un État membre en vertu du droit international public. *[appliqué dans l'affaire Google España, arrêt du 13 mai 2014 rendu dans l'affaire C-131/12 par la Cour de justice de l'Union européenne ; mêmes principes utilisés par les tribunaux italiens : les moteurs de recherche sont soumis à la directive européenne sur la protection des données à caractère personnel]*

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE CONFLIT ENTRE LES HÉRITIERS, LE MANDATAIRE ET D'AUTRES PARTIES INTÉRESSÉES ?

Si la loi italienne s'applique, l'article 2 terdecies du Code de la vie privée ne prévoit pas, pour ainsi dire, de forme de gradation, il n'est donc pas clair si la volonté des héritiers doit être préférée à celle des autres personnes mentionnées dans la norme. Une référence normative possible, ainsi qu'une lecture axiologique et non formaliste de la disposition, devraient conduire à une interprétation possible.

a) L'article 24, paragraphe 3, de la loi sur le droit d'auteur, qui prévoit qu'en cas de désaccord entre les différents héritiers sur la publication d'œuvres inédites, « la décision est prise par l'autorité judiciaire, après consultation du ministère public. Dans tous les cas, la volonté du défunt est respectée lorsqu'elle est consignée par écrit ».

b) Une évaluation au cas par cas est nécessaire, en tenant compte des intérêts prépondérants, qui pourraient également découler de la personnalité du *défunt* (éventuellement une personnalité publique).

La jurisprudence relative à l'article 93 de la loi sur le droit d'auteur estime que : a) si la connaissance de l'écrit est requise aux fins d'un jugement civil ou pénal, alors elle prévaut sur la volonté du défunt ou de ses héritiers (Cass. 19/06/2020, n° 11979 ; 20/09/2013, n° 21612) ; le caractère privé et intime de la correspondance constitue « une limite spécifique au droit à l'information, et donc également à la recherche historiographique » (Trib. Rome, 22/05/2018).

Le paragraphe 5 de l'article 2 terdecies traite de cet aspect en établissant que « Dans tous les cas, l'interdiction ne peut produire d'effets préjudiciables à **l'exercice par des tiers des droits patrimoniaux découlant du décès de la personne concernée, ni au droit de défendre ses intérêts en justice** ».

Sur ce point, le Garant pour la protection des données personnelles (mesure du 26 octobre 2023) a admis que l'accès peut avoir lieu, conformément à l'article 6 du RGPD, sur la base d'un intérêt légitime, qui doit être :

- authentique,
- sérieux,
- non instrumental ni détourné,
- concret et actuel, et non purement potentiel.

LIMITES AU DROIT D'ACCÈS

L'article 2 terdecies, paragraphe 3, dernier alinéa, stipule que « l'interdiction peut concerner uniquement l'exercice de certains des droits visés au paragraphe susmentionné ». Est-il toutefois possible que le défunt impose des restrictions supplémentaires, par exemple en autorisant l'accès à ses comptes de réseaux sociaux et aux contenus publiés (par exemple, photos, commentaires, etc.), mais pas à la correspondance qui y est associée ?

L'analyse de l'article 85 de la loi française Informatique et Libertés, qui prévoit une distinction entre les directives générales et particulières, est intéressante :

*c) Les directives générales concernent l'ensemble des données à caractère personnel relatives à la personne concernée et peuvent être enregistrées auprès d'un **tiers fiduciaire numérique** certifié par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).*

*d) Les directives particulières concernent les traitements de données à caractère personnel mentionnés dans ces directives. Elles sont enregistrées auprès des **responsables du traitement** concernés. Elles sont soumises au consentement spécifique de la personne concernée, mais il n'est pas fait référence à l'exigence de la forme écrite.*

² Art. 3 DIP (décret législatif 218/1995) : Champ d'application de la compétence

Art. 9 DIP (décret législatif 218/1995) : Juridiction volontaire : loi nationale lorsque la mesure demandée concerne un citoyen italien ou des relations auxquelles la loi italienne est applicable

Art. 24 DIP : Droits de la personnalité : loi nationale de la personne dont les droits sont en cause

Art. 46 DIP : Succession pour cause de décès, désormais remplacé par le règlement UE 650/2012, articles 20-27 : de la loi nationale à la loi de l'État de résidence

Art. 48 DIP : Forme du testament

Art. 51 DIP : Possession et droits réels : loi du lieu où se trouvent les biens

Lorsque, en vertu des règles en vigueur, c'est l'emplacement des biens qui détermine ces règles, la nature territoriale des biens numériques échappe aux critères communs d'identification du juge compétent et soulève des doutes. La doctrine procédurale suggère ici aussi de sortir de l'impasse en « localisant » les biens virtuels en fonction du lieu où le pouvoir sur ceux-ci peut être exercé, et donc du lieu où se trouve leur propriétaire. En jurisprudence, ce même critère a été appliqué par la High Court of Justice dans la décision D'Aloia c. personne inconnue et autres, du 24 juin 2022.

Art. 54 DIP : Droits sur les biens immatériels : loi de l'État d'utilisation

Art. 57 DIP : Obligations contractuelles, Convention de Rome du 19 juin 1980 applicable en vertu de la loi 975/1984

Art. 5 c.p.c. : Moment déterminant de la juridiction et de la compétence (lié à l'art. 8 DIP : Moment déterminant de la juridiction)

Le Code italien de la confidentialité ne prévoit rien à cet égard.

Dans la décision susmentionnée du 26 octobre 2023, le Garant a précisé que le droit d'accès ne peut être :

- utilisé à des fins spéculatives,
- instrumentalisé pour obtenir des informations intimes sur le défunt sans raison valable,
- exercé contre la volonté du défunt.

Le droit d'accès ne peut donc porter atteinte à :

- la réputation du défunt,
- la dignité et le respect de sa mémoire,
- les choix de confidentialité expressément manifestés.

Cet aspect est également abordé dans l'arrêt de **la Cour de cassation n° 17790 du 8 septembre 2015**, qui a établi que :

- le droit de l'héritier ou de l'ayant droit **ne peut porter atteinte aux données personnelles de tiers**,
- l'accès doit être limité aux données strictement nécessaires à cette fin.

Il semble donc faire référence au principe de minimisation, visé à l'article 5 du RGPD, selon lequel le traitement des données doit concerner le minimum de données à caractère personnel.

De même, **la Cour de cassation, dans son arrêt n° 39531 du 13 décembre 2021**, bien qu'il s'agisse d'une relation patrimoniale (contrat d'assurance), a réaffirmé que :

- l'héritier peut accéder aux données relatives au contrat conclu par le défunt,
- mais ne peut obtenir les données concernant la santé ou la vie privée des tiers concernés,
- sauf consentement ou sauf s'ils sont indispensables pour faire valoir un droit en justice (art. 2-terdecies, al. 5).

Un autre problème subsiste. **Les conditions générales des contrats** de services numériques (iCloud, réseaux sociaux, etc.) peuvent-elles limiter les droits reconnus par l'article 2 terdecies du Code de la confidentialité ?

En France, l'article 85 de la loi Informatique et Libertés a précisé que « toute clause contractuelle contenue dans les conditions générales d'utilisation d'un traitement de données à caractère personnel qui limite les prérogatives reconnues à la personne au titre du présent article est considérée **comme non avenue** ».

La jurisprudence italienne a affirmé à plusieurs reprises que **la volonté du défunt prévaut sur les conditions générales du réseau social** (Trib. Venise, ordonnance du 4 juin 2025 (n° 5516/2025), Trib. Rome, Tribunal de Milan, 10 février 2021).

Un passage de la décision vénitienne est particulièrement intéressant, où il est affirmé que « les membres de la famille peuvent obtenir l'accès si cela est conforme à la volonté présumée du défunt ou en l'absence d'une volonté contraire ».

La condition formelle de la forme écrite est donc **dépassée**, car il est considéré que la volonté du défunt – toutefois en ce qui concerne les services numériques – peut également être déduite d'autres éléments de preuve.

LES AUTRES PAYS INTERROGÉS³

Dans tous les autres pays où il n'existe pas de législation ad hoc (et ce sont la plupart) régissant le sort des données/comptes numériques (e-mails, réseaux sociaux, fichiers cloud, etc.) de tous les fournisseurs et les droits d'accès sous-jacents, la planification successorale avec l'aide de son notaire de confiance reste fondamentale : il est essentiel que les volontés du testateur soient exprimées par écrit afin qu'elles soient respectées : il est donc nécessaire, entre autres, de dresser la liste des comptes, des mots de passe, des instructions successorales et de désigner la personne qui sera chargée d'« exécuter » votre identité numérique au sens large (dans certains réseaux sociaux, cette personne est appelée « contact héritier »). Le coffre-fort personnel (plateforme IZIMI créée par le notariat belge), pour stocker et gérer les documents importants et données personnelles est en ce sens un très bon exemple de gestion et anticipation de la succession numérique.

SOLUTION DU CAS PRATIQUE⁴

a) Loi applicable à la succession

Brigitte Mardot est citoyenne française, mais réside à Turin : l'article 21 du règlement européen sur les successions (règlement UE 650/2012) s'appliquera donc, c'est-à-dire la loi italienne en tant que loi de l'État de résidence habituelle de la défunte.

b) Compte en bitcoins

On ne peut nier la valeur patrimoniale des cryptomonnaies, celles-ci étant en mesure, bien que seulement dans la communauté restreinte de leurs utilisateurs, de devenir une unité de mesure des échanges de biens et de services, pouvant être qualifiées de

³ Il s'agit du Royaume-Uni, d'Andorre, de l'Arménie, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Grèce, de la Hongrie, de la Lituanie, de Malte, de la Macédoine du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Serbie, de la Suisse, de la Turquie et de l'Ukraine.

⁴ Brigitte Mardot, citoyenne française résidant à Turin, en Italie, décède en laissant un patrimoine numérique important, à savoir :

- Un compte en bitcoins d'une valeur significative, des comptes de messagerie électronique, dont sa correspondance personnelle avec l'acteur Alain Deloin
- Excellentes playlists sur Spotify
- Une bibliothèque numérique de films ;
- Photos de famille sur iCloud ;
- Son profil Instagram, avec 1 million d'abonnés, qui générerait des revenus réguliers grâce à des partenariats publicitaires.

biens mobiliers numériques. D'ailleurs, celles-ci sont expressément prises en considération par l'article 1, lettre qq) du décret législatif n° 231 du 21 novembre 2007, en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, qui définit la « monnaie virtuelle » comme « la représentation numérique d'une valeur, non émise ni garantie par une banque centrale ou une autorité publique, pas nécessairement liée à une monnaie ayant cours légal, utilisée comme moyen d'échange pour l'achat de biens et de services ou à des fins d'investissement, et transférée, stockée et négociée électroniquement ». Il s'ensuit que la cryptomonnaie en question peut être considérée comme un bien susceptible d'être inclus dans la succession.

c) Playlist Spotify

La playlist pourrait être assimilée à la catégorie des biens numériques « en ligne » qui ne sont pas protégés par un droit exclusif et absolu de propriété détenu par leur propriétaire : celui-ci est plutôt titulaire d'un « contrat de licence », c'est-à-dire d'une position contractuelle qui lui confère le droit de profiter des contenus faisant l'objet de l'accord à certaines conditions et pendant une certaine période (ne dépassant jamais sa durée de vie) moyennant le paiement d'une redevance périodique ou unique.

Ce contrat est considéré par la meilleure doctrine (Rossello) comme un contrat atypique et on estime que les règles propres au contrat de location peuvent s'y appliquer, dans les limites de la compatibilité.

Compte tenu de cette configuration, il semble nécessaire de conclure à l'intransmissibilité, en cas de décès, des biens numériques concédés sous licence car l'utilisateur n'acquiert qu'un droit d'utilisation de ceux-ci pour une durée déterminée et, par conséquent, n'acquière aucun droit de propriété à cet égard, ce bien ne peut être inclus dans le patrimoine numérique de la défunte.

d) Bibliothèque numérique de films

À cet égard, il convient de préciser que si ces films étaient hébergés sur une plateforme accessible par abonnement, les considérations qui viennent d'être exposées pour les biens numériques concédés sous licence s'appliqueraient à nouveau.

Si, au contraire, la collection de films peut être considérée comme la propriété pleine et exclusive de la défunte, qui en a acquis la propriété en payant le prix, il s'agirait sans aucun doute de biens numériques hors ligne à caractère patrimonial, car ils ont une valeur économique intrinsèque pour leur propriétaire.

Selon le choix fondamental qui sera fait concernant la propriété de la collection de films, on aboutira donc à des conclusions différentes quant à la transmissibilité par décès, seule une situation subjective qui ne s'éteint pas en raison de celui-ci étant ment appropriée.

Dans le cas où l'on considérerait la bibliothèque de films susmentionnée comme un ensemble de biens numériques appartenant à une même personne et ayant une destination unique, l'article 816 du code civil italien pourrait s'appliquer, dans la logique de la succession à titre particulier.

e) Photos de famille et comptes de messagerie électronique contenant de la correspondance personnelle

Selon la doctrine et la jurisprudence qui se sont penchées sur la question, ces biens peuvent être considérés comme des « écrits » à caractère confidentiel ou se rapportant à la vie privée.

Cette catégorie n'est pas réglementée par le législateur.

La délimitation de ces concepts a donc été confiée à la jurisprudence qui, s'appropriant les considérations de la doctrine, a précisé qu'est « confidentiel » l'écrit dans lequel son auteur entend ouvrir son cœur au destinataire, compte tenu de la relation de confiance particulière qui les lie, dans le but de lui communiquer ses états d'âme, ses sentiments et ses opinions, quel que soit le contexte dans lequel cela se produit, c'est-à-dire dans le but de partager des aspects intimes de sa vie privée.

La loi 633 de 1941 sur le droit d'auteur semble s'appliquer à ces biens, et notamment l'article 93, de sorte que les héritiers ne peuvent en disposer librement, mais doivent, d'une part, respecter le droit à la confidentialité de l'expéditeur et, d'autre part, ne peuvent publier, reproduire ou divulguer quoi que ce soit sans le consentement des proches parents du destinataire (s'ils sont différents des héritiers) qui, en effet, ont le droit de s'y opposer.⁵

f) Profil Instagram avec 1 million d'abonnés qui génère des revenus réguliers grâce aux partenariats et à la publicité.

Cette question soulève le thème de la succession dans le compte, qui peut être défini comme une relation contractuelle entre le fournisseur du service et l'utilisateur pour l'utilisation d'un environnement virtuel personnalisable spécifique.

Contrairement aux autres biens numériques, le compte reste la propriété du fournisseur et son utilisation est régie par les conditions souscrites au moment de l'inscription (qui contiennent souvent des clauses imposant la non-transmissibilité des contenus ou leur suppression obligatoire).

⁵ Il convient de rappeler que le Garant de la confidentialité, dans sa décision du 26 octobre 2023, a précisé que le droit d'accès ne peut être :

- utilisé à des fins spéculatives,
- instrumentalisé pour obtenir des informations intimes sur le défunt sans raison valable,
- exercé contre la volonté du défunt.

Le droit d'accès ne peut donc porter atteinte :

- la réputation du défunt,
- la dignité et le respect de sa mémoire,
- les choix éventuels en matière de confidentialité expressément manifestés.

Ces circonstances peuvent entraver, dans l'attente d'une décision judiciaire, le transfert de ses contenus numériques qui, toutefois, ayant une connotation économique indéniable, semblent pouvoir faire l'objet d'un transfert mortis causa, seule la manière dont cela peut se produire restant à vérifier concrètement.

Dans le cas d'espèce, les conditions générales d'utilisation du réseau social en question stipulent textuellement :

« 7.2 Titulaires des droits au sens du présent contrat.

Le présent contrat ne confère aucun droit à des tiers.

L'utilisateur ne peut transférer les obligations ou les droits prévus par le présent contrat sans notre consentement.

Nos droits et obligations peuvent être cédés à des tiers. Cela pourrait par exemple se produire en cas de changement de propriété (par fusion, acquisition ou vente d'actifs) ou en vertu de la loi ».

7.4 Gestion des litiges.

En cas de réclamations ou de litiges liés à l'utilisation du Service par l'utilisateur en tant que consommateur, l'utilisateur et Meta acceptent de résoudre les litiges et réclamations individuels devant un tribunal compétent du pays de résidence principal de l'utilisateur ayant juridiction en la matière. Dans ce cas, les lois du pays en question s'appliquent, indépendamment des dispositions relatives aux conflits de lois.

En cas de réclamation ou de litige découlant de l'utilisation du Service à tout autre titre, y compris, sans s'y limiter, l'accès et l'utilisation du Service à des fins professionnelles ou commerciales, l'utilisateur accepte que le litige soit tranché devant un tribunal compétent en Irlande et accepte l'application des lois irlandaises, indépendamment des dispositions relatives aux conflits de lois.

CONSIDÉRATIONS FINALES

- Il ne fait aucun doute que la société dans son ensemble subit une profonde transformation, tout comme le droit contemporain, induite non seulement par la mondialisation, mais aussi par le polycentrisme normatif et son internationalisation marquée par la contradiction et l'indétermination des règles elles-mêmes.
- Face à la complexité des relations sociales et à l'absence de règles susceptibles de les régir, le rôle du notaire en tant que professionnel qui intercepte les nouvelles exigences de la société, les traduit en solutions innovantes (même si elles sont construites de iure condito), crée un droit souple (soft law) pour ensuite inspirer le législateur qui, avec ses délais plus longs, finit par légiférer, revêt une importance croissante.
- Nous ne pouvons donc que souhaiter que le législateur intervienne pour créer une réglementation nationale, voire européenne, avec un langage commun visant à

- reconnaître juridiquement le patrimoine numérique comme objet de succession, en garantissant aux héritiers un droit d'accès, de gestion et de disposition, dans des limites prédéfinies ;

- définir le statut de l'identité numérique comme un bien extra-patrimonial protégé même après le décès et soustrait à tout risque de marchandisation

- établir un cadre uniforme de relations entre les héritiers et les fournisseurs de services numériques par le biais d'obligations de coopération, d'interopérabilité et de respect de la volonté du défunt

- Prévoir des instruments juridiques innovants (tels que les testaments numériques, les exécuteurs testamentaires informatiques et les registres fiduciaires d'identifiants) pour assurer la mise en œuvre concrète de la volonté post mortem

L'héritage numérique nous confronte à une vérité très simple : on ne se souviendra pas de nous pour les objets que nous avons possédés, mais pour les traces que nous avons laissées.

Et ces traces, aujourd'hui, ne se trouvent pas dans des tiroirs. Elles se trouvent sur des serveurs.

Nous, notaires, sommes – permettez-moi cette image – les gardiens des dernières serrures de ces tiroirs et, d'une certaine manière, de la vie elle-même.

La plume, le sceau, la méthode ne sont pas des outils du passé : ce sont des outils qui servent précisément lorsque tout devient volatile, intangible, « cloud », et surtout lorsque l'on se trouve dans une période de transition et de vide réglementaire qui provoque de l'incertitude.

N'oublions cependant pas une chose : le vide réglementaire peut être un moyen de mettre davantage en valeur la centralité de la volonté du défunt et donc la centralité du notaire en tant que pont entre l'autonomie privée et la certitude de l'État de droit. Tant qu'il y aura quelqu'un qui aura quelque chose à léguer – et quelqu'un d'autre prêt à le recevoir – notre rôle de pivot restera essentiel.

Même dans le domaine numérique. Croyez-moi : surtout dans le domaine numérique.





SUMMARY



TURIN ACADEMY

By Valentina Rubertelli, President

Introduction

The choice of the theme for the Academy held in Turin on 20th November 2025 stems from a simple observation:

“Our succession law has been developed for tangible assets. Today, we have to deal with Instagram, cryptocurrencies and photos of our pets on cloud storage”. In other words, we have to ask ourselves what happens to our electronic mail, social media profiles, digital photo albums, private messages, personal documents stored on cloud, web search history and contact lists, not to mention our most intimate conversations.

In 2019, a study by the Oxford Internet Institute estimated that by 2070, the number of accounts belonging to deceased individuals will exceed that of living users on social networks. By way of example, it is estimated that around 8,000 Facebook account holders die every day.

We have therefore tried to understand how to navigate this new world which, although virtual, requires legal protection, since we notaries, more than anyone else, are called upon to offer solutions to our clients.

We therefore started with a **very basic example** to make it clear to everyone that we are **not talking** about future issues, but about **the present**.

Let's imagine that Brigitte Mardot, a French national residing in Turin, therefore in Italy, dies leaving behind a substantial digital estate, namely:

- ♦ A bitcoin account of significant value;
- ♦ Email accounts, including her personal correspondence with actor Alain Deloin;
- ♦ Excellent playlists on Spotify;
- ♦ A digital film library;
- ♦ Family photos on iCloud;
- ♦ Her Instagram profile, with 1 million followers, which generated income regularly through advertising partnerships.

What **answers can we provide** in this case?

To do so, we first have to consider the individual issues and then try to offer a solution.

We should start from the idea that today's theme – **digital inheritance** – is neither a trend nor a stylistic exercise: it is the natural consequence of the fact that an increasingly significant part of our lives **no longer** takes place in a **physical space**, but in a **digital** one.

Every day, we **store documents** on cloud, communicate via platforms, and store photographs, family memories, professional relationships, and personal relationships. Alongside this content, new assets are beginning to take on **property-related significance**: cryptocurrencies, electronic wallets, monetised content and digital identities with public visibility or even economic value.

Faced with this reality, we legal practitioners – and **civil lawyers and notaries** especially – have the duty to avoid **two opposite mistakes**:

- firstly, **inventing new categories** out of thin air, as if digital were another planet;
- secondly, **denying the problem**, as if it were sufficient to apply the same old rules without any adjustments.

The balance lies in the middle: **preserving the method**, not ignoring a new phenomenon as an inevitable consequence of society's evolving customs, traditions and needs.

Civil law tradition already affords us the conceptual tools: the concept of universality of succession, the distinction between **property rights** and **personal rights (non-transferable)**, and the centrality of the **wishes of the deceased** as a regulatory criterion. These principles should not be overridden: they should be adapted within a different context.

In other words, there is no need to create a new succession law, but rather to **apply the rules of the existing one within the digital environment**.

The first fundamental distinction – the most important one – is between **digital assets** and **digital identity**.

Assets having a direct or indirect property value can be passed on to heirs, according to the succession law.

Digital identity, on the other hand, is a projection of the person, and as such is **highly personal and non-transferable**. Here, the law has another function: not to regulate mortis causa transfer, but to **protect the dignity and memory**, as well as **the privacy**, of the deceased and the people with whom they had dealings.

An attempt has therefore been made to **clarify** this distinction: to **distinguish** between what **is passed on** and what is **not**, and above all to understand **how** it is passed on.

As we know, in the digital world **access to content cannot be taken for granted**: contents exist, but without passwords, encryption keys, or the cooperation of platforms, it is not legally available.

Here, law intersects with technology and, in some ways, sociology and philosophy too.

DIGITAL ASSETS

“Digital assets” are merely movable assets represented in binary format, i.e. by a particular type of ‘language’ (a logical computational sequence of 0s and 1s called ‘bits’, from the English ‘binary digit’) with which they are created, processed, exchanged and stored by means of a computer.

It is also necessary to distinguish between digital **content** (digital assets and digital data) – mediated objects – and “**access keys**” and **supports** (or containers) – immediate objects – in which the content is stored or preserved.

A distinctive method, that from a legal point of view seems to be useful to identify the (digital) object of succession, is one that differentiates its nature between:

Biens numériques « hors ligne »

(ressources numériques qui se trouvent en dehors du réseau)

- fichiers, logiciels et documents informatiques créés et/ou achetés par le défunt, tels que des images, des fichiers audio, des vidéos, des films, des documents texte, des noms de domaine, des sites web, des blogs, etc.), indépendamment du support physique (disque dur, clé USB, CD-ROM, DVD, PC, smartphone ou tablette, etc.) et/ou virtuel (stockage dans le cloud, par exemple Google Drive, Dropbox, iCloud, OneDrive, etc.) de stockage.

“Offline Digital Assets”

(non-web-based digital resources)

- all those found on the web that are created, exchanged and processed through service contracts made with service providers via accounts (e-mail, e.g. Virgilio, Libero, Yahoo, Google; social networks, e.g. WhatsApp, Instagram, Twitter, Facebook, TikTok; financial services, e.g. Binance; e-commerce, e.g. Amazon, Ebay; electronic payments, e.g. PayPal, Satispay)

So-called cryptocurrencies (also known as “virtual currencies”) are digital financial assets based on distributed ledger technology and, therefore, qualify as digital movable assets.

They can be held directly (in this case, they are stored in wallets whose access keys are under the control of the owner) or indirectly (through mutual funds or other professional intermediaries). Practical issues generally concern, in the first case (held directly), the identification of the wallet (whether it is a web wallet, hot wallet, hardware wallet, software wallet or paper wallet) and the recovery of access credentials; in the case of indirectly held assets, these digital assets contribute to the estate to be distributed among the heirs unless they are the subject of a specific legacy.

An **‘IT document’** is an electronic document that contains the electronic representation of legally relevant acts, facts or data (art. 1, paragraph 1, p) of Legislative Decree no. 82/2005, Digital Administration Code). It consists of any content stored in electronic form, especially text or audio, visual or audiovisual recordings.

WHAT IS NOT A DIGITAL ASSET?

Contrary to what is commonly believed, the following do not fall within the concept of digital assets:

- The **so-called account**, which is merely a contractual relationship between the Internet Service Provider (ISP) and the user. Under this contractual relationship, the user can make use of a service and a specific virtual environment (which remains the property of the provider), usually customisable, having specific content and unique functions (the use of which is governed by the contract signed with the user). In this case, succession could concern at most, in the **normal contractual relationship**, but not authorised by the (standard) contract concluded with the Internet service provider
- So-called **credentials (or passwords)** which, far from being digital assets, can be classified as mere virtual keys to access the (tangible or non-tangible) content they conceal (voluntarily or necessarily) and have a protective and identification function.
- **Online accounts** are a mere virtual extension of a real account and, therefore, follow the ordinary rules of mortis causa succession.

WHICH PARTS OF THE (DIGITAL) ESTATE ARE NOT INCLUDED IN THE SUCCESSION?

The following are excluded from succession:

- **pirated digital goods** (due to their illegality, even if they happen to be protected by security systems)

- **licensed content** because the deceased does not own the copy of the licensed programme. Indeed, the “user licence” is an atypical contract whereby the licensor (ICT service provider) grants the licensee (user) the personal right to use (applying, by analogy, the rules governing leases) one or more copies of a programme that gives access to and allows the reading, viewing and use of digital content (free of charge or for a fee, i.e. against payment of a sum payable one-off or by means of periodic subscription fees).
- **electronic signature accounts** (e.g. those provided by Aruba, Namirial, Infocert). It consists in affixing a handwritten signature to a document: it is an essential element of the document in order to identify its origin and author, and thus attribute legal effects (legal capacity and capacity to act cease upon death).
- **digital identity accounts** (e.g. SPID), because they contain highly personal information that justifies their termination upon the death of the holder.

WHAT DIFFERENT FORMS OF PROTECTION ARE IN PLACE IN EUROPE?

Comparative legal framework

EU legislation

Recital 27 of EU Regulation 2016/679 on the protection of personal data establishes that “This Regulation does not apply to the personal data of deceased persons. Member States may provide for rules regarding the processing of personal data of deceased persons”.

Few States have legislated on this matter.

We have tried to summarise the experiences of countries where the lawmaker or the judiciary have addressed this issue in order to examine the different approaches.

Two principles alternate: **the right to be forgotten and the transfer of one's digital identity to third parties (such as heirs or relatives).**

The French experience

Through Law no. 2016-1321 dated 7th October 2016 for a Digital Republic, France has pursued an approach similar to that of the right to be forgotten: in other words, by default, a principle of extinction of rights over one's personal data upon death applies, unless the deceased has provided advance instructions regarding access to such data, its storage, deletion, communication, etc.

This is why, in the absence of advance instructions from the deceased, the heirs may request very limited access to his/her account, i.e., under certain conditions, for

example: access is necessary for the preparation of the succession declaration or the settlement of the estate, to delete or update the user account, or when they are linked to family memories.

The analysis of Article 85 of the Loi Informatique et Libertés is interesting, as it distinguishes between general and specific instructions:

a) **General instructions** concern all the personal data of the person in question and can be registered with a **third-party digital trustee** certified by the Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

b) **Special instructions** concern the processing of personal data mentioned in these instructions. They are registered with the **data controllers** concerned. They are subject to the specific condition of the consent of the data subject, but no reference is made to the requirement of written form.

One further issue remains. Can the **general contractual terms and conditions** of digital services (iCloud, social network, etc.) limit privacy rights?

In France, art. 85 of the Loi Informatique et Libertés has clarified that “Any contractual clause contained in the general terms and conditions of use of personal data processing that limits the prerogatives recognised to individuals under this article shall be deemed **null and void**”.

The Spanish experience

In accordance with art. 96 of the LOPDDGDD and art. 2 of the Código de la Privacidad, the principle of the survival of the rights of the data subject after his/her death applies: the heirs may, by default, access the digital accounts and personal data of the deceased, unless the deceased has expressly prohibited this during his/her lifetime (e.g. in a will).

The experience of Catalonia

Pursuant to art. 411-10.6 CCCat, the right to be forgotten applies by default, in other words, the principle is that of the deletion of data and personal data: in the absence of explicit instructions left by the deceased, it is assumed that they wished their digital profiles to be deleted or terminated.

The experience of Germany

Although there is no specific legislation, there has been an important legal precedent that has set a milestone for all other countries: in its decision dated 27th August 2020 (III ZB 30/20), the German Federal Court of Justice (BGH, pronounced bay-gay-hah) ruled that Facebook had to grant the parents direct access to their deceased daughter's account, while prohibiting them from actively using the account, thus endorsing the

principle of the survival of the digital identity of the deceased person, equating the contractual relationship between the (deceased) user and the social network with any other asset or right included in the estate. It added that even if the general terms and conditions of the contract signed by the deceased with the social network provided for a total and explicit principle of non-transferability, these would be considered null and void or in any case unenforceable against the heirs.

The Portuguese experience

Law no. 58 of 8th August 2019, implementing EU Regulation 2016/679, lays down that the rights of access, rectification and deletion are exercised by default by anyone designated for that purpose by the deceased person or, failing that, by their heirs, unless the deceased person has expressly provided otherwise.

In other words, here too, the principle of the survival of rights applies, and the heirs have the right to access the digital accounts and personal data of the deceased, unless the deceased – in a provision made while alive – has expressly prohibited this or designated a person other than the heir to exercise these rights.

THE ITALIAN EXPERIENCE

According to art. 2 **terdecies**¹ of the Privacy Code, the rights pursuant to articles 15 to 22 of the Regulation relating to the personal data of deceased persons may be exercised by anyone who has a **personal interest** or who is acting to **protect the person in question**, as his/her representative, or for **family** reasons worthy of protection: all this without prejudice to the contrary wishes of the deceased who may expressly

¹ Legislative decree dated 10th August 2018, no. 101, Art. 2-terdecies (Rights relating to deceased persons)

Paragraph 1. The rights pursuant to Articles 15 to 22 of the Regulation [EU Reg. 2016/679, known as the GDPR, which does not apply to deceased persons; see Recital 27] [right of access (art. 15), right to rectification (art. 16) and right to erasure (art. 17), right to restriction of processing (art. 18), right to object (art. 21), right to data portability (art. 20)] relating to personal data of deceased persons may be exercised by anyone having a personal interest [e.g. a creditor who has accidentally deleted their correspondence and wishes to access the deceased's mail in order to acquire the grounds underlying the legal claim; for example an heir or legatee, in connection with the following paragraph 5; Article 620(2) of the Civil Code on the publication of wills “anyone who believes they have an interest” and paragraph 5 “anyone who has an interest”], or acts to protect the data subject, as their representative [mandate to be performed post mortem; executor of the will], or for family reasons worthy of protection [non-property interests of a moral or affective nature].

Paragraph 2. The exercise of the rights under paragraph 1 is not permitted in the cases provided for by law or when, limited to the direct offer of information society services, the data subject has expressly prohibited it by written statement submitted to or communicated to the data controller.

Paragraph 3. The wish of the data subject to prohibit the exercise of the rights set out in paragraph 1 must be unequivocal and specific, free and informed; said prohibition may concern only the exercise of some of the rights provided for in the aforementioned paragraph.

Paragraph 4. The data subject has the right at any time to revoke or modify the prohibition pursuant to paragraphs 2 and 3 [provisions which, in part, are linked to Article 587(2) of the Civil Code]. “Non-property provisions, which the law allows to be contained in a will, are effective if contained in a document in the form of a will, even in the absence of property-related provisions”; Articles 587(1) and 588 of the Italian Civil Code].

Paragraph 5. In any case, the prohibition may not have prejudicial effects on the exercise by third parties [e.g. successors entitled by law and/or by will] of the property rights deriving from the death of the person concerned, as well as the right to defend their interests in court.

exclude or limit the exercise of rights by third parties by means of: (i) a written statement, (ii) a will, or (iii) instructions provided whilst alive to providers or through digital planning tools (legacy contacts, account managers in the event of death).

In other words, while the Italian lawmaker establishes the right of transfer to heirs, it also gives priority to the wishes of the deceased.

The Privacy Code therefore provides for an extension compared to art. 93 of the Copyright Law, which lays down that, for letters and correspondence, “when they are confidential or refer to the intimacy of private life”, consent for publication is given by the spouse and children or, in their absence, by the parents; in the absence of a spouse, children and parents, to brothers and sisters, and, in their absence, to ascendants and direct descendants up to the fourth degree. The list of persons is therefore more extensive than just heirs and those entitled to inherit. There seems to be no doubt that it includes, among others, cohabiting partners, given that the provision focuses on factual situations (family reasons) rather than legal ones.

IS THIS ACQUISITION BY ONE’S OWN RIGHT (IURE PROPRIO) OR BY RIGHT OF SUCCESSION (IURE HEREDITARIO)?

Three possible solutions:

- a) A part of legal literature has observed that the provision under paragraph 2, which allows the data subject to prohibit the post-mortem exercise of the rights pursuant to paragraph 1 only by means of a written statement to the data controller, has as its **sole prerequisite that “it is necessary that “the deceased's successors take ownership of these [rights],”** that is to say (...) *iure hereditario* acquisition”.
- b) Actually, the very fact that the “exercise of rights” is prohibited and not the transfer of rights suggests the opposite, namely that these rights **already** belong to the persons indicated by the law, who could therefore claim to have acquired them *iure proprio*.
- c) It should be noted that, on 25th November 2021, in a tragic case concerning the suicide of a teenager and the possibility of accessing his iCloud, the Court of Bologna stated “that she [the mother] also acts as an heir [emphasis added]”. The wording of art. 2-terdecies therefore establishes a **dual track**: extraordinary legitimacy and “necessary” ownership by the heirs.

HOW CAN POST-MORTEM DISPUTES BE AVOIDED?

Currently, the best system to regulate digital interests after death seems to be the prudent use of a will, which makes it possible to:

- prohibit (and revoke or modify the prohibition) the exercise of the right of access (art. 15), the right to rectification (art. 16) and erasure (art. 17), the right to the restriction of processing (art. 18), the right to object (art. 21) and to data portability (art. 20) with regard to personal data (EU Regulation 2016/679, known as the GDPR)
- assign digital assets on a specific or universal basis
- specify the subject (immediate and mediated) of the bequest, taking care (reference to the place (*relatio ad locum*), reference to the content) to clearly determine whether the intention of the testator is to assign ownership of the medium (including its contents, whether of a property or non-property nature) to the beneficiary of the provision or to “unbundle” (with diversified allocation to the relevant beneficiary) the digital content with respect to the medium or the “keys” that give access to it
- entitle the beneficiary of the provision to exercise certain rights vis-à-vis the various service providers (e.g. Meta, Instagram, Apple, Google, etc.), allowing for a partially novated succession in the contractual relationship.

SOME TESTAMENTARY CLAUSES:

E.g. of clause 1) Pursuant to art. 2-terdecies of Legislative Decree no. 101 dated 10th August 2018, I **hereby expressly authorise** [NAME, SURNAME and personal details] to exercise the rights pursuant to articles 15 to 22 of EU Regulation 2016/679 concerning my personal data.

E.g. of clause 2) In accordance with art. 2-terdecies of Legislative Decree no. 101 dated 10th August 2018, I hereby expressly authorise [NAME SURNAME, personal details] to exercise the rights of access (art. 15) and/or to rectification (art. 16) and/or erasure (art. 17) and/or to restriction of processing (art. 18) and/or to object (art. 21) and/or to data portability (art. 20), pursuant to EU Reg. 2016/679 concerning my personal data.

E.g. of clause 3) In accordance with art. 2-terdecies of Legislative Decree no. 101 dated 10th August 2018, I hereby **refuse and prohibit the exercise** of the rights pursuant to articles 15 to 22 of EU Regulation 2016/679 concerning my personal data.

E.g. of clause 4) In accordance with art. 2-terdecies of Legislative Decree no. 101 dated 10th August 2018, I hereby **deny and prohibit** the exercise of the rights of access (art. 15) and/or to rectification (art. 16) and/or erasure (art. 17) and/or restriction of processing (art. 18) and/or to object (art. 21) and/or to data portability (art. 20), pursuant to EU Regulation 2016/679 concerning my personal data.

WHAT IS THE APPLICABLE LAW IN CASE OF FOREIGN ELEMENTS?

In accordance with art. 3, para 2, EU Regulation no. 679/2016 (GDPR), from the standpoint of the 'territorial' criterion, the regulation applies to the processing of personal data:

1. carried out within the framework of the activities of an establishment by a controller or processor in the Union, regardless of whether processing occurs in the EU or not.
2. of data subjects located in the EU, carried out by a controller or processor not established in the EU, where the processing activities are related to: a) the offering of goods or services to such data subjects in the EU, irrespective of whether a payment by the data subject is required; or b) the monitoring of their behaviour insofar as said behaviour occurs within the EU.
3. carried out by a data controller not established in the EU but in a place subject to the law of a Member State under public international law. *[Applied in the Google España case, Judgment of 13th May 2014 in Case C-131/12 of the Court of Justice of the European Union; same principles used by Italian courts: search engines are subject to the European Directive on the protection of personal data].*

WHAT HAPPENS IN CASE OF A DISPUTE BETWEEN HEIRS, REPRESENTATIVES AND OTHER PARTIES CONCERNED?

If Italian law is applied², art. 2 terdecies of the Privacy Code does not provide for any form of ranking, so it is unclear whether the wishes of the heirs should take precedence over those of the other parties mentioned in the provision.

² Art. 3 PIL (legislative decree no. 218/1995): Scope of jurisdiction

Art. 9 PIL (legislative decree no. 218/1995): Non-contentious proceedings: national law when the requested measure concerns an Italian national or relations to which Italian law is applicable

Art. 24 PIL: Personality rights: national law of the person whose rights are concerned

Art. 46 PIL: Succession upon death, now superseded by EU Regulation 650/2012, articles 20-27: from national law to the law of the State of residence

Art. 48 PIL: Form of will

Art. 51 PIL: Possession and rights in rem: law of the place where the assets are located

When, according to the rules in force, the location of the property determines them, the territorial nature of digital assets eludes the common criteria to determine the competent court and raises doubts. In procedural literature, the suggestion is again to overcome the deadlock by "localising" virtual assets according to the place where power over them can be exercised, and therefore the place where their owner is situated. In case law, the same criterion is applied by the High Court of Justice in its decision in D'Aloia v. person unknown & others, of 24 June 2022.

Art. 54 PIL: Rights over intangible assets: law of the State of use

Art. 57 PIL: Contractual obligations, Rome Convention of 19th June 1980 implemented by Law no. 975/1984

Art. 5 Code of Civil Procedure: Determining moment of jurisdiction and competence (linked to art. 8 PIL: Determining moment of jurisdiction)

A possible regulatory reference, as well as an axiological and non-formalistic understanding of the provision, should lead to a possible key to its interpretation.

a) Article 24, paragraph 3 of the Copyright Law lays down that in the event of disagreement among the various heirs regarding the publication of unpublished works, “the judicial authority shall decide, after hearing the public prosecutor. In any case, the wishes of the deceased shall be respected when recorded in writing”.

b) A case-by-case assessment is necessary, taking into account the prevailing interests, which may also derive from the deceased (a public figure, for example).

According to case law on Article 93 of the Copyright Law: a) if knowledge of the correspondence is required for the purposes of civil or criminal proceedings, then it prevails over the wishes of the deceased or heirs (Supreme Court 19/06/2020, no. 11979; 20/09/2013, no. 21612); the private and intimate nature of correspondence is “a specific limitation to the right to information, and therefore also to historiographical research” (Court of Rome, 22/05/2018).

Paragraph 5 of art. 2 terdecies deals with this aspect, establishing that “In any case, the prohibition cannot have prejudicial effects on the exercise by third parties of **the property rights** deriving from the death of the person concerned, as well as the **right to defend their interests in court**”.

In this regard, the **Data Protection Authority** (decision dated 26th October 2023) has conceded that access may be granted, pursuant to art. 6 of the GDPR, on the basis of legitimate interests, which must be:

- genuine,
- serious,
- neither instrumental nor surreptitious,
- concrete and current, not merely potential.

LIMITS TO THE RIGHT OF ACCESS

Article 2 terdecies, paragraph 3, last clause, establishes that “the prohibition may concern only the exercise of some of the rights referred to in the aforementioned paragraph”. However, is it possible for the deceased to further limit this, for example by allowing access to their *social network accounts* and published content (e.g. photographs, comments, etc.), but not to the correspondence associated with them?

It is interesting to examine art. 85 of the Loi Informatique et Libertés, which distinguishes between general and specific instructions:

a) **General instructions** concern all the personal data of the data subject and may be registered with a **third-party digital trustee** certified by the Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

b) **Special instructions** concern the processing of personal data mentioned in these instructions. They are registered with the **data controllers** concerned. They are subject to the specific consent of the data subject, but no reference is made to the requirement of written form.

The Italian Privacy Code does not contain any provisions on this matter.

In the aforementioned decision dated 26th October 2023, the Data Protection Authority clarified that the right of access cannot be:

- used for speculative purposes,
- exploited to obtain intimate information about the deceased without justified reason,
- exercised against the wishes of the deceased.

The right of access therefore cannot harm:

- the reputation of the deceased,
- the dignity and respect of his/her memory,
- any choices of confidentiality expressly stated.

This aspect is also addressed in the ruling of the **Supreme Court dated 8th September 2015 no. 17790**, which establishes that:

- the right of the heir or necessary heir cannot affect the personal data of third parties,
- access should be limited to data strictly necessary for the purpose.

This would therefore seem to refer to the principle of minimisation, pursuant to art. 5 of the GDPR, according to which data processing should involve the minimum amount of personal data.

Similarly, the **Supreme Court ruling no. 39531 of 13th December 2021**, although relating to a property relationship (insurance contract), reiterated that:

- the heir may have access to the data concerning the contract which the deceased entered into,
- but may not obtain data concerning the health or private lives of any third parties involved,
- unless consent is given or unless they are essential to assert a right in court (art. 2-terdecies, para 5).

One further issue remains. Can the **general contractual terms and conditions** of digital services (iCloud, social networks, etc.) limit the rights recognised under art. 2 terdecies of the Privacy Code?

In France, art. 85 of the Loi Informatique et Libertés has clarified that: “Any contractual clause contained in the general terms and conditions of use of personal data processing that limits the rights recognised to the individual under this article shall be considered **null and void**”.

On several occasions, Italian case law has affirmed that the **wishes of the deceased prevail over the general terms and conditions of social networks** (Court of Venice order of 4th June 2025 (no. 5516/2025), Court of Rome Court, Court of Milan 10th February 2021).

An interesting passage of the Venice court order states that: “Family members may obtain access if this is consistent with the presumed wishes of the deceased or in the absence of any wishes to the contrary”.

This means that the **formal requirement of a written document is no longer necessary**, as it is considered that the wishes of the deceased – in relation to digital services – can also be proven by other means of evidence.

OTHER COUNTRIES SURVEYED³

In all other countries where there is no ad hoc legislation (the majority) governing what happens to digital data/accounts (e-mail, social media, cloud files, etc.) of all providers and underlying access rights, it is essential to plan succession with the help of one's trusted notary: it is still of fundamental importance that the testator's wishes are expressed in writing so that they can be respected: it is therefore necessary, inter alia, to list accounts, passwords, inheritance instructions and appoint who should be the “executor” of one's digital identity broadly speaking (in some social networks referred to as “heir contact”). The personal safety deposit (IZIMI platform created by the Belgian notariat), for storing and managing important documents and personal data, is a very good example of digital estate management and planning.

SOLUTION TO THE PRACTICAL CASE⁴

a) Law applicable to the succession

Brigitte Mardot is a French national, but resident in Turin: therefore, art. 21 of the European Succession Regulation (EU Reg. 650/2012) applies, and therefore Italian law applies as the law of the State of habitual residence of the deceased.

³ Namely, United Kingdom, Andorra, Armenia, Bulgaria, Croatia, Greece, Hungary, Lithuania, Malta, North Macedonia, Slovakia, Slovenia, Serbia, Switzerland, Turkey and Ukraine.

⁴ Brigitte Mardot, a French national residing in Turin, Italy, passes away leaving a substantial digital estate, namely:

b) Bitcoin account

The property value of cryptocurrencies cannot be denied, since they can be used - albeit only within the small community of their users - as a unit of measurement for the exchange of goods and services, qualifying as digital movable assets. Moreover, they are expressly taken into consideration by art. 1 qq) of Legislative Decree no. 231 of 21st November 2007, on anti-money laundering, which defines “virtual currency” as “the digital representation of value, not issued or guaranteed by a central bank or public authority, not necessarily linked to a legal tender currency, used as a means of exchange for the purchase of goods and services or for investment purposes and transferred, stored and traded electronically”. It follows that the cryptocurrency in question can be included among the assets subject to succession.

c) Playlists on Spotify

A playlist could be equated with the category of ‘online’ digital assets that are not protected by an exclusive and absolute right of ownership held by the owner: the latter is rather the holder of a “licence agreement” or a contractual position that gives them the right to use the content covered by the agreement under certain conditions and for a certain period of time (never exceeding their lifetime) in exchange for a periodic or one-off fee.

According to the best legal literature (Rossello), this contract falls within the scope of atypical contracts and it is held that the rules governing lease agreements may be extended to it, within the limits of compatibility.

Taking this into due consideration, it seems necessary to conclude that licensed digital assets are non-transferable upon death, since the user acquires only the right to use them for a specified period of time and, therefore, as no ownership rights accrue in this regard, these assets cannot be included in the digital estate of the deceased.

d) Digital film library

To this regard, it seems appropriate to point out that if these films were on a platform accessible by subscription, the considerations just made for licensed digital assets would come into play again.

If, on the other hand, the film collection can be said to be the full and exclusive property of the deceased, who acquired ownership by paying for it, we would undoubtedly be dealing with offline digital assets having a property value, as they have intrinsic economic value for their owner.

-
- A bitcoin account of significant value,
 - Email accounts, including her personal correspondence with actor Alain Deloin
 - Excellent playlists on Spotify
 - A digital film library;
 - Family photos on iCloud;
 - Her Instagram profile, with 1 million followers, which generated income regularly through advertising partnerships.

Therefore, depending on the fundamental choice made regarding the ownership of the film library, different conclusions can be reached regarding transferability upon death, as only a subjective situation that does not terminate upon death would be appropriate for this.

If the aforementioned film library is considered a set of digital assets belonging to the same person and having a single purpose, art. 816 of the Italian Civil Code could apply, according to the rationale of succession by specific title.

e) Family photos and email accounts containing personal correspondence

According to legal literature and case law on this matter, these assets can be classified as ‘writings’ of a confidential nature or relating to the intimacy of private life. This category is not regulated by the legislator.

The definition of these concepts has therefore been left to case law, which, taking on board the considerations of legal literature, has specified that a document is “confidential” when its author intends to open his/her heart to the recipient, given the particular relationship of trust between them, in order to communicate his/her state of mind, feelings and opinions, regardless of the context in which this takes place, i.e. intended to share aspects of the intimacy of private life.

Law no. 633 of 1941 on copyright seems to apply to these assets, and in particular article 93, in such a way that heirs cannot freely dispose of them, but will have to respect the sender's right to privacy and will not be able to publish, reproduce or disclose anything without the consent of the recipient's next of kin (if different from the heirs), who will have the right to object.⁵

f) Instagram profile with 1 million followers that regularly generates income thanks to sponsorships and advertising.

The issue raises the question of the inheritance of an account, which can be defined as a contractual relationship between the service provider and the user regarding the use of a specific customisable virtual environment.

Unlike other digital assets, an account is always owned by the provider and its use is governed by the terms and conditions agreed upon at the time of registration

⁵ It is worth noting that in its decision dated 26th October 2023, the Data Protection Authority clarified that the right of access cannot be:

- used for speculative purposes,
- exploited to obtain intimate information about the deceased without justified reason,
- exercised against the will of the deceased.

The right of access therefore cannot harm:

- the reputation of the deceased,
- the dignity and respect for his/her memory,
- any choices of confidentiality explicitly stated.

(often containing clauses that impose the non-transferability of content or its necessary deletion).

Pending a court ruling, these circumstances may hinder the transfer of its digital content, which, however, having an unquestionable economic value, appears to be suitable for mortis causa transfer. The only thing that remains to be verified in practice is how this can be achieved.

In this case, the general terms and conditions of use of the social network in question establish the following:

"7.2 Owners of rights under this contract.

This contract does not grant any rights to third parties.

The user may not transfer the duties or rights under this contract without our consent.

Our rights and duties may be transferred to others. For example, this could occur in the event of a change in our ownership (through merger, acquisition or sale of assets) or by law"

7.4 Dispute Resolution.

In the event of any complaints or disputes relating to the use of the Service by the user in his/her capacity of consumer, the user and Meta hereby agree to settle any disputes and complaints before the competent court in the country of the user's primary residence that has jurisdiction over the matter. In this case, the laws of that country shall apply, regardless of any conflict of law provisions.

In the event of a complaint or dispute arising from the use of the Service in any other capacity, including, but not limited to, access to and use of the Service for business or commercial purposes, the user hereby agrees to resolve it before the court having jurisdiction in Ireland and agrees to the application of Irish law, regardless of conflict of law provisions".

CONCLUDING REMARKS

- There is no doubt that society as a whole is undergoing a profound transformation, and with it contemporary law. This has been triggered not only by globalisation, but also by regulatory polycentricity and its internationalisation, marked by the contradictory and indeterminate nature of the same rules.
- Given the complexity of social relations and the lack of rules governing them, the role of the notary is becoming increasingly important, as a professional who identifies society's new needs, translates them into innovative solutions (even if constructed *de iure condito*), creates soft law and then inspires legislators, who take longer to legislate.
- We can therefore only hope that legislators will intervene to create national, or preferably European, regulations using a common language aimed at:

- legally recognising digital assets as part of an estate, guaranteeing heirs the right to access, manage and dispose of them, within predefined limits;
- defining the status of digital identity as a non-property asset that is protected even after death and shielded from any risk of commodification;
- establishing a uniform framework for relations between heirs and digital service providers through duties of cooperation, interoperability and respect for the wishes of the deceased;
- Providing for innovative legal instruments (such as digital wills, digital executors and fiduciary credential registries) to ensure the effective implementation of post-mortem wishes.

Digital inheritance presents us with a very simple truth: we will not be remembered for the objects we owned, but for the traces we left.

And today, these traces are not found in drawers. They are on servers.

We notaries are – if I may use this image – the custodians of the last locks on these drawers and, in a way, also of life itself.

The pen, the seal and the method are not tools of the past: they are tools that are needed especially when everything becomes volatile, intangible, “cloud-based” and, above all, when we find ourselves in a moment of transition and regulatory vacuum that causes uncertainty.

However, we should not forget one thing: the regulatory vacuum can be a vehicle to increasingly stress the centrality of the wishes of the deceased and, therefore, the centrality of the notary as a bridge between private autonomy and the certainty of the rule of law.

As long as there is someone who has something to leave behind – and someone else ready to collect it – our role as a link will remain essential.

Even in the digital world. Indeed, believe me: especially in the digital world.





SINTESI



ACCADEMIA TORINO

Di Valentina Rubertelli, Presidente

Introduzione

La scelta del tema dell'Accademia tenutasi a Torino lo scorso 20 novembre 2025 trae origine da una banale osservazione:

“Il nostro diritto successorio è nato per i beni materiali. Oggi ci tocca occuparci di Instagram, criptovalute e foto del cane o del gatto nel cloud. In altri termini dobbiamo chiederci quale sia la sorte della nostra corrispondenza elettronica, dei nostri profili social, dei nostri album fotografici digitali, dei nostri messaggi privati, dei nostri documenti personali archiviati nel cloud, della cronologia delle nostre ricerche sul web, delle nostre liste di contatti, per non dimenticare delle nostre conversazioni anche più intime.

Uno studio dell'Oxford Internet Institute stimava, nel 2019, che nel 2070 il numero di account appartenenti a persone decedute avrebbe superato quello degli utenti viventi sui social network. A titolo illustrativo, si stima che circa 8.000 titolari di account Facebook muoiano ogni giorno.

Abbiamo quindi provato a capire come districarci in questo nuovo mondo che, pur se virtuale, necessita di tutela giuridica essendo noi notai, prima di chiunque altro, chiamati a dare delle soluzioni ai nostri clienti.

Siamo quindi partiti da un esempio “terra terra” per far comprendere a tutti che non stiamo parlando di tematiche di là da venire, ma del presente.

Immaginiamo che Brigitte Mardot, cittadina francese residente a Torino, quindi in Italia, muore lasciando un patrimonio digitale consistente, ovvero:

- ♦ Un conto in **bitcoin** di valore significativo,
- ♦ account di **posta elettronica**, tra cui la sua corrispondenza personale con l'attore Alain Deloin
- ♦ Ottime **playlist** su Spotify
- ♦ Una **libreria digitale di film**;

- ♦ Foto di famiglia su iCloud;
- ♦ Il suo **profilo su Instagram, con 1 milione di follower**, che generava entrate regolari grazie a partnership pubblicitarie.

Sappiamo dare una **risposta** a questo caso?

Per darla dobbiamo prima passare da un **inquadramento** delle singole problematiche per poi cercare di fornirne una soluzione.

Dovremmo partire dall'idea che il tema di oggi – l'**eredità digitale** – non è una moda né un esercizio di stile: è la naturale conseguenza del fatto che una parte sempre più consistente della nostra vita non si svolge più in uno **spazio fisico**, ma in uno **spazio digitale**.

Ogni giorno **archiviamo documenti** sul cloud, comunichiamo tramite piattaforme, conserviamo fotografie, memorie familiari, rapporti professionali, relazioni personali. E, accanto a questi contenuti, iniziano ad assumere **rilevanza patrimoniale nuovi beni**: criptovalute, portafogli elettronici, contenuti monetizzati, identità digitali dotate di visibilità pubblica o anche di valore economico.

Di fronte a questa realtà, noi giuristi – e in particolare noi civilisti e noi notai – abbiamo il dovere di **evitare due errori** opposti:

- il primo, **inventare dal nulla categorie nuove**, come se il digitale fosse un altro pianeta;
- il secondo, **negare il problema**, come se bastasse applicare le regole di sempre senza alcun adattamento.

L'equilibrio sta nel mezzo: **conservare il metodo**, non ignorare la novità del fenomeno come inevitabile conseguenza dell'evolversi degli usi, costumi ed esigenze della società.

La tradizione civilistica ci offre già gli strumenti concettuali: il concetto di **universalità dell'eredità**, la distinzione tra diritti patrimoniali e **diritti personalissimi (intrasmissibili)**, la centralità della volontà del de cuius come criterio regolatore. Questi principi non devono essere superati: devono essere riadattati all'interno di un contesto diverso.

In altri termini, non occorre creare un nuovo diritto successorio, ma **applicare i canoni di quello esistente alla luce dell'ambiente digitale**.

La prima distinzione fondamentale – e la più importante – è quella tra **patrimonio digitale e identità digitale**.

I beni e i rapporti che hanno una consistenza patrimoniale, diretta o indiretta, possono essere trasmessi agli eredi, secondo le regole generali.

L'**identità digitale**, invece, è proiezione della persona, e in quanto tale è **personalissima e non trasmissibile**. Qui il diritto ha un'altra funzione: non quella di regolare la trasmissione mortis causa, ma quella di **tutelare la dignità e la memoria, nonché la privacy** del defunto e delle persone con cui lo stesso ha avuto a che fare.

Si è voluto quindi provare a **mettere ordine proprio** su questo confine: **distinguere** ciò che si trasmette da ciò che **non** si trasmette, e soprattutto capire **come** si trasmette.

Perché, come sappiamo, nel digitale **l'accesso non è un dato scontato**: il contenuto esiste, ma senza password, chiavi crittografiche, o senza cooperazione della piattaforma, **non è giuridicamente disponibile**. Il diritto, qui, incontra la **tecnologia** ed in qualche modo anche la **sociologia e la filosofia**.

BENI DIGITALI

I «beni digitali» altro non sono che beni mobili rappresentati in formato binario, ossia da un particolare tipo di “linguaggio” (sequenza logica computazionale di 0 e 1 chiamata “bit” dall'inglese “binary digit”) con cui vengono creati, elaborati, scambiati ed archiviati mediante un elaboratore elettronico.

Si deve, poi, necessariamente distinguere il contenuto digitale (beni digitali e dati digitali) – oggetto mediato – sia dalla “**chiave di accesso**” sia dal **supporto** (o contenente) – oggetto immediato – in cui il contenuto sia memorizzato o conservato.

Un metodo distintivo che pare, dal punto di vista giuridico, essere proficuo per individuare l'oggetto (digitale) della vicenda successoria è quello che ne differenzia la natura tra:

Beni digitali “off line”

(risorse digitali che si trovano al di fuori della rete)

- file, software e documenti informatici creati e/o acquistati dal de cuius quali immagini, audio, video, film, documenti di testo, nomi a dominio, siti web, blog, ecc.) a prescindere dal supporto fisico (hard disk, pendrive, CD-ROM, DVD, pc, smartphone o tablet, ecc.) e/o virtuale (cloud storage, es. Google Drive, Dropbox, iCloud, OneDrive, ecc.) di memorizzazione

Beni digitali “on line”

(risorse e contenuti digitali che si trovano in rete)

- tutti quelli presenti nel web che si formano, si scambiano e si elaborano per mezzo di contratti di servizio conclusi con i providers di servizi mediante account (di posta

elettronica, es. Virgilio, Libero, Yahoo, Google; di social network, es. Whatsapp, Instagram, Twitter, Facebook, TikTok; finanziari, es. Binance; di e-commerce, es. Amazon, Ebay; di pagamento elettronico, es. PayPal, Satispay)

Le **c.d. criptovalute** (note anche come «monete o valute virtuali») sono assets finanziari digitali basati su tecnologia a registro distribuito e, perciò, qualificabili come beni digitali mobili.

Esse possono essere oggetto di detenzione diretta (in questo caso sono custodite in wallet le cui chiavi di accesso sono nella sfera di competenza del titolare) ovvero di detenzione indiretta (attraverso fondi comuni di investimento o altri intermediari professionali). Problemi pratici riguardano, normalmente, nel primo caso (detenzione diretta) l'individuazione del wallet (sia esso web wallet, hot wallet, hardware wallet, software wallet o paper wallet) ed il recupero credenziali di accesso; nel caso di detenzione indiretta, questi beni digitali concorrono a formare il patrimonio ereditario da ripartirsi fra gli eredi ove non oggetto di specifico legato.

Il «**documento informatico**» è il documento elettronico che contiene la rappresentazione informatica di atti, fatti o dati giuridicamente rilevanti (art. 1 comma 1 lett. p) D.Lgs. 82/2005, CAD). È qualsiasi contenuto conservato in forma elettronica, in particolare testo o registrazione sonora, visiva o audiovisiva.

COSA NON È BENE DIGITALE?

A dispetto di ciò che comunemente si pensa, non rientrano nella nozione di beni digitali:

- Il **c.d. account**, che è indice di una mera relazione contrattuale tra il fornitore del servizio della società dell'informazione (Internet Service Provider o ISP) e l'utente. In forza di tale relazione contrattuale, l'utente può usufruire di un servizio e di uno specifico ambiente virtuale (che resta di proprietà del fornitore), solitamente personalizzabile, avente determinati contenuti e singolari funzionalità (il cui utilizzo è regolato dal contratto sottoscritto con l'utente stesso). In tal caso, la successione potrebbe aversi, al più, nella posizione contrattuale di norma, tuttavia, non consentita dal contratto (di massa) concluso con il fornitore di servizi informatici.
- Le **c.d. credenziali (o password)** le quali, lungi dal configurare beni digitali sono qualificabili come mere chiavi virtuali di accesso al contenuto (patrimoniale o non patrimoniale) da esse secretato (volontariamente o necessariamente), aventi funzione protettiva ed identificativa.
- I **conti on line** sono una mera estensione virtuale di un conto reale e, pertanto, seguono le ordinarie regole della successione mortis causa.

QUALI COMPONENTI DEL COMPENDIO (DIGITALE) EREDITARIO NON CADONO IN SUCCESSIONE?

Sono esclusi dalla successione:

- **i beni digitali piratati** (per illiceità dell'oggetto, anche ove per avventura fossero scudati da sistemi di protezione)
- **i contenuti concessi in licenza** perché manca la titolarità, in capo al de cuius, sulla copia del programma licenziato. Infatti la "licenza d'uso" è un contratto atipico con cui il licenziante (fornitore di servizi di ICT) attribuisce al licenziatario (utente) il diritto personale di godimento (applicandosi, in via analogica, la disciplina della locazione) di una o più copie di un programma che dà accesso, lettura, visualizzazione ed uso a contenuti digitali (a titolo gratuito o a titolo oneroso, ossia a fronte del pagamento di un corrispettivo che può essere versato in unica soluzione o mediante corresponsione di canone periodico).
- **gli account di firma elettronica** (ad es. quelli forniti da Aruba, Namirial, Infocert). È l'apposizione della firma autografa su di un documento: costituisce un elemento essenziale dell'atto per individuarne la provenienza e identificarne l'autore, dunque imputare gli effetti giuridici (cessa, con la morte, la capacità giuridica e di agire).
- **gli account di identità digitale** (ad es. SPID), perché connotati da elementi di intima personalità che ne giustificano l'estinzione al momento della morte del proprio titolare.

QUALI LE TUTELE

Quadro di Diritto comparato

La legislazione UE

Il considerando 27 del regolamento UE 2016/679 sulla protezione dei dati personali stabilisce che «il regolamento non si applica ai dati personali delle persone decedute. Gli Stati membri possono prevedere norme relative al trattamento dei dati personali delle persone decedute».

Pochi sono gli Stati che hanno legiferato in materia.

Abbiamo provato ad enucleare le esperienze dei paesi in cui il legislatore o la magistratura lo ha affrontato per analizzare i diversi approcci.

Si alternano due principi: quello del **diritto all'oblio** e quello della **trasmissione della propria identità digitale a terzi (quali eredi o congiunti)**.

L'esperienza francese

Con la Legge n. 2016-1321 del 7 ottobre 2016 per una Repubblica digitale, la Francia ha perseguito un approccio assimilabile a quello del diritto all'oblio: vige, in altri termini, di default, un principio di estinzione dei diritti sui propri dati personali al

momento del decesso; il tutto fatto salvo che il defunto non abbia dato istruzioni anticipate riguardo all'accesso a tali dati, alla loro conservazione, cancellazione, comunicazione, ecc.

Ecco perché, in assenza di direttive anticipate da parte del defunto, gli eredi possono richiedere un accesso molto limitato agli account del defunto, a condizione che riguardino la predisposizione della denuncia di successione o la sistemazione ereditaria, la cancellazione o l'aggiornamento dell'account utente, quando collegati a ricordi di famiglia.

Interessante è l'analisi dell'art. 85 della Loi Informatique et Libertés, che prevede una distinzione tra direttive generali e particolari:

a) **Le direttive generali** riguardano l'insieme dei dati personali relativi alla persona interessata e possono essere registrate presso un terzo fiduciario digitale certificato dalla Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

b) **Le direttive particolari** riguardano i trattamenti di dati personali menzionati in tali direttive. Esse sono registrate presso i **titolari del trattamento** interessati. Sono soggette al consenso specifico della persona interessata, ma non si fa riferimento al requisito della forma scritta.

Resta un ulteriore problema. Le **condizioni generali di contratto** dei servizi digitali (iCloud, social network, ecc.) possono limitare i diritti alla riservatezza?

In Francia, l'art. 85 della Loi Informatique et Libertés ha chiarito che "Qualsiasi clausola contrattuale contenuta nelle condizioni generali d'uso di un trattamento di dati personali che limiti le prerogative riconosciute alla persona ai sensi del presente articolo è considerata **come non apposta**".

L'esperienza spagnola

In base all'art. 96 de la LOPDDGDD y art. 2 Código de la Privacidad, vige un principio di sopravvivenza dei diritti dell'interessato dopo la sua morte: gli eredi possono, di default, accedere agli account digitali e ai dati personali del defunto; il tutto a meno che il defunto non lo abbia espressamente vietato quando era in vita (ad esempio in un testamento).

L'esperienza della Catalogna

Ai sensi dell'art. 411-10.6 CCCat vige, di default, il diritto all'oblio, in altri termini, il principio di cancellazione dei dati personali: in assenza di disposizioni espressamente lasciate dal defunto, si presume la volontà di cancellazione o estinzione dei profili digitali.

L'esperienza nella Repubblica Federale Tedesca

Pur mancando una legislazione dedicata, vi è stato un importante precedente giurisprudenziale che ha rappresentato una pietra miliare per tutti gli altri paesi: la Corte Federale di Giustizia Tedesca (BGH, pronuncia BE-GHE-HA), con sentenza del 27

agosto 2020 (III ZB 30/20), ha stabilito che Facebook dovesse concedere ai genitori l'accesso diretto all'account della figlia deceduta, pur vietando loro l'uso attivo dell'account, facendo cioè proprio il principio di sopravvivenza dell'identità digitale della persona defunta, assimilando il rapporto contrattuale tra utente (defunto) e social network a qualsiasi altro bene o diritto compreso nella massa ereditaria. Ha aggiunto, altresì, che quand'anche le condizioni generali di contratto sottoscritte dal de cuius con il social network prevedessero un totale ed esplicito principio di intrasmissibilità, le stesse si considererebbero come non apposte o comunque inopponibili agli eredi.

L'esperienza portoghese

La legge n. 58 dell'8 agosto 2019, attuativa del regolamento (UE) 2016/679, statuisce che i diritti di accesso, rettifica e cancellazione, sono di default esercitati da chiunque sia stato designato a tal fine dalla persona deceduta o, in mancanza, dai suoi eredi, fatta salva una disposizione contraria espressa dal de cuius.

Anche qui in altre parole vige un principio di sopravvivenza dei diritti ed il diritto degli eredi di accedere agli account digitali e ai dati personali del defunto, salvo che il defunto – con una disposizione in vita – non lo abbia espressamente vietato ovvero designato una persona diversa dall'erede per esercitare tali diritti.

L'ESPERIENZA ITALIANA

Ai sensi dell'art. 2 *terdecies*¹ Codice della privacy, i diritti di cui agli articoli da 15 a 22 del Regolamento riferiti ai dati personali concernenti persone decedute, possono essere esercitati da chi ha un **interesse proprio**, o agisce a **tutela dell'interessato**, in qualità di suo mandatario, o per ragioni familiari meritevoli di protezione: il tutto fatta salva la volontà contraria del defunto il quale può espressamente escludere o limitare l'esercizio dei diritti da parte dei terzi attraverso: (i) una dichiarazione scritta,

¹ D.Lgs. 10 agosto 2018, n. 101, Art. 2-terdecies (Diritti riguardanti le persone decedute)

Comma 1. I diritti di cui agli articoli da 15 a 22 del Regolamento [Reg. UE 2016/679 c.d. GDPR, che non si applica alle persone decedute; v. Considerando 27] [diritto di accesso (art. 15), di rettifica (art. 16) e cancellazione (art. 17), di limitazione di trattamento (art. 18), di opposizione (art. 21), di portabilità dei dati (art. 20)] riferiti ai dati personali concernenti persone decedute possono essere esercitati da chi ha un interesse proprio [es. si pensi a un creditore che abbia accidentalmente cancellato la propria corrispondenza e intende accedere alla posta del de cuius per acquisire il titolo fondante la pretesa giudiziale; si pensi ad un successibile, erede o legatario, collegandosi al successivo co. 5; art. 620 co. 2 c.c. in materia di pubblicazione di testamento «chiunque crede di avere interesse» e co. 5 «chiunque vi ha interesse»], o agisce a tutela dell'interessato, in qualità di suo mandatario [mandato post mortem exequendum; esecutore testamentario], o per ragioni familiari meritevoli di protezione [interessi non patrimoniali di natura morale, affettiva].

Comma 2. L'esercizio dei diritti di cui al comma 1 non è ammesso nei casi previsti dalla legge o quando, limitatamente all'offerta diretta di servizi della società dell'informazione, l'interessato lo ha espressamente vietato con dichiarazione scritta presentata al titolare del trattamento o a quest'ultimo comunicata.

Comma 3. La volontà dell'interessato di vietare l'esercizio dei diritti di cui al comma 1 deve risultare in modo non equivoco e deve essere specifica, libera e informata; il divieto può riguardare l'esercizio soltanto di alcuni dei diritti di cui al predetto comma.

Comma 4. L'interessato ha in ogni momento il diritto di revocare o modificare il divieto di cui ai commi 2 e 3 [disposizioni che, in parte, si collegano all'art. 587 co. 2 c.c. «Le disposizioni di carattere non patrimoniale, che la legge consente siano contenute in un testamento, hanno efficacia, se contenute in un atto che ha la forma del testamento, anche se manchino disposizioni di carattere patrimoniale»; artt. 587 co. 1 e 588 c.c.].

Comma 5. In ogni caso, il divieto non può produrre effetti pregiudizievoli per l'esercizio da parte dei terzi [es. successibili aventi diritto per legge e/o per testamento] dei diritti patrimoniali che derivano dalla morte dell'interessato nonché del diritto di difendere in giudizio i propri interessi.

(ii) un testamento, (iii) istruzioni date in vita ai provider o mediante strumenti di pianificazione digitale (legacy contacts, gestori di account in caso di decesso).

In altri termini il legislatore italiano, se da un lato stabilisce un diritto alla trasmissione agli eredi, dall'altra conferisce alla volontà del defunto carattere preminente.

Il Codice privacy prevede, dunque, un allargamento rispetto all'art. 93 legge sul diritto d'autore, dove si prevede che, per gli epistolari e la corrispondenza, "allorché abbiano carattere confidenziale o si riferiscano alla intimità della vita privata" il consenso per la pubblicazione spetta al coniuge e ai figli, o, in loro mancanza, ai genitori; mancando il coniuge, i figli e i genitori, ai fratelli e alle sorelle, e, in loro mancanza, agli ascendenti e dei discendenti diretti fino al quarto grado. Il novero dei soggetti, quindi, è più ampio degli eredi e dei chiamati all'eredità. Non paiono esservi dubbi sul fatto che vi rientrino, tra gli altri, i conviventi more-uxorio, tenuto conto che la norma presta attenzione a situazioni di fatto (ragioni familiari) piuttosto che giuridiche.

SI TRATTA DI UN ACQUISTO IURE PROPRIO O EREDITARIO?

Tre le possibili soluzioni:

a) Parte della dottrina ha osservato che la previsione del comma 2, che ammette per l'interessato la possibilità di vietare l'esercizio post mortem dei diritti di cui al comma 1, solo mediante una dichiarazione scritta al titolare del trattamento dei dati, ha, come **unico presupposto, che vi debba essere necessariamente il «subingresso dei successori** del defunto nella titolarità di questi [diritti], vale a dire (...) un acquisto *iure hereditario*».

b) In realtà, proprio il fatto che si vieti "l'esercizio dei diritti" e non il trasferimento dei diritti, lascerebbe intendere il contrario, ossia che tali diritti siano **già** in capo ai soggetti indicati dalla norma che, quindi, potrebbero dirsi averli acquistati *iure proprio*.

c) Si noti che il Tribunale di Bologna, 25 novembre 2021, in un caso tragico relativo al suicidio di un adolescente e alla possibilità di accedere al suo iCloud, afferma «che ella [la madre] agisce *anche in qualità di erede* [enfasi aggiunta]» Il dettato normativo, quindi, dell'art. 2-terdecies configura un **doppio binario**: legittimazione straordinaria e titolarità «necessaria» degli eredi.

COME PREVENIRE CONTENZIOSI POST MORTEM?

Attualmente, il miglior sistema per disciplinare gli interessi digitali post mortem pare l'oculato utilizzo dello strumento testamentario con cui è possibile:

- vietare (e revocare o modificare il divieto) l'esercizio del diritto di accesso (art. 15), di rettifica (art. 16) e cancellazione (art. 17), di limitazione di trattamento (art. 18), di

opposizione (art. 21), di portabilità dei dati (art. 20) rispetto ai dati personali (Reg. UE 2016/679 c.d. GDPR)

- attribuire a titolo particolare o a titolo universale beni digitali
- specificare l'oggetto (immediato e mediato) del lascito, avendo cura (relatio ad locum, relatio al contenuto) di ben individuare se l'interesse del testatore sia quello di destinare la proprietà del supporto (ivi compreso il suo contenuto, di natura patrimoniale o non patrimoniale) al beneficiario della disposizione ovvero sia quello di "spacchettare" (con destinazione diversificata del relativo beneficiario) il contenuto digitale rispetto al supporto o alle "chiavi" che ne diano accesso
- legittimare il beneficiario della disposizione all'esercizio di taluni diritti nei confronti dei vari gestori di servizi (es. Meta, Instagram, Apple, Google ecc.), consentendo una successione parzialmente novata nel rapporto contrattuale.

ALCUNE CLAUSOLE TESTAMENTARIE:

Es. clausola 1) Ai sensi dell'art. 2-terdecies D.Lgs. 10 agosto 2018 n. 101, **autorizzo espressamente** [NOME COGNOME, generalità] all'esercizio dei diritti di cui agli artt. da 15 a 22 del Reg. UE 2016/679 e riferiti ai miei dati personali.

Es. clausola 2) Ai sensi dell'art. 2-terdecies D.Lgs. 10 agosto 2018 n. 101, autorizzo espressamente [NOME COGNOME, generalità] all'esercizio dei diritti di diritto di accesso (art. 15) e/o di rettifica (art. 16) e/o cancellazione (art. 17) e/o di limitazione di trattamento (art. 18) e/o di opposizione (art. 21) e/o di portabilità dei dati (art. 20), di cui al Reg. UE 2016/679 e riferiti ai miei dati personali.

Es. clausola 3) Ai sensi dell'art. 2-terdecies D.Lgs. 10 agosto 2018 n. 101, **nego e vieto l'esercizio** dei diritti di cui agli artt. da 15 a 22 del Reg. UE 2016/679 e riferiti ai miei dati personali.

Es. clausola 4) Ai sensi dell'art. 2-terdecies D.Lgs. 10 agosto 2018 n. 101, **nego e vieto** l'esercizio dei diritti di accesso (art. 15) e/o di rettifica (art. 16) e/o cancellazione (art. 17) e/o di limitazione di trattamento (art. 18) e/o di opposizione (art. 21) e/o di portabilità dei dati (art. 20), di cui al Reg. UE 2016/679 e riferiti ai miei dati personali.

QUALE LA DISCIPLINA APPLICABILE IN PRESENZA DI ELEMENTI DI TRANSNAZIONALITÀ?

In accordance with art. 3, para 2, EU Regulation no. 679/2016 (GDPR), from the standpoint of the 'territorial' criterion, the regulation applies to the processing of personal data:

1. carried out within the framework of the activities of an establishment by a controller or processor in the Union, regardless of whether processing occurs in the EU or not.
2. of data subjects located in the EU, carried out by a controller or processor not established in the EU, where the processing activities are related to: a) the offering of goods or services to such data subjects in the EU, irrespective of whether a payment by the data subject is required; or b) the monitoring of their behaviour insofar as said behaviour occurs within the EU.
3. carried out by a data controller not established in the EU but in a place subject to the law of a Member State under public international law. *[Applied in the Google España case, Judgment of 13th May 2014 in Case C-131/12 of the Court of Justice of the European Union; same principles used by Italian courts: search engines are subject to the European Directive on the protection of personal data].*

COSA ACCADE IN CASO DI CONFLITTO TRA EREDI, MANDATARIO E ALTRI INTERESSATI?

Qualora si applichi la legge italiana², l'art. 2 terdecies Codice della privacy non prevede, per dir così, una forma di gradazione, quindi non è chiaro se la volontà degli eredi debba essere preferita a quella degli altri soggetti indicati della norma.

Un possibile richiamo normativo, nonché una lettura assiologica e non formalistica della disposizione, dovrebbe condurre a una possibile chiave interpretativa.

a) L'art. 24 comma 3 legge sul diritto d'autore, che prevede che in caso di dissenso sulla pubblicazione di opere inedite tra i diversi eredi "decide l'autorità giudiziaria, sentito il pubblico ministero. È rispettata, in ogni caso, la volontà del defunto, quando risulti da scritto".

² Art. 3 DIP (d.lgs. 218/1995): Ambito della giurisdizione

Art. 9 DIP (d.lgs. 218/1995): Giurisdizione volontaria: legge nazionale quando il provvedimento richiesto concerne cittadino italiano o rapporti ai quali è applicabile la legge italiana

Art. 24 DIP: Diritti della personalità: legge nazionale del soggetto dei cui diritti si tratta

Art. 46 DIP: Successione per causa di morte, ora superato dal Reg. UE 650/2012 artt. 20-27 : da legge nazionale a legge dello Stato di residenza

Art. 48 DIP: Forma del testamento

Art. 51 DIP: Possesso e diritti reali: legge del luogo in cui i beni si trovano

Quando in base alle norme vigenti è la collocazione del bene a determinarle, la natura aterritoriale dei beni digitali elude i comuni criteri di individuazione del giudice competente e suscita dubbi. Il suggerimento della dottrina processualistica è anche qui di superare l'impasse "localizzando" i beni virtuali in dipendenza del luogo in cui può essere esercitato il potere su di essi, e quindi del luogo ove è il loro titolare. In giurisprudenza lo stesso criterio si trova applicato dalla High Court of Justice nella decisione D'Aloia v. person unknown & others, del 24 giugno 2022.

Art. 54 DIP: Diritti su beni immateriali: legge dello Stato di utilizzazione

Art. 57 DIP: Obbligazioni contrattuali, Convenzione di Roma del 19 giugno 1980 esecutiva con L. 975/1984

Art. 5 c.p.c.: Momento determinante della giurisdizione e della competenza (collegato all'art. 8 DIP: Momento determinante della giurisdizione)

b) Occorre una valutazione casistica, tenendo in considerazione gli interessi prevalenti, che potrebbero discendere anche dalla persona del *de cuius* (eventuale personaggio pubblico).

La giurisprudenza sull'art. 93 legge sul diritto d'autore ritiene che: a) se la conoscenza dello scritto è richiesta ai fini di un giudizio civile o penale, allora c'è prevalenza sulla volontà del *de cuius* o degli eredi (Cass. 19/06/2020, n. 11979; 20/09/2013, n. 21612); il carattere privato e intimo della corrispondenza costituisce “un limite specifico al diritto di informazione, e perciò anche della ricerca storiografica” (Trib. Roma, 22/05/2018).

Il comma 5 dell'art. 2 terdecies si occupa di questo aspetto stabilendo che “In ogni caso, il divieto non può produrre effetti pregiudizievoli per **l'esercizio da parte dei terzi dei diritti patrimoniali che derivano dalla morte dell'interessato nonché del diritto di difendere in giudizio i propri interessi**”.

Sul punto il **Garante per la protezione dei dati personali (provvedimento 26 ottobre 2023)**, ha ammesso che l'accesso possa avvenire, ai sensi dell'art. 6 GDPR, sulla base del legittimo interesse, che deve essere:

- autentico,
- serio,
- non strumentale né surrettizio,
- concreto e attuale, non meramente potenziale.

LIMITI AL DIRITTO DI ACCESSO

L'art. 2 terdecies, comma 3, ultimo inciso, stabilisce che “il divieto può riguardare l'esercizio soltanto di alcuni dei diritti di cui al predetto comma”. È possibile però che il *de cuius* limiti ulteriormente, per esempio ammettendo l'accesso ai propri *account di social network* e ai contenuti pubblicati (es. fotografie, commenti, ecc.), ma non alla corrispondenza associata agli stessi?

a) Le **direttive generali** riguardano l'insieme dei dati personali relativi alla persona interessata e possono essere registrate presso un **terzo fiduciario digitale** certificato dalla Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

b) Le **direttive particolari** riguardano i trattamenti di dati personali menzionati in tali direttive. Esse sono registrate presso i **titolari del trattamento** interessati. Sono soggette al consenso specifico della persona interessata, ma non si fa riferimento al requisito della forma scritta.

Il Codice privacy italiano nulla dispone al riguardo.

Il Garante, nel provvedimento anzidetto del 26 ottobre 2023, ha chiarito che il diritto di accesso non può essere:

- usato per fini speculativi,
- strumentalizzato per ottenere informazioni intime del defunto senza ragione giustificata,
- esercitato contro la volontà del de cuius.

Il diritto di accesso quindi non può ledere:

- la reputazione del defunto,
- la dignità e il rispetto della sua memoria,
- eventuali scelte di riservatezza espressamente manifestate.

Di tale aspetto si occupa anche la sentenza della **Cassazione 8 settembre 2015, n. 17790** la quale ha stabilito che:

- il diritto dell'erede o del legittimato non può incidere sui dati personali di terzi,
- l'accesso deve essere limitato ai dati strettamente necessari allo scopo.

Quindi sembrerebbe farsi richiamo al principio di minimizzazione, di cui all'art. 5 GDPR, secondo cui il trattamento dei dati debba interessare il numero minimo di dati personali.

Similmente, la **Cassazione 13 dicembre 2021, n. 39531**, seppur relativa ad un rapporto patrimoniale (contratto di assicurazione), ha ribadito che:

- l'erede può accedere ai dati relativi al contratto stipulato dal de cuius,
- ma non può ottenere dati riguardanti la salute o la vita privata di soggetti terzi coinvolti,
- salvo consenso o salvo siano indispensabili per far valere un diritto in giudizio (art. 2-terdecies, co. 5).

Resta un ulteriore problema. Le **condizioni generali di contratto** dei servizi digitali (iCloud, social network, ecc.) possono limitare i diritti riconosciuti dall'art. 2 terdecies del Codice privacy?

In Francia, l'art. 85 della Loi Informatique et Libertés ha chiarito che “Qualsiasi clausola contrattuale contenuta nelle condizioni generali d'uso di un trattamento di dati personali che limiti le prerogative riconosciute alla persona ai sensi del presente articolo è considerata **come non apposta**”.

La giurisprudenza italiana, in più occasioni, ha affermato che **la volontà del defunto prevale sulle condizioni generali del social network** (Trib. Venezia ordinanza del 4 giugno 2025 (n. 5516/2025), Trib. Roma, Tribunale di Milano 10 febbraio 2021).

Di particolare interesse è un passaggio della pronuncia veneziana, dove si afferma che “I familiari possono ottenere accesso se ciò è coerente con la volontà presunta del de cuius o in assenza di una volontà contraria”.

Quindi si **supera il requisito formale dello scritto**, ritenendo che la dimostrazione della volontà del de cuius – però questa nei confronti dei servizi digitali – possa essere ricavata anche da altri elementi probatori.

GLI ALTRI PAESI INTERVISTATI ³

In tutti gli altri paesi dove non esiste una legislazione ad hoc (e sono la maggior parte) che disciplini la sorte dei dati/account digitali (e-mail, social media, file cloud, ecc.) di tutti i fornitori e dei diritti di accesso sottostanti, resta fondamentale la pianificazione successoria con l'aiuto del proprio notaio di fiducia: resta di fondamentale importanza che le volontà del testatore siano manifestate per iscritto affinché vengano rispettate: occorre quindi, inter alia, elencare account, password, istruzioni di eredità e nominare chi dovrebbe essere l'"esecutore" della propria identità digitale latu sensu (in alcuni social network denominato “contatto erede”).

SOLUZIONE DEL CASO PRATICO ⁴

a) Legge applicabile alla successione

Brigitte Mardot è cittadina francese, ma residente a Torino: si applicherà pertanto l'art 21 del Regolamento Successorio Europeo (Reg UE 650/2012), quindi la legge italiana quale legge dello Stato di residenza abituale della defunta.

b) Conto in bitcoin

Non può disconoscersi il valore patrimoniale delle criptovalute, essendo le medesime comunque in grado, benché solo nella ristretta comunità dei suoi utilizzatori, di assurgere a unità di misura degli scambi di beni e servizi, potendosi qualificare come beni mobili digitali. D'altronde le stesse sono espressamente prese in considerazione dall'art. 1 lett. qq) D.Lgs. 21 novembre 2007 n. 231, in materia di antiriciclaggio, che definisce la «valuta virtuale» come «la rappresentazione digitale di valore, non emessa né garantita da una banca centrale o da un'autorità pubblica, non necessariamente collegata a una valuta avente corso legale, utilizzata come mezzo di scambio per l'acquisto di

³ Trattasi del Regno Unito, Andorra, Armenia, Bulgaria, Croazia, Grecia, Ungheria, Lituania, Malta, Macedonia del Nord, Slovacchia, Slovenia, Serbia, Svizzera, Turchia, Ucraina.

⁴ Brigitte Mardot, cittadina francese residente a Torino, in Italia, muore lasciando un patrimonio digitale consistente, ovvero:

- Un conto in bitcoin di valore significativo,
- account di posta elettronica, tra cui la sua corrispondenza personale con l'attore Alain Deloin
- Ottime playlist su Spotify
- Una libreria digitale di film;
- Foto di famiglia su iCloud;
- Il suo profilo su Instagram, con 1 milione di follower, che generava entrate regolari grazie a partnership pubblicitarie.

beni e servizi o per finalità di investimento e trasferita, archiviata e negoziata elettronicamente». Ne consegue che la criptovaluta in esame può annoverarsi tra i beni suscettibili di delazione ereditaria.

c) Playlist di Spotify

La playlist potrebbe essere assimilata alla categoria di quei beni digitali “on line” non assistiti da un diritto esclusivo ed assoluto di proprietà in capo al soggetto che ne è titolare: questi è piuttosto titolare di un “contratto di licenza” ovvero di una posizione contrattuale che gli attribuisce la facoltà di poter fruire dei contenuti oggetto di accordo a determinate condizioni e per un certo periodo di tempo (mai eccedente la sua vita) dietro corresponsione di un canone periodico o una tantum.

Detto contratto è ricondotto dalla migliore dottrina (Rossello) nell'alveo dei contratti atipici e si ritiene che allo stesso possano estendersi, nei limiti della compatibilità, le regole proprie del contratto di locazione.

Preso atto di tale configurazione sembra necessario concludere per la intrasferibilità, a causa di morte, di beni digitali concessi in licenza, giacché l'utilizzatrice non acquisisce altro che un diritto di utilizzo dei medesimi per un tempo determinato e, quindi, non maturando al riguardo alcun diritto dominicale, non si potrà annoverare tale bene nel patrimonio ereditario digitale della defunta.

d) Biblioteca digitale di film

Al riguardo sembra opportuno precisare che se i medesimi fossero allocati su una piattaforma accessibile tramite abbonamento tornerebbero in gioco le considerazioni appena svolte per i beni digitali concessi in licenza.

Nel caso in cui, al contrario, la collezione di film possa dirsi in titolarità piena ed esclusiva della defunta, per averne la stessa acquisito la proprietà pagandone il prezzo ci si troverebbe, senza dubbio, di fronte a beni digitali off line a contenuto patrimoniale giacché forniti di valore economico intrinseco per la sua titolare.

A seconda, quindi, della scelta di fondo che si effettuerà circa la titolarità della collezione di film si raggiungeranno conclusioni diverse circa la trasmissibilità a causa di morte, essendo a ciò idonea solo una situazione soggettiva che non si estingua in ragione della medesima.

Per il caso in cui si accedesse all'idea della predetta biblioteca di film come insieme di beni digitali che appartengono ad una stessa persona ed aventi una destinazione unitaria potrebbe trovare applicazione, nella logica della successione a titolo particolare, l'articolo 816 del c.c. italiano.

e) Foto di famiglia ed account di posta elettronica con corrispondenza personale

Tali beni, ad opinione della dottrina e della giurisprudenza di merito che se ne è occupata, possono essere annoverati tra gli "scritti" di carattere confidenziale o riferiti all'intimità della vita privata".

Tale categoria non riceve disciplina dal legislatore.

La perimetrazione di tali concetti, quindi, è stata affidata al formante giurisprudenziale, il quale, facendo proprie le considerazioni di quello sapienziale, ha precisato che è "confidenziale" lo scritto in cui il suo autore intende aprire il proprio animo al destinatario, atteso il particolare rapporto fiduciario che li lega, per comunicare al medesimo suoi stati d'animo, sentimenti ed opinioni, a prescindere dal contesto in cui ciò avviene, ovvero teso a condividere aspetti dell'intimità della vita privata.

A tali beni sembra potersi applicare la Legge 633 del 1941 sul diritto d'autore e, segnatamente, l'articolo 93 in guisa che i successori non potranno disporne liberamente, ma dovranno, da un lato, rispettare il diritto alla riservatezza del mittente e dall'altro non potranno pubblicare, riprodurre o divulgare nulla senza il consenso dei prossimi congiunti del destinatario (se diversi dai successori) i quali, infatti, avranno il diritto di opporsi.⁵

f) Profilo instagram con 1 milione di followers che genera entrate regolari grazie alle sponsorizzazioni e alla pubblicità.

La questione evoca il tema della successione nell'account che può essere definito come una relazione contrattuale tra il fornitore del servizio e l'utilizzatore per la fruizione di uno specifico ambiente virtuale personalizzabile.

L'account, a differenza degli altri beni digitali, è sempre di proprietà del fornitore ed il suo utilizzo è regolato dalle condizioni sottoscritte al tempo dell'iscrizione (spesso ove si trovano clausole che impongono l'intrasmissibilità dei contenuti o la necessaria cancellazione degli stessi).

Tali circostanze possono ostacolare, in attesa di una pronuncia giudiziaria, il trapasso dei suoi contenuti digitali, i quali, tuttavia, avendo un indubbio connotato economico sembrerebbero essere idonei al trasferimento *mortis causa*, rimanendo da verificare, in concreto, solo le modalità con cui ciò possa avvenire.

⁵ Si ricorda che il Garante della Privacy, nel provvedimento del 26 ottobre 2023, ha chiarito che il diritto di accesso non può essere:

- usato per fini speculativi,
- strumentalizzato per ottenere informazioni intime del defunto senza ragione giustificata,
- esercitato contro la volontà del de cuius.

Il diritto di accesso quindi non può ledere:

- la reputazione del defunto,
- la dignità e il rispetto della sua memoria,
- eventuali scelte di riservatezza espressamente manifestate.

Nel caso di specie le condizioni generali d'uso del social network in questione testualmente dispongono:

"7.2 Titolari dei diritti ai sensi del presente contratto.

Il presente contratto non concede diritti a terzi.

L'utente non può trasferire gli obblighi o i diritti previsti dal presente contratto senza il nostro consenso.

I nostri diritti e obblighi possono essere ceduti ad altri. Ad esempio, ciò potrebbe verificarsi in caso di mutamento della nostra proprietà (mediante fusione, acquisizione o vendita di beni) o per legge"

7.4 Gestione delle controversie.

In caso di reclami o controversie relative all'uso del Servizio da parte dell'utente in qualità di consumatore, l'utente e Meta accettano di risolvere controversie e reclami individuali dinanzi a un tribunale competente del Paese di residenza principale dell'utente che abbia giurisdizione in merito. In questo caso, si applicano le leggi del Paese in questione, indipendentemente dalle disposizioni sui conflitti di leggi.

In caso di reclamo o controversia derivante dall'uso del Servizio in qualsiasi altra veste, tra cui, a titolo esemplificativo e non esaustivo, l'accesso e l'uso del Servizio a scopo aziendale o commerciale, l'utente ne accetta la risoluzione dinanzi a un tribunale competente in Irlanda e accetta l'applicazione delle leggi irlandesi, indipendentemente dalle disposizioni sui conflitti di leggi".

CONSIDERAZIONI CONCLUSIVE

- Non vi è dubbio che la società nel suo insieme sta subendo una profonda trasformazione e con essa il diritto contemporaneo, il tutto indotto oltre che dalla globalizzazione, dal policentrismo normativo dalla sua internazionalizzazione segnata dalla contraddittorietà e dalla indeterminatezza delle regole stesse.
- Di fronte alla complessità dei rapporti sociali ed alla mancanza di regole che li possano disciplinare ecco la sempre maggior rilevanza del ruolo del notaio come professionista che intercetta le nuove esigenze della società, le traduce in soluzioni innovative (anche se costruite de iure condito), crea soft law (diritto morbido) per poi ispirare il legislatore che con i suoi tempi più lunghi arriva poi a legiferare.
- Non possiamo pertanto non auspicare che il legislatore intervenga nel creare una disciplina nazionale, anzi preferibilmente europea, con un linguaggio comune volta a
 - riconoscere giuridicamente il **patrimonio digitale** come oggetto di successione, garantendo agli eredi un diritto di accesso, gestione e disposizione, entro limiti predefiniti;
 - definire lo **statuto della identità digitale** come bene extra-patrimoniale tutelato anche dopo la morte e sottratto ad ogni rischio di mercificazione

- Stabilire un quadro uniforme di **rapporti tra eredi e fornitori di servizi digitali** mediante obblighi di cooperazione, interoperabilità e rispetto della volontà del de cuius
- Prevedere **strumenti giuridici innovativi** (come testamenti digitali, esecutori informatici e registri fiduciari di credenziali) per assicurare la concreta attuazione della volontà post mortem

L'eredità digitale ci mette davanti ad una verità molto semplice: non saremo ricordati per gli oggetti che abbiamo posseduto, ma per le tracce che abbiamo lasciato.

E queste tracce, oggi, non sono nei cassette. Sono nei server.

Noi notai siamo – permettetemi l'immagine – i custodi delle ultime serrature di questi cassette ed in qualche modo anche della vita.

La penna, il sigillo, il metodo non sono strumenti del passato: sono strumenti che servono proprio quando tutto diventa volatile, intangibile, “nuvola/cloud” e soprattutto quando ci si trova in un momento di transizione e di vuoto normativo che provoca incertezza.

Non dimentichiamo però una cosa: che il vuoto normativo può essere veicolo attraverso cui esaltare sempre più la centralità della volontà del de cuius e quindi la centralità del notaio come ponte tra l'autonomia privata e la certezza dello Stato di Diritto.

Finché ci sarà qualcuno che avrà qualcosa da lasciare – e qualcun altro pronto a raccoglierlo – il nostro ruolo di cerniera resterà essenziale.

Anche nel digitale. Anzi credetemi: soprattutto nel digitale.





RESUMEN



ACCADEMIA TURÍN

Por Valentina Rubertelli, Presidenta

Introducción

La elección del tema para la Academia que se celebrará en Turín el 20 de noviembre de 2025 parte de una simple observación:

«Nuestra legislación sucesoria se ha desarrollado para los bienes tangibles. Hoy en día, tenemos que lidiar con Instagram, las criptomonedas y las fotos de nuestras mascotas almacenadas en la nube. En otras palabras, debemos preguntarnos qué ocurre con nuestro correo electrónico, nuestros perfiles en redes sociales, nuestros álbumes de fotos digitales, nuestros mensajes privados, nuestros documentos personales almacenados en la nube, nuestro historial de búsqueda en la web y nuestras listas de contactos, por no hablar de nuestras conversaciones más íntimas.

En 2019, un estudio del Oxford Internet Institute estimó que, para 2070, el número de cuentas pertenecientes a personas fallecidas superará al de usuarios vivos en las redes sociales. A modo de ejemplo, se calcula que cada día fallecen alrededor de 8 000 titulares de cuentas de Facebook.

Por ello, hemos tratado de comprender cómo desenvolvernó en este nuevo mundo que, aunque virtual, requiere protección jurídica, ya que nosotros, los notarios, más que nadie, estamos llamados a ofrecer soluciones a nuestros clientes.

Por ello, hemos partido de un ejemplo muy básico para dejar claro a todo el mundo que no estamos hablando de cuestiones futuras, sino del presente.

Imaginemos que Brigitte Mardot, una ciudadana francesa residente en Turín, es decir, en Italia, fallece dejando un patrimonio digital considerable, a saber:

- ♦ Una cuenta de **bitcoins** de gran valor;
- ♦ Cuentas de **correo electrónico**, incluida su correspondencia personal con el actor Alain Deloin;
- ♦ Excelentes **listas de reproducción** en Spotify;
- ♦ Una biblioteca de películas digitales;

- ♦ Fotos familiares en iCloud;
- ♦ Su **perfil de Instagram, con un millón de seguidores**, que generaba ingresos de forma regular a través de colaboraciones publicitarias.

¿Qué respuestas podemos dar en este caso?

Para ello, primero debemos **analizar** cada uno de los aspectos y, a continuación, intentar ofrecer una solución.

Debemos partir de la idea de que el tema de hoy —**la herencia digital**— no es ni una moda ni un ejercicio estilístico: es la consecuencia natural del hecho de que una parte cada vez más importante de nuestras vidas ya no se desarrolla en un **espacio físico**, sino en uno **digital**.

Cada día **almacenamos documentos** en la nube, nos comunicamos a través de plataformas y guardamos fotografías, recuerdos familiares, relaciones profesionales y personales. Junto a estos contenidos, están surgiendo **nuevos activos** que adquieren **relevancia patrimonial**: criptomonedas, monederos electrónicos, contenidos monetizados e identidades digitales con visibilidad pública o incluso valor económico.

Ante esta realidad, los profesionales del derecho —y especialmente **los abogados civilistas y los notarios**— tenemos el deber de **evitar dos errores opuestos**:

- en primer lugar, **inventar nuevas categorías de la nada**, como si lo digital fuera otro planeta;
- En segundo lugar, **negar el problema**, como si bastara con aplicar las mismas reglas de siempre sin ningún tipo de adaptación.

El equilibrio se encuentra en un término medio: **preservar el método**, sin ignorar un fenómeno nuevo como consecuencia inevitable de la evolución de las costumbres, tradiciones y necesidades de la sociedad.

La tradición del derecho civil ya nos proporciona las herramientas conceptuales: el concepto de **universalidad de la sucesión**, la distinción entre **derechos patrimoniales y derechos personales (intransferibles)** y la centralidad de los **deseos del difunto** como criterio regulador. Estos principios no deben ser ignorados: deben adaptarse a un contexto diferente.

En otras palabras, no es necesario crear una nueva ley de sucesiones, sino **aplicar las normas de la ley vigente al entorno digital**.

La primera distinción fundamental —y la más importante— es la que se establece entre los **activos digitales** y la **identidad digital**. Los activos que tienen un valor patrimonial directo o indirecto pueden transmitirse a los herederos, de conformidad con la ley de sucesiones.

La **identidad digital**, por su parte, es una proyección de la persona y, como tal, es **altamente personal e intransferible**. En este caso, la ley tiene otra función: no regular la transferencia mortis causa, sino **proteger la dignidad y la memoria, así como la privacidad**, del fallecido y de las personas con las que mantuvo relaciones.

Por lo tanto, se ha intentado **aclarar** esta distinción: **diferenciar** entre lo que se transmite y lo que no, y sobre todo comprender **cómo se transmite**.

Como sabemos, en el mundo digital el acceso a los contenidos no se puede dar por sentado: los contenidos existen, pero sin contraseñas, claves de cifrado o la colaboración de las plataformas, **no están legalmente disponibles**.

Aquí, **el derecho** se cruza con **la tecnología** y, en cierto modo, también con **la sociología y la filosofía**.

ACTIVOS DIGITALES

Los «activos digitales» no son más que bienes muebles representados en formato binario, es decir, mediante un tipo concreto de «lenguaje» (una secuencia lógica computacional de ceros y unos denominada «bits», del inglés «binary digit») con el que se crean, procesan, intercambian y almacenan por medio de un ordenador.

También es necesario distinguir entre el **contenido digital** (activos digitales y datos digitales) —objetos mediados— y las “**claves de acceso**” y los **soportes** (o contenedores) —objetos inmediatos— en los que se almacena o conserva dicho contenido.

Un método distintivo, que desde un punto de vista jurídico parece útil para identificar el objeto (digital) de la sucesión, es aquel que diferencia su naturaleza entre:

“Activos digitales fuera de línea” (recursos digitales no basados en la web)

- archivos, programas informáticos y documentos electrónicos creados o adquiridos por el fallecido (como imágenes, archivos de audio, vídeos, películas, documentos de texto, nombres de dominio, sitios web, blogs, etc.), independientemente del soporte físico de almacenamiento (disco duro, memoria USB, CD-ROM, DVD, ordenador, smartphone o tableta, etc.) o del soporte virtual de almacenamiento (almacenamiento en la nube, por ejemplo, Google Drive, Dropbox, iCloud, OneDrive, etc.)

“Activos digitales en línea”

(recursos y contenidos digitales basados en la web)

- todos aquellos que se encuentran en la web y que se crean, intercambian y procesan a través de contratos de servicio celebrados con proveedores de servicios mediante cuentas (correo electrónico, p. ej., Virgilio, Libero, Yahoo, Google; redes sociales, p. ej., WhatsApp, Instagram, Twitter, Facebook, TikTok; servicios financieros, p. ej., Binance; comercio electrónico, p. ej., Amazon, Ebay; pagos electrónicos, p. ej., PayPal, Satispay).

Las denominadas **criptomonedas** (también conocidas como “monedas virtuales”) son activos financieros digitales basados en la tecnología de contabilidad distribuida y, por lo tanto, se consideran bienes muebles digitales.

Pueden mantenerse directamente (en este caso, se almacenan en monederos cuyas claves de acceso están bajo el control del propietario) o indirectamente (a través de fondos de inversión u otros intermediarios profesionales). Las cuestiones prácticas se refieren, en general, en el primer caso (tenencia directa), a la identificación del monedero (ya sea un monedero web, un monedero caliente, un monedero de hardware, un monedero de software o un monedero de papel) y a la recuperación de las credenciales de acceso; en el caso de los activos mantenidos indirectamente, estos activos digitales forman parte de la herencia que se distribuirá entre los herederos, a menos que sean objeto de un legado específico.

Un “**documento informático**” es un documento electrónico que contiene la representación electrónica de actos, hechos o datos jurídicamente relevantes (art. 1, apartado 1, letra p), del Decreto Legislativo n.º 82/2005, Código de Administración Digital). Se trata de cualquier contenido almacenado en formato electrónico, en particular textos o grabaciones de audio, visuales o audiovisuales.

¿QUÉ NO ES UN ACTIVO DIGITAL?

Contrariamente a lo que se cree comúnmente,
los siguientes elementos no entran dentro del concepto de activos digitales:

- **La denominada “cuenta”**, que no es más que una relación contractual entre el proveedor de servicios de Internet (ISP) y el usuario. En virtud de esta relación contractual, el usuario puede hacer uso de un servicio y de un entorno virtual específico (que sigue siendo propiedad del proveedor), normalmente personalizable, con contenidos específicos y funciones exclusivas (cuyo uso se rige por el contrato firmado con el usuario). En este caso, la sucesión podría afectar, como mucho, a la **relación contractual normal**, pero no estaría autorizada por el contrato (tipo) celebrado con el proveedor de servicios de Internet.

- Las denominadas **credenciales (o contraseñas)**, que, lejos de ser activos digitales, pueden clasificarse como meras llaves virtuales para acceder al contenido (tangible o intangible) que ocultan (ya sea de forma voluntaria o necesaria) y que tienen una función protectora e identificativa.
- Las **cuentas en línea** son una mera extensión virtual de una cuenta real y, por lo tanto, se rigen por las normas ordinarias de la sucesión mortis causa.

¿QUÉ PARTES DEL PATRIMONIO (DIGITAL) NO SE INCLUYEN EN LA SUCESIÓN?

Quedan excluidos de la sucesión:

- **los bienes digitales pirateados** (debido a su ilegalidad, aunque estén protegidos por sistemas de seguridad)
- **contenido bajo licencia**, ya que el fallecido no es propietario de la copia del programa bajo licencia. De hecho, la «licencia de usuario» es un contrato atípico mediante el cual el licenciante (proveedor de servicios de TIC) concede al licenciataria (usuario) el derecho personal de uso (aplicando, por analogía, las normas que rigen los arrendamientos) una o varias copias de un programa que da acceso y permite la lectura, visualización y uso de contenidos digitales (de forma gratuita o a cambio de una contraprestación, es decir, mediante el pago de una suma única o mediante cuotas de suscripción periódicas).
- **cuentas de firma electrónica** (por ejemplo, las proporcionadas por Aruba, Namirial o Infocert). Consiste en estampar una firma manuscrita en un documento: es un elemento esencial del documento para identificar su origen y su autor, y así atribuirle efectos jurídicos (la capacidad jurídica y la capacidad de obrar cesan con el fallecimiento).
- **cuentas de identidad digital** (por ejemplo, SPID), ya que contienen información altamente personal que justifica su cancelación tras el fallecimiento del titular.

¿QUÉ DIFERENTES FORMAS DE PROTECCIÓN EXISTEN EN EUROPA?

Marco jurídico comparativo

Legislación de la UE

El considerando 27 del Reglamento (UE) 2016/679 sobre la protección de datos personales establece que “El presente Reglamento no se aplica a los datos personales de personas fallecidas. Los Estados miembros podrán establecer normas relativas al tratamiento de los datos personales de personas fallecidas”.

Pocos Estados han legislado al respecto. Hemos intentado resumir las experiencias de los países en los que el legislador o el poder judicial han abordado esta cuestión con el fin de examinar los diferentes enfoques.

Se alternan dos principios: el **derecho al olvido** y la **transferencia de la identidad digital a terceros** (como herederos o familiares).

La experiencia francesa

Mediante la Ley n.º 2016-1321, de 7 de octubre de 2016, relativa a la República Digital, Francia ha adoptado un enfoque similar al del derecho al olvido: en otras palabras, por defecto, se aplica un principio de extinción de los derechos sobre los datos personales tras el fallecimiento, salvo que el fallecido haya dado instrucciones previas sobre el acceso a dichos datos, su conservación, supresión, comunicación, etc.

Por ello, a falta de instrucciones previas del fallecido, los herederos pueden solicitar un acceso muy limitado a su cuenta, es decir, bajo determinadas condiciones, por ejemplo: cuando el acceso sea necesario para la preparación de la declaración de sucesión o la liquidación de la herencia, para eliminar o actualizar la cuenta de usuario, o cuando esta esté vinculada a recuerdos familiares.

El análisis del artículo 85 de la Ley de Informática y Libertades resulta interesante, ya que distingue entre instrucciones generales y específicas:

a) Las **instrucciones generales** se refieren a todos los datos personales de la persona en cuestión y pueden registrarse ante un **administrador digital externo** certificado por la Comisión Nacional de Informática y Libertades (CNIL).

b) Las **instrucciones especiales** se refieren al tratamiento de los datos personales mencionados en las presentes instrucciones. Están registradas ante los **responsables del tratamiento** correspondientes. Están sujetas a la condición específica del consentimiento del interesado, pero no se hace referencia al requisito de la forma escrita.

Queda una cuestión más por resolver. ¿Pueden los **términos y condiciones contractuales generales** de los servicios digitales (iCloud, redes sociales, etc.) limitar los derechos de privacidad?

En Francia, el artículo 85 de la Ley de Informática y Libertades ha aclarado que “Cualquier cláusula contractual incluida en las condiciones generales de uso del tratamiento de datos personales que limite las prerrogativas reconocidas a las personas físicas en virtud del presente artículo se considerará **nula y sin efecto**”.

La experiencia española

De conformidad con el art. 96 de la LOPDDGDD y el art. 2 del Código de la Privacidad, se aplica el principio de la supervivencia de los derechos del interesado tras su fallecimiento: los herederos podrán, por defecto, acceder a las cuentas digitales y a los datos personales del fallecido, salvo que este lo haya prohibido expresamente en vida (por ejemplo, en un testamento).

La experiencia de Cataluña

De conformidad con el artículo 411-10.6 del Código Civil de Cataluña, el derecho al olvido se aplica por defecto; en otras palabras, el principio es el de la supresión de los datos y de los datos personales: a falta de instrucciones explícitas dejadas por el fallecido, se presume que este deseaba que se suprimieran o cancelaran sus perfiles digitales.

La experiencia de Alemania

Aunque no existe una legislación específica, se ha producido un importante precedente jurídico que ha marcado un hito para todos los demás países: en su resolución de 27 de agosto de 2020 (III ZB 30/20), el Tribunal Federal de Justicia alemán (BGH, pronunciado «bay-gay-hah») dictaminó que Facebook debía conceder a los padres acceso directo a la cuenta de su hija fallecida, al tiempo que les prohibía utilizarla de forma activa, respaldando así el principio de la supervivencia de la identidad digital de la persona fallecida y equiparando la relación contractual entre el usuario (fallecido) y la red social con cualquier otro bien o derecho incluido en la herencia. Añadió que, incluso si las condiciones generales del contrato firmado por la fallecida con la red social establecían un principio total y explícito de intransferibilidad, estas se considerarían nulas y sin efecto o, en cualquier caso, inaplicables frente a los herederos.

La experiencia portuguesa

La Ley n.º 58, de 8 de agosto de 2019, por la que se transpone el Reglamento (UE) 2016/679, establece que los derechos de acceso, rectificación y supresión serán ejercidos, por defecto, por cualquier persona designada a tal efecto por el fallecido o, en su defecto, por sus herederos, salvo que el fallecido haya dispuesto expresamente lo contrario.

En otras palabras, también en este caso se aplica el principio de la supervivencia de los derechos, y los herederos tienen derecho a acceder a las cuentas digitales y a los datos personales del fallecido, a menos que este, mediante una disposición tomada en vida, lo haya prohibido expresamente o haya designado a una persona distinta del heredero para ejercer dichos derechos.

LA EXPERIENCIA ITALIANA

De conformidad con el artículo 2 terdecies¹ del Código de Protección de Datos, los derechos previstos en los artículos 15 a 22 del Reglamento relativos a los datos personales de personas fallecidas podrán ser ejercidos por cualquier persona que tenga un **interés personal** o que actúe en **defensa de la persona en cuestión**, en calidad de representante de esta, o por motivos **familiares** dignos de protección: todo ello sin perjuicio de la voluntad contraria del fallecido, quien podrá excluir o limitar expresamente el ejercicio de los derechos por parte de terceros mediante: (i) una declaración escrita, (ii) un testamento, o (iii) instrucciones proporcionadas en vida a los proveedores o a través de herramientas de planificación digital (contactos de legado, gestores de cuentas en caso de fallecimiento).

En otras palabras, aunque la legislación italiana reconoce el derecho de los herederos a la sucesión, también da prioridad a los deseos del difunto.

Por lo tanto, el Código de Privacidad amplía el alcance del artículo 93 de la Ley de Propiedad Intelectual, que establece que, en el caso de las cartas y la correspondencia, «cuando sean confidenciales o se refieran a la intimidad de la vida privada», el consentimiento para su publicación lo otorgan el cónyuge y los hijos o, en su defecto, los padres; a falta de cónyuge, hijos y padres, los hermanos y hermanas, y, en su defecto, los ascendientes y descendientes directos hasta el cuarto grado. La lista de personas es, por lo tanto, más amplia que la de los herederos y los titulares del derecho a here-

¹ Decreto legislativo de 10 de agosto de 2018, n.º 101, art. 2-terdecies (Derechos relativos a las personas fallecidas)

Apartado 1. Los derechos previstos en los artículos 15 a 22 del Reglamento [Reglamento (UE) 2016/679, conocido como RGPD, que no se aplica a las personas fallecidas; véase el considerando 27] [derecho de acceso (art. 15), derecho de rectificación (art. 16) y derecho de supresión (art. 17), derecho a la limitación del tratamiento (art. 18), derecho de oposición (art. 21), derecho a la portabilidad de los datos (art. 20)] relativos a los datos personales de personas fallecidas pueden ser ejercidos por cualquier persona que tenga un interés personal [por ejemplo, un acreedor que haya borrado accidentalmente su correspondencia y desee acceder al correo del fallecido para conocer los fundamentos de la reclamación legal; por ejemplo, un heredero o legatario, en relación con el siguiente apartado 5; artículo 620, apartado 2, del Código Civil sobre la publicación de testamentos «cualquier persona que considere tener un interés» y apartado 5 «cualquier persona que tenga un interés»], o que actúe para proteger al interesado, en calidad de representante de este [mandato que debe cumplirse post mortem; albacea del testamento], o por motivos familiares dignos de protección [intereses no patrimoniales de naturaleza moral o afectiva].

Apartado 2. No se permite el ejercicio de los derechos contemplados en el apartado 1 en los casos previstos por la ley o cuando, limitándose a la oferta directa de servicios de la sociedad de la información, el interesado lo haya prohibido expresamente mediante declaración escrita remitida o comunicada al responsable del tratamiento.

Apartado 3. La voluntad del interesado de prohibir el ejercicio de los derechos establecidos en el apartado 1 deberá ser inequívoca y específica, libre e informada; dicha prohibición solo podrá referirse al ejercicio de algunos de los derechos previstos en el apartado mencionado.

Apartado 4. El interesado tiene derecho en cualquier momento a revocar o modificar la prohibición de conformidad con los apartados 2 y 3 [disposiciones que, en parte, están vinculadas al artículo 587, apartado 2, del Código Civil]. «Las disposiciones no patrimoniales, que la ley permite incluir en un testamento, son válidas si figuran en un documento en forma de testamento, incluso en ausencia de disposiciones patrimoniales»; artículos 587, apartado 1, y 588 del Código Civil italiano].

Apartado 5. En cualquier caso, la prohibición no podrá tener efectos perjudiciales para el ejercicio por parte de terceros [por ejemplo, los sucesores por ley y/o por testamento] de los derechos patrimoniales derivados del fallecimiento de la persona en cuestión, así como para el derecho a defender sus intereses ante los tribunales.

dar. No parece haber duda de que incluye, entre otros, a las parejas de hecho, dado que la disposición se centra en situaciones de hecho (razones familiares) más que en situaciones jurídicas.

¿SE TRATA DE UNA ADQUISICIÓN POR DERECHO PROPIO (*IURE PROPRIO*) O POR DERECHO DE SUCESIÓN (*IURE HEREDITARIO*)?

Tres posibles soluciones:

a) Una parte de la doctrina ha señalado que la disposición del apartado 2, que permite al interesado prohibir el ejercicio *póstumo* de los derechos previstos en el apartado 1 únicamente mediante una declaración escrita dirigida al responsable del tratamiento, tiene como **único requisito previo** que «sea necesario que los sucesores del fallecido adquieran la titularidad de dichos [derechos]», es decir, (...) la adquisición *iure hereditario*.

b) De hecho, el mero hecho de que se prohíba el «ejercicio de los derechos» y no la transmisión de los mismos sugiere lo contrario, es decir, que dichos derechos ya pertenecen a las personas señaladas por la ley, quienes, por lo tanto, podrían alegar haberlos adquirido *iure proprio*.

c) Cabe señalar que, el 25 de noviembre de 2021, en un trágico caso relacionado con el suicidio de un adolescente y la posibilidad de acceder a su cuenta de iCloud, el Tribunal de Bolonia declaró «que ella [la madre] *también actúa como heredera* [énfasis añadido]». La redacción del artículo 2-terdecies establece, por lo tanto, una **doble vía**: la legitimación extraordinaria y la titularidad «necesaria» por parte de los herederos.

¿CÓMO SE PUEDEN EVITAR LOS CONFLICTOS POSTERIORES A LA MUERTE?

En la actualidad, el mejor sistema para regular los intereses digitales tras el fallecimiento parece ser el uso prudente de un testamento, que permite:

- prohibir (y revocar o modificar la prohibición) el ejercicio del derecho de acceso (art. 15), el derecho de rectificación (art. 16) y de supresión (art. 17), el derecho a la limitación del tratamiento (art. 18), el derecho de oposición (art. 21) y a la portabilidad de los datos (art. 20) en relación con los datos personales (Reglamento UE 2016/679, conocido como RGPD)
- ceder activos digitales de forma específica o universal
- especificar el objeto (inmediato y mediato) del legado, prestando atención (referencia al lugar [*relatio ad locum*], referencia al contenido) a determinar claramente si

la intención del testador es ceder la propiedad del soporte (incluido su contenido, ya sea de naturaleza patrimonial o no patrimonial) al beneficiario de la disposición o «desagregar» (con una asignación diversificada al beneficiario correspondiente) el contenido digital respecto al soporte o las «claves» que dan acceso al mismo

- otorgan al beneficiario de la disposición el derecho a ejercer determinados derechos frente a los distintos proveedores de servicios (por ejemplo, Meta, Instagram, Apple, Google, etc.), lo que permite una subrogación parcial en la relación contractual.

ALGUNAS CLÁUSULAS TESTAMENTARIAS:

Ejemplo de la cláusula 1) De conformidad con el art. 2-terdecies del Decreto Legislativo n.º 101, de 10 de agosto de 2018, **por la presente autorizo expresamente** a [NOMBRE, APELLIDOS y datos personales] a ejercer los derechos previstos en los artículos 15 a 22 del Reglamento (UE) 2016/679 en relación con mis datos personales.

Ejemplo de la cláusula 2): De conformidad con el artículo 2-terdecies del Decreto Legislativo n.º 101, de 10 de agosto de 2018, por la presente autorizo expresamente a [NOMBRE APELLIDOS, datos personales] a ejercer los derechos de acceso (art. 15) y/o rectificación (art. 16) y/o supresión (art. 17) y/o a la limitación del tratamiento (art. 18) y/o a oponerse (art. 21) y/o a la portabilidad de los datos (art. 20), de conformidad con el Reglamento (UE) 2016/679 en relación con mis datos personales.

Ejemplo de la cláusula 3): De conformidad con el artículo 2-terdecies del Decreto Legislativo n.º 101, de 10 de agosto de 2018, por la presente **renuncio y prohíbo el ejercicio** de los derechos previstos en los artículos 15 a 22 del Reglamento (UE) 2016/679 en relación con mis datos personales.

Ejemplo de la cláusula 4) De conformidad con el artículo 2-terdecies del Decreto Legislativo n.º 101, de 10 de agosto de 2018, por la presente **deniego y prohíbo** el ejercicio de los derechos de acceso (art. 15) y/o rectificación (art. 16) y/o supresión (art. 17) y/o limitación del tratamiento (art. 18) y/o a oponerse (art. 21) y/o a la portabilidad de los datos (art. 20), de conformidad con el Reglamento (UE) 2016/679 en relación con mis datos personales.

¿CUÁL ES LA LEY APLICABLE EN CASO DE ELEMENTOS EXTRANJEROS?

De conformidad con el artículo 3, apartado 2, del Reglamento (UE) n.º 679/2016 (RGPD), desde el punto de vista del criterio «territorial», el Reglamento se aplica al tratamiento de datos personales:

1. realizado en el marco de las actividades de un establecimiento por parte de un responsable o un encargado del tratamiento en la Unión, independientemente de que el tratamiento tenga lugar en la UE o no.
2. de interesados ubicados en la UE, realizado por un responsable o un encargado del tratamiento no establecido en la UE, cuando las actividades de tratamiento estén relacionadas con: a) la oferta de bienes o servicios a dichos interesados en la UE, independientemente de que se requiera un pago por parte del interesado; o b) el seguimiento de su comportamiento, en la medida en que dicho comportamiento tenga lugar dentro de la UE.
3. llevado a cabo por un responsable del tratamiento no establecido en la UE, pero en un lugar sujeto a la legislación de un Estado miembro en virtud del Derecho internacional público. *[Aplicado en el asunto Google España, sentencia de 13 de mayo de 2014 en el asunto C-131/12 del Tribunal de Justicia de la Unión Europea; mismos principios utilizados por los tribunales italianos: los motores de búsqueda están sujetos a la Directiva europea sobre la protección de datos personales].*

¿QUÉ SUCEDE EN CASO DE CONTROVERSIA ENTRE HEREDEROS, REPRESENTANTES Y OTRAS PARTES INTERESADAS?

Si se aplica la legislación italiana², el artículo 2 terdecies del Código de Protección de Datos no establece ningún tipo de jerarquía, por lo que no queda claro si los deseos de los herederos deben prevalecer sobre los de las demás partes mencionadas en la disposición.

Una posible referencia normativa, así como una interpretación axiológica y no formalista de la disposición, deberían proporcionar una posible clave para su interpretación.

a) El artículo 24, apartado 3, de la Ley de Propiedad Intelectual establece que, en caso de desacuerdo entre los distintos herederos respecto a la publicación de obras inéditas, «la autoridad judicial decidirá, tras oír al fiscal. En cualquier caso, se respetarán los deseos del fallecido cuando estos se hayan dejado constancia por escrito».

b) Es necesario realizar una evaluación caso por caso, teniendo en cuenta los intereses predominantes, que también pueden derivarse del difunto (una figura pública, por ejemplo).

Según la jurisprudencia relativa al artículo 93 de la Ley de Propiedad Intelectual: a) si el conocimiento de la correspondencia es necesario a efectos de un procedimiento civil o penal, prevalece sobre la voluntad del difunto o de sus herederos (Tribunal Supremo,

19/06/2020, n.º 11979; 20/09/2013, n.º 21612); el carácter privado e íntimo de la correspondencia constituye «una limitación específica al derecho a la información y, por lo tanto, también a la investigación historiográfica» (Tribunal de Roma, 22/05/2018).

El apartado 5 del artículo 2 terdecies aborda este aspecto, al establecer que «En cualquier caso, la prohibición no podrá tener efectos perjudiciales para **el ejercicio por parte de terceros de los derechos patrimoniales** derivados del fallecimiento del interesado, así como del **derecho a defender sus intereses ante los tribunales**».

A este respecto, la **Autoridad de Protección de Datos (resolución de 26 de octubre de 2023)** ha admitido que se puede conceder el acceso, de conformidad con el artículo 6 del RGPD, sobre la base de intereses legítimos, que deben ser:

- auténticos,
- serios,
- ni instrumental ni encubierto,
- concreto y actual, no meramente potencial.

LÍMITES AL DERECHO DE ACCESO

El artículo 2 terdecies, apartado 3, última cláusula, establece que «la prohibición solo podrá referirse al ejercicio de algunos de los derechos mencionados en el apartado anterior». Sin embargo, ¿es posible que el fallecido limite aún más esto, por ejemplo, permitiendo el acceso a sus *cuentas en redes sociales* y al contenido publicado (por ejemplo, fotografías, comentarios, etc.), pero no a la correspondencia asociada a ellas? Resulta interesante examinar el art. 85 de la Loi Informatique et Libertés, que distingue entre instrucciones generales y específicas:

c) Las **instrucciones generales** se refieren a todos los datos personales del interesado y pueden registrarse ante un **administrador digital externo** certificado por la Comisión Nacional de Informática y Libertades (CNIL).

² Art. 3 de la PIL (Decreto Legislativo n.º 218/1995): Ámbito de competencia

Art. 9 PIL (Decreto Legislativo n.º 218/1995): Procedimientos no contenciosos: ley nacional cuando la medida solicitada se refiere a un ciudadano italiano o a relaciones a las que es aplicable la ley italiana

Art. 24 PIL: Derechos de la personalidad: la ley nacional de la persona cuyos derechos se ven afectados

Art. 46 PIL: Sucesión por causa de muerte, ahora sustituido por el Reglamento (UE) n.º 650/2012, artículos 20-27: del Derecho nacional al Derecho del Estado de residencia

Art. 48 PIL: Forma del testamento

Art. 51 PIL: Posesión y derechos reales: ley del lugar donde se encuentran los bienes

Cuando, según la normativa vigente, la ubicación de los bienes es determinante, el carácter territorial de los activos digitales elude los criterios habituales para determinar el tribunal competente y suscita dudas. En la doctrina procesal, se sugiere de nuevo superar el punto muerto «localizando» los activos virtuales según el lugar donde se pueda ejercer el poder sobre ellos y, por lo tanto, el lugar donde se encuentra su propietario. En la jurisprudencia, el Tribunal Superior de Justicia aplica el mismo criterio en su resolución en el asunto D'Aloia contra persona desconocida y otros, de 24 de junio de 2022.

Art. 54 del Código de Procedimiento Civil: Derechos sobre bienes inmateriales: ley del Estado de uso

Art. 57 PIL: Obligaciones contractuales, Convenio de Roma de 19 de junio de 1980, transpuesto por la Ley n.º 975/1984

Art. 5 del Código de Procedimiento Civil: Momento determinante de la jurisdicción y la competencia (vinculado al art. 8 del PIL: Momento determinante de la jurisdicción)

d) Las **instrucciones especiales** se refieren al tratamiento de los datos personales mencionados en estas instrucciones. Se registran ante los **responsables del tratamiento** correspondientes. Están sujetas al consentimiento específico del interesado, pero no se hace referencia al requisito de la forma escrita.

El Código de Privacidad italiano no contiene ninguna disposición al respecto.

En la citada resolución de fecha 26 de octubre de 2023, la Autoridad de Protección de Datos aclaró que el derecho de acceso no puede:

- utilizarse con fines especulativos,
- aprovechado para obtener información íntima sobre el fallecido sin motivo justificado,
- ejercerse en contra de los deseos del fallecido.

Por lo tanto, el derecho de acceso no puede perjudicar:

- la reputación del fallecido,
- la dignidad y el respeto de su memoria,
- cualquier decisión de confidencialidad expresamente manifestada.

Este aspecto también se aborda en la sentencia del **Tribunal Supremo de 8 de septiembre de 2015, n.º 17790**, que establece que:

- el derecho del heredero o del heredero necesario **no puede afectar a los datos personales de terceros**,
- el acceso debe limitarse a los datos estrictamente necesarios para la finalidad.

Esto parecería, por lo tanto, referirse al principio de minimización, de conformidad con el art. 5 del RGPD, según el cual el tratamiento de datos debe implicar la cantidad mínima de datos personales.

Del mismo modo, la **sentencia del Tribunal Supremo n.º 39531, de 13 de diciembre de 2021**, aunque se refería a una relación patrimonial (contrato de seguro), reiteró que:

- el heredero puede tener acceso a los datos relativos al contrato que el fallecido celebró,
- pero no podrá obtener datos relativos a la salud o a la vida privada de terceros implicados,
- a menos que se haya dado el consentimiento o que sean esenciales para hacer valer un derecho ante los tribunales (art. 2-terdecies, apartado 5).

Queda aún una cuestión por resolver. ¿Pueden las **condiciones generales** de los servicios digitales (iCloud, redes sociales, etc.) limitar los derechos reconocidos en el artículo 2 terdecies del Código de Privacidad?

En Francia, el artículo 85 de la Ley de Informática y Libertades ha aclarado que: «Cualquier cláusula contractual incluida en las condiciones generales de uso del

tratamiento de datos personales que limite los derechos reconocidos al individuo en virtud del presente artículo se considerará **nula y sin efecto**».

En varias ocasiones, la jurisprudencia italiana ha afirmado que los **deseos del fallecido prevalecen sobre los términos y condiciones generales de las redes sociales** (auto del Tribunal de Venecia de 4 de junio de 2025 (n.º 5516/2025), Tribunal de Roma, Tribunal de Milán, 10 de febrero de 2021).

Un pasaje interesante de la resolución del Tribunal de Venecia establece que: «Los familiares podrán obtener acceso si ello es coherente con los deseos presuntos del fallecido o, en ausencia de deseos en contrario».

Esto significa que **ya no es necesario el requisito formal de un documento escrito**, ya que se considera que los deseos del fallecido —en lo que respecta a los servicios digitales— también pueden acreditarse mediante otros medios de prueba.

OTROS PAÍSES ESTUDIADOS ³

En todos los demás países en los que no existe una legislación específica (la mayoría) que regule qué ocurre con los datos y cuentas digitales (correo electrónico, redes sociales, archivos en la nube, etc.) de todos los proveedores y los derechos de acceso correspondientes, es fundamental planificar la sucesión con la ayuda de un notario de confianza: sigue siendo de vital importancia que los deseos del testador se expresen por escrito para que puedan respetarse: por lo tanto, es necesario, entre otras cosas, enumerar las cuentas, las contraseñas y las instrucciones de sucesión, y designar quién debe ser el «ejecutor» de la identidad digital en sentido amplio (en algunas redes sociales denominado «contacto heredero»). El depósito de seguridad personal (plataforma IZIMI creada por el notariado belga), destinado al almacenamiento y la gestión de documentos importantes y datos personales, es un muy buen ejemplo de gestión y planificación del patrimonio digital.

SOLUCIÓN DEL CASO PRÁCTICO ⁴

a) Legislación aplicable a la sucesión

Brigitte Mardot es de nacionalidad francesa, pero reside en Turín: por lo tanto, se aplica el art. 21 del Reglamento europeo sobre sucesiones (Reglamento UE n.º 650/2012)

³ A saber, Reino Unido, Andorra, Armenia, Bulgaria, Croacia, Grecia, Hungría, Lituania, Malta, Macedonia del Norte, Eslovaquia, Eslovenia, Serbia, Suiza, Turquía y Ucrania.

⁴ Brigitte Mardot, ciudadana francesa residente en Turín (Italia), fallece dejando un importante patrimonio digital, a saber:

- Una cuenta de bitcoins de gran valor,
- cuentas de correo electrónico, incluida su correspondencia personal con el actor Alain Deloin
- Excelentes listas de reproducción en Spotify
- Una filmoteca digital;
- Fotos familiares en iCloud;
- Su perfil de Instagram, con un millón de seguidores, que generaba ingresos de forma regular a través de acuerdos publicitarios.

y, en consecuencia, se aplica la ley italiana como ley del Estado de residencia habitual del fallecido.

b) Cuenta de bitcoins

No se puede negar el valor patrimonial de las criptomonedas, ya que pueden utilizarse —aunque solo sea dentro de la reducida comunidad de sus usuarios— como unidad de medida para el intercambio de bienes y servicios, lo que las convierte en bienes muebles digitales. Además, el art. 1, letra qq), del Decreto Legislativo n.º 231, de 21 de noviembre de 2007, sobre la lucha contra el blanqueo de capitales, que define la «moneda virtual» como «la representación digital de valor, no emitida ni garantizada por un banco central o una autoridad pública, no necesariamente vinculada a una moneda de curso legal, utilizada como medio de intercambio para la compra de bienes y servicios o con fines de inversión, y transferida, almacenada y negociada electrónicamente». De ello se deduce que la criptomoneda en cuestión puede incluirse entre los bienes sujetos a sucesión.

c) Listas de reproducción en Spotify

Una lista de reproducción podría equipararse a la categoría de activos digitales «en línea» que no están protegidos por un derecho de propiedad exclusivo y absoluto del titular: este último es más bien el titular de un «contrato de licencia» o de una posición contractual que le otorga el derecho a utilizar el contenido objeto del contrato en determinadas condiciones y durante un período de tiempo determinado (que nunca excede su vida útil) a cambio de una cuota periódica o única.

Según la mejor doctrina jurídica (Rossello), este contrato entra dentro del ámbito de los contratos atípicos y se considera que las normas que rigen los contratos de arrendamiento pueden aplicarse a él, dentro de los límites de la compatibilidad.

Teniendo esto debidamente en cuenta, parece necesario concluir que los activos digitales sujetos a licencia no son transferibles tras el fallecimiento, ya que el usuario solo adquiere el derecho a utilizarlos durante un período de tiempo determinado y, por lo tanto, al no generarse derechos de propiedad al respecto, dichos activos no pueden incluirse en el patrimonio digital del fallecido.

d) Filmoteca digital

En este sentido, conviene señalar que, si estas películas estuvieran disponibles en una plataforma de acceso mediante suscripción, volverían a aplicarse las consideraciones que acabamos de exponer en relación con los activos digitales bajo licencia.

Si, por el contrario, se puede afirmar que la colección de películas es propiedad plena y exclusiva del fallecido, quien adquirió la titularidad al pagarla, nos encontraríamos sin duda ante activos digitales fuera de línea con valor patrimonial, ya que tienen un valor económico intrínseco para su propietario.

Por lo tanto, dependiendo de la elección fundamental que se haga con respecto a la titularidad de la filmoteca, se pueden llegar a conclusiones diferentes en cuanto a la transferibilidad tras el fallecimiento, ya que solo una situación subjetiva que no cese tras el fallecimiento sería adecuada para ello.

Si se considera que la citada colección de películas constituye un conjunto de activos digitales pertenecientes a una misma persona y con una finalidad única, podría aplicarse el artículo 816 del Código Civil italiano, de acuerdo con el principio de la sucesión por título específico.

e) Fotografías familiares y cuentas de correo electrónico que contengan correspondencia personal

Según la doctrina y la jurisprudencia sobre esta materia, estos bienes pueden clasificarse como «escritos» de carácter confidencial o relacionados con la intimidad de la vida privada. Esta categoría no está regulada por el legislador.

Por lo tanto, la definición de estos conceptos se ha dejado en manos de la jurisprudencia, la cual, teniendo en cuenta las consideraciones de la doctrina jurídica, ha precisado que un documento es «confidencial» cuando su autor tiene la intención de abrirse al destinatario, dada la especial relación de confianza que existe entre ambos, con el fin de comunicarle su estado de ánimo, sus sentimientos y sus opiniones, independientemente del contexto en el que ello tenga lugar, es decir, con la intención de compartir aspectos de la intimidad de la vida privada.

La Ley n.º 633 de 1941 sobre derechos de autor parece aplicarse a estos bienes, y en particular su artículo 93, de tal manera que los herederos no pueden disponer libremente de ellos, sino que deberán respetar el derecho a la intimidad del remitente y no podrán publicar, reproducir ni divulgar nada sin el consentimiento de los familiares más cercanos del destinatario (si son distintos de los herederos), quienes tendrán derecho a oponerse.⁵

f) Perfil de Instagram con un millón de seguidores que genera ingresos de forma regular gracias a patrocinios y publicidad

La cuestión plantea el tema de la herencia de una cuenta, que puede definirse como una relación contractual entre el proveedor del servicio y el usuario en relación con el uso de un entorno virtual específico y personalizable.

⁵ Cabe señalar que, en su resolución de fecha 26 de octubre de 2023, la Autoridad de Protección de Datos aclaró que el derecho de acceso no puede:

- utilizarse con fines especulativos,
- aprovecharse para obtener información íntima sobre el fallecido sin motivo justificado,
- ejercido en contra de la voluntad del fallecido.

Por lo tanto, el derecho de acceso no puede perjudicar:

- la reputación del difunto,
- la dignidad y el respeto por su memoria,
- cualquier decisión de confidencialidad expresamente manifestada.

A diferencia de otros activos digitales, una cuenta siempre es propiedad del proveedor y su uso se rige por los términos y condiciones acordados en el momento del registro (que a menudo incluyen cláusulas que imponen la intransferibilidad del contenido o su eliminación obligatoria).

A la espera de una resolución judicial, estas circunstancias pueden dificultar la transferencia de su contenido digital, el cual, sin embargo, al tener un valor económico incuestionable, parece prestarse a una transferencia mortis causa. Lo único que queda por verificar en la práctica es cómo se puede llevar a cabo. En este caso, las condiciones generales de uso de la red social en cuestión establecen lo siguiente:

«7.2 Titulares de los derechos en virtud del presente contrato

El presente contrato no confiere ningún derecho a terceros.

El usuario no podrá ceder las obligaciones o derechos derivados del presente contrato sin nuestro consentimiento.

Nuestros derechos y obligaciones podrán ser cedidos a terceros. Por ejemplo, esto podría ocurrir en caso de un cambio en nuestra titularidad (mediante fusión, adquisición o venta de activos) o por imperativo legal.

7.4 Resolución de litigios

En caso de cualquier reclamación o controversia relacionada con el uso del Servicio por parte del usuario en su calidad de consumidor, el usuario y Meta acuerdan por la presente resolver cualquier controversia y reclamación ante el tribunal competente del país de residencia principal del usuario que tenga jurisdicción sobre el asunto. En este caso, se aplicarán las leyes de dicho país, independientemente de cualquier disposición sobre conflicto de leyes.

En caso de que surja una reclamación o controversia derivada del uso del Servicio en cualquier otra capacidad, incluyendo, entre otros, el acceso y uso del Servicio con fines empresariales o comerciales, el usuario acuerda resolverla ante el tribunal competente en Irlanda y acepta la aplicación de la legislación irlandesa, independientemente de las disposiciones sobre conflicto de leyes».

OBSERVACIONES FINALES

- No cabe duda de que la sociedad en su conjunto está experimentando una profunda transformación, y con ella el derecho contemporáneo. Esto ha sido provocado no solo por la globalización, sino también por la policentricidad normativa y su internacionalización, caracterizadas por la naturaleza contradictoria e indeterminada de las propias normas.
- Dada la complejidad de las relaciones sociales y la falta de normas que las regulen, el papel del notario cobra cada vez más importancia, como profesional que identifica las nuevas necesidades de la sociedad, las traduce en soluciones innovadoras (aunque sean de *iure condito*), crea normas no vinculantes y, a continuación, inspira a los legisladores, que tardan más en legislar.

- Por lo tanto, solo podemos esperar que los legisladores intervengan para crear normativas nacionales, o preferiblemente europeas, utilizando un lenguaje común destinado a:

- reconocer legalmente los **activos digitales** como parte de una herencia, garantizando a los herederos el derecho a acceder a ellos, gestionarlos y disponer de ellos, dentro de unos límites predefinidos;
- definir el **estatus de la identidad digital** como un bien no patrimonial que queda protegido incluso tras el fallecimiento y a salvo de cualquier riesgo de mercantilización;
- establecer un marco uniforme para las **relaciones entre los herederos y los proveedores de servicios digitales** mediante obligaciones de cooperación, interoperabilidad y respeto de los deseos del fallecido;
- prever **instrumentos jurídicos innovadores** (como testamentos digitales, albaceas digitales y registros de credenciales fiduciarias) para garantizar la aplicación efectiva de los deseos *post mortem*.

La herencia digital nos plantea una verdad muy simple: no seremos recordados por los objetos que poseíamos, sino por las huellas que dejamos.

Y hoy en día, esos rastros no se encuentran en cajones, sino en servidores.

Los notarios somos —si me permiten utilizar esta imagen— los guardianes de los últimos candados de esos cajones y, en cierto modo, también de la vida misma.

La pluma, el sello y el método no son herramientas del pasado: son herramientas que se necesitan especialmente cuando todo se vuelve volátil, intangible, «en la nube» y, sobre todo, cuando nos encontramos en un momento de transición y de vacío normativo que genera incertidumbre.

Sin embargo, no debemos olvidar una cosa: el vacío normativo puede servir para poner cada vez más de relieve la importancia de los deseos del difunto y, por lo tanto, el papel fundamental del notario como puente entre la autonomía privada y la seguridad jurídica.

Mientras haya alguien que tenga algo que dejar —y alguien más dispuesto a recibirlo—, nuestro papel como enlace seguirá siendo esencial.

Incluso en el mundo digital. De hecho, créeme: sobre todo en el mundo digital.



TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÈGLEMENTATIONS EUROPÉENNES

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LA MORT NUMÉRIQUE (SUCCESSIONS NUMÉRIQUES)
ANSWERS TO THE QUESTIONNAIRE ON DIGITAL INHERITANCE (DIGITAL DEATH)
RESPUESTAS AL CUESTIONARIO SOBRE LA HERENCIA DIGITAL (MUERTE DIGITAL)

[VOIR LE TABLEAU](#)

[Français](#)

[VIEW THE TABLE](#)

[English](#)

[VER LA TABLA](#)

[Español](#)

EREDITÀ DIGITALE



IL DECALOGO DEL NOTARIATO



CONSIGLIO
NAZIONALE
DEL
NOTARIATO

Con l'evoluzione tecnologica e una vita online che va sviluppandosi sempre di più, i confini di ciò che possiamo definire eredità si sfumano, arrivando a comprendere altro in aggiunta ai più canonici immobili, ai conti bancari, ai manoscritti o ai beni preziosi contenuti nelle cassette di sicurezza. Ormai infatti esiste una vera e propria eredità digitale composta da dati, account, contenuti social, blog, investimenti gestiti online e tanto altro, di cui è necessario preoccuparsi per tempo, come si farebbe con qualunque altro tipo di bene.

Un'attenta pianificazione dei diritti da parte dell'interessato consente il loro esercizio post mortem e rende possibile tutelare interessi sia di natura morale, personale e familiare, sia di natura economica, evitando costose controversie internazionali dall'esito incerto.

Affidarsi a un esperto che possa aiutare a districarsi nella complessità della materia è la scelta più saggia, i notai italiani si occupano di eredità digitale sin dal 2007. Questo decalogo è frutto della loro esperienza e ha il compito di sensibilizzare i cittadini e rispondere a domande preliminari sull'argomento.

1

Il quadro giuridico è incerto e in costante evoluzione. Attualmente, in Italia così come in Europa, non esiste una legislazione specifica. Non contate insomma sul fatto che la legge provvederà per voi. **È importante, quindi, pianificare per tempo il passaggio dell'eredità digitale, ovvero l'insieme delle risorse digitali offline** (ad esempio file, software e documenti informatici creati e/o acquistati dal de cuius quali immagini, audio, video, film, documenti di testo, nomi a dominio, siti web, blog, ecc.) ed online

(come quelle che si formano attraverso gli account di posta elettronica quali Virgilio, Libero, Yahoo, Google; account di social network, come Whatsapp, Instagram, X, Facebook, TikTok; account finanziari come Binance; account di e-commerce come Amazon, Ebay; account di pagamento elettronico come PayPal, Satispay ecc.). E ciò a prescindere dal supporto fisico (ovvero pc, smartphone o tablet, hard disk, pendrive, CD-ROM, DVD, ecc.) e/o virtuale (cloud storage, es. Google Drive, Dropbox, iCloud, OneDrive, ecc.) di memorizzazione.

2

Le password non fanno parte dell'eredità digitale, ma sono importanti chiavi virtuali di accesso ad un determinato contenuto digitale, che **vanno custodite ed aggiornate**. Infatti, come accade sovente, il problema principale risiede nel recupero delle credenziali, magari perse o non condivise per tempo dal de cuius, impedendo così l'accesso ai suoi dati se non a seguito di costose controversie anche internazionali.

3

Potete affidare a una persona di fiducia le vostre credenziali d'accesso (username e password) con istruzioni chiare su cosa fare in caso di decesso: distruggere i dati in tutto o in parte, o consegnarli a soggetti indicati da voi. Si chiama **mandato post mortem** ed è ammesso dal nostro diritto per dati e risorse digitali con valore affettivo, familiare e morale (es. foto, immagini, video personali). Se cambiate le password, come è buona regola di sicurezza, ricordate di aggiornare le istruzioni. Potete, in alternativa, disporre dei vostri diritti ed interessi digitali per testamento (stabilire, ad esempio, la possibilità o no di accedere ai vostri dati, stabilire chi sia legittimato ad accedere ai vostri computer, ai file ecc.). **Il testamento** è lo strumento più idoneo in caso di dati e risorse digitali con valore economico, ma non solo.

4

Affidare le password a qualcuno non significa attribuire, in caso di morte, la risorsa cui essa dà accesso. È bene, poi, evitare l'utilizzo delle password di utenti assenti o defunti per accedere a risorse, dati, servizi e piattaforme online, a maggior ragione se non si è a ciò autorizzati. Per questo, **tutte le istruzioni e le disposizioni relative all'uso delle password debbono essere ben chiare:** il notaio potrà assistervi e consigliarvi.

5

I beni digitali piratati, i contenuti concessi in licenza (ad esempio tutti quelli per cui si paga un canone, come il pacchetto Office365, Netflix, Spotify ecc.), **gli account di firma elettronica** (ovvero quelli forniti da Aruba, Namirial, Infocert ecc.) **e gli account di identità digitale** (SPID fornito da PosteItaliane, Aruba, Infocert, Namirial ecc.) **sono esclusi dalla successione**. Attenzione anche ai dati nella disponibilità del defunto, ma che appartengono a terzi, come datori di lavoro o clienti, perché di regola vanno loro restituiti.

6

Le criptovalute o monete virtuali (ad esempio Bitcoin, Ethereum, Tether, Litecoin, Monero, Ripple, Stellar ecc.), normalmente custodite in wallet, **sono veri e propri beni digitali con valore economico**.

7

Attenzione ai conti correnti online: **un conto online non è altro che l'estensione virtuale di un conto reale**. Gli eredi possono quindi reclamare quanto spetta loro attraverso i canali tradizionali.

8

Molto spesso, gli Internet Service Providers (ISP), cioè **le società che danno accesso a servizi, spazi e piattaforme sulla rete internet**, hanno la propria sede al di fuori del territorio dello Stato e dell'Europa (es. in USA, Cina ecc.). Questo significa che, in assenza di **disposizioni espresse relative all'eredità digitale**, l'unico modo di accedere ai dati e ai beni digitali dei propri cari defunti è quello di ricorrere a costose e imprevedibili controversie, anche internazionali.

9

Alcuni servizi online, di recente implementati dai vari ISP e contenuti nelle condizioni generali di contratto al momento dell'attivazione, attribuiscono la **facoltà di creare account commemorativi, di consentire o impedire la divulgazione di dati, di disattivare o chiudere l'account dopo aver "segnalato" il decesso dell'utente**. Tra i più noti servizi vi è la funzione per indicare il "contatto erede", che legittima l'utente designato all'esercizio di alcuni diritti morali, affettivi e familiari ma che, tuttavia, non sempre è in grado di soddisfare gli interessi dell'utente defunto, soprattutto in tema di risorse digitali che abbiano un valore economico e patrimoniale. Altri servizi, invece, prevedono addirittura che in caso di morte tutti i dati vengano distrutti e, dunque, persi definitivamente.

10

I notai italiani si occupano di eredità digitale sin dal 2007. In caso di dubbio, affidatevi al vostro notaio di fiducia con il quale potrete trovare la soluzione più adatta alle vostre esigenze reali e digitali.



Per ulteriori informazioni
www.notariato.it